« L'Economie » : les privatisations dans l'est de l'Allemagne

CINQUANTIÈME ANNÉE - Nº 15023 - 7 F

**MARDI 18 MAI 1993** 

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

# La dérive du modèle sénégalais

'HISTOIRE se répète eu Wede, qui evait été errêté aussitôt eprès l'élection prési-dentielle de 1988, e été inter-pellé, samedi 15 mai, au landemein de la proclamation des résultats des élections législatives du 9 mei, et une heure près l'attentat contre le viceprésident du Conseil constitutionnel, Babacer Seye, encien maire de Saint-Louis, essassiné dans sa voiture à Dakar.

Comme il y e cinq ans, le Parti démocratique sénégalais (PDS) de M. Wade avait vivement contesté le régularité des récents scrutins présidentiel et législatif, en dénonçant les fraudes commises, selon lui, par le Perti socialiste (eu pouvoir), Eternel perdent, il s'était à nouveau olacé dans le rôle du meuvais oueur qu'il affectionne, Sans doute avait-il quelques raisons de dénoncer des irrégularités; mais, nalgré l'érosion du Parti socialiste constatée à l'Issue de ces deux scrutine, sa propre audience est loin d'être celle dont il se tarque.

FACE à le contestation sys-témetique, érigée en gme per l'apposition, le pou-- d'avril 1991 à août 1992, - en formant un gouvernement et trois de ses amis faisaient partie. Deux d'entre eux, Ousmane Ngom et Jean-Paul Diaz, einei qu'un quatrième responsable du PDS Pepe Samba Mboup, ont été interpellée avec M. Wade, Et le siège du PDS, encerclé au darmes, l'était toujours lundi

Le pouvoir e donc, semble-t-il, choisi la manière forte, comme en 1988. Or l'arrestation de dirigeants de l'opposition evalt conduit, à l'époque, à des troublas qui avaient egité le pays pendant des mois. Le gouverne-ment serait-il prêt à prendre le risque de voir ce scénario se répéter? Ce chobs serait d'autant plus étonnant que, depuis plusieurs mois, le président Diouf eppelait au consensus national. Le marasme économique dens lequel le Sénégal s'enfonce depuis une dizaine d'années est en effet tel que le pays ne peut s'offrir le « luxa » de nouvelles grèves et manifestations.

UNE deuxième expérience de cohabitation, lors de la formation du prochain gouvernement, semblait pratiquement acquise. D'eutant que M. Wade aurait tanu là une demière occaaurait tanu la une demière occa-sion de participer à la gestion du pays — la prochaine élection pré-sidentielle n'eura lieu qu'en l'en 2 000, et M. Wade est âgé de sobante-huit ans. Mais le scrutin préaldentiel de février et les récentes élections législatives ont provoqué une dérive, le cli-mat s'étant amidament démadé mat s'étant rapidement dégradé entre les diverses formations. Une grande partie de la popula-tion ne s'y est pas trompée, qui a sanctionné la classe politique, ses quarelles et ses injures, er boycottant le scrutin législatif, auquei sauls 41 % de l'électorat ont participé. En plus de catte désaffection, le pouvoir va devoir désaffection, le pouvoir va devoir gérer une situation périlleuse à Dakar, où la «rue» disque de résgir avec violence aux derniers événements. Sans compter que, dans la sud du pays, le gouvernement est toujours confronté à la rébellion séparatiste en Casa-



# Un entretien avec Edouard Balladur

- «L'Europe ne doit pas être ouverte à tous les vents»
- « Nous avons tout fait pour susciter la confiance »

Dans l'entretien qu'il a accordé au moins autant que dans la plate-forme eux Américains d'être militairement pré-« Monde », Edouerd Balladur prévient sa électorale de l'UPF. Indiquant que les sents sur le sol bosniaque, mais ne croit majorité parlementaire qu'il n'e pas l'in- perspectives pour l'emploi «ne sont pas tention de « se laisser entraîner là où il ne veut pas eller». A ses yeux, la charte de 🛮 tre affirme que l'Europe « ne doit pas être 🔝 gouvernement se félicite de la qualité de leurs rapports est écrite dans sa propre ouverte à tous les vents» de la concur- ses repports evec le président de la décleration de politique générale au rence mondiele. Il demende aussi

la prise en otage des enfants de l'école communale Charcot à

 Nous evons vécu deux journées d'angoisse mois je suis réconforté : les enfants ont été sauvés; les responsables de l'école, ceux des forces de l'ordre, du corps médical, ont eu un comportement admirable de courage et de sang-froid que je salue avec respect; le gouvernement e egi avec cohésion et efficacité; le cœur de la France entière a battu à l'unisson. C'est cele qui importe: une nation qui, devant le danger que couraient ces enfants, a manifesté son émotion et sa solidarité.

- L'Assemblée nationale vient d'adopter une réforme du code droit du soi pour les enfants de taller en France avec toute leur cun sait qu'une très grande majo-

bonnes à court terme », le premier minis-

- Cette modification m'a été proposée et je l'ai acceptée, parce qu'elle paraissait raisonnable. Elle consiste en fait à tirer les conséquences d'une évolution de volnnté de coopérer étroitement trente ans. Au moment de l'indéevec elle. Ça m'a paru raisonnapendance de l'Algérie, la France a estimé utile, à bon droit d'ailleurs, de définir avec ce pays des liens d'un type particulier fondés sur une étroite coopération, Mais avec la partie la plus au centre?

trente ans ont passé depuis et je crois qu'il n'était pas possible de laisser continuer à se perpétrer des frandes qui consistaient notamment pour les jeunes femmes à venir eccoucher en France en venant s'y établir evec un titre touristique pendant trois

famille. La nonvelle disposition est fondée sur l'idée que dorénavant l'Algérie dnit être, sur ce point, considérée par nous comme un pays comme les autres. Ce qui, bien entendu, ne remet nullement en cause notre

 N'avez-vous pas charché à donner satisfaction à la partie la plus à droite de votre majorité, eu risque d'evoir des emuis

- La vérité, c'est que la France a des règles infiniment moins. contraignantes que de nombreux eutres pays européens, sans parler des pays maghrébins. Je crois qu'il ne faut pas avoir de comau-delà des propositions de la commission Merceau Long, notamment en limitant le double de la commission de la contra de la contra de la commission de la commi

rité des Français pensent qu'il fout adapter nos règles à une situation nnuvelle caractérisée

pas à la nécessité de pratiquer des bom-

berdements eériens. Enfin, le chef du

par l'ampleur des mnuvements de population. Vous ne craignez pas que ce texte, qui était présenté comme un texte d'intégration, y compris per le garde des scaeux, n'epse en définitive comme un

- Intégrer ne veut pas dire accepter tout le monde, mais ceux qui sont décidés à respecter nos règles et nos principes. Personne ne peut contester qu'il existe des situations oberrantes euxquelles il fallait mettre un

> Propos recueillis par THIERRY BRÉHIER JEAN-MARIE COLOMBANI THOMAS FERENCZI et MICHEL NOBLECOURT Lire la suite page 8

## Le référendum en Bosnie : vers un rejet du plan Vance-Owen par les Serbes

Les résultats du référendum organisé parmi les Serbes de Bosnie-Herzégnvine sur le plan de paix Vance-Owen ne seront connue que mercredi 19 mai, mais tout laisse penser que le « non » l'emportera largement. Le dirigeant serbe bosniaque, Radovan Keradzic, e d'ores et déjà enterré le projet des médieteurs et suggéré que Mikhail Gorbat-chev et l'encien secrétaire d'Etat eméricain, Henry Kissinger, préparent un nouveau redécoupage de le Républi-que, où les cambets se

Lire page 2 les erticles de FLORENCE HARTMANN et JEAN-BAPTISTE NAUDET

# M. Demirel èlu président de la République turque

Un «paysan» populiste. les articles de NICOLE POPE

# La mort du peintre Edouard Pignon

Héritier de Picasso et de Metisse, il a été l'un des principaux acteurs de la peinl'après-guerre jusqu'aux

Lire page 18 l'article de Philippe DAGEN

# Les Danois entre le «oui» et la grogne

Un an après avoir dit « non » à Maastricht, les électeurs se prononcent de nouveau sans enthousiasme, mardi 18 mai, sur le traité d'Union européenne

COPENHAGUE

de notre envoyé spécial

«La raison dit out, mais le cœur dit non. » Depuis 1972, date de leur premier référendum, portant alors sur l'adhésion au Marché commun, les Danois ne cessent de se poser des questions sur cette coopération européenne. Faut-il en faire partie ou pas? Comme tous les Scandinaves, ils honnissent le fisc, qui leur confisque à peu près la moitié de leur revenu mensuel Ils sont par conséquent près de leurs sous et savent évidemment que leurs intérêts économiques se trouvent dans la Communanté.

Comment imaginer en effet assoupi. Résultat, le 2 juin 1992: 50,7 % des Danois disent « non » ron huit fois plus que les besoins du pays puisse survivre en dehors estiment, pèle-mêle, que leur souve-

d'un espace de libre-échange, voire d'un grand marché unique (1986), comme leurs dirigeants politiques l'avaient promis, ils n'y voyaient pas grand-chose à redire, même s'ils grognaient en permanence - mais c'est dans le caractère danois de râler en permanence contre les directives de Bruxelles. En revanche, lorsqu'ils ont entendu parler de projets concrets d'« Union », d'« intégration politique», ce fut sinon la levée de bou-cliers du moins le réveil d'un mouvement antieuropéen qui s'était assoupi. Résultat, le 2 juin 1992 :

d'une politique agricole commune? raineté et le «modèle» de vie scandinave sont menades, que la «dictature» de Bruxelles va imposer sa loi dans tous les domaines, que le Dancmark va perdre son identité nordique, son indépendance, sa spécificité, sa politique de solidarité avec le tiers-monde, sa charcuterie,

Un an plus tard, ils se préparent donc à retourner aux urnes. Cette fnis pour se prononcer sur Maastricht assorti de toutes les concessions essentielles que Copenhague a obtenues de ses partenaires européens lors du sommet d'Edim-bourg, en décembre dernier, en matière d'uninn monétaire, de défense commune, de citoyenneté et de coopération policière.

ALAIN DEBOVE



BRUNO FRAPPAT, ERICH INCIYAN et FRANCK NOUCHI et page 26 la chronique de DANIEL SCHNEIDERMANN

Week-end studieux à Cannes, où étaient projetés Florile, des frères Taviani, et l'Homme sur les quais, de Raoul Penck, un film sur la terreur en Halti sous la dictature de « Papa Doc.». à côté de Body Snatchers, un remake d'Abel Ferrara, d'après Don Siegel, et Louis, enfant roi, de Roger Planchon. Lire pages 17 et 18 les articles de MICHEL BRAUDEAU,

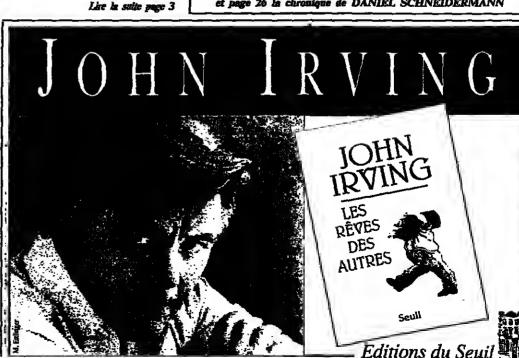
JEAN-MICHEL FRODON, COLETTE GODARD DANIÈLE HEYMANN et JACQUES SICLIER

L'ÉCONOMIE

# Les dénationalisations

Le gouvernement présentera le 26 mai un nouveau projet de loi de privatisation. Dans la sérénité. L'expérience passée montre que le retour au privé e, pour les entreprises en cause, plus d'avantages que de défauts. A condition de savoir gérer l'opé-

Lire aussi : un entretien avec Birgit Breuel, présidente de l'agence de privatisation de l'ex-RDA et les npinions d'Alain Lipietz, François Bourguignon et Plarre-André Chiappori sur le plan Balladur.



Le référendum et la situation militaire en Bosnie-Herzégovine

# Les combats se sont poursuivis pendant la consultation

bats ont continué d'opposer les forces serbes eux forces croato-musulmanes à Brcko, dans le nord de la Bosnie, et les Croates aux Musulmans à Mostar (Sud). Des responsables de l'ONU ont également fait état d'un regain de tension en Bosnie centrale et exprimé la crainte de nouveaux affrontements.

A Mostar, les forces croates ont lancé, dimanche, une attaque d'artillerie dans le centre-ville, qui a été repoussée après une heure de bombardement intensif, e indiqué le porte-parole de la FORPRONU à Sarajevo, le commandant Barry Frewer. Selon Radio-Sara-jevo, edes dizaines de civils » auraient été tués dans la journée. Des duels d'ertillerie, de mortiers et de roquettes avaient eu lieu tout au long de la journée de samedi, notamment eutonr du pont Tito sur le Neretva, qui sépare les zones croates et musulmanes de Mostar. Les combats se sont interrompus pour un temps dimanche, conformément à une cateate négo-ciée entre les généraux croate Milivoje Petkovie et bosniaque Sefer Halilovic, pour leisser passer un devalent se rencontrer mardi à Mostar, en prés leader des Croales de Bosnie, Mate Boban, et du négociateur européen, David Owen.

Dans le Nord, autour de Breko, des échanges d'artillerie se sont poursuivis dimanche, mais aucune avance significative n'a été observée. Les lignes croato-musulmanes «tiennent» face oux forces serbes, o déclaré dans la soirée un porte-parole de la FOR-PRONU. Dans cette région où elles ont laneé une offensive jeudi, les forces serbes tentent d'élargir un étroit corridor qui lie la Serbie avec la région de Banja-Luka, sous contrôle serbe.

La FORPRONU a indiqué evoir observé l'arrivée de renforts en Bosnie centrale, et une tension croissente, qui pourrait annoncer de nouveaux combats dans la vallée de la Lasva, de Travnik, Vitez, Busovace, jusqu'à Kiseljak. Le commandant Frewer a mentionné notamment de nouvelles positions de l'artillerie

convoi d'aide humanitaire. Les présidents croate. Franjo Tudjman, et bosoisque, Alija Izetbegovic, sur le plan international, lundi en fin de matinée. Les Occidentaux avaient pris soin auparavant de préciser qu'ils n'accordaient aucune validité démocratique à cette consultation.

> M. Juppé : une « péripétie »

Le ministre français des affaires étrangères, Alain Le ministre trançais des anaires etrangeres, Alain Juppé, l'e redit samedi: « Les Douze n'attachent aucune signification, aucune valeur à ce référendum qui est une sorie de parodie (...). Ce n'est pour nous qu'une péripétie. » Le ministre avait eu le même jour de nouveaux entretiens téléphoniques evec ses homologues américain et britannique. Ils ont porté notamment es sur les prestions ou il convient d'avance nous gues americain et pritannique. Ils ont porté notamment « sur les pressions qu'il convient d'exercer pour amener la partie serbe de Bosnie-Herzégovine à adhérer au processus de paix défini par le plan Vance-Owen », a précisé le porte-parole adjoint du Quai d'Orsay, Catherine Colonna.

Après avoir paru accorder quelque crédit an référendum en Bosnie lorsqu'il fut annonce, les dirigeants russes sont revenus à des positions plus proches sur ce point de celles des Occidentaux. Le ministre russe des affaires étrangères, Andrei Kozyrev, et les deux médiateurs, David Owen et Thorvald Stoltenberg, ont ainsi appelé, dimanche à Moscou, au déploiement en Bosnie de nouvelles troupes de l'ONU pour commencer l'application du plan de paix Vance-Owen. Le ministre russe a dit s'attendre que le Conseil de sécurité de l'ONU approuve d'ici à la fin de cette semaine une nouvelle résolution détaillant le processus de mise en cenvre. Les ministres des affaires étrangères des pays membres du Conseil de sécurité devraient se réunir. à l'initiative de la Russie, le 21 mai à New-York. Le représentant spécial du président Eltsine, Vitali Tebourkine, a annoncé que Moscou prendrait « dans les tout prochains jours les mesures les plus décisives» en vue d'un règlement pacifique. - (AFP, Reuter.)

# Radovan Karadzic enterre déjà le plan Vance-Owen

de notre envoyée spéciale

«Le plan Vance-Owen est mort. Nous voulons un nouveau plan de paix qui reconnoisse l'existence d'une République serbe qui est une réalité » : au soir du référendum qu'il e organisé dans les territoires bosniaques sous contrôle serbe et sans en attendre le résultat, Radovan Karadzic, le dirigeant des Serbes de Bosnie, a enterré, dimanche 16 mai, le plan de paix proposé par la communauté internationale, qu'il a lui-même signé il y a quelques semaines à Athènes.

Convaincu de le victoire du «non», une beure après la ferme-ture des bureaux de vote, Radovan Karadzic a affirmé à Pale, fief serbe des environs de Sarajevo, qu'e il n'y avait pas d'espoir pour le plan Vance-Owen car il est trop loin de la réalité ». « Faisans un nouveau plan », a-t-il lancé, en assurant que les Serbes de Bosnie étaient décidés à « continuer à négocier ». Le nouveau plan devra toutefois être « très, très différent », puisqu'il devra recoooaître la « République serbe » autoproclamée sur 70 % du territoire de la Bosnie-Herzégovine. « La Bosnie-Herzégovine est reconnue mais elle n'existe pas ; la République serbe ajouté. Dorénavant, il exige que les négociateurs serbes soicot reconnus en tant que représentants d'un Etat à part entière.

> Joie à Pale

Et M. Karadzic d'affirmer que « la réalité, e'est de créer trois Etats, car la Basnie-Herzégovine n'a jamais existé en tant qu'Etat ».

Sans s'opposer à ce que lord Owen continue à présider les négociations de paix - « s'il écoute les Serbes », - il s invité l'ancien ches d'Etat soviétique, Mikheil Gorbatebev, et Henry Kissinger,

LE MONDE

diplomatique

. FRANCE : Temps nouveaux, par Ignacio

Rumonet. - Ces immigres si conpables, si

vulnerables.... par Alain Gresh. - Perte de sens, par Philippe Videlier. - Néfastes effets de

l'idealogie politica-medistique, par François

Bernard Cassen. - Quand la Communante baisse

société modèle danoise, par Ingrid Carlander. -

L'Espagne lasse du « social-libérelisme », par

Thierry Maitniak. - La Hongrie n'est plus noe

« ile beureuse », par Jean-Yres Potel. Dans an

pays affaibli, la tentation regionaliste, par Jean

. PROCHE-ORIENT : Trente-cinq ans

d'effervescence à Gaza, par Nadine Picaudou. -

Homas, de l'islamisme redicel à le logique

• LIBRE-ECHANGE : Vivre sans le GATT, par

• EUROPE : Soenderborg, vitrine ordonnée de la

les bras, par Jean-Leurs Level.

l'ex-secrétaire d'Etat américain, à faire de nouvelles propositions. Interrogé sur les risques d'intervention militaire, M. Karadzie s expliqué qu'un recours à la force ne se justifiait pas alors que « nous opprochons de la paix».

Un climat de joie régnait, dimanche soir à Pale, alors que le président de la commission électorale, Petko Cancar, venait d'an-noncer un taux de participation de 90 % chez les civils et de 95 % dans les casernes. Radovan Karadzic et Petko Cancar ne doutent pas de la régularité de la consulta-tion. Toutefois, les organisateurs du référendum oe connaissaient ni le nombre d'électeurs ni le nombre d'habitants vivant sur leurs territoires. Les listes électoreles n'avaicot pas été établies, et les réfigiés ont été inscrits en fur et à mesore. Dans ces conditions, les taux de participation paraissent pour le moins fantaisistes, Dans la nuit de dimanche à lundi, les premiers résultats montraient que 98,13 % des votants étaient contre le plan et 98,69 % partisans de la «République serbe».

C'est dans des écoles, des épiceries ou des cafés que les babitants de la «République serbe» sont venus voter, samedi et dimanche. Affichées aux murs des bureaux de vote, les cartes du plac Vance-Owen qui prévoient un découpage de la Bosnie-Herzégovine en dix provioces, dont trois revienment aux Serbes, apparaissaient comme un affront. « Vonce et Owen ne savent pas dessiners, lance Miloslav Pljevaljsic, un boulanger serbe de Dubrovnik (Croetie), réfugié depnis plus d'un an à Bijeljina, dans le nord de la Bosnie. A quarante-deux ans, Miloslav ne veut pas d'une paix à n'importe quel dans un Etat où il ne serait pas relégué au rang de minorité nationale. « Nous ne voulons pas vivre isolés dans des enclaves, comme

dans des réserves d'Indiens; ce

Mai 1993

n'est pas viable», explique-t-il, en soulignant evec un large sourire qu'il a voté pour l'indépendance de la « République serbe».

Assénées pendant des mois par les médias locaux, ces explications sont reprises par tous les électeurs. Y compris per des Musulmans, autorisés à voter pour donner une apparence de légitimité à ce référendum. Devant un petit bureau de vote de Bijeljina, Mirsad, l'un des deux mille Musulmans vivant encore dans cette ville qui en comptait 28 000 evant la guerre, raconte on'il a voté contre le plan car il vent que e tous les Serbes soient réunis dans une République vougoslave». Plus su sud, dans la ville de Zvornik, à la frootière avec la Serbie, les réfugiés serbes qui ont remplecé la population musulmane - largement majoritaire avant la guerre - votent, eux, «contre la capitulation». Ils rejettent un plan qui, selon eux, ne peut pas restaurer la paix puisqu'il leur demande de reodre nux Musulmans des territoires qu'ils ont soumis à leur contrôle.

«On ne bombarde pas le peuple»

L'Eglise orthodoxe serbe a, entre Belgrade et les Serbes de Bosnie. Estimant que le référendum était la forme la plus démocratique de l'expression de la volonte populaire, elle s'est désolidarisée des dirigeants yougoslaves (de Serbie et du Monténégro) qui ont reproché sux Serbes de Bo de sacrifier l'intérêt général des Serbes à leurs intérêts particuliers et critiqué l'organisation d'un référendum en temps de guerre.

Habilement organisée, la consultation portait sur deux questions. La première sur le plan Vance-Owen, dont les cartes de découpage de la Bosnie, et la denxième - qui présuppose le rejet du plan de paix international - sur l'indépendance de la «République

Pour Todor Dutina, le directeur de «SRNA», l'agence officielle des Serbes de Bosnie, « tout changera après le réferendum car l'Occident ne pourra pas bombarder un peuple après qu'il eut exprimé nocratiquement sa volonté ». La consultation a donc été organisée non seulement pour légitimer la « République serbe » autoproclamée en avril 1992 mais aussi pour obtenir un « non » ferme et massif au plan Vance-Owen; un « non » presque unanime pour pronver à Belgrade et à la communeuté internationale qu'aucune pression ne pourra faire flèchir les Serbes

FLORENCE HARTMANN

G MONTÉNÉGRO : use mosquée endommagée par une explosion. – Une explosion a endommagé, samedi 15 mai, une mosquée de la ville de Niksic au Monténégro, 2 rapporté l'agence yougoslave Tanjug. Il s'agit du premier incident de ce genre au Monténégro, où vit une communauté musulmane. Le gouvernement monténégrin et la municinalité de la ville, située dans l'ouest de la République, oot condamné l'attentat commis contre la mosquée de Hadjismall, qui a également endommagé une clinique sitnée dans les environs. -

«Au nom de nos morts...»

BANJA-LUKA

de notre envoyé spécial

« Pour que le monde entier sache quelle est notre volonté et qu'il en tienne compte », Slobodanka, qui sa moque d'une trop hypothetique Intervention militaire internationale, a voté, dimanche 16 mai. Sur fond de tirs à l'arma automatique pour célébrer les mariages des guer-riers serbes revenent du front, cette Serbe d'une quarantaine d'années e voté « contre » le plan de paix International e injuste pour le peuple serbe » et « pour » une « République serbe indépendante » de Bosnie, libra « d'entretenir des relations avec d'autres

paly international, esont serbes», ethniquement ou historicuement.

Les Musulmans de Banja-Luka, ceux qui sont restés et ne veulent pas avoir e de problèmee ». ont enfilé leure habits du dimenche pour eller voter, comme les Serbes. Muheren Krzci, kii, ne a'est pas rendu aux urnes. Le leader politique des Musulmans de Banja Luka aurait bien lancé un eppel au boycot-tage de ce scrutin, qu'il juge « lilégal car les Serbes ont modifié en leur faveur, per le purification ethnique, la composition des populations de la région ». Mais il n'a pu le faire car il n'a, dit-il, reucun accès eux médies

Sexue, s.

Etets . Comme, semble-t-il, l'écresante majorité des Serbes de Boenie occidentale, cette juriste de Banja-Luka refuse e démocratiquement » un découpege de le Bosnie qui les isolerait de «la mère Serbie», couperait «le cordon de vie» en donnant aux Croates bosnieques l'étrait corridor qui relie eulourd'hui les «peuples serbes» et enterrerait la Grande Serbie.

Selon les résultats de quatre bureaux de vote de Banja-Luka, où le taux de participation a été de 92 %, pràs de 85 % des votents se sont prononcés contre le plan de paix (12 % pour et 3 % ds bulletins nuls). Slobodanka fait aussi de son e non » une question de principe. « Besucoup [da Serbes] ont été tués pendant cette guerre. Au nom rendre cas territoires s. expêruet-elle au sortir de l'un des bureaux de vote de la deuxième ville de Sosnie.

« Nous avons décidé

de rester» Pour Vitamir Papavic, viespremier ministre du gouvernement serbe de Bosnie, ls pro-blàme est e légal ». e Notre Constitution, explique-t-2, dit que les frontières de notre République ne peuvent être modifiées ue per référendum et obligeait le Parlament à organiser cette consultation ». Selon cette Constitution, els République comprend tous les territoires ethniquement serbes, dont les régions où un génocide a été commia contre aux ». Et M. Popovic de démontrer, cartes et chiffres à l'appui, que tous les territoires que las Serbes devraient rendre selon le plan de autorités serbes.

locaux ». Président local du SDA, le parti des Musulmane de Bos-nie, M. Krzie peut difficilement sortir de sa maison, dont le porte e été mitrallée il y e un mois. « il est vrai, reconnaît M. Krzic, que des Musulmans et des Crostes ont voté mais la police serbe a visité les maisons pour leur dire d'eller voter a'ils na voulaient pas perdre leur mai-eon, leur travail. Meurtres, vols, incendiea, mitrailleges sont des événements quotidiens », précise-t-Il en égrenant la liste des récents passages à tabac, arres-tations, viols de jeunes filles devant leurs parents, des per-sonnes brûlées vives dans leur

maison et autres c'exemples ».

Les Musulmens qui ont le cou-

age de ne pes voter s'occupent à sauver les ruines de leurs deux mosquées historiques, détruites il y a une semaine par des explosions canonymes ». Tout en rejetant la responsabilité des attentats sur « des extrémiates musulmans qui voulzient provoquer une intervention internationales, les autorités serbes s'attaquent maintenant aux pierres vieilles de quatre cents ens, qui sont jetées à la décharge municipale. A l'heure de l'ouverture, samedi 15 mai, des bureaux de vote pour le « référendum des citoyens de la République serbe de Boenie », une pelleteuse déblaye les restes de la mosquée Ferhad-Pacha, construite en 1579 et détruite par une violente explosion dans la nuit du 6 au 7 mai 1993. Cinq jours eprès l'extenset, les autorités locales ont feit seuter, pendant le nuit, le mineret qui était resté miraculeusement debout. « Pour dee raisons de sécurité», expliquent les

« Nous avons décidé de restera, explique Ibrahim Halilovic, le mufti de la ville. Dans la municipalité de Banje-Luka (195 000 hebitants, selon la recensement de 1991, dont 55 % de Serbes, 15 % de Croates, 14,5 % de Musulmans), on comptait vingt-sept mille mueulmane avant le guerre ; ils ne seraient plus eujourd'hui que vingt mille, souvent agés ou trop pauvres pour partir. « Après la destruction de auelaue huit cente mosquéea en Bosnie en un an, cette nouvelle destruction est un message clair aux Musulmans de Banja Luka», estime le président de la société culturelle des Musulmans de la ville. Un message qui ressemble fort à «le valise ou la cercueil». «La communeuté internationale condamne le nettoyage ethnique maie ne fait nen. Comme une mère qui étranglerait son nouveau-né en disent : « Je t'eime, mon-enfants, s'indigne le muffi. Les Serbes, qui refusent le plan de paix cer ils « ne veulent pas vivre dans des réserves d'indiens », jouent tous les soirs à

Dès 22 heures, l'heure du couvre-feu, le ville résonne de refeles de kalachnikov, souvent tirées sur lee facades des maieona musulmenee. On entend

> Mauvais western

Le jour venu, on découvrirs, ravagée, l'une des rares boutiques musulmenes qui était encore intacte. Lea Croates et surtout les Musulmans sont herassés. Ils perdent d'abord leur travall, puis leur appertement. Des e éléments incontrôlés » tirent sur leurs maisons. Des centaines de Musulmans partent chaque semaine », explique Michel Minnig, le repré-eentant du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), seule organisation étrangère encore présente en permanence dans la ville, melgré les insultes des soldats ivres dans le rue, les jets de pierres et autres menacee. Le mois demier, des véhicules de la Croix-Rouge ( « qui devient une cible», précise le délégué) ont même été mitraillés par des Serbes. « Même si les Serbes disaient coul » eu plan, rien ne serait résolu », estime Michel Minnig. « kd., le harcèlement des minorités se poursuivra tant qu'il n'y eurs paa un importent déploiement de forces de l'ONU. Pour la communauté internationale, il est trop fecile, poursuit le déléqué, de condamner le nettoyage ethnique sans rien faire. Ou nous protégeons ces gens en créant lei des zones de eécurité de l'ONU, ou nous les aidons à

1989

A coup d'annonces pour des échanges de résidence, de tirs, d'explosions d'intimidation et de meurtres a pour l'exemple », le e nettoyage ethnique a s'est poursuivi en ces deux jours de e référendum démocratique ». Dans un quartier musulman, où sa trouve une usine d'armas, des Musulmane pleurent discrètement en voyant passer des avions de l'OTAN qui font respecter l'interdiction eérienne. lle vous disent : (Nous avons voté maie prions pour qu'ils nous

JEAN-BATISTE NAUDET

bombardent. 3

nationaliste, par 11 endy Kristianasen Levitt. ASIE: Pekin-Rangoun, nouvel axe asistique, par Indré et Louis Boucand. - Elections minées au Cambodge, par Racul Jennar. En vente chez votre marchand de journaux - 20 F

# M. Demirel a été élu président de la République Parti de la Juste voie (DYP), qui élira un nou Parti de la Juste voie (DYP), qui élira un nou parti de la DYP, qui élira un nou parti de la DYP, qui élira un nou par

de notre correspondante

Vétéran de la politique turque, Suleyman Demirel a atteint, dimanche 16 mai, la consécration suprême en devenant le neuvième président de la République. Elu par 244 des 450 députés, il a dépassé, de peu, la majorité absolue (226 voix) qui était requise au troisième tout de secution.

L'élection de M. Demirel, qui s'est déroulée dans le calme, était attendue depuis la mort, le 17 avril dernier, du président Turgut Ozal. Pour tenter d'empêcher l'ascension presque inévitable de M. Demirel, Mesut Yilmaz, le dirigeant du la Marchant de la Marchant (ANAP) avait priva-Parti de la Mère patrie (ANAP), avait briève-

tiative o'avait pas eu de suite, faute de person-nalités ad hoc. Des lors, les trois autres candidats n'étaient que les symboles des divisions de l'opposition, sans avoir aucun chance réelle.

« De chef du gouvernement, je deviendral chef de l'exécutif, » affirmait il y a peu M. Demirel. Les Tures se demandent aujourd'hui jusqu'où iront les similitudes entre M. Demirel et Turgut Ozal: le président Demirel tentera-t-il d'user de son droit de veto pour bloquer des lois visant à limiter les pouvoirs du chef de l'Etat, que le premier ministre Demirel venait de faire accepter par l'Assemblée?

Le vice-premier ministre Erdal Inonu assurera

l'intérim jusqu'au congrès extraordinaire du Parti de la Juste voie (DYP), qui élira un nou-vean dirigeant et premier ministre le 12 juin prochain. Ismet Sezgin, ministre de l'intérieur, Tansu Ciller, en charge de l'économie, et Cavit Caglar, ministre d'Etat, figurent parmi les personnalités qui pourraient prendre la tête du parti avec l'appui du nouveau président. Husa-mettin Cindoruk, le président du Parlement, semble avoir compromis ses chances à court terme en se démarquant elairement de M. Demirel Le congrès ordinaire du parti, qui aura lieu en novembre, pourrait cependant lui fournir l'occasion de s'imposer lorsque l'ombre de M. Demirel se sera estompée.

# Un « paysan » populiste

de notre correspondante

Après trente ana d'une carrière politique mouvementée, Suleyman Demirel e finelement échengé le chepeeu feutre, devenu aon symbole, pour le heut-de-forme et la redingote. portén par les chefa de l'Etat depuis l'avanement de la République turque.

Né en 1924 dens une famille da fermiers de la région enato-lienne d'Isparta, Ingénieur hydrau-lique de formation, M. Demirel s'était lancé dans le politique au sein du Parti de la juatice, eu début dea ennées 60, eprès s'être forgé une réputation de groi des barrages » au cours de plusieurs années à le tête de le Compagnie des eaux.

Populiste et conservateur, il e su, tout au long de sa carrière, toucher le cœur de le Turquie rurale et de la bourgeoisie pro-vinciale. Pour maintenir le contact avec sa base politique, il a parsoumettant à d'innombrablea embrassades et accolades. La presse reinque à l'écomment estime qu'il avait serre environ 123 000 mains depuis son-reteur au polivon, a la fin 1991..."

20 Aug 12 Aug 12

r Je suis un paysan, je suia

petient, » a-t-il expliqué. « Je aame puia j'ettend. » Ecarté à deux reprisea par des coups d'Etat militalree, M. Demirel e effectivement dû faire preuve de patience, notamment eprès son éviction per les militairea en 1980, forsqu'il n'est vu interdire toute activité politique. Cette exclusion avait duré juaqu'en 1987, où un référendum populeire aveit, de justesse, rétabli ses droits malgré l'opposition de son grand rival, Turgut Ozal, alors premier ministre.

> Un parcours. sinueux

Affectueusement surnommé \* Baba » (pepa) per ses supporters. M. Demirel est violemment. critiqué par certaina de ses détracteurs qui détestent ses discours prolixes, vagues eu point d'être parfois incompréhensibles, et l'accusent de n'avoir ciamais pris de décision au cours de sa carrière politique ».

Les citadins et les milleux d'affaires houdent son Parti de le juste voie (DYP) - héritier du Parti de la justice après sa dissoet préferent accorder leur vôte à l'ANAR, fondé par Turgut Ozal, un paru à l'idéologie similelre, mais à l'image plus moderne.



Victime à deux reprises de coups d'Etat militaires, en 1971 et en 1980, M. Demirel se pose volontiers en champion de la démocratie et a souligné dimanche, lors de son discours d'investiture, la evictoire » que constitue e la fait que ce poste atmosphère de calme, dans le respect des règles démooratiques, et sans causer de problemes». Mais en dépit des promesaes aur lee réformee constitutionnellee et le respect

des droits de l'homme, se préoccupation principale, au cours des dix-huit mois qu'e duré son derrier gouvernement, aemble avoir été de maintenir le statu quo et d'éviter tout remous, au niveau national comme dens les rangs traditionalistes de son propre

 Hier était hier, aujourd'hui est aujourd'huis, est une phrase qu'il utilise souvent pour expliquer les contradictiona epparantes d'un percours ainueux. Dens lea ennées 70, il avait été amené à former des gouvernementa de coalition evec l'extrêmedroite netionaliste et les Islamistes, avant de s'ellier eux sociaux-démocrates en 1991 pour former son septième gouvernement.

Pour accéder à la tête de l'Etat, il a d'ailleurs bénéficié à la fois du soutien d'une grande partie des socieux-démocrates d'Erdal Inônû et des ultra-netionelistes de

M. Demirel devra peut-être avoir recours de nouveau à sa phrase favorite pour expliquer pourquoi, eyant violemme équemment critiqué le président Ozal pour e'être intéressé de trop. près aux affaires du gouvernement, il semble maintenant sur le point d'en faire autant.

NICOLE POPE

# Les Danois entre le « oui » et la grogne

Safte de la première page

Pour les partisans du «non», gauchisants pour la plupart, les arguments n'ont pas vraiment changé. On souligne que les électeurs vont en fait voter sur le même texte, car les accords d'Edimbourg ne sont pas juridiquement contraignants. « Oui à l'Europe, non à Maastricht!», répète par exemple Dudre Dahlerup, professeur d'université et l'une des principales animatrices du Mouvement de juin (fondé après le référendum de 1992) : « A l'heure de l'ouverture de l'Europe, il est absurde de parier d'une défense commune des Douze. L'Europe, c'est plus que la CEE, et, o mes yeux, on ne peut pas avoir de

nations qui fonctionnent bien pour les remplacer par un Etat supranatio-nal, capitaliste et bureaucratique. Nous ne voulons pas des Etats-Unis d'Europe.» Et son collègue, Kai Lemberg, vieux routier de la lutte contre le Marché commun et professeur à l'université de Roskilde, d'ajouter : « Nous avons davantage de points communs - culturels, humains, linguistiques et sociaux — avec nos voisins scandinares. Ensem-ble, nous formons une identité qui, si si nous n'avions pas vote non,

AUTRICHE

# Nouvelle poussée nationaliste aux élections régionales de Basse-Autriche

de notre correspondente

Les élections au Parlement régio-Les élections au Parlement régional de Basse-Antriche ont été marquées par une nouvelle ponssée du FPOe, le parti de l'extrême droite nationaliste dirigé par Jörg Haider. Avec 12,2 % des suffrages (+2,8 %), il nbtient 7 sièges (+2). Ce succès se fait au détriment des deux grands partis, l'OeVP (démocrate-chrétien) et le SPOe (social-démocrate), qui perdent respectivement 3,4 % et 3,2 % des voix.

Tout en restant le parti le plus important avec 44,1 % des suffrages et 26 députés sur 56, l'OeVP perd la majorité absolne qui lui permettait de gouverner seul cette province depuis plusieurs décen-

On attendait également le score du Forum libéral de Heide Schmidt, l'ancienne candidate du

nous entrons dans une Union euro-péenne, disparaîtra inévitablement; le Danemark n'est rien dans la CKE, en juin dernier, personne ne se sou-cierait de nous. » Là, dit-il en riant, réelle démocratie dans un ensemble « cette fois-là; nous avons eu, pour de 350 millions d'habitants. Il ne fois, une véritable influence! Mais pour les Grands de la CEB ce

> FPOe à l'élection présidentielle qui avait quitté, nu mois de février dernier le parti de Jörg Haider dont elle désapprouvait les crienta-tions de plus en plus droitières, zénophobes et antieuropéenues. Avec des candidats peu connus, sans appareil politique comparable à ceux des partis établis, le Forum libéral a cependant réalisé une per-cée remarquable en obtenant 5,1 % des suffrages et 3 députés.

Le succès du FPOe a cependant surpris la plupart des observateurs politiques autrichiens, qui prédisaient un déclin de l'influence de Jörg Hnider à la suite de la défec-tion de plusieurs de ses proches collaborateurs et du demi-échec de sa campagne de signatures du mois de janvier dernier visant à organiser un référendum pour limiter

n'était qu'un incident de parcours... »
Niels L' Meyer, figure de proue du
Monvement de juin, et lui aussi professeur - de physique - à l'université de Copenhague, a beau dire
qu'unece Maastricht, le rôle du Folketing (le Parlement danois) se résumera à tamment des dérisions mera à tamponner les décisions prises à Brucelles», les meetings des organisations qui font campagne pour le «non» ne rassemblent, cette année, guère de monde. Ils n'étaient que quelques dizaines, samedi, sur une petite place de Copenhague, pour écouter surtout des chanteurs et des groupes de rock à l'une des ultimes réunions «électorales». Affiches, badges, T-shirts, bicyclèttes armées d'un petit drapeau danois, ballons bleus pour les enfants (« Union? T'es pas con, petit?»), cela ressemblait plutôt à un pique-nique d'amis. Depuis trois semaines, e'est l'été an Danemark et, sous ces latindes, quand le soleil arrive aussi brusquement, les têtes sont plus à la pour le «non» ne rassemblent, cette brusquement, les têtes sont plus à la plage qu'au vague projet de Consti-tution pour l'Europe ébauché par le Parlement de Strasbourg qui menace la souveraineté du royaume.

## Changement . de ton

Largement en tête dans les son-dages (49 % contre 33 % et 14 % d'indécis, scion l'institut Vilstrup), le « oui » ne mobilise pas davantage. Comme l'année dernière, il regroupe Comme l'année dernière, il regroupe l'establishment politique: le gouvernement, l'opposition, le patronat, la confédération des syndicats – plus, cette finis, les socialistes populaires, qui ont opéré une volte-face au vu des accords d'Edimbourg. Seule l'extrême droite, qui redoute une «invasion des musulmans», est contre. Mais, si les arguments sont aussi grosso modo les mêmes qu'en 1992, le ton a changé.

Le précédente coalition de centre droit de Poul Schlüter avait voulu «forcer» les Danois à voter pour Masstricht en leur brandissant Mastricht en leur brandissant l'épouvantail de la débâcle économique et de l'isolement international. Cette campagne tambour battant n eu l'effet contraire, car, dit le sociologue Lars Bille, e les Danois se méfient mujours des ordres, d'un consensus politique national, ils ont l'impression qu'on essaye de les bernes c'est la raison pour lamelle nous avons eu presque toujours ici des gouvernements de coalitina minoritaire et une certaine instabilité parlementaire. Le Danois n'aime pas donner le pouvoir à un seul parti ».

En un an, la situation a changé, en ce sens que le Danemark est gouverné maintenant par une coalition - bien sur! - mais de centre ganche et dirigée par un social-dé-mocrate, Poul Nyrup Rasmussen. Avant Maastricht, il a, hri, opté pour la manière douce. Il évite d'effrayer ses concitoyens. D'autant que, lors du précédent référendum, les deux tiers des électeurs de son parti ont voté «non». Il s'agit done mainte nant pour lui de les rassurer - c eventuellement, avec le compromis d'Edimbourg, de les faire changer d'avis. Mais il ne peut s'empêcher, non plus, de les allécher. A une semaine du scrutin, la presse a fait état d'un projet de réforme fiscale du gouvernement (dans un sens séduisant pour les Scandinaves) dont les détails ne seraient précisés qu'après le référendum... et si le «oui» l'emporte. Le premier ministre, même lorsqu'il prend, en manches de chemise, une bonne Carlsberg ou Tuborg (peu importe, les deux fleu-rons de la bière danoise ont aujour-d'hui fusionné), comme ce vendredi à Kolding, dans un café avec les habitués du lieu, met en garde contre les conséquences d'un «non»: pent-être la perte de quelque 150 000 emplois, la chute des inves-tissements étrangers, la menace sur la couronne, etc.

Les partisans du «oui», forts du compromis d'Edimbourg, paraissent nvoir tenté en fait d'inciter les Danois à voter, non pas sur Maastricht, mais sur la question Devons-nous ou non rester dans la Communauté européenne? » 11s savent que sur ce point plus des deux tiers de leurs compatrioles sont d'accord avec eux et, les sondages le montrent, les fameuses dérogations obtenues ne jnuent pas un rôle important, cette fois, dans leur choix. Mais même s'ils votent «oui», mardi, les Danois continue ront à se demander, à l'avenir, s'ils n'ont pas fait le mauvais choix, s'ils leur souveraineté. « Nous sommes bien comme nous sommes, nous sommes un pays bien organisé et je vais voter encore « non », dit un com-merçant du port. Natre politique, c'est nous qui la décidons et aucun autre pays en Europe. Imaginez que l'halie nit son mm à dire? Ça,

ALAIN DEBOVE

# AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD : Ferdi Hartzenberg nouveau chef du CP

# Un «dur» à la tête du principal parti d'extrême droite

Au cours d'un congrès extraordinaire à huis clos, samedi 15 mal, dans la banlieue de Pretoria, Ferdi Hartzenberg e été élu à l'unanimité chef du Parti conservateur (CP). Il succède eu pasteur Andries Treurnicht, décédé le mois dernier eprès une opération cardiaque. Le CP, qui siège au Perlement, est la principale formation d'extrême droite participant eux négocations constitutionnelles.

**JOHANNESBURG** 

de notre correspondant

L'élection de Ferdi Hartzenberg, considéré comme un «dur» n'avant adhéré au processus de négociations qu'avec réticence, était largement attendue. La seule surprise ne pou-vait venir que de la nomination de son adjoint. Le congrès a élu à ce poste M. Willie Snyman, considéré, hui, comme un «modéré».

An cours d'une conférence de presse, M. Hartzenberg e réaffirmé l'engagement de son parti à lutter ponr la constitution d'un « Etat boers et contre « la loi du Congrès national africain (ANC) au sein d'un Etat unitaires. « Nous sommes prêts à négocier notre avenir, pas nos funé-railless, a-t-il conclu, immédiatement approuvé par son adjoint «modéré». Né en 1982 d'une scission au sein

du Parti national (NP, au pouvoir depuis 1948), le Parti conservateur est principalement implanté dans les zones rurales et dans les couches afrikaners de la petite bourgeoisie urbaine. Il représente la partie «insti-tutionnelle» d'une extrême droite opposée à toute remise en cause de l'apartheid, Bien qu'agissant principalement su oiveau parlementaire, le CP a tissé des liens étroits avec les activistes d'extrême droite et les

mouvements néonazis. L'un de ses mouvements néonazis. L'un de ses responsables, Clive Derby-Levis, est ainsi soupconné d'être le cerveau du meurtre du dirigeant communiste Chris Hani, assassiné le 10 avril. Les événements de ces trois dernières années ont cependant conduit le CP à tenir compte des réalités. Il réclame désormais l'autodétermination des Afrikaners qui choisiraient de fuir un Afrikaners qui choisiraient de fuir un Etat administré par la majorité noire.

Pour être encore confuse, l'idée de l'autodétermination des Blancs commence à faire son chemin, défendue par plusieurs autres partis, dont l'Union du peuple afrikaner (AVU). La semaine dernière, à l'issue d'une réunion avec la direction de l'AVU, le ministre du développement consti-tutionnel, Roeif Meyer, qui dirige la délégation gouvernementale aux négociations multipartites, reconnaissait qu'il n'avait aucune objection de principe à l'autodétermination des Afrikaners.

L'existence de l'AVU est aujourd'hui la principale menace qui guette le CP. Produit d'une scission à l'intéle CP. Produit d'une scission à l'inte-rieur du Parti conservateur, elle vient de recevoir le soutien du général Constand Viljoen, ancien chef de l'armée, Avec d'autres généraux en retraite, le général Viljoen est aussi à l'origine de la création du Front du peuple afrikaner (AVF) qui pourrait blen réussir l'union des forces d'extrême droite jusqu'alors disperd'extrême droite jusqu'alors disper-sées. Beaucoup plus qu'un Ferdi Hartzenberg à la personnalité contro-versée, le général Viljoen jouit d'une solide réputation. Pour ses amis politiques, son soparition sur le devant de la scène survient à point nommé : les négociations constitutionnelles piétinent, et de nombreux militants du Parti national commencent à dou-ter des capacités du gouvernement à surmonter la crise. Celui qu'un hebdomadaire a surnommé le «nouveau Moise de l'extrême droite» pourrait rapidement faire reparler de lui.

GEORGES MARION

us. - Les Nations unies qui président les pourparlers de paix d'Abidjan, oot « sommé » dimanche l'Union oatinnale ponr l'indépendance totale de l'Angola (UNITA): de signer le protocole d'accord final et ont décidé de sus-pendre les oégociations dans l'at-tente d'une réponse, e Indiqué, dimanche 16 mai, le porte-parole de l'ONU Joao Albuquerque. Bou-tros Bontros-Gbali a adresse un a message personnel » au président de l'UNITA, Jonas Savimbi. Le gouvernement de Luanda a accepté « dons sa totalité» le protocole d'accord et le ememorandum d'exdiscussions, engagées le 12 avril à Abidjan, achoppent sur la question do retrait des forces de l'UNITA

CONGO : les rémultats des légialntives hloqués par Popposition. – La coalition de l'opposition congolaise conteste les résultats du premier tour des élec-tinns législatives anticipées du 2 mai, qui n'ont toujours pas été publiés, deux semaines après le scrutin. L'opposition exige que la

des zones qu'elle contrôle. - (AFP.)

in ANGOLA: l'ONU suspend les commission électorale invalide les résultats dans sept circonscriptio où des irrégularités auraient été constatées. Mais la mouvance présidentielle rejette ces exigences. estimant que la commission électo--rale 'u'a pas compétence pour annuler ou valider les résultats du vote. - (AFP, Reuter.)

> □ MAROC : l'Istiglal et l'USFP font liste commune pour les élections législatives. - Les deux prineipaux partis d'opposition, l'Istiqlal et l'Union socialiste des forces populaires (USFP), ont annonce, dimanche 16 mai, qu'ils présenteront des candidatures communes aux élections législatives du 25 juin. Cette liste aunitaire et communes est la première du genre dans l'histoire de ces formations depuis l'indépendence du Maroc, en 1956. Le 12 mai, le «bloc démocratique», qui regroupe les principaux partis d'opposition marocains, nvait annoncé avoir adopté un « programme politique, économique et social commun » qu'il s'engage à appliquer en cas de vietoire aux prochaines élections (le Monde du 14 mai). - (AFP.)



tempérament et expérience. M. Chuan Leckpai panse les bles-sures et évite l'affrontement. Le rap-

port officiel sur la répression de mai

demeure gérée de façon prudente.

Les querelles, au sein de la majorité

comme au Parlement, ont contribué

à une érosion sensible de la popula-

rité d'une équipe dont la victoire

avait été saluée, en septembre 1992,

comme celle des «anges» sur les

«démnas». Anjaurd'hui, avec un

gouvernement en demi-teinte et une

ligne floue entre opposition et majo-rité, la Thallande vit sans anges ni

démons, ce qui ne contribue pas for-

cément à renforcer l'assise parlemen-

CAMBODGE

Les incidents

se multiplient

avant les élections

De nnuveaux combats ont eu

De nnuveaux combats ont eu lieu, dimanche 16 mai, à 40 kilo-mètres au nnrd-ouest de Siem-Réap, entre Khmers rouges et gouvernementaux. Des obus sont tombés sur un poste de l'APRONUC (Autorité provisoire de l'ONU ao Cambodge) tenu par des «casques bleus» originaires du Bangladesh. La zone de l'aéroport de Siem-Réap, qui dessert les temples d'Angkor, a, par ailleurs, été de nouvean bombardée.

Un «casque bien» uruguayen a, d'autre part, été tué par balles dans la nuit du 14 an 15 mai, e annoncé l'ONU. C'est le quatorzième soldat

des Natinas unies à trouver la

des Natinas unes à trouver la mort au Cambodge depuis un an. Enfin, l'ONU a commencé, samedi, à évacuer de Phnom-Penh les familles des personnels de ses ageoces civiles, par crainte d'ac-tions terroristes dans la capitale à l'approche des élections, qui doi-vent avoir lieu du 23 au 27 mai. — (AFP, Reuter.)

# La démocratie s'est discrètement consolidée

manifestations de Bangkok par l'armée, le premier ministre, Chuen Leekpal, est parvenu à limiter l'empriee des casernes sur la vie publique.

BANGKOK

de notre correspondant

Qui ne se souvient de ce monarque d'apparence sévère, assis à l'ex-trémité d'un canapé, sermnnant deux hnmmes agenouillés à ses pieds? Le premier, le général Suchiada Krapayoon, premier ministre pour encore quelques jours, avait ainsi été sommé de faire taire ses fusils. Le second, le général Chamlong Srimuang, sorti de prison pour la circonstance, avait été invité à calmer les passions populaires. Le 20 mai 1992, au cours de cette étonnante scène retransmise dans le monde entier, le roi Bumibol avait danc mis fin à trois jaurnées de répression sanglante, par l'armée, de manifestations démocratiques. Aux Thatlandais, il restait à pleurer des dizaines de morts et de disparus.

Un an après, le lundi 17 mai, le royaume célèbre, plutôt murose. l'inniversaire de ce que beaucoup considèrent, avec le recul du temps, cratie – cher payé il est vrai. Les soldats ont regagné leurs casernes et l'armée n perdu la responsabilité du maintien de l'inrdre. Les généraux tenus pour responsables de la répres-sion ont été mis au placard, et les nouveaux chefs donnent leur avis quand les décisions du gouvernement les touchent de près : achats d'armes, relations avec les voisins. Pour le reste, ils sont discrets.

Depuis octubre, à l'issue d'élec-tinns tennes le mnis précédent, le pays est géré par une coalition de cioq partis qui s'appuie sur une majorité d'apparence confortable au Parlement (207 députés sur 360). Les formations favorables mux mili-Assemblée - élue en mars 1992 et dissoute trois mois plus tard à la suite de la répression – ont été relé-guées dans l'oppositino. Mais les divisions de la majorité s'étalent et gouvernement de M. Chuan Leek-pai, un démocrate, à la défensive. Il reste que de la rue la politique est revenue dans l'enceinte du Parlement. Mais le système de clientèle dont sont issus les partis a la vie

> Ni anges ni démons

Dans un pays dont le taux d'expansion demeure l'un des plus forts de la planète (de 7 % à 8 %), l'intégratina des cols blancs et des nou-veaux bourgeois contribue à stabili-ser un système qui, depuis la fin de la monarchie absolue en 1932, a connn pas moins de dix-sept coups ou tentatives de coup d'Etal. Cepen-dant, si la domination des militaires

solide réseau d'affaires, demeure le priocipal groupe de pression du pays. Mais l'idée d'une dépolitisa-tion des casernes progresse, notam-ment parmi les nouvelles générations d'officiers. Les aînés, eux, ont du mal à concevoir une « grande muette» lorsqu'ils estiment que sont en cause soit leurs intérêts, soit des problèmes de sécurité - notamment. es relations avec deux voisins difficiles, la Birmanie et le Cambodge.

Dans ce contexte, la politique a repris ses droits. Elle s'accomode d'un chef de gouvernement qui, dans la bonne tradition, tend à jouer l'apaisement plutôt qu'à trancher, encore qu'il fasse preuve, ces der-nières semaines, d'un peu plus d'au-torité. Himme de consensus par

taire du régime. JEAN-CLAUDE POMONTI

L'incendie meurtrier de Bangkok

# Croissance et laisser-faire..

BANGKOK

de notre correspondant

Plus de 200 morts at autant de blessés : un incendie, la 10 mai à Bangkok, d'une fabrique de jouets a tourné au drama. Des survivants ont affirmé que des portes avaient été bloquées par crainte de vols, ce qui expliquerait pourquoi ila sa sont retrouvéa colncés aux étages supérieurs. L'enquête dira si les mesures de sécurité étaient suffisantas. Maia una chosa est s0re : comma d'autres, la Thailande paie le prix d'un développement rapide au nom du du secrosaint laissez-faire.

Dans un pays dont le PNB double tous les cinq ou six ans, at où le revenu réel annuel par tête approche 2 000 dollars, les

problèmes liés au développement s'accumulent. Des 57 millions de Thatlandais, 15 % vivent encore au-dessous du seuil de pauvreté absolue. Les forêts ont été rui-

nées, les plages sont polluées et

Bangkok est de plus en plus difficile à gérer. Le pays paina à enrayer une épidémie de sida et la faiblesse da l'anseignement secondaire la prive da cadres supérieurs indispensables. La premier ministre, Chuan Leekpai, qui a promis de mettre de l'ordre, a engagé la batalile sur plusieurs fronts - de la prostitution enfantine au respect des droits d'auteur. Mais le chébé tigre» a encore fort à faire pour que son fort taux da croissance ne suscite pas autant de problàmes

qu'il en résout.

J.-C. P.

AFGHANISTAN: déjà plus de 3 500 morts et blessés

# Offensive gouvernementale au sud de Kaboul

Les troupes du ministre de la en cinq jours, et il y aurait plus de défense, Ahmed Shah Massoud, appuyées par les forces de la milice 1992 n's pas été publié. L'économie ouzbèke de Rashid Dostom, ont lancé une vaste offensive, le dimanche 16 mai, contre les factions rivales qui occupent le sud de la capitale. Des avions gouvernementaux unt lâché des bombes à haute altitude. D'intenses tirs de roquettes ont de nouveau endommagé la ville. Radin Kabnul en attribue la responsabilité aux intégristes du Hezb-i-Islnmi et aux chiites de l'alliance Wahdat. Les pertes civiles et militaires sont très élevées : selon la Croix-Rouge, plus de 3 000 personnes ont été blessées

La veille, une trève avait été signée. Elle n'avait tenn que trois heures. Pourtant, des négociations se poursuivent depuis le 1 mai à Jelalabad, dans l'est du pays, entre le président Rabbani et M. Hekmatyar. Un accord de cessez-le-feu signé le 7 mars à Islamabed avait décidé que le chef du Hezb serait premier ministre. Mais la volonté de M. Hekmatyar d'écarter le général Massoud n été contrée par le chef de l'Etat, dont le ministre est le principal défenseur. - (AFP, AP, Reuter, UPL.)

D BANGLADESH : un mort lors d'affrontements politiques. - De vifs affrontements entre partisans de la principale formation d'oppode la principale formation d'oppo-sition, la ligue Awami, et sympa-thisants du parti gouvernemental BNP, ont fait un mort et près de quarante blessés, dimanche 16 mai à Pabna, à 160 kilnmètres de Dacca. Les militants des deux camps étaient armés de fusils et se servaient de bombes artisanales. — (Reuter.)

NEPAL : le leader de l'opposi-tion disparaît dans un accident. Le leader de l'apposition au Parte-ment du Népal, Madan Bhandari, quarante-cinq ans, secrétaire de l'UML (Union marxiste léniniste) a très probablement péri dimanche 16 mai dans un accident de la route. Le véhicule dans lequel il roulait en compagnie d'une antre personnalité communiste, Jecvral Ashrit, a fait un plongenn de 45 mètres dans la rivière Trisuli, à une centaine de kilomètres de Kat-mandnu. Mandan Bhandari avait battu le premier ministre intérimaire, le leader du parti du Congrès Krishna Bhattarai, lors des élections de 1991. – (UPL)

D PAKISTAN : nouvel ultimatum pour les Arabes en situation irrégu-

lière. - Les autorités pakistanaises nnt dnnné jusqu'au 31 mai aux anciens combattants de la guerre d'Afghanistan pour quitter le pays. Ce nouvel ultimatum survient à le snite de pressions de gouvernements arabes - Egypte et Algérie, en particulier - qui soupçoonent Islamabad de mai contrôler les filières de propagation da fondamentalisme et du terrorisme, De numbrenz jennes musulmans avaient gagné le pays à partir de, 1980 pour participer à la guerre contre l'URSS aux côtés des mondjahidins afghans. Des milliers sont demeurés dans la réginn après le départ de l'armée rouge, en 1989. Près de deux cents militants ont été acrêtés après qu'un premier ultimatum eut été lancé au début

OU WIL

1.5

SEE

33.77

ace.

m:n

-

ET.

£ 7771

3 <u>5 -</u> 23 -

-

130.5

E 2012

2021



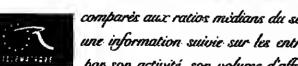
ET MÉDECINE

de l'année, ~ (AFP, Reuter.)

Il sait tout, Il voit tout, Il peut tout vous dire sur toutes les entreprises, seulement Il est moins facile à consulter qu'Euridile.

# LE NOUVEAU 3617 EURIDILE, C'EST TOUT LE REGISTRE NATIONAL DU COMMERCE

Identification des entreprises. No de registre du commerce, adresse, siège, forme juridique, activité, dirigeants, ancienneté, capital social, établissements secondaires. Informations financières. Grandes masses du bilan, soldes intermédiaires de gestion, les ratios d'analyse, financière



comparés aux ratios médians du secteur d'activité de l'entreprise. Possibilité de surveillance. Sur votre demande; une information suivie sur les entreprises de votre choix. Plusieurs portes d'accès. Recherche d'une entreprise par son activité, son volume d'affaire, son secteur ou même par le nom de ses dirigeants. Minitel 36 17 Euricile.



LES BRAL MOX NEW ME NAT LA RI Nonvel

# **ALGÉRIE**

d'un procureur général

Le procureur général pràs le cour de Tierncen, dans l'ouest du pays, Mohamed Said, e été tué alles, dimanche 16 mai, par daa inconnue qui ont réuael à prendre le fuita. C'est le troieiàme megistrat viaé par un ettentet. Quatre extrémietaa mueulmans et un genderme avalent été tuéa, jaudi et vendredl, dens le région d'Alger eu coura d'opérationa de maintien

Les avocats du barreau d'Oran ont décidé de boycotter les audiences des cours spéciales. jundictiona d'exception chargées de juger les actes de « terrorisme et de subversion ». Huit barreeux sur onze ont décidé ainsi d'ignorer ces cours qui siègent à Alger, à Oran et Constantina.. La Cour suprême, saieie par le ministre da le justice, a décleré «illégeles» ces décisions de boycottaga, estimant qu'alles constituaient un evial du principe du droit ».

D'autre pert, la deuxième phase du « dialogua national » avec las partie at las associationa débutera la 25 mel, a annoncé, samadi, le Haut comité d'Etai (HCE). Selon un communiqué officiel, cette nouvalle séria de discussions, entamées le 14 jenvier demier, «parmettra au HCE d'apprécier evec tous les parteneiras le contenu d'un projet susceptible d'aboutir à un consaneus et de définir les procédures de son approbation . - (AFP.)

## **ARABIE SAQUDITE**

Vague d'arrestations après la création d'un comité d'opposition

Una trantaine d'univarsitaires ont antrepria, samadi 15 mal, une démarche auprès des autorités en vua d'obtanir le libération da Mohamed Al Masaari, professeur da physiqua à l'univarsité da Ryad, membre d'un e comité contre l'oppression», d'inspiretion islamista, dont le création a été interdite. Oe son côté, l'Organisation eraba des droits de l'homme a affirmá, dimanche, dans un (communiqué, qua « quelque 400 personnes ont été récemment smêtées » dans la paye et que le nombre de signataires favorables à ce comité de défense dépassait déjà 10 000 personnes dens les différentes régions du royaume.

L'ambassade eméricaine à Ryad e promis d'anquêter sur les informations faisant état du elicenciement» de sept Saoudiens qui evelent organisé la premier comité de ce type dans la pays, a annoncé la département d'Etat, tout an ajoutent qua las Etats-Unis ene s'ingèrent, d'aucune manière, dans les effaires intérieures » d'un paya qu'ils considèrent comme leur plus proche emi dens le monde srabe. Oe son côté, la ministre saoudian de l'intérieur, le prince Nayef Ben Abdel Aziz, a affirmé qu'il n'existait aucun prisonniar politique. «Nous respectons les droits de l'homme dans le royaume beaucoup plus qu'silleurs », e-t-il eesuré. -

# CENTRAFRIQUE

Situation tendue après la mutinerie de la garde présidentielle

Le situation est redevenue normale, dimanche 18 mai, à Bangui, eprès la mutinerie de la gerde présidentielle qui, le veille, sysit encercié le palsis du chef de l'Etat et investi la Maison de Is radio, pour réclamer le paiement de plusieurs mois d'erriérés de salaires. La situation reste cependant tendue. Le pays est en proie depuis plusieurs mois à une grave crise économique et financière, tandis que le report continuel des élections présidentielle et législatives crée un flottement préjudiciable à la stabilité politique.

Samedi, les militaires de la garde présidentielle evaient bloqué les quatre entrées du Palais aux premièrea heures de la matinée, alors que le président André Kolingbe vanait d'arriver dans son bureau. Ils n'ont accepté de deaserrer leur étau en début d'après-midi qu'après que le général Kolingbe eut accepté de faire versar daux des huit moie d'arriérés de salaires qui leur sont ~ (AFP, AP, Reuter.)

## ITALIE .

M. De Benedetti, président d'Olivetti

a reconnu

avoir versé des pots-de-vin

Tout en protsetant contre cea méthodea, Carlo De Benedetti, président d'Olivetti, a reconnu, dimanche 16 mai, que son groupe avait versé une dizaine de milliards de lires de pots-de-vin jenviron 40 millions de francs) à Giuseppa Lo Moro, un collaborateur de l'ancien directeur de l'agence italienne des eervices téléphoniquee, a annoncé la télévision, qui a précisé que M. De Benadatti e fait cette déclaration lors d'un entretien qu'il e eu, dimenche, avec le juge mila-nais Antonio di Pietro, chargé d'enquêter sur les affaires de corruption en Italie.

La président d'Olivetti, qui avait demandé lui-mêma à être entendu par la juga, e déclaré qu'il assumait toutes les responsabilités du groupe et de ses collaborateurs, selon la télévision. Il e précisé que eon groupe avait versé, à Giuseppe Lo Moro, de l'argent destiné ensuite à des partis politiques entre 1988 et 1892, en échange de contrats de fournitures aux Postes italiennes. - (AFP, Reitter.)

D Pietro Ingrao quitte le PDS. -L'un des leaders historiques du Parti muniste italien, Pietro Ingrao, 78 ans a annoncé, samedi 15 mai, sa décision de quitter le Parti démocratique de la gauche (PDS), héritier ds PCL II a justifié sa démarche es faisant état de désaccords avec Achille Occhetto, secrétaire général du PDS, sur le mode de fonctionnement du parti. M. Ingrao avait, au mois d'avril dernier, fait campagne pour le « non » au réferendum sur les réformes institutionnelles, en opposition avec la majorité de la direction du PDS préconisant le wouin. - (AFP, Reuter.)

# SOMALIE

Premier déploiement de forces allemandes

... Outrante cinq-soldats allemands ont-rejoint,-samedi-15-mai, les forces de l'ONU en Somalie pour préparer le premier déploiement de forces allemandes hors d'Europe depuis la fin de la seconde guerre, mondiale. Les forces de l'ONU an Somalie (ONUSOM II), que renfor-cera un contingent de 1 640 soldats allemands, ont pour mandat d'empêcher la reprise de la guerre civila avac autorisation de faire usage, si nécessaire, de la force.

Le gouvernement du chanceller Kohl a capendant précisé que les troupes allemandes ne seraient pas engagées dans des combats. Les soldats ne porteront que des armes de poing et ne s'en serviront qu'en cas de légitime défense.

Par ailleure, un « casqua bleu » marocain e été tué, jeudi 13 mai, per un tireur embusqué, à 80 km au nord de Mogadiscio, alors qu'il surveillait un barrage routier. - (AFP, AP. Reuter.)

# Le «lumbago» de Jean-Marie Le Pen et l'« indignation » de Georges Marchais...

LA HAVANE

de notre envoyé spécial

En prole à un soudain lumbago, Jean-Merie Le Pen, le président du Front national, a renoncé à la semaine de vacances qu'il pré-voyait de passer sur les plages cubaines de Varadero, à l'est de La Havane. Jean-Pierre Schanardi et Jean-Michel Duboie, deux membres de la direction du parti d'extrême droite, ont ennoncé dimanche soir 16 mai à leur arrivéa dans le capitale cubeine l'in-disposition de M. Le Pen qui, ont-ile dit, «souheitait voir les aspects négatifs et positifs du socialisme cubain sur les consells de son am l'écrivain Jean-Edern Hallier».

Le projet de voyage de M. Le Pen à Cuba e fait l'objet samadi d'un débat animé entre Georges Marchaia, secrétaire générel du Parti communiste français, qui terminaît une visite à La Havane, et la direction cubaine, invités à la résidence de l'ambassadeur de France, Jean-Raphael Dufour, avec M. Marchais, plusieurs dirigeants

cubaina affirmaient qu'ils venaient d'apprendre que M. Le Pen avait obtenu d'une agence de voyages un visa de tourisma pour pa une semaine de vacances sur les plages de sable fin de Varadero.

«Aucune invitation officielle n'e été adressée à M. Le Pen, qui ne sera reçu par aucune autorité cubaine», nous déclarait le jeune ministre des affairee étrangères, Roberto Robaina. Il ajoutait cependant qu'il n'était pes question de refouler M. La Pen. «Notre politique est d'ouvrir nos portes aux touristes étrangers », aoulignait

«Dès que j'ai appris la nouvelle, j'ai exprimé mon indignation aux autorités cubaines en leur rappelant que Le Pen défend des thèses racistes », a'exclamait, de eon côté, M. Marchais. A l'issue d'un long conciliabule dans le jardin de la résidence, an présence de Car-los Lage – le principal conseiller économique du président Fidel Castro, dépêché d'urgence par le Lider Maximo », – M. Robaina annonçait la position officielle de les efforts déployés pour dévelop-

Au cours d'une conférence de presse, peu avant l'incident créé par les vacances de M. Le Pen. M. Marchais avait appelé au renforcement de la solidarité avec Cuba. Le secrétaira général du PCF, qui a'est entretenu vendredi soir avec Fidel Castro, a regretté e que les capitalistes français ne fassent pae plus d'efforts pour venir à Cuba et participer, comme pement de l'île ».

### JEAN-MICHEL CAROIT

[L'explication du fumbago est éviden-ment diplomatique. Récemment annoncé par une feuille d'extrême droite, le voyage de M. Le Pen à Cuba a provo-qué des remous au sein de la direction du Front national. Plusieurs dirigeants se sont inquiétés du sensvais impact sur les militants que pouvait avoir le dépla-cement, fôt-il touristique, de leur chef dans un pays communiste présenté, par ailleurs, comme une dictature. Sonnés à nilleurs, comme une dictature. Souman cette «amicale» pression, M. Le Pen a, an dernier moment, décidé de renoncer

## SURINAM

## Un avion néerlandais a déchargé du matériel militaire

**AMSTERDAM** 

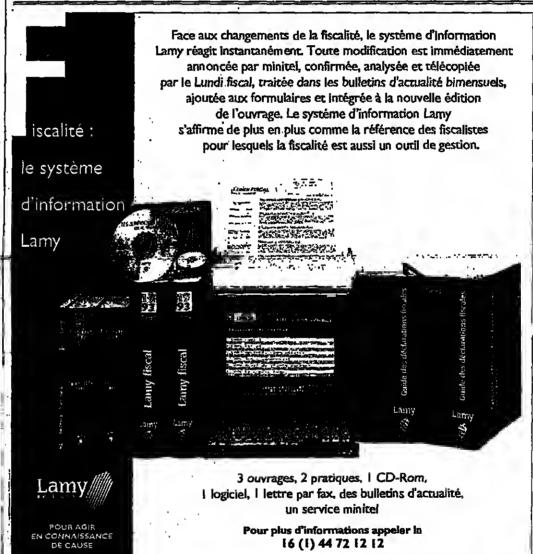
de notre correspondant

Us patrouilleur Orios de la marise néerlandaise, en prove-nance des Antilles néerlandaises, e atterri samedi 15 mai à Paramaribo, où de matériel militaire a été déchargé. Le ministre de la défense surinamien, M. Gilds, a déclaré qu'il s'agissait d'use « opération militaire nyant trait à la sécurité de l'Etat ». Vendredi 14 mai, le président du Surinem Populd Venedent du Surinam, Ronald Vene-tiaan, avait nommé officiellement le colonel Arthy Gorré souveau commandant de l'armée setionale sprinamienne. Certaines fractions de l'armée jugeaiest cepesdant cette nomination «inacceptable».

L'ancien premier misistre du Surisam, M. Haakmat, a affirmé que le convoi néerlandais transpor-tait des armes destinées à renforcer M. Gorré dans le cas d'une muti-nerie. Le 11 mai dernier, le ministère nécriandais des affaires étrangères avait déclaré que les Pays-Bas prendraient sérieusement es consiprendratent sericusement es constidératios ls possibilité d'ass aide militaire au président Venetisan si celui-ci le leur demandait. Le ministère de la défense à La Haye dément que le convoi ait un caractère extraordinaire. Il s'agirait d'un envoi régulier dans le cadre de l'ac-cord entre le Surinam et les Pays-Bas signé l'été dernier. Selos le ministère, le matériel livré se comporterait pas d'armes mais seulement des équipements personnels de soldats et des ordinateurs. -(Intérim.)

D CANADA: manifestation à Ottava contre la politique économique du gouvernement. – Plusieurs dizaines de milliers de persosses ont participé samedi 15 mai aprèsmidi devant le Parlement d'Ottawa à une manifestation de protestation contre la politique écosomique du gosvernement, à quelques emaises du congrès du Parti conservateur, qui désignera un successeur ou premier ministre Brian Mulrosey jusqu'eux élections de l'eutomne. « Des emplois maislenant», e scandé la foule, estimée à 60 000 personnes selon la police, et à 100 000 selon les organisateurs. -

D PÉROU : nouvelle vague d'attentats à Lima. - 8icn qu'affaibli par l'arrestation de ses principaux dirigeents, le mouvemest «maoîste» du Sentier lumiseux a lancé une nouvelle offensive, qui a fait 6 morts à Lime la semaine dernière. Dix persosnes ont es outre été bicssées, samedi 15 mai, lors de l'explosion, dans la capitale, d'une voiture piégée costesant 500 kilos d'explosifs. Le Sentier lumineux a annoncé que s'ouvrirait lundi use « campagne armée » de trois jours devant merquer le 13° ansiversaire du début de sa lutte. Quatre guérilleros, qui evaiest refusé de s'arrêter à un contrôle de routise sur la route menant à l'aéroport international de Lima, ont été tués samedi par la police. – (AFP, Reuter.)



# LES ANTILLES 2430 F CORSE 890 F

BRATISLAVA 1050 F MONTREAL 1900 F NEW YORK 1950 F

**MEXICO 2800 F** NAIROBI 3500 F

LA REUNION 3890 F VOL ALLER RETOUR. DEPART DE PARIS PRIX A CERTAINES DATES

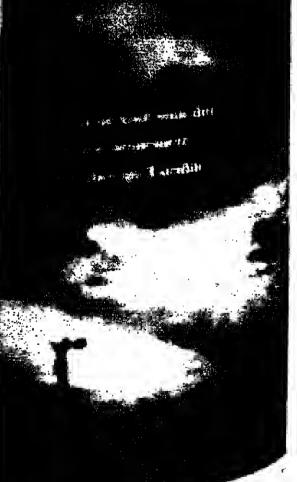
Nouvelles Frontières. On ne vit que mille fois. Et après

la moiteur des sentiers tropicaux, siroter un lait de coco, face à la mer sur la terrasse de votre Paladien, vous coûtera à peine plus cher que votre séminaire d'ikebana.\*

> \* Les Antilles avec Nouvelles Frontières, c'est aussi des séjours ou des circuits, avion compris, à partir de 3 840 F.

CONTACTEZ UNE DE NOS 150 AGENCES EN FRANCE TAPEZ 36 15 NF TELEPHONEZ (1) 41 41 58 58

Nouvelles



6 Le Monde • Mardi 18 mai 1993 •

RÉFÉRENDUM DANOIS

"Doit-on changer de stratégie financière pour un oui ou pour un non ?"



FLORIN AFTALION, PROFESSEUR À L'ESSEC: "Le 18 mai, un an après leur vote négatif, les Danois se prononcent sur leur adhésion au traité de Maastricht. De ce vote et de ses effets à l'échelle européenne dépendra la poursuite de l'Union Économique et Monétaire. Quelle qu'en soit l'issue, cette décision aura des incidences importantes sur les investissements et les placements des entreprises".

Avec ses contrats de taux et d'indice boursier, le MATIF propose une gamme de produits pour vous prémunir contre les aléas d'un environnement international instable.

POUR TOUTE INFORMATION, CONTACTEZ MATIF SA AU 40 28 81 81



METTEZ UN TERME À VOS INCERTITUDES

Mexique

ولاه

\~\\\\

# Mexique: Ciudad-Juarez entre deux eaux

Cette ville frontalière risque de préfigurer l'« américanisation » qui guette le pays, à la veille de l'entrée en vigueur de l'accord de libre-échange conclu avec les Etats-Unis et le Canada

CIUDAD-JUAREZ

de notre envoyée spéciale

Sur la rive sud du rio Grande, le
centre-ville de Ciudad-Joarez est
un joyeux eapharnum mexicain,
en vuie d'américanisation rapide.
Juste en face, sur la rive nord du
même rio merille trans d'El

un joyeux eapharnum mexicain, en vuie d'américanisation rapide. Juste en face, sur la rive nord du même rio, lu ville texane d'El Paso, plus ordonoée et aseptisée, est dejà bien hispanisée: la grande majorité de ses habitants sont originaires du Mexique oo du reste de l'Amérique latine.

Il suffit d'ubserver, à

buit beures du matin par exemple, les mouvements de population sur et sous le pout international Santa-Fe pour tenir en partie l'explication de ces mutaliuns. Sur le pont passent, à pied ou en voiture, les personues en règle : d'El Paso à Ciudad-Joarez, les résidents américains, cadres pour la plupart, vont travailler dans les maquilladoras — usines d'assemblage qui ont proliféré en raison du faible coût de la main-d'œuvre mexicaine; de Ciudad-Juarez à El Paso, les travailleurs en tout genre vout aux Etats-Unis où le salaire minimum est sept fois plus élevé. Sons le pout Santa-Fe et tout le lung du rio Grande, des milliers d'illégaux (Mexicaios, Guatémallèqoes oo autres latino-américains venus de loin) jouent au chat et à la souris avec les «gringos» en uniforme.

Dès que le signal leur est donné que la patronille américaine s'est éloignée, des passeurs coovoieut, moyennant finances, des sans-papiers sur la rive opposée, dans des barques, des canots pocumatiques, voire sur leurs épaules aux endroits les moins profoods de cette rivière-frontière bien étroite. En quelques enjambées, les wetbacks (« dos mouillés », comme les appellent les Américains) remontent la berge bétonnée, se glissent dans la fente découpée dans le grillage ou dans le trou creusé sous la clôture de barbelés, et le tour est joué. Les moios chaoceux seront raccompagnés sous binne escorte aux douanes mexicaines « Cette frontière est impossible à garder... Ils recommenceront se litté Franciseu Villareal, le marse récemment étu de Ciudad-Juarez, eu observant le manège des fenêtres de son bureau.

## « Rendez-nous le Texas... »

Puurtant, dans sa ville, dont il est incapable de dire précisément le numbre d'habitants (\* entre 1 et 1,2 million d'habitants \*), le chômage est quasiment inexistant – ou embauche même un peu partout, – alors qu'à El Pasu (600 000 babitants), le taux d'inactivité fluetue eotre 11 et 13 %. Que les lumières do « premier monde », les mythes de la rénssite facile, la douceur supposée de l'american way of life, continneut d'attirer eumme des aimants les pauvres peones de tout le continnent est un fait que uul ne songerait à nier au Mexiqoe. La différence est que, de ce côté-ci du rio Grande, on nourrit plus que jamais l'espoir d'arriver enfin à combler l'écart. De toutes ses forces, le monde de la frontière a depuis lungtemps eutrepris de s'extirper du tiers-monde.

Les six Etats mexicains frootaliers, notamment cenx du Chihuahua, où se trouve Ciudad-Juarez, de Basse-Californie du Nord (avec Tijuana) et de Nueva-Leone (Monterrey), u'ont pas attendu que les gouvernements des Etats-Unis, du Canada et du Mexique signent, en octobre, un accord de libre-échange nord-américain (ALENA), qui reste à ratifier) pour s'ouvrir vers le uord. Ou plutôt vers ce sud des Etats-Unis que les Espagnols avaient colonisé et que les Américains ont accaparé à la faveur d'une guerre, en 1848 (« Rendezmous le Texas, le Nouveau-Mexique, l'Arizona et la Califurnie!», dit un graffiti sous le pont Santa-Fe). Depuis qu'elle a été dessinée, cette longue frootière de 3 000 kilomètres est restée bien théorique entre des populations composites et mubiles, unx comportements largement métissés. Ou l'a toujours passée d'une manière ou d'une autre, pour foir temporairement les actorités de l'un ou l'autre pays, pour échapper à la prohibition ou au puritanisme des Etats-Unis, pour visiter la famille on pour émigrer.

## Une certaine idée de la «mexicanité»

A partir des années 60, les Etats mexicains froutaliers, se démarquaut du protectionnisme de Mexico avant l'entrée de lem pays au sein du GATT (en 1987), onl obtenu des conditions particulières pour développer l'industrie dans leurs régions semi-désertiques, jusque-là vouées à l'élevage extensif. Un libre-échange avanl l'henre en quelque sorte. Résultat: près de 2 000 maguiladoras, américaines pour la plupart, emploient aujourd'hul plus de 440 000 personnes, dont 132 000 à Ciodad-Juarez, dans les secteurs de l'électronique, de l'automobile ou du textile principalement.

La toote première «maqui», RCA (rachetée depuis par Thomson), algaugurée en 1960, trône toujouis dans l'un des sept pares sindustriels de Ciudad-Juarez, la ville-chiavansérail au long passé de résistance. En 1863, le président étu Benito Juarez s'y reptia, avec sou gouvernement, après l'occupation de Mexico par les troupes françaises de Maximilien. Appuyé à l'époque par les Américans, le réformateur y organisa la coutre-attaque et fit fusiller l'empereur du Mexique investi par Napoléon III. Tout le Chihuahna, qui fournit vers 1910 au célèbre révolutionnaire Pancho Villa une bonne partie de sa «division du Nord», s'est plus sooveut baitu enutre le gouvernement fédéral mexicain que coutre les gringos durant ce siècle. Tant et si bien que les Chilangos — les habitants de Mexico — accusent aujourd'hui les frontaliers d'avoir été gravement «coutaminés» par le virus de l'américanisation qui menacerait aujourd'hui tout le pays.

« C'est vtal: on ne parle ici, dans nos entreprises, que d'efficacité, productivité, ponctualité, qualité, productivité, ponctualité, qualité totale, comme autant de défis. Mais on va à El Paso acheter nos frivoles (haricots secs) – phis beaux là-bas – nos fruits et légumes moins abîmés et rabougris, nos produits laitiers, qui se conservent plus longtemps. On hispanise des termes américains, un vu même jusqu'à fêter, à Chidad-Juarez, le Thanksgiving Day (jour de l'action de grâces) et Halloween [le mardigras anglo-saxon de la fin octobre]. Muis ce n'est pas parce qu'un

ajuste nos comportements à ceux de la société de consummation qu'an est moins mexicain pour autant », explique Yulauda Arroyo, éditorialiste du quotidien El Norte. Comme beaucoup de ses compatriotes, elle énumère un flot de substantifs pour définir sa « mexicanité », avalanche d'uù émergent « la franchise, la joie de vivre, la chaleur ou l'uptimisme d'un peuple jeune qui aspire à de meilleures cunditions de vie ». D'autres ajoutent la fidélité à la gastrooomie ou à la musique locales, le culte de la famille et de l'histoire nationale, la religion, etc.

Javier Contretas, le président de la Canacintra (chambre nationale de l'iodustrie de transformatiou) de Ciudad-Juarez est bien prêt à reconnaître que les chefs d'entre-prise des Etats-Unis sout a plus méthud ques », mais a joute aussitôt qu'ils sout a moins créatifs, novateurs et souples » que les Mexicains. Autrefuis propriétaire d'un pavillou à El Paso, il a «craqué» au bout de six années : sou voisin, indisposé par les barbecues des soirées amicales du weck-end, avait fini par installer, à l'extérieur de chez lui, un détecteur de fumée, qui se déclenchait dès que cuisait la moindre tortilla! « Entre nous et les Saxons, il n'y a pas cette alchimie propre uux Latinos», estime-t-il. Ses propos de

de la société de consummation qu'an est moins mexicain puur autant », explique Yulauda Arroyo, éditorialiste du quotidien El Norte. Comme beaucoup de ses

## Les effets vertueux de l'ALENA

La frontière coutione de marquer sa différence par rapport an reste du Mexique : rares sont eeux qui reduntent beaucoup les effets négatifs de l'ALENA, même si les muquiladoras perdront certains de leurs avantages comparatifs avec l'abolition progressive des tarifs dunaniers, même si les taux d'intérêt élevés pratiqués actuellement au Mexique freinent l'investissement, dans le secteur agricole notamment. Le président de l'association des « maqui », Arturo Carreon, entrevuit une croissance sontenue de l'emploi, que le ralentissement de l'économie mexicaine se poursuive ou pas. Aux syndicats américains, qui protesteut cootre les délocalisations au Mexique aux dépeus de leurs adbernts, il répond : « Si les emplois ne vunt pas au Mexique, ils iront en Thailande, en Corée ou en Amérique

centrale. De toute façon, les Américains perdront des jobs.»

Pour le nouveau maire de Ciudad-Juarez, l'ALENA est déjà tout bénéfice : parce que le gouvernement du président Carlos Salinas souhaite que cette ville, déjà pôle d'attraction, devienne « vitrine », un programme d'investissements de 180 millions de pesos (environ 306 millions de francs) vient d'être lancé, pour l'épuration des eaux, le reboisement de certains sites, le nettoyage de déchets toxiques, la réfection des routes et rues on autres travaux d'infrastructures.

M. Villareal, qui a entrepris de muraliser sou administration municipale, u'est pas le seul à compter sur les effets vertueux de l'accurd, qui puurrait contribuer indirectement à limiter la corruptiun, ne serait-ce qu'uux donanes (en voie d'informatisation rapide). «Les investisseurs ne vont pas placer leur argent dans des Etats où la fraude électorale est systématique et où la contestation des électiuns entruîne des traubles politiques », affirme le président local du Parti d'action oationale (PAN), le Dr Raul Garcia. La preuve? Le Chihuahua est l'uo des rares Etats mexicaius où les dernières victoires de l'uppositiuo out été reconnnes sans trop de difficultés par le Parti révulutionoaire insti-

tutionuel (PRI, ao pouvuir depuis 1929 à Mexico), pour le poste de gouverneur, au Parlement de l'Etat et à la mairie de grandes villes comme Cindad-Juarez (1).

a L'ALENA est la meilleure chose qui puisse arriver au Mexique, d'untant que l'ouverture économique devra bien s'accompagner d'une ouverture politique plus large », dit le président de la Confédération patronale du Mexique (Coparmex) de Ciudad-Juarez. « Pour le reste, ajoute-t-il, il faut déplurer que les phénumènes les plus négatifs ont tendance à passer le plus fucilement la frantière. N'allez pas me dire qu'un pays où tant de jeunes se droguent et où les familles se désagrègent si facilement n'u pas un problème de

A la frontière au muins, le statut du «macho» mexicaiu vacille, à l'heure où le tuux de divurce commence à augmenter dangereusement. C'est pour le moment l'effet le plus duuluureusement ressecti d'une certaine

MARTINE JACOT

Le cas atypique du Chihuahua au niveau politique est étudié en détail dans le numéro d'avril-juin 1992 de la revue Problèmes d'Amérique latine (La documentation française) sous la plume d'Hélène Rivière d'Arc.

# Vos données sont un filon que nous vous aidons à exploiter.



Le Monde

Cornité de direction :
acques Lescume, gérant directeur de la publication
Bruno Frappat, directeur de la rédaction
Jacques Guiu, directeur de la gestion
Manuel Luchert, secrétaire général

Jean-Marie Colombani, Robert Solé (adjoints au directeur de la rédection)

Viere Agnès Thomas Ferencei.

Yves Agnès, Thomas Ferenczi, dilippe Herreman, Jacques-François Simon

Anciens directeurs :

Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982) André Laurent (1982-1985), André Fontaine (1985-1991) RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75501 PARIS CEDEX 15 Tél. : (1] 40-65-25-25 Télécopleur : 40-85-25-99

Tálécopieur : 40-85-25-99

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MERY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tál. : (1) 40-85-25-25
Tálécopieur : 49-80-30-10

compensive est celle qui est la mieux informée sur ses ciienta. Pourtant, plus votre entreprise est grande, plus il vous est difficile d'analyser les montagnes de données mansactionnelles brutes qu'elle

données transactionnelles brutes qu'elle recoeille chaque jour mais n'exploite pas toujours au mieux.

d'exploiter le filon que renferment vos dannées. Imagines, per exemple, le bénéfice que réstiseran un hypermarché en désecuan une sugmentation saudaine des ventes sur un éssort. On une compagnie de transport erroviaire capable de gérer l'ensemble du rafic voyageurs pour optimiser les tarifé et e taux de remplissage des trains et mieux

de vos données de qui est viusi por conteprise: grâce su trainement massivement paralièle. Une censsi

parties différentes de la base de données et trouvent en quelquet secondes la réponse que vous cherchez.

dans le volume des mansuccions maitées, chars le nivem des mocks, ou dans le comportement des magers, vous en êtes le premier informé. Et vous pouvez agir en conséquence.

leur supérionné dans de nombreuses entreprises pour lesquelles l'information est vintle: compagnies aériennes, banques et sociétés de crédit, compagnies d'assurances ou chaînes d'hypermatchés. Nons en soumnes à notre quatrième génération de systèmes, avec dix aus d'expérience dans l'application du traitement massivement parallèle à nformatique de gestion. Mais ce n'est l'une des facettes de nos compétences.

La fusion d'ATÈT et de NCR a don naissance à un groupe spécialisé dans les systèmes d'information d'un nouveau type. Elle vons offre les technologies don les emreprises d'aujourd'inti out besoin pour les accompagner dans le prochain millémaire. Pour tout renseignement complémentaire, contactez NCR, Nathalie Beaumont, cèl. 49.03.27.75.



La libre-informatique.®

Vous ne craignez pas non pius que l'obligation faite aux jeunes gens de demander la nationalité française ns soit res-sentie comme une restriction? - Pourquoi? N'est-ce pas ce qu'a demandé la commission Marceau

Long? On ne peut à la fois nous reprocher de nous y conformer et nous reprocher de nous en écarter.

- Oui, mais présenté dans un esprit différent, à le fois à cause des amendements du gouvernement et parce que le système Marceau Long prévoyait des incitations de l'Etat en direction de cause de la e ces adolescents. - Il n'est nullement prévu de les

décourager. Je crois que ce sont des règles de bon sens, purement et simplement. Vous ne pouvez pas nier qu'il y a dans notre société une inquiétude très grande; il faut essayer de répondre à cette inquié-tude de la façon la plus bumaine, la plus respectueuse du droit des gens, mais qui tienne compte aussi des aspirations de la population.

 Ne pensez-vous pas que la plution sera d'un effet dissuasif sur les jeunes d'origine étran-

- Je ne le crois pas. Il n'est pas très compliqué de remplir un sim-ple document. Personne ne veut des procédures longues et com-plexes. Nous avons constamment affirmé, et la grande majorité des Français pensent comme nous, que l'on ne ponyait pas devenir français par accident et sans un acte de volonté clairement manifesté.

«S'il devait y avoir plusieurs listes représentant la majorité aux élections européennes, le gouvernement se tiendrait à l'écart»

- La plupart dee Français deviennent françale sane l'avoir voulu. La conception de le nation comme acte volonteire ne e apoliquera finalement qu'à un petit nombre de gens.

- Je n'ai pas grand-chose à ajon-

- La partie la plus à droite de la majorité vous reproche préci-sément de ne pas être ellé assez loin. Je pense aux décla-rations de M. de Villiera ou de

- Alors, pourquoi me reprochiezvous il y a na moment d'avoir majorité? On ne peut jamais contenter tout le monde. C'est un risque que je prends sans hésita-tion et sans crainte. Je n'ai pas tion et sans crainte. Je n'ai pas l'intention de me laisser entraîner là où je ne veux pas aller, qu'il s'agisse de politique étrangère, de politique économique, de politique sociale ou de politique tout court. Je m'efforce de manifester une certaine continuité dans mon action et dans mes propos. J'ni dit fin janvier à l'émission «7 sur 7» que le futur gouvernement deviait être un gouvernement de la Ve Républiun gouvernement de la V. Républi-que, et non un comité aux ordres des partis. J'nl bien précisé les choses à l'avance. Personne ne s'y

- Le conseil des ministres va examiner les projets présentés par M. Pasque sur les contrôles d'Identité préventifs st lss conditions de séjour des étran-gsrs. Certeins s'inquiètent des accents répressifs de ces textes. M- Veil ells-même a semblé sn désaccord svec

FORMATION DOCTORALE

GEOPOLITIQUE

sous la direction d'Yves Lacoste

et animé par l'équipe de la revue

HÉRODOTE

Retrait des dossiers de pré-inscription

du 17 mai au 4 juin 1993

Formation doctorale géopolitique

Université de Paris-VIII, annexe Basilique

6. nie Edouard-Vaillant, 93200 Saint-Denis

- Je ne le crois pas. Les positions de départ n'étnient pas en tons points les mêmes, mais j'ai arbitré en faveur de solutions qui m'ont paru sages et raisonnables, et que tout le monde a acceptées.

«La charte des rapports entre le gouvernement et la majorité parlementaire,

c'est aussi la déclaration de politique générale

Pensez-vous que votre arbi-trage ait trouvé le juste milleu entre les exigences de sécurité et le respect des ilbertés?

et le respect des libertés?

— Je le crois, je m'y efforce, en tout cas. C'est mon état d'esprit. Il est vrai qu'il y a, d'un côté, un appel très fort à davantage de sécurité, né de l'inquiétude d'une grande partie de la population. Les sondages le montrent nu-delà même de ce que chacun pensait. De l'antre côté, il est bien vrai qu'il fout prende garde à pe res qu'il faut prendre garde à ne pas piétiner des principes fondamen-tanx sur lesquels est construite notre société. C'est l'équilibre auquei je m'efforce de parvenir et tout le gouvernement avec moi. Je peux me tromper sur tel ou tel point, je ne prétends pas que l'ac-tion du gouvernement soit parfaite en tout. Il faut s'efforcer de garder une ligne équilibrée. C'est notre objectif. Y parviendrons-nous? J'en suis persuadé. Lorsque nons nurons fait voter définitivement

nurons fait voter définitivement ces lois, on pourra porter sur elles un jngement global. Je veillerai à ce qu'elles soient appliquées avec scrupule et respect d'autrui.

— Parmi les sujets qui divisant le mejorité, il y e eussi votre projet de réforme du mode de scrutin pour les élections européennee, que l'UDF refuee. Etes-vous prêt à y renoncer?

— le serais moins péremptoire

- Je serais moins péremptoire - Je serais moins péremptoire sur ce qu'acceptent ou refusent les nns ou les autres. C'est beaucoup plus compliqué. Le mode de scru-tin actuel n'est pas un très bon mode de scrutin. Tout le monde le reconnnît. Il me semble qu'on devrait faire l'effort de rapprocher les élus européens de l'électeur. Cela pose plusieurs problèmes. La première difficulté est de définir des circonscriptions dans le cadre d'un scrutin régional. Bien sûr, on d'un scrutin régional. Bien sûr, on pourrait prendre pour base les régions actuelles, mais elles sont tellement inégales en population que cela rendrait impossible dans certaines d'entre elles la représentareproche qui nous serait fait de vouloir priver de représentation des minorités qui ne sont déià pas faut-il regrouper les régions? Cela n'est pas facile. Six, buit, dix, douze grandes régions ayant ebacune environ dix, sept, six, ou cinq millions d'habitants, pour permettre de faire jouer la représentation proportionnelle? Comment éviter la contestation sur ces regroupe-

» Je rappelle également, e'est une compliestion supplémentaire, que le nombre de députés français ao Parlement européen doit passer, seton le compromis d'Edimbourg, de 81 à 87. Ce compromis sera-t-il ratifié par tous les Etats avant l'élection européenne? S'il l'était, il faudrait une modification de la nouvelle lm. Il est vrai également nn nouvean système un an environ avant l'échéance. Certains pensent qu'une autre solution possible réforme qui serait applicable, non

au printemps de 1994, mais à l'élection suivante, en 1999 l Cela dépassionnerait les débats et nous permettrait d'étudier dans la sérénité les solutions possibles, leurs nvantages et leurs inconvénients. Il fant en discuter.

fant en discuter.

»On dit enfin que cela poserait un problème de constitutionnalité dont j'ai demandé qu'on l'étudie. A mes yeux, il n'est pas question que l'on se lance dans pareille affaire s'il y a un risque constitutionuel. Quoiqu'il en soit, il doit être bien clair aux yeux de tous, et je l'ai demandé aux ministres, que si le scrutin national devait être maintenn, et s'il devait y avoir plusients listes représentant la majorité, le gouvernement se tiendrait à l'écart de la campagne. Les Français souhaitent que nous soyons unis et cobérents, ils ne veulent plus de divisions inntiles. Je n'ai nulle envie que la vie du gouverneplus de divisions instiles. Je n'ai nulle envie que la vie du gouverne-ment soit troublée, moins d'un an avant l'échéance présidentielle, par une élection qui apparaîtrait, qu'on le veuille ou non, comme une sorte de primaire présidentielle. Il est souhaitable de maintenir le plus longtemps qu'il sera possible l'ac-tion du gouvernement à l'abri de la compétition présidentielle.

- Certains de vos amie pen-sent que vous seriez le mieux placé pour conduire une liste unique. Excluez-vous catte hypothèse?

- Je crois que ce serait transformer ce scrutin en une sorte de vote de confiance envers le gouvernede confiance envers le gouverne-ment, et que cela changerait la nature des choses. Mais les partis prendront leur décision, et présen-teront leors candidats. S'ils font une liste unique, je m'en réjouirai. S'ils en font deux, je ne m'en réjonirai pas. Le gonvernement soutiendra une liste unique. Il ne soutiendra pas des listes concur-rentes. C'est fort simple. La règle de jeu est définie un an à l'avance.

«Les perspectives à court terme pour l'emploi ne sont pas bonnes»

- On a parfois le sentiment, - Un a pariois le sentiment, notamment sur les questions économiques, que M. Giscard d'Estaing ast un gerdien très vigilant du projet de l'Union pour le France et qu'il pourrait être amené à manquer ses différences sur certaines décisions prises ou non prises. Je pense d'une part au grand silence dont vous avez fait preuve dans votre discoura de politiqua générale sur la réforme de la fiscalité, et d'autre part eu désaccord sur l'eugmentation des recettes fiscales dont M. Giscard d'Estaing et plusieurs autres avaient fortement rejeté l'idée svant les

- La charte des rapports entre le gouvernement et la majorité parle-mentaire, e'est aussi la déclaration de politique générale qui a été approuvée par l'unanimité de la nonvelle majorité. Tous ont npprouvé, me semble-t-il, le plan neprouve, me semple-t-ii, le plan de redressement que j'ai présenté. Enfin, je ne vois pas comment on peut redresser les comptes publics, dans une période de eroissance nulle, sans faire appel à la fois à des économies importantes et à des prélèvements nonveaux. Vous le savez, e'est pour moi un choix plus difficile que pour d'autres car e'est contraire à ma conviction fondamentale selon laquelle la France subit des prélèvements trop lourds et qu'il faut diminuer. C'est ce que j'ai fait, je le rappelle, de 1986 à

1988.

» l'aurais préféré arriver nu pouvoir en 1988 avec 4 % de croissance et près de 50 milliards d'excédents fiscaux, qui se découvrent
opportunément dans la seconde
moitié de l'année. La situation
n'est pas celle-là, nons sommes
bien obligés d'en tirer les conséquences. Dès lors que nous avons
fait le choix de gouverner, nous ne
pouvons pas avoir d'autre ambition que de recresser la situation.
C'est cela que les Français attendent de nous, c'est pour cele qu'ils dent de nous, c'est pour cele qu'ils nous ont élus. Il m'a semblé que laisser se creuser encore davantage les déficits était un danger mortel pour notre économie, pour notre crédibilité, pour nos taux d'intérêt et pour notre équilibre social. C'est le choix que nous avons fait quoi qu'il nous en eoûte. Je suis persuadé qu'il est de nature à restaurer la confiance en France comme à l'étranger. Nous ne nous sommes pas bornés en effet, je le répète, à instituer de nouveaux prélèvements, nous svons diminué les dépenses publiques, nous avons mis sur pied un plan de soutien à l'activité, à l'investissement et à

l'emploi qui doit permettre à notre pays de repartir de l'avant. - C'était la chlérarchie du détestable », selon l'expression

- Je dirais plutôt la hiérarchie ~ Ne considérez-vous pas le programme de l'UPF comme

votra charte?

Si, bien entendu. Mais les réa-lités se découvrent sous nos yeux.
Elles commandent.

- Il y e un certain nombre de choses que votre décleration de politique générale ne reprend pas de la plate-forme de l'UPF.

- Dans la déclaration de politique générale, on se réfère tantôt à une période de deux ans, tantôt à une période de deux ans, tantôt à une période de deux ans, tantôt à une période de circu ans tantôt à une période de circu ans tantôt à l'aire période de circu ans tantôt à l'aire periode de circu ans tantêt à l'aire periode de circu ans tantêt à l'aire periode de circu antique de l'aire periode de circu antique de l'aire periode de la laire periode de circu antique de l'aire periode de

une période de cinq ans. J'ai déclaré qu'il fallait cinq ans pour redresser le pays, mais je n'ai pas centé toutes les mesures à pre dre durant cette période de cinq années. J'ai davantage insisté sur les mesures immédiates de redressement. Il y a d'ailleurs dans ce que je propose des projets qui n'étaient pas dans la plate-forme de l'UPF: la loi quinquennale sur le redressement des comptes publics, la loi quinquennale sur l'emploi ou celle sur la protection

» Il faut savoir s'adapter. Chacur pressentait que la situation n'était pas bonne, mais personne ne mesurait l'ampleur du problème budgé taire et des comptes sociaux, ni surtout l'ampleur de la baisse des recettes, la réalité de la stagnation. Nul ne savait que nous allions nous retronver nvec une diminution de la production en 1993. Faire un plan de redressement avec une croissance nulle ou une croissance de 2 % ou 3 %, ce n'est pas la même chose. Nous ue pouvions pas laisser filer les déficits publics. Si on additionne tous les déficits protection sociale, ceux de la protection sociale, ceux des collec-tivités locales, ceux des entreprises publiques, ils auraient atteint 5,8 % du PIB. Il fallait inverser la ten-

» Il fallait aussi prendre les mesures nécessaires pour garantir la stabilité du franc. Car c'est grâce à cette volonté affichée de stabilité que les taux d'intérêt ont baissé plus vite et plus profondément que personne ne le prévoyait. Lorsque l'on fait le bilan du plan de redres-sement, il ne fant jamais oublier l'ampleur de l'aide à l'économie résultant de la baisse de 25 % des taux d'intérêt à court terme. l'étranger, l'annonce de ce plan de redressement, de la loi quinquen-nale sur le réduction des déficits -M. Delors me l'a confirmé - et de la loi sur la Banque de France a puissamment concouru à asseoir notre crédibilité. l'ai fait le choix de la baisse des taux, je suis persuadé que l'avenir dira que c'était

La tonalité générals des commentaires après la publication de ca plan a été que l'espoir de relance n'était pas satisfeit?

- Sur la relance, je rappelle ce - Sur la relance, je rappelle ce qu'il y a dans le plan : des mesures sera le premier budget où nous

en faveur do logement, du bâtiment, des travaux publics et de l'environnement; la suppression du décalage d'un mois du rembourse-ment de la TVA; la baisse des ment de la TVA; la baisse des charges pesant sur les plus bas salaires; et surtont, ce qui n'était pas dans le plan mais qui résulte de notre action, la baisse des taux. Je pense que tout cela aura de bons effets d'ici à la fin de l'amnée. Je suis persuadé en tout cas qu'il ne fallait s'engager ni dans une augmentation du déficit public, ce qui a été fait par le précédent gouvernement et qui n'a pas en de bons effets sur la croissance, ni dans une relance artificielle de la consommation. Souvenez-vous de consommation. Souvenez-vous de

Le sauvetage durable de la protection sociale suppose des réformes profondes »

La difficulté, c'est qu'avant même que vous présentiez votre plan de redressement, l'écono-mie était en récession. Avec la lourde ponction sur les revenus, n'y a-t-il pas un risque d'accen-tuer encore le ralentissement de

la demande et de l'activité?

- N'oubliez pas qu'il y a l 100 milliards d'épargne des ménages dans les sieav de trésorerie. Avec la baisse des taux ce placement devient moins intéressant. On peut done parfaitement envisager soit nn report vers l'investissement – e'est l'idée de favoriser le transfert vers les plans d'éparane en fert vers les plans d'épargne en actions, - soit vers la consomma-tion. Tonte le question est de savoir si, alors qu'existe la crainte du chômage, l'épargne de précau-tion, qui est considérable dans notre pays en ce moment, va, en raison du retour de la confiance, se reporter on non sur la consomma-tion. Nous nvons tont fait pour susciter la confiance, née du rééquilibrage financier, née de la possibilité offerte aux entreprises de travailler dans de meilleures conditions, née du jugement de not par-tenaires extérieurs qui constatent nos efforts pour juguler nos défi-cits, et notamment celui de la pro-tection sociale, déficits dont le maintien serait dévastateur. C'est le sens de tout notre effort.

- Quals effets peut-on atten-dre sur le niveau du chômage? - Les perspectives à court terme ne sont pas bonnes. Vous me don-nerez acte que je l'ai dit pendant la campagne électorale. Ce qu'on peut et ce qu'on doit faire, c'est tenter de stopper la dérive d'ici à la fin de l'année, et ensuite tenter d'in-verser le courant. Aujourd'hui, les études font apparaître la possibilité pour notre pays d'avoir une crois-sance de l'ordre de 1,5 % en 1994. Nous allons observer avec beau-coup d'attention l'évolution des prévisions car l'établissement da

appliquerons le plan quinquennal de réduction des déficits, nous devons pouvoir l'établir sur une perspective ayant un minimum de solidité. Ma conviction, je le répète, c'est que le redressement financier, la diminution des charges, le plan de soutien à l'acti-vité, à l'investissement et à l'emploi sont de nature à restaurer la

-

LIGHT

8 S 38 1

A127

Europe : 2 s a 2£29 Z.:

. : 6 .

5 mm = - .

2:27.

C21:-

Z:2:

31E:--

- Est ce qu'il n'était pas pos-sible de demander aux dirid'engagements, en contrepartie des allégements de cherges, dans le cadre de ce pacte pour l'emploi envisagé dens le projet

 J'ai reçu le CNPF et c'est ce que je lin ai demandé. Cependant, il est vrai qu'abaisser les charges des entreprises afin de leur éviter de déposer leur bilan de disposer de l'argent à meilleur marché ne suffit pas. Elles a'investiront et ne recruteront que si elles ont un marché pour vendre ce qu'elles produi-sent. Cela étant, je le répète, dans une situation aussi difficile, chacun doit prendre sur soi et doit faire des efforts. Les syndicats doivent accepter les réformes indispensables, les entreprises doivent se convaincre que les licenciements ne sont que l'ultime solution à laquelle on ne peut recourir qu'a-près que toutes les aotres ont été explorées. Il s'agit d'établir sur le plan des branches professionnelles on sur le plan des entreprises de véritables contrats de redressement et de progrès afin de lotter pour l'emploi.

- Allez-vous aller au-delà de cet appel aux entreprises?

- Bien entendu. Le calendrier de notre action est arrêté. Il y a le collectif budgétaire, il y aura la loi quinquennale sur le réduction du icticit que nous allons établir cette scmaine. Il y aura ensuite une loi sur la protection sociale qui pré-voira l'affectation à un fonds alimenté par la CSG des dépenses de solidarité concernant le régime vicillesse. Cette loi pourrait prévoir - e'est actuellement en discussion - l'indexation des

retraites non plus sur les salaires mais sur les prix, conformément à une pratique instituée depuis plu-sients années, et ce pour nne période à discuter de deux à cinq

» Ensuite, après concertation avec les organisations syndicales, un décret pourrait permettre le cal-cul de la retraite sur la base des vingt-cinq meilleures années et l'al-longement très progressif à qua-rante ans de la durée des cotisacrains que nous ne soyons pas prêts. Elles seront plutôt à insérer dans la loi quinquennale sur la

tions. Je pense d'ailleurs qu'il faudrait prévoir que l'on ferait le point dans deux ou trois ans sur les effets de cette réforme et sur les laptations qu'elle nécessiterait. Il adaptations qu'elle nécessiterait. Il faut laisser sa marge normale à la négociation. Certaines organisations souhaiteraient qu'on ajoute à la loi qui sera votée an printemps des dispositions sur la gestion pari-taire du régime vieillesse, mais je

100

\*

# entraîner là où je ne veux pas aller » entraîner là où je ne veux pas aller » cate instice des des ou mécontantament... - Cétait avant l'arrivée du nou l'ai cru con l'ai cru con-

faire voter avant l'été une loi sur l'assurance-maladie. M= Veil va en discuter avec les organisations syndicales et proposer les mesures permettant de diminuer les dépenses de 30 milliards de francs pour la période allant jusqu'à fin 1994.

» Enfin, M. Girand va présenter une loi sur l'emploi qui prévoira d'une part l'allégement des cotisstions familiales sur les bas salaires et d'autre part un effort très vicou-

et d'autre part un effort très vigou-reux sur l'apprentissage, effort que j'ai proposé il y a déjà deux ans et qui devra doubler. Une fois ces lois votées d'ici à l'été, nous sou-mettrons au Parlement à l'antonne une lni quinquennale sur l'emploi et une loi quinquennale sur la pro-tection sociale. Ainsi, d'ici à la fin de l'année l'encemble des réferences de l'année, l'ensemble des réformes relatives aux dépenses publiques et sociales pourra nous permettre d'asseoir le redressement sur des bases durables et d'envisager l'ave-

- « Pensez-vous obtenir du corps médical ce que, grac du Corps médical ce que, grac à l'opposition d'alors, il a pu éviter sous le gauvernement précé-dent?

 Je l'espère, les esprits ont évo-lué. Chacun sait que les choses ne peuvent continuer comme elles vont. Le gouvernement ne souhaite pas faire le énième plan de redres-sement fandé sur l'augmentation des prélèvements. Le sanvetage durable de la protection sociale suppose des réformes profindes dont trus reconnaissent la néces-sité. Je souhaite que notre pays se. trouve dans deux ans dans une neilleure situation qu'aujourd'hui; c'est ce qui légitimera ootre présence au pouvoir, ootre action.

«Le calendrier de Maastricht est sérieusement écorné»

- Jusqu'à quel point voulez-vous eller dans le peritarisme? /ous eviez parié de donner de nouvelles responsabilités aux partendires acciaux?

• — Ils y snot sans dnute prêts pour l'assurance-vieillesse, d'autant qu'ils onr bien géré des régimes comme l'AGIRC et l'ARRCO pour les retraites complémentaires. Pour la maladie, c'est beaucoup plus difficile; aussi, ue réclament-ils guère le paritarisme. Ils veulent que l'Estat fire les principes de la politil'Etat fixe les principes de la politi-que de santé et qu'ensuite, pour la mise en œnvre, les syndicats, les intreprises et les professions de lanté assurent la gestion des aisses. Je crois sentir qu'il y a un issez fort courant vers un parita-isme affirmé pour la vieillesse, rvec une large décentralisation de a décision. A ce stade, on pourrait avisager de laisser aux partenaires ociaux le soin de choisir les bases le calcul des retraites en fonction re de trimestres de cotisations des ors qu'ils seraient soumis, dans eur action, à l'obligation de l'équi-ibre, sans recourir perpétuellement

i l'augmentation des prélèvements. - Certains partenaires sociaux ne souheiteront-lls pas que l'Etat prenne les décisions

- Certains préféreraient que Etat les prenne avant et d'aures préféreraient les prendre euxnêmes. Si nnns parvenions à accomplir ces changements, il s'agiait d'une vraie et grande réforme, une des plus profundes qu'un mait faite dans notre système de protection sociale depuis fort longcemps. Il est en danger, il faut absolument le sauver de la faillite le ue voudrais pas que nous nous le ue voudrais pas que nous nous cornions purement et simplement i combler des déficits en trouvant de nouvelles recettes, mais que, en association avec tous les partenaires sociaux, qui sont bien conscients des difficultés, nous missions mettre sur pied un sys-ème aussi protecteur, aussi équita-de mais financièrement moins fra-

» C'est périlleux, je le sais, spé-rialement dans une période pré-slectorale. Mais, à l'inverse, pouvons-nous prendre le risque de nous retrouver dans deux ans avec nne situation encore plus critique qu'anjourd'hai? Et sans avoir rien fait? La légitimité de notre action c'est d'améliorer la situation de notre pays et non pas de la laisser se dégrader encore d'ivantage par manque de courage on par obses-sion politicienne.

Votre plan sur les retraites, c'est la préservation des acquis sociaux ou una remise en cause?

- C'est une préservation de l'acquis social que constitue le droit à une retraite sûre et garantie. Nous

doit bouger, qu'il suffit d'augmen-ter la CSG de 1 ou 2 points tous les trois ans? Personne oe le dit, car ce serait totalement irresponsa-ble. Tout le monde sait qu'il faudra en arriver dans les années qui viennent à des décisions qui prendront en compte l'allongement de la durée de la vie, les soins à donuer aux personnes âgées dépen-dantes. Il faut préparer cet ave-nir-là en définissant de oouvelles structures qui permettent à chacun de prendre ses responsabilités. Tout en préservant les principes de la protection sociale, dont la sauvegarde est essentielle.

- Est-ce que cela n'eboutira pas dans les faits à une remise en ceuse de la retraite à sobunte ens?

- Pas pour la plupart. Il y a aujourd'hui une grande partie de la population qui a commencé à tra-vailler avant vingt ans. Si le niveau de vie de la population et de l'instruction s'élève, si tout le monde se met un jour à travailler à partir de vingt-trois ou vingt-quatre ans, il y aura certainement un problème . Aujnurd'hui le plus grand nombre des assurés o est pas concerné. Ceux qui ont soixante ans aujourd'hni se sont souvent mis au travail avant vingt ans; ils ont donc quarante années de cotisatioo ou davantage.

- Comment evez-vous jugé les réactions de la gauche?

- A l'enteodre, on aurait cru vraiment qu'elle avait quitté le pouvoir depuis sept ans et non pas depuis sept semaines. Que propose-t-elle de concret pour faire face à l'urgence de la situation? Je n'ai

- N'evez-vous pas renoncé à l'idée de mettre le budgétisation des allocations familiales au service des retraites?

- Non bien entendu. Il y a deux ans, j'avais proposé d'alléger les charges des entreprises afio de direct, et, par une incitation fis-cale, de développer les retraites complémentaires. Mais aujourd'hui, compte tenu de la situation de l'emploi, comment dire aux entreprises qu'il faut augmenter davantage les salaires? La priorité, e'est que grâce à l'allègement de leurs coûts elles ne suppriment pas d'emplois, mais qu'elles en créent, et qu'elles développent l'apprentis-sage pour faire face au chômage, des sens. Le jour où nous retrouvedes gens. Le jour où nous retrouve-rons la croissance et où nous sorti-rons de cette situatinn, bien entendu il faudra s'orienter vers ce que j'avais souhaité.

- Après les dévaluations de la peseta et de l'escudo, avez-vous des craintes pour l'evenir du système monétaire européan?

- Depuis le mois de septembre, le SME traverse des difficultés. Les monnaies de deux des cinq grands pays européens se trouvent hors du SME. L'Espagne a dû ajuster à trois reprises - y compris l'opératinn de la semaine dernière - la parité de sa monnaie. l'ai posé la question de savoir quels dommages parité de sa monnaic. l'ai posè la question de savoir quels dommages pourrait créer nne dévaluation de la peseta sur nos échanges. Il semble, d'après les études de la Banque de France, que l'économie espagnole ait un retard de compétitivité de l'ordre de 10 % est-à-dire que nos entreprises scient encore à l'abri de la concurrence espagnole. l'abri de la concurrence espagnole.

» Je ne vois pas pourqoi nous devrions tirer protexte des difficultés récentes pour mettre à mal ce qui reste du SME. Ma conviction est qu'il faut le maintenir. Je ne suis pas partisan du flottement de tontes les mannaies européennes. Je ne vois pas les avantages que nnus en retirerinns, nntamment pnur la cobésion économique de l'Europe. Ma position la dessus n'a pas varié. Un mot encore : depuis un mnis et demi, les taux courts ont baissé de 25 %, je le répéte. Il ont baissé parce que le nouveau gouvernement a affirmé son atta-chement à la stabilité du firaic. Ce qui a justement permis la baisse des taux.

- Cela remet-il en cause les objectifs du traité de Maastricht et le monnaie unique? Ou du moins le calendrier?

- Tnut le monde le sait, le calendrier est sérieusement écorné. Le drier est serieusement écorné. Le plan quinquennal de redressement des finances publiques que nous proposons s'étend jusqu'à 1997, prochaine étape de l'union écono-mique et monétaire, mais unique ment pour les finances de l'Etat. Or pour entrer dans l'Union Européenne, tous les pays doivent réta-blir l'équilibre de leurs finances publiques, ce qui concerne nnn seulement l'Btat mais anssi les organismes acciaux et les collectivi-tés locales, Cependant, si nous parvenons à mettre en œuvre ce que nous avons décide dans le plan de redressement, la France sera dans

material saire justice des critiques qui nous reprochent de mener une politique étroitement manétaire. Si nous n'y prenous pas garde, notre pays sera étranglé progressivement par le poids de la dette. C'est l'une des raisons pour lesquelles nous avons voulu ce parties par le poids de la dette. C'est l'une des raisons pour lesquelles nous avons voulu ce parties par les parties et l'acceptant de redressement financier. D'ores et déjà, le budget pour 1994 supportera au moins 25 milliards de francs représentant les intérêts de la dette née du seul déficit de l'antique 1992. Continue de destructions de la dette cet uée 1993. Ce piège de la dette est mortel. C'est une raison supplémentaire pour vouloir le redresse-ment, parce que si l'on ne fait rien, on perd absolument toute marge de manœuvre. La politique des finances publiques, qui sous-tend notre action, c'est de redonner des

marges à la gestion de l'économie. » Depnis un mois et demi, les choses se passent bien sur le plan monétaire. La Banque de France a reconstitué ses réserves. Désormais nos taux sont pratiquement an niveao des taux allemands, tandis que notre économie se porte mieux que l'économie allemande. Si nous maintenons le cap, si notre plan de redressement réussit, ce que je crois, si nous continnons d'affirmer notre attachemeot à la stabilité les raisons de voir les taux baisser encore davantage.

- La coopération monétaira franco-allemande est-elle eussi exemplaire que vous l'eviez sou-heité event d'arriver à Mati-

 Jusqu'à présent, les choses se sont bien passées. Le jour de ma visite ao chancelier Kohl à Bonn, la Bundesbank a baissé ses tanx, certaioement pas pour m'être agréable, mais je me suis réjoui de cette coincidence. La réforme de la Banque de France renforcera certainement la confiance de nos par tenaires de par le monde.

- Qu'attendez-vous de l'initiative que vous venez de prendre sur le GATT?

reprenne l'initiative et que onus redevenions mobiles. Il fallait, en premier lieu, cesser de trailer l'agriculture comme le seul enjeu des négociations du GATT. C'était rendre un mailvais service aux agriculteurs et un mauvais service à notre pays. En deuxième lieu, il fallait abandonner un langage trop général et théorique. Chaque fins qu'oo se bat sur des mots, l'on n'arrive pas à un accord. J'ai done souhaité qu'on explicite les sujers – an nombre de quinze – sur lesquels nous avons des demandes précises, et qui concernent d'ailleurs bien sonvent les intérêts d'autres pays anssi L'Airbus on les télécommunications intéressent les Allemands autant que nous. L'enjen des négo-ciations du GATT c'est l'avenir de l'économie de tous les pays enropéens dans tous ses aspects indus-triel, agricole, financier, commer-

»Le mémorandum n'est pas agres-sif dans sa formulation, mais il est très clair dans son contenu. Après m'en être entretenu avec le prési-dent de la République, je l'ai adressé aux chefs de gouvernement des pays de la Communauté; j'espère qu'il va être pour eux matière à réflexion, et l'un des objets prin-cipeux des prochaines discussions

- La France n'est-elle pas trop

 Tous les pays européens commencent à se rendre compte du côté artificiel de cette liberté commerciale présentée comme générale. Nos économies sont les plus ouvertes, les moins protégées, les plus sujettes aux concurrences san-vages et sonvent irrégulières. Je pense au textile notamment. Chacun sait qu'il y a également de grandes différences entre les régimes politiques et sociaux de par le monde, qui se traduisent par de grandes différences de compétitivité. Il faut arriver à tenir équita-blement compte de ces différences afin que les pays les plus ouverts, ceux qui ont les systèmes sociaux les pius avancés ne soicot pas injustement pénalisés.

» J'ajoute que persnnne n'a encore démontré qu'un accord sur le GATT produira effectivement 200 milliards de dollars de crois-sance supplémentaire. Il s'agit d'une affirmation gratuite. Le com-merce international est déjà assez largement libéré. Nous ne pouvons largement libéré. Nous ne pouvons aller plus loin que si c'est fait de façon équitable. Je suis convaincu que nombre de pays le comprennent désormais. Enfin, il faut une négociatinn globale, sur tous les sujets à la fois et en même temps. Rien n'est pire que des négociatinns compartimentées transfurmées en égreuse de force succesmées en épreuves de force successives. Nnus vaulons changer de méthode.

~ L'Allemagne semble quelque peu irritée ces derniers

prendre que depuis nos partenaires se rendaient compte que ontre position était très ferme. En tout cas, j'en ai parlé au ebancelier Kohl, à M. Major anssi.

Vous préférez un semblant de protectionnisme européen à un libéralisme mondial, doctrine aux inémais depuis electrice

qui régnait depuis cinquante

Pas do tnut. Lorsque nnus avons présenté le mémorandum à la presse, l'nn nous a demandé si nous étions partisans d'un protectinnnisme « intelligent ». Nnus sommes partisans d'un libéralisme équitable et équilibré. Or ce qu'on nous propose n'est ni équitable ni équilibré. J'ajoute qu'il s'agit d'un grand eojeu pour la constructinn de l'Europe elle-même. Elle ne doit pas être nuverte à tnus les vents grand les antres sont plus protégés - Pas do tnut. Lorsque nnus quand les autres sont plus protégés qu'elle. Les pays de la Commu-nauté doivent avnir le sentiment très fort de leur solidarité et de leurs intérêts communs. Il y va de l'avenir de la croissance et de l'emploi en Europe, qui est la seule des grandes régions éconnmiques du nonde à connaître anjourd'hui la stagnation. Qui serait en droit de nous demander des sacrifices supdémentaires?

 Ce libéralisme équilibré peut-il être institué even des pays qui ont des conditions de production al différentes des

- C'est une questioo très difficile. Lorsque on apprend qu'une compagnie aérieone européenne fait faire son traitement informatique eo lode, comment l'eo empêcher? Il est impossible de mettre un frein à toute l'évolution technologique. Les deux grands problèmes de l'avenir, me semble-t-il, c'est toot d'abord le contenu de la liberté commerciale et économique daos un monde où les conditions de coneurrence, de vie férentes; c'est ensuite la pérennité de la protection sociale qu'il fant nent assurer quand l'amélioration de la durée de la vie et des possibilités de soins en rend le coût financier de plus en plus lourd. Ce sont les deux problèmes fondamentaux de l'avenir. Ils ne peuvent être traités complètement et sérieusement que sur le plan international.

«L'adhésion du personnel à son entreprise ne peut résulter que de la participation aux décisions comme aux résultats»

- Sur le GATT, votre langage aujourd'hui ne ressemble pas beaucoup à celui que tenait l'opposition?

- Je ne suis pas de votre avis et ce n'est pas non plus l'avis de la presse étrangère. Tout le monde a compris dans les milieux indus-triels et commerciaux que nnus défendinns les intérêts globaux de notre pays et des pays européens.
Tout le monde approuve que nous
n'utilisions pas les agrieulteurs
français comme s'ils étaient responsables du blocage de la négocia-

- C'est ce que disait le gou-, vernement précédent et ce que l'opposition d'alors lui rspro-

Non, je ne le crois pas, et le contenn de notre mémorandum le manifeste bien.

Disons qu'il y e eu. à l'approche des élections, une surenchère...

- En tont eas, natre position pronve que l'attitude de la France méritait d'être clarifiée et notifiée de façon nfficielle à nos parte-

naires.

- Mele vous ne demendez plus une renégociation de la réforme de la PAC.

- Nnus avans demandé qu'elle soit corrigée et complétée. Je l'ai indiqué à M. Delors, et M. Puech, ministre de l'agriculture en a fait part à nos partenaires.

- Est-ce que cele ve suffire à - Est-ce que cela va suffire à M. Chirac?

 Il n'a pas voulu la mettre en pointe, mais au contraire mieux la protéger et mieux la défendre, ce. qui est notre objectif commun.

— Les privatisations commenceront-elles à pertir du mois
de septembre ?

 Je pense que nnus parviendrons à faire voter la loi avant l'été. Elle comportera quelques différences par rapport à celle de 1986, notamment en élargissant les pouvoirs de la commission de pri-

vatisation, qui sera seule compé-tente pour choisir ceux des action-naires dont le rôle sera d'assurer la stabilité et la défense de l'entreprise. Je pense done qu'elles peu-vent effectivement commencer dès

le mois de septembre. Les investisseurs étrangers ne vont-ile pas être finalement les plus intéressés per les entre-prises privatisables?

- Pourquni? Il y a en France une épargne abondante, qui sera, j'en suis certain, intéressée par les privatisations; grâce à cela, nnus défendrons les entreprises francaises comme nous l'avons fait de 1986 à 1988.

- Peut-on parler de verrous à l'intention des entreprises étran-

- Je ne sais pas si c'est le bon terme. Mais notre intention, je le répéte, est d'assurer le caractère français de ces entreprises. Je rap-pelle d'ailleurs que des trente entreprises que nous avans privati-sées il y a quelques années, il n'y en a qu'une qui ait été attaquée, avec le concours du gouvernement de l'époque. Sans succès d'ailieurs. Aucune de ces entreprises n'est tombée sous le contrôle de l'étranavaient été manifestées,

- Vaus ne vous êtes pas encore prononcé sur les entre-prises qui seront privatisées? On parle de la BNP...

- Il appartiendra au ministre de l'éconnmie de faire des proposi-tinns. Bien entendu, oons choisirons ensemble celles qui seront dans la meilleure situation.

- Quel jugement portez-vous sur la chute de la Bourse depuis votre arrivée au pouvoir? Elle a perdu en un mois ce qu'elle avait gagné dans les trois mois précédents?

- Normalement, la baisse des taux d'intérêt aurait dû la faire remonter, Je crois que c'est l'effet de la situation économique dans le moode et en France et de la prise de conscience des difficultés, actuelles. Je suis convainen que améliorer la situation de notre écooomie et que cela se traduira sur les marchés financiers.

- Avez-vous d'ores et déjà envisagé les moyens per les-quels vous ellez relancer la par-ticipation des salariés à la ges-tion, formule que n'elme pas beaucoup le patronet français? - Oui. Je oe souhaite pas avoir

recours à des mécanismes obliga-- Incitatifs seulement?

- Il y a l'intéressement, pour lequel vnns savez que les précédents gonvernements, après 1988, avaient institué un plafinnement de ce qui avait été prévu dans l'ordonnance de 1986. Il faudra revenir sur ce plafionement. Il va contance de 1966. Il anota reve-oir sur ce plafnonement. Il y a aussi la participation au capital, qui sera développée notamment à travers les privatisations. Je persiste à croire que l'extension de la participation donnera à notre sys-tème économique et social plus d'équilibre, plus de solidité, plus de justice. Les entreprises qui réussissent le mieux sont celles qui par-viennent le mieux à susciter l'adhésion de tous ceux qui y travaillent. Cette adhésion ne peut résulter que de la participatinn aux décisions comme aux résultats. Je l'ai tnujours pensé.

- « Dans votre emplni du temps, il semble qu'il y ait une part importante consacrée eux questions internationales : l'Europe bien sûr, c'est normal, mais aussi la Bosnie...

 Le problème de la Bosnie n'est - Le problème de la Bosnie n'est pas simple. La France est profondément choquée par les violations flagrantes aux droits de l'hnmme dans un pays situé aux frontières de la Communauté européenne; elle ne peut rester indifférente à l'équilibre d'un pays au centre de l'Europe. J'adhère tout à fait à l'idée selon laquelle la France doit, chaque fois qu'elle le peut, jouer un rôle d'entraînement dans les affaires internationales, notamment affaires internationales, notamment pour la mise en œuvre des déci-sions des Nations unies. C'est l'une des justifications de son rôle de

bre permanent dn Conseil de

sécurité. »Prenons la situation telle que nous l'avons trouvée il y a moins de deux mois. Aujourd'hui, il y a sur le terrain un partage de fait de la Bosnie, partage qui n'est pas conforme aux sonhaits de la communauté internationale. Tout le problème est de contraindre les belligérants à se confirmer à ses décisinns. Le gouvernement a mené dans ce domaine une politique particuliérement ferme en étant à l'origine de la résolution du Cnnseil de sécurité sur les sanctinns - sanctions très fermes - et en proposant à uns partenaires l'institution de zones de sécurité. Faut-il aller plus loin que la pré-sence au sol de troupes terrestres doot les oôtres sant d'ailleurs les plus importantes? Aller plus inio que la ocutralisatino de l'espace aérien bosniaque? Aller plus Inin que le blocus qui semble commen-cer à produire ses effets?

«En Bosnie, que les Américains commencent par faire au sol ce que nous faisons nous-mêmes »

- Feut-il lever l'embargo sur les ermes à destination de le Bosnie ? Faut-il pratiquer des frappes aériennes ?

 Je ne le crois pas, car je pense que cela pourrait entraîner des dommages encore plus grands et parce que nuus avous an sol des troupes qui pourraient être inutilegées que nous avons proposées doi-vent être instituées. Je souhaite que tous les grands pays prennent leurs responsabilités sur le terrain, chacun assurant la sécurité d'une ou deux znnes protégées comme nous le faisons nous-mêmes. Avant d'envisager des solutions plus extrêmes, commençous par mettre en œuvre celle-là, qui sera d'autant plus efficace que l'ensemble de la Communauté internationale la soutiendra par des actes.

»Mais allons au-delà de la situatinn présente. Je tire une leçon essentielle de l'affaire yougoslave. L'Europe ne dnit plus jamais permettre qu'une guerre aussi inaccep-table se déroule sur son soi. C'est la raison pour laquelle j'ai proposé une réflexinn sur la sécurité et lu stabilité de natre continent. Il ne s'agit pas dans mon esprit de créer une nnuvelle institutinn nu d'inventer de nouveaux principes. droits des minorité, l'essentiel a déjà été dit. Mnn souci est de trouver des solutions pratiques et réa-

Lire la suite page 10



# **POLITIQUE**

# Un entretien avec Edouard Balladur

Suite de la page 9

listes aux problèmes de sécurité et de stabilité qui se posent sur notre continent, et ils sont nombreux. En d'antres termes, est-il possible d'apporter des garanties satisfai-santes aux principes de liberté, de respect de la dignité humaine et de paix auxquel nous sommes atta-chés? Tel doit être l'impératif de la politique étrangère et de sécurité commune que l'Union européenne va devnir définir.

»C'est la raison pour laquelle ce projet de conférence n'a de sens à mes yeux que s'il est l'affaire des Douze. Ils peuvent apporter à ce projet leur poids économique et politique; mais ils ne réussiront pas seuls. Nos alliés américains et canadiens dnivent y être associés canadiens anivent y être associés au même titre que la Russie et que tous les pays de l'Europe centrale et orientale. Ensemble, nous pourrons, et de façon très gragmatique, tenter de définir des règles du jeu qui seroot celles de l'Europe de demain et faire en sorte que che demain et faire en sorte que cha-cun les respecte. Je souhaite donc qu'nn projet français qui est en voie d'élaboration, et qui sera dis-enté entre toutes les autorités de l'Etat, puisse être soumis à nos partenaires de la Communauté d'ici à l'été.

« Je ne vois aucune nécessité de donner un tour inutilement dramatique ou passionnel à notre vie politique»

- Les Américains accusent les Européens non seulement d'evoir manqué à leurs devoirs, mais de freiner leur volonté d'in-

- Que les Américains commencent par faire au sol ce que nous faisons nous-mêmes. Qu'ils commencent par assurer la défense de telle ou telle zone protégée. Ils constateront à coup sûr qu'en agissant ainsi ils mettroot tout letr

sant ainsi ils mettroot tout leur poids, qui-est considerable, au service de la paix, et que les choses se présenteraient alors différemment.

- Sur les quiestions relevant du domeine pertagé, défense, affaires européennes et grands choix diplomatiques, peut-on penier à chaque fois de codécision entre vous-même et la présion entre vous-même et le pré-sident de le République ?

- Je oe veux pas entrer dans les détails. Je rappelle une fois encore quel est mon état d'esprit : éviter que, daos les circoostances difficiles que oous vivons, où il v a tant à faire, la situation intérieure de notre pays et sa position inter-nationale ne soit compliquées et aggravées par des dissensions au sommet de l'Etat. Je ne dévierai pas de cette ligne. Il y a des sujets d'intérêt national qui oécessitent une coordination étroite eotre les responsables. J'ai à cœur de l'organiser et de l'assurer. Aussi longtemps que cela sera possible et que cela sera conforme aux convictions fondamentales qu'au nom du gou-vernemeot je défends, je ferai en sorte que la politique étrangère et pas.

en avril), 50 % mécontentes (contre 55 %) et 11 % ne se prononcent pas.

la politique militaire soient gérées d'une façon qui, aux yeux de l'ex-térieur, soit cohérente et solide.

- Pour le moment, la cohabitetion, telle que vous l'eviez conçue, fonctionne-t-elle selon vos vœux?

- Je le crois. Le goovernement assume pleinement ses responsabi-lités, ce qui est confirme à la Constitutioo. Je oe vois aucuoe nécessité de donner un tour inutile-ment dramatique ou passionnel à notre vie publique.

- Comment fonctionnent les relations entre Matignon et l'Hôtel de Ville?

- Jusqu'à il y a quelques semaines, le sujet de la pièce à la mnde était : va-t-il y avoir une cohabitation, comment cela va-t-il se passer? Maintenant, c'est : Chirae-Balladur, comment cela se passe-t-il? Chacun a ses responsa-bilités et les exerce, dans l'amitlé et

le respect récigroques.

- Le président du RPR n'intervient donc pas dans les choix du

- Il apporte tout son soutien à l'action du gouvernement ainsi qu'il l'a lui même déclaré, et je lui en suis reconnaissant.

– il y a les déclarations, et il y a la réalité La réalité est cooforme aux

Qui représentera la France au sommet des pays industriali-sés de Tokyo?

Ce qui m'importe, ce sont les décisions qui seroot grises, et qu'elles soient conformes à ce que je crois bon pour la France. A mes yeux, c'est l'essentiel, et le reste en dépend.

 Avaz-vous déjà discuté avec le président de la République de ce cas particulier de Tokyo et, plus généralement, de la repré-sentation de la France dans les

sommets internationsus?

- De façon générale, le soir du jour où il m's commé premier mioistre. Nous sommes coovenus qu'il ne fallait pas en faire une affaire de doctrine, mais décider au cas par cas. Ma positioo eo la matière : ni tnujours absent, ni

toujours présent. >

Propos recueils

par THIERRY BRÉHIER,

JEAN-MARIE COLOMBANI,

THOMAS FERENCZI

et MICHEL NOBLECOURT

O Sondage: M. Balladur perd sept points. - Selon uoe enquête de l'IFOP, réalisée du 6 ao 13 mai auprès de 1 857 persocoes et gubliée daos le Journal du dimanche dn 16 mai, la cote 7 poiots par rapport au mois deroier: 49 % des personnes interro-gées se disent satisfaites du gremier ministre (contre 56 % en avril), 19 % se déclarent mécontentes (contre 12 %), 32 % ne se grononcent pas (sans changement). En revanche, la cote de M. Mitterrand est eo hausse de 5 points : 39 % des personnes interrogées sont satisfaites (contre 34 % en avril), 50 % mécontentes (contre

# Dix élections cantonales partielles

# Le PS perd un siège en Haute-Vienne au profit du RPR, et en gagne un dans l'Aisne

Pour quatre des dix élections cantonales partielles organisées dimanche 16 mai, il s'egissait d'un second tour. Le RPR perd dans l'Aisne le siège qu'il détenait, et cela au groffit du PS, qui compense ainsi la perte d'un siège en Haute-Vienne, gagné par le RPR. La formation de Jacques Chirac récupère deux autres sièges, que détenalt l'UDF : l'un appartenant au député centriste démissionnaire, Marcel Roques, dans l'Hé-

rault; l'autre à un UDF décédé, dans l'Oise. Dans l'Ariège, le seul des six sièges pourvus dès le premier tour reste à l'UDF. Les cinq ballottages du premier tour donneront

AISNE: canton de Laon-Sud (2º

I., 15 813; V., 7 538; A., 52,33 %; E., 7 204.

René Dosière, PS, a. d., a. m. de Lann, 4 158 (57,72 %) ... ELU. Patrick Pertin, RPR, c. m. de Laon, 3 046 (42,28 %) .

(Rané Desfère, PS, aucien maire da Laon, arrivé en tiéta au grander tour, conquiert, avec une confortable majorité, un canton détenn par le EPE. Il saccède à Jean-Clasde Lamant, EPE, untire de Laon, élu député en mars dernier, qui n'est démis de son mandat pour cusse de cussul. Patrick Pertin, EPE, fait sans doute les frais de la division de la droite au premier tour et d'une mobilisation des diacteurs nettement plus forte en second

Les résultats du premier tour étalent les suivants : L., 15 814; V., 6 614; A., 58,17 %; E., 6 438. René Dosfère, 2 582 (38,86 %); Patrick Pertis, 1 566 (24,32 %); Jean-Luc Doyar, div. d., 826 (12,83 %); Philippe Malpezd, UDF, adj. m. de Laus, 788 (12,24 %); Gay Moresa, PC, 388 (6,03 %); François Turquis, Verts, sondGE, 368 (5,72 %).

Verts, sootGE, 368 (5,77 %).

Jean-Claude Lamant arait été rééla en octobre 1988 au second tour, avec 4 649 voix (52,62 %). contre 4 195 (47,37 %) à Gérard Dorel, 28 sur 8 234 suffragen exprimén, 9 006 verteux (solt 41,84 % d'abatention) et 15,485 inscrits.]

ALPES-MARITIMES : caoteu de Roquestéron (1" tour).

1., 3 176; V., 2 122; A., 33,19 %; E., 2 090.

Pierre-Guy Morani, div. d., m. Se Gilette, y 17 16,60,%); Address Roumagnac, RPR, m. de Roquesté-ton, 117 (34,31%); Michèle Delorme, PC, 292 (13,97%); Henri Gastaod, MRG, 86 (4,12%); Eliane Blum, NE, 21 (1%) ...... BALLOTTAGE.

[Le scrafia était organisé pour pourvoir le siège vacant du docteur Resé Morsul (div. d.), conseiller général de Roquestéron depais 1964, vice-président de Passemblée départementale depuis 1988 et maire de Ghetta depuis 1983, décôdé le 18 février deraise. Son Ills, Please-Guy Morsul (div.

manicipal de Gliette depuis 1989, lai avait succèdé comme maire de cette commune – la plus peuplée du canton – le 28 mars.

la gins peuplée du cuntou - le 28 mars.

M. Morani, qui bénéficiait du soutien da président du conseil général, le séenteur RPE, Charles Ghaey, distance metteuent son principal adversaire, M. Rosmegase, maire RPE de Rogessicon. Dans le passé, les élections dans ce canton de l'arrêre-pays riçois araient donné lieu à des affiroutements acharaés entre René Morani et son adversairs communiste, Virgile Pasquetti, fils spirituel de l'ancienne figure locale da PC, Virgile Burel.

Le PC, représenté, cetto fois, par Michèle Delorme, pard 151 vaix et 7,52 points de pourcestage par rapport an scrutia de 1988.

En 1898 René Morani avais été réfen

ARIÈGE : canton de Saverdan

I., 6 494; V., 4 605; A., 29,08 %; E., 4 460. Louis Marette, UDF, adj. m. de

| Louis Marstre emporte, dès le premier tour, le slège laissé vacuat, en raison de la loi sur le canual des menadats, par le député et maire de Mantères, Améré Tri-gano (UDF-rad.), dont D était le « pon-inés ».

ESSONNE : canton de Savigny-

1. 16 090; V., 5 401; A.,

sur-Orge (1" tour).

66,43 %; E., 5 317.

(1" tour).

l'Essonne que ce duel revêtira la figure classique d'une compétition droite-gauche, en l'occurrence entre l'UDF et le PS. Dans les Alpes-Maritimas et en Seine-et-Marne, II s'agira de duels RPR-divers droite; dans l'Yonne, restent en fice un UDF et un divers droite, tandis que, dans l'Drne, un divers droite, soutenu par les crénovateurs» départementaux, doit compenser son retard sur un « sans étiquette ».

Les taux d'abstention sont très variables : les records de participation sont atteints dans l'Ariège (70,92 %) d'ebstentions et

lieu à des duels eu second. Il π'y a que dans l'Hérault (70,47 %); et c'est dans les deux départements d'Ile-de-France que la « bouderie » des umes est la plus marquée, avec 66,43 % d'abstentions dans l'Essonne et 65,43 % on Seine-et-Marne.

Le PC, qui reste stable en pourcentage dans l'Ariège et qui progresse dans l'Yonne, recule dans les Alpes-Maritimes, dans l'Essonne et dans l'Orne. De son côté, le FN enregistre un net progrès dans l'Essonne, mais une baisse forte dans l'Yonne, et plus modeste dans l'Orne.

7

27.

1227. L

Fixe Co. 42.72 TO:

12:00

2:12:

1221

G TE

983 (18,14 %); Christine Truffard, app. PS, 942 (17,39 %); Yves Vareone, FN, 652 (12,03 %); Marin Fernandez, PC, 413 (7,62 %); Bernard Durta, div. d., c. m. de Thorigny, 380 (7,01 %); Gérard Gilardi, GE, 230 (4,24 %); Yvoo Le Bourhis, div. écol., 88 (1,62 %). BALLOTTAGE.

[Créé par un décret du prender ministre du 26 février 1993, le nouveau canton de Thorigay-sur-Marne (14 871 habitants) est issu da redécoupage des cantons de Legay-sur-Marne (pour 13 communes) et Créy-la-Chapelle (3 communes), soit au total seize communes, dont une soule, to chef-lien, Thorigay-sur-Marne, fait figure de petite ville (8 600 habitants), tradis

n'a finalement pas favorisé la Front natio-nal, qui régresse par rappart sur législa-tives de mars dernier (12,93 % contre près de 17 %). Il est non seulement distancé par les deux candidats de la droite parle-mantaire, Olivier Bourjoi et François Bantz, mais également par la candidate souleme par le Paril socialiste, Christiae Truffert.]

HAUTE-VIENNE : canton de Limoges-Cité (2º tour).

I., 4 333; V., 1 987; A., 54,14 %; E., 1 906. Alain Marsand, RPR, d., 1 037 (54,40.%), ELU. Clande Bourdeau, PS, 869 (45,59.%)

[Alaia Marsand (RPR) succède à Paul Parbelle (app. PS), déchié en février der-nier; Les électeurs out boudé un peu mains le necond tour que le premier, sans pour autunt bosocaler, comme l'espérait le gruche, la logique des chiffres. Les reports de voix out fouctionné normale-ment à druite comme à gauche.

Ainin Marasud (RPR) complète son succès des législatives. Cela ne changera certes pas le fonctionnement de l'assemin- (A.58 %); Jesn-Michel Langlet, PC, 385
(R.88 %); Bernard Maretheux, FN, 342
(R.88 %); Bernard Maretheux, FN, 342
(R.78 %); Restrand Labitte, Verts, 164
(R.78 %); Restrand Labitte, 164
(R.78 %); Restrand Labitt

An premier tour, les résultats avalent été les suivants : 1, 4333; V., 1863; A., 57 %; E., 1818. Alain Marsend, 698 (38,39 %); Claude Bourden, 579 (31,85 %); Jenn-Jacques Belezy, UDF-CDS, c. m. de Limoges, 214 (11,77 %); Alian Biardean, Verts, adj. m. de Limoges, 161 (8,36 %); Claude Toulet, PC, c. m. de Limoges, 114 (6,27 %); Michel Reden, FN, 52 (2,36 %).

Puni Parbella avait gagné, an accond tour a'octobre 1988, le siège que déteauit le député et maire de Limogos Alain Rodet, PS, qui ac se représentait pas, avec 1 832 voix (59,27 %) contra 709 (49,72 %) à Jean Duchesne, RPB, sur 1 741 suftrages exprinde, 1 828 votants (soit 59,95 % d'abstention) et 4 464 ins-crits.]

YONNE : canton de Villeneuvesar-Youne (1" tour). L., 5 970; V., 2 589; A., 56,63 %; E., 2 540.

Jean-Luc Dauphin, UDF, adj. m. de Villenenve-sur-Ynnne, 1 090 (42,91 %); Marc Ferry, div. d., adj. m. de Bordes, 625 (24,60 %); Claude Marache, PC, c. m. de Villeneuve-sur-Yonne, 287 (11,29 %); Gérard Besson, PS, c. m. de Villeneuve-sur-Yonne, 272 (10,70 %); Michel Moine, FN, 202 (7,95 %); Alain Peiffer, div. d., 64 (2,51 %). BALLOTTAGE.

[Conseiller général depuis 1967, Roland Bounton, UDF, décédé le 18 mars dernier, avait été éin au premier tour en mars 1992. Les résultaits avalent alors été les suivants : 1., 5760 ; V., 3832 ; A., 33,47 %; E., 3580; Roland Bounton, 1962 (54,39 %); Génard Resson, 624 (17,43 %); Nicole Thurne, FN, 666 (16,93 %); Cissade Mésrachèe, 388 (16,84 %).

(4.35 %); André Cryrel, FN, 137 (4 %).

SEINE-ET-MARNE : cantoo de Thorigny-sur-Marne (1" tour).

I., 15 898; V., 5 595; A.,
65.43 %; E., 5 416.

Olivier Burjot, RPR, m. de Chessy, 1 728 (31,90 %); François Bentz, div. d., m. de Cougyray,

Gental Cougyray,

Chance orderance, 388 (10,34 %).

Aucan candidat de gauche a'est ea mesure de se présenter au second tour. Si Chande Marache, PC, purvient à améliorar en pourcentage son soure de 1992, Gérard Besson, candidat socialiste et prunter sectative de la fédération départementale du PS, perd en revanche près de 7 goints. Le plus fort recal affecte le FN, qui passe de 16,93 % à 7,95 %.]



Simone Dussart, UDF-rad., adj Simone Dussart, UDF-rad, adj. m. de Savigny, 2 324 (43,71 %); Elisabeth Rozes des Ordons, PS, 1 216-(22,87 %); Didier Caujolle, FN, 690 (11,28 %); Michel Bockelandt, PC, 566 (10,65 %); Jean Estivil, div. g., 262 (4,93 %); Philippe Le Poat, Verts, 198 (3,72 %); Gérard Lecomté, div., 101 (4,92 %); Catherena Divingues.

Gérard Lecomté, div., 101

(1.00 %); Canissana Distance.

NE. 50 (0.94 %)

TAGE

L'UPF est presque assuré: de conserver ce siège vacant dapuis la dénássica, pour canne de cumul des mandats, de less Marsandos, maire EPF de Saviguy-sur-Orge, éla départé en mars dernier. Simone Danant, adjoints an maire de la ville depuis 1961, arrive très largement en tête et peut espérer puiser dans les suffrages qui out placé le candidat de Front galonal es treisféme position. Elle sera apponés au sacond tour à Elisabeth Rouse

Gérard Lecouste était le prassier candidat du Mouvement pour une retraite bau-reuse, us groupement énument de l'Union auropéemen des retraités, qui défend les intérêts des retraités.

Josa Marsandou avalt été rééla en second tour en 1988 avec 4 144 voix (57,16 %) coutre 3 106 (42,84 %) à Jean Estvill, slors candidat du PS dout il a été exche en 1989, sur 7 250 ambrages exprimés, 7 437 votants (soit 51,28 % d'abstention) et 15 265 inscrits.

Son) et 15 285 inscrits.

An premier tour, les résultais avaient été les enivants: L. 15 271; V., 6 797; A., 53,49 %; E., 6 725; Jean Marsandon, 3 125 (46,46 %); Jean Estivill, 1 626 (24,17 %); Michel Bockelandt, 970 (14,42 %); Jean-Pierre Orida, FN, 385 (5,72 %); Philippa Le Pout, 321 (4,77 %); Tristan Jounname, div. d., 101 (1,50 %); Jacques Mossler, div. d., 98 (1,45 %); Alain Roux, div. d., 87 (1,29 %); Marie-Christine Bordais, POE, 12 (8,17 %).]

HÉRAULT : canton de Saint-Gervals-sur-Mare (2" tour).

En 1988, René Morani avait été réélu dès le premier tour en 1988. Les rémituts avaient été les suivants : L., 3 D17; V., 2 686; A., 30.85 %; E., 2 033; René Morani, 1 196 voix (58.82 %); Virgile Pasquetti, 443 (21,79 %); Pant Vantez, PS, 292 (14,36 %); Yves Ceruto, FN, 182 (5,01 %). I., 5 635; V., 3 971; A., 29,53 4; E., 3 756.

Mazères, 2 249 (50,43 %) ... ELU. Jean-Louis Bertrand, PS, m. de Saverdna, t 642 (36,82 %); Roger Vidal, PC, 361 (8,09 %); André Farellacci, FN, 208 (4,66 %).

Marcel Roques avait été rééla en second tour de mars 1992 avec 2 288 voix (53,05 %) contre 2 075 (46,95 %) à Fai-thput Taffand, sur 4 313 suffrages exprimés, 4 593 volusits (seit 23,73 % d'abstention) et 5 655 hancrits.

OISE : canton de Benavais-Nord-Est (2º tour). I., 10 302; V., 4 547; A., 55,86 %; E., 4 326. Olivier Dassault, RPR, d., c. r., c. m. de Beauvais, 2 518 (58,20 %). ELU. André Vandrée, PS, adj. m. de Beauvais, 1 808 (41,79 %).

Beauvais, 1 808 (41,79 %).

[Olivier Dessault, qui avuit frdié le majorité shooke en prenier tour, emporte le siège vacent depuis le étéch de Michel Gorin (UDF-rad.), sarvann le 13 mars dernier, jucceisse à Bassault le décentier, jucceisse à Bassault le de mocès en saccès, à l'exception de son échec aux manicipales de Beauvais en 1989. Els es 1983 député dans la circonscription de Beauvais-Nord que dépunit avec succès la liste départementale de l'UPF aux régéonales de 1992. C'est pourtent à lu vice-présidence de conseil régional de Pieuvdie qu'il va remouver pour se mattre en conformité avec la loi sur le cannel des nements.

ORNE : canton de Mortagne-au-Perche (1" tour).

I., 6 694; V., 3 514; A.,

47,50 %; E., 3 438.

47,50 %; E., 3 438.

Rnland Cailland, div., 1 517
(44,12 %); Paul Chaudron, div. d., 1° adj. m. de Mortagne-au-Perche, 1 086 (31,58 %); Pierre Gautier, div., 557 (16,20 %); Jean Guyot, PC, 133 (3,86 %); André Cayrel, FN, 104 (3,02 %); Renée Tragin, NE, 41 (1,19 %). BALLOTTAGE.

1. 5 635: V. 3 971: A.

Jean-Marie Oustry, RPR, m. de Hérépian, 2 374 (63,20 %)... ELU. Jean-Lue Falip, div. g., m. de Saint-Gervais-sur-Mare. 1 382 (36,79 %).

Jean-Marie Oustry sacchée à Marcel Roques (UDF-CDS), conseller régional et marke de Lumilon-les-Bains, div députée un mus devoier, qui a dé abandonner sou siège de conseller général pour cause de cheminées, a prétèré se retirer. C'est donc Jean-Lue Falip, souvens par le groupe majoritaire à l'amsemblée dépatrementale, procha du PS, qui a'est retrouvé face à Jean-Marie Oustry.

Les résultaits du premier tour avaient été les suivants : L. 5 635; Y. 3 972; A.

31.59 %; E. 3 859; Jean-Marie Oustry. 1 840 (47,79 %); Patricia Couptie, Verts, 124 (3,22 %); Martia Bolléat, FN, 90 (2,34 %); Patricia Couptie, Verts, 124 (3,22 %); Martia Bolléat, FN, 90 (2,34 %); Patricia Couptie, Verts, 124 (3,22 %); martia Bolléat, FN, 90 (2,35 %); Oustre 2 025 (46,55 %) à Pâtrippe Taffland, sar 4 313 suffrages exprise prétonaire la suivants : L. 6571; V. 3483; A., 47 %; E., 3473; Jean-Claude Lesold, Paul Chandron, directeur d'été can trouble les communes murales à l'exception de Saint-Haire-le-Chitel: il avec de la suivant sur la carte du chef d'entre de la carte de la suivant sur la carte du chef d'entre de la carte de la suivant sur la carte du chef d'entre de la carte de la suivant sur la carte du chef d'entre de la carte de la carte de la suivant sur la carte du chef d'entre de la carte de la carte de la suivant sur la carte de l

ESSEC PROGRAMME DOCTORAL\* ASSOCIÉ IAE D'AIX-ESSEC

Pour devenir professeur. chercheur, conseiller en gestion et économie d'entreprise

DEA "Sciences de Gestion" IAE d'AIX-ESSEC Diptôme requis : 2º cycle ou grande école d'Ingénieurs on de gestion

Doctorat IAE d'AIX-ESSEC Diplôma requis : DEA en Sciences de Gestion ou Econo Thèses dirigées par des professeurs de l'ESSEC

PROGRAMME DOCTORAL ESSEC Groupe ESSEC - BP 105 95021 Cergy-Pontoise Cedex

Tél. : (1) 34 43 30 85



Esta départé lors des deralitres législa-tives, Améré Trigano, frère de Gilbert Tri-gano, PDG du Clab Médiferrande, sié-gant su conseil général de l'Ariège depuis 1961. Il a choist de conserver la mairie de Manères, qu'il dirige depuis 1971, ninel que non fauteuil de crouseiller régional compais en 1986.

André Trigano avait été rééle au second four en 1988 avec 2 490 voix (52.68 %) contre 2 237 (47.32 %) à Jana-Louis Ber-trand (FS), sur 4 727 suffrages expeinés, 4 856 votants (soit 23,69 % d'abstention) et 6 364 innerits.

An expenier tour, les résultats avalent As pression tour, les résultats avalent ési les saivants: L, 6 365; V., 4 311; A., 32,27 %; E., 4 210; Audré Trigans, 2 044 (48,55 %); Jean-Louis Bertrand, 1 642 (39 %); Daniel Mayer, PC, 339 (8,05 %); Ainin Creté, FN, 185 (4,39 %).

Programme Post-DEA de préparation à uns thèse de dorée des travaux : 2 à 3 ans possibilités de bourses de recherches significatives Date limite des candidatures : 15 juin 1993

# Les mouvements écologistes veulent préserver leur autonomie

Après deux mois da silence, Génáratinn Ecologie a réuni, dimancha 16 mai, au Sénat, à Paris, sun conseil national, lequel a décidé, par 50 voix sur 75 suffrages exprimés, de « développer l'identité de l'écologie politique réaliste, ouverte au dialogue et à le coopération». A l'issue de cette réunion, le vice-président de GE, Noël Mamère, a affirmé : « Nous sommes intéressés par ce qui se passe du côté de la gauche, mels nous ne sommes pes concernés. » Une forte minorité s'est cependant exprimée pour que le mouvement écologiste puisse, tout en préservant aon eutonomie, « participer eu mouvement actuel de refondation de la gauche».

an he

Lors de la réunion du conseil national interrégional des Verts, organisée au même moment au centre du Bon conseil à Paris, Dominique Voynet a observé, de son côté : « Si le recomposition engegée autour d'un présidentiable ne nous concerne pas, nous sommes clairement dans

l'opposition. » De retour de Leipzig, où elle a assisté, la veille, au congrès de réu-nification des Verts des deux anciennes parties de l'Allemagne, Domioique Vnynet soupire, dimanche 16 mai, dans le hall d'accueil du bâtiment qui abrite la réu-nion du conseil national inter-régional (CNIR) de son munvement, « Mais qu'est-ce qu'on fait là?» ditelle. Elle même a préparé, pour le court débat de politique générale prévu à l'ordre du jour, une assez longue intervention sur l'ensemble des griefs que les écologistes peu-vent entretenir à l'égard du gouver-nement de M. Balladur.

Rejoignant la position exprimée par uoe autre porte-parole des Verts, Andrée Buchmann, pour qui la rapidité avec laquelle le nouveau gouvernement s'est attaché à réformer le code de la nationalité est e hautement symbolique »; M= Voy-net explique: «Si la recomposition engagée autour d'un présidentiable ne nous concerne pas, nous sommes clairement dans l'opposition. » Plu-sicues de ses amis expriment le vœu que chaque jeune Français, quelles que soient ses origines, déclare sa « francinde» à l'âge de dix-huit ans, et le président du groupe des Verts au conseil régional d'Île-de-France, Alain Rist, affirme même que, dans une telle bypothèsé, il n'est pas sûr que lui-même aurait choisi, à pareil âge, la oationalité française. «Il aurait opté pour lo nationalité chinoise», se moque l'un nationalité cintoises, se moque i un de ses collègues de conseil régional Rhône-Alpes, par allusion au passé d'extrême gauche de M. Rist. « l'aurais aimé que ceux qui instrent autant aujourd'hui pour rappeler que nous sommes dans l'opposition l'eussent dit de la même façon

quand les socialistes étaient au pou-voir, sionte Patrice Miran, conscil-ler régional de Provence-Alpes-Côte-d'Azur, proche de M. Wae-

Mais chacun sait bien que le débat est ailleurs. Ce CNIR o'est qu'une rénnico d'attente dans la perspective de l'assemblée générale extraordinaire, prévue pour les 26 et 27 juin prochain, qui, au travers d'une « motion unique à choix multiples», portant ootamment sur la candidature à l'élection présiden-tielle, déterminera le rapport de furces interne aux Verts entre les partisans d'Antnice Waechter et ceux de Dominique Voynet.

Alors que les premiers souhaitent repousser l'heure du choix à 1994. pour désigner le candidat des Verts, les seconds veulent une candidature unique des écologistes, réservée à une femme, pour succèder – au nom de la parité entre les sexes – à celles de René Dumont en 1974, Brice Lalonde en 1981 et Antoine Waechter en 1988. Les Verts attendent les centres de controlles de la controlle de la contr dent, en outre, de commêtre l'issue des travaux du conseil national de Génération Ecologie.

## M. Lalonde garde deux fers an fen

A huis clos, en effet, dans les sous-sols du Sénat, le «Parlement» du mouvement présidé par M. Lalnode est réuni ao même moment, pour la première fois depuis les élections législatives des 21 et 28 mars. « C'est un débat de même nature que chez nous», juge Jean-Louis Vidal, cosecrétaire national adjoint des Verts, envoyé là en observateur et partisan, à titre persocoel, d'une fusion à terme catre les deux mouvements. A défaut de pouvoir s'exprimer

au grand jour, les coppositionnels » viennent, l'un après l'autre, rappor-ter leurs confidences. Le premier, Yves Pietrasanta, conseiller régional du Languedoc-Roussillon, se plaint de n'avoir pas pu parler. Auteur d'un a manifeste pour l'écologie poli-tique, qui surait récueilli l'avai d'une trentaine de «collectifs dépar-tementaux», M. Pietrasanta affirme : « Les écologistes, porteurs d'un engagement moral envers les générations futures, n'ont pas vocacourtisans. L'information ne peut plus être monopolisée par le cercle restreint de groupies qui entoure le président » Ancieo militant des radicaux de gauche, il ajunte : «S'entêter dans le ni gauche ni droite nous porterait un coup fatal.»

« Si l'on avait pu parler des ques-tions de fond, telles que le plan de redressement économique d'Edouard Balladur ou la réforme du code de la nationalité, le conseil national très majoritaire», ajoute Jean-Francois Seconde, conseiller régional (ex-PS) de Lorraige. L'un de ses lègues du conseil régional d'Ile de-France, Gny Koonpoicki, reconnaît avoir « combattu l'illusion ter le centre », entretenue, dans l'en-tourage de l'ancien ministre de l'en-vironnement, par sa propre épouse, l'atricia Lalande, déléguée à la communication du moovement.

« Je ne suis pas certain que les cen-tristes soient moins réactionnaires que les gaullistes », divil.

Enfin, l'un des proches de M. Lalonde, Jean-Jacques Porchez, conseiller régional d'Ile-de-France, a consenier regional d'118-de-France, a his-même confirmé sa démission de ses fonctions de délégué général aux élections, en estimant que GE ne peut pas «camper sur l'ambiguilé» et que « les écologistes ne peuvent se situer que dans l'opposition».

Or, l'acceptation de principe par M. Balladur d'une propositioo de M. Lalonde de relire les accords du GATT sous l'angle de la protection de l'environnement, suivie d'une resentere entre Gérard Loguet, ministre de l'industrie et du commerce extérieur, et le président de Génération Ecologie, semble avoir été perçue comme une offre de service ao oooveau gouvernement.

Dans l'une de ses ioterveotions devant le conseil national de son mouvement, Brice Lalonde a également affirmé que les positions du ministre de l'intérieur, Charles Pasqua, étaient distinctes de celles de l'extrême droite et que «l'essence même du mouvement écologiste est

En clair, M. Lalonde garde deux fers au feu. Le rappel au rassem-blement « des écologistes réalistes, des socialistes modernes et des cen-tristes rénovateurs » lui permet de ne pas se couper de la nnovelle majorité, tout eo suivant avec interêt l'évolution de la recomposi-tion politique que Michel Rocard,

appel au « big bang ». « Contraire-ment à d'autres, les écologistes ont tout l'avenir devant eux, e déclaré le vice-président de GE, Nnël Mamère, à l'issue de la réunion du conseil national. Jamais la situation politique n'a été aussi favorable aux idées des écologistes. Nous sommes intéressés par ce qui se passe du côté de la gauche, mais nous ne sommes pas concernés. Nous voulons être une alternative non seulement à l'UPF, mais aussi à lo gauche

acruelle » Après plus de trois heures de débat au cours desquelles plus de soixante délégués ont pu intervenir, conseil national avait finalement le choix entre trois directions : la participation annoncée an mouve ment de refondation de la ganche, le développement de l'identité de l'écologie politique, le repli entre écologistes. La proposition médiane a obtenu 50 voix enotre 3 à la première. Il y a en aussi 22 bulletins ouls, soit près d'un tiers des votants, qui souhaitaient combiner l'une et l'autre. A la denxième question, portant sur les relations avec le « parti Vert», les délégnés de GE se sont prononcés par 71 voix pour la poursuite de la collaboration entre les deux mouvements, contre 2 pour la rupture de l'Entente des écologistes et 2 bulletins nuls.

Au « Grand Jury RTL-le Monde »

# M. Chevènement met en cause un «gouvernement invisible de l'argent»

Jeao-Pierre Chevèoement a dénoocé, dimaoche 16 mai, au «Grand Jury RTL-le Monde», le projet de réforme de la Banque de France, cootre lequel il a prévu de soulever l'exceptioo d'irrecevabilité à l'Assemblée nationale, co expliquant qo' « on va procéder à une dénationalisation du pouvoir monétaire». «Les Français ne se rendent pas compte de ce que cela signific», a déploré le président da Mouvement des citoyens, affirmant que « pour les conditions d'acquisition d'un logement ou d'une volture, les Français vont dépendre, désormals, des décisions prises par un petit comité, qui sera entièrement soustrait au contrôle démocratique et qui sera la quin-tessence même de l'establish-

Les membres de ce comité sont rirrévocables, et personne ne peut les dégummer », a souligot le député do Territoire de Belfort, ejoutant qu'ils feroot « naturellement » une « politique monetariste», « Ils ouront tendance à relever les toux d'intérêt, qui pèsent, déjà, très lourdement sur notre société», a-t-il dit. M. Chevécement a mis en cause un a gouveroemeot invisible de l'orgent », qui décide, seloo lui, des « prientations » écoonmiques et JEAN-LOUIS SAUX politique est fixé, a-t-il expliqué,

par « le directeur du Trésor, le gouverneur de la Banque de France, le ministre de l'économie et des finances et son directeur de cabinet, un ou deux conseillers à l'Elysée ou à Matignon, le gouverneur de la Bundesbank, celui du Federal Reserve Board, aux Etais-Unis, et le directeur général du

Selon l'aocien ministre de la défense, a par derrière, il y o un certain nombre d'institutions financières, les gons qui gagnent de l'argent on foisant travailler leurs capitaux ». e C'est un sys-tème où les riches s'enrichissent en durmant, a-t-il dit. C'est le poids de la finance qui prévaut sur toute autre considération, y compris l'industrie. »

Le député du Territoire de Belfort a annoncé, d'autre part, son eppareotement ao groupe socialiste de l'Assemblée nationale, doot il était membre jusqu'à préscot. « Je suis maître de moo expression et de mon vote, c'est la seule chose à laquelle je tienne», a-t-il dit, co expliquant qu'il pouvait être, aussi bien, « non inscrit, membre du groupe République et Liberté [qui réunit des « nun-inscrits » ] ou opparenté au groupe socialiste». « Tout celo n'o pas beaucoup d'impurtonce », e-t-il



# On y vient pour réussir, on y reste pour le plaisir.

n dit sauvent que l'on pleure deux fois à propos du Nord, une fois pour le rejoindre et une fais paur le quitter. Le fait est que l'an na compte plus ceux qui, venus pour des roisons prafessiannelles, ont choisi d'y demeurer por passion. Passion de Lon s'éponouir ou coeur d'une métrapole qui se développe dons l'art de vivre et d'entreprendre, heureux d'opportenir à une région qui bouga. Le secret de cel ottachement? Vous le découvrirez vite ou hosord d'une rencantre prafessionnelle, culturelle au sporti-

ve, ou encare d'une de ces grondes fêtes papuloires où le coeur d'une région palpite camme nulle part oilleurs. Vaus camprendrez olors pourquoi ce sont aussi les habitonts qui permattent ò lo métropole d'aborder l'avenir en véritoble pole pasition. Mais plutôt que des mots, vous attendez des preuves. Alors, appelez-naus! Contoct: Agence pour lo promotion écanomique de lo métropole.

Tél: 20 74 97 74

Communauté Urbaine

Métropole Lilloise

□ La Métropole Position □

# « Nos analyses intéressent, mais nos propositions effarouchent»

Aussitôt après les élections au big bang, [son] agressivité à égislatives et le «recul» que l'égard de Laurent Fabius et Paul législatives et le « recul » que celles-ci avaient falt apparatue par rapport eux sondages sur les intentions de vote publiés quel-ques semaines plus tôt (4,11 % pour les Verts et 3,69 % pour Génération Ecologie, selon les chiffres du Monde), le mouvement présidé per Brice Lalonde avait constitué une commission du bilans, chargée de sonder les anciens candidets et les maitants.

Selon le compte rendu qui en a été donné devant le conseil national, 40 % des candidats de GE ont «changé d'opinion à l'égard des Verts» et s'en font désormais «une image plus favorable». L'En-tente des écologistes est jugée positive par 46 % d'entre eux. tandis que 19 % considèrent son impact comme «franchement négatif». Sur le base d'un questionnaire, retourné par cent quetorze candidats, il apperaît que les électeurs sont restés sceptiques enos analyses intéressent, mais nos propositions effarouchent» et que, contrairement aux thèses volontiers développées par les vage droite-gauche est restée

la direction nationale de GE, figu-

Quilès, le « ni gauche ni droite » mal expliqué, le triomphalisme per anticipation». Les candidats affir ment aussi avoir été interpellés par la présence au sein de GE de personnalités comme Harlem Désir, ancien président de SOS-Racisme, ou Lionel Stoleru, ancien ministra de MM. Barra et Rocard. Selon ce rapport, «Antoine Waeen raison de son attitude ( « raideur stalinienne ») plutôt que de ses choix politiques ».

Plus de quatre-vingts contribu ont, d'autre part, été adressées à la commission du bilan. «De l'avis général», le style de la campagne a été jugé « trop politicien, voirs populiste». Les auteurs de ces contributions ont « décelé une impression de floux, un discours tent entre deux attitudes, l'une environnementaliste, l'autre généraliste. Beaucoup as plaignent encore que le thème central de la campagne, le partage du travail, ait été présenté de façon trop aimplista, voire « carrément saboté par un discours réduction-

pour son film Citizen Kane

**NEW-YORK** 

de notre correspondant

"J'oi vècu toute mo vie dans l'ombre de mon père. » La modestie n'était pas feinte. Que ce soit à l'occasion des confidences livrées à son entourage où dans l'ouvrage (1) consacré à l'histoire du groupe familial – et qu'il a tenu à écrire avaot que quelqu'un d'autre ne le fasse à sa place – William Randolph Hearst Junior o'a jamais nié le véritable culte qo'il portait au fondateur de la dynastie.

C'est en 1887 que William Randolph Hearst de la dynastie.

C'est en 1887 que William Randolph Hearst Senior s'était vu
confier par son père George, – un
important sénateur de Californie
qui avail fait fortune dans les mines
d'argent, – la directioo d'un
modeste quotidien de la Côte ouest
des Etats I lois le San Francisco

des Etats-Uois, le San Francisco Examiner. Un cadean inatteodu

que George Hearst avait reçu
que George Hearst avait reçu
une dette de jeu contractée par l'un
de ses partenaires de poker. C'est à
partir de ce premier quotidien que
William R. Hearst Sr., rapidement
passé sur la côte Est, devait bâtir

un impressionant groupe de presse et camper un personnage très controversé, immortalisé à l'écrao par Orson Welles dans son célèbre Citten Kane. Par respect pour son

père – ou par crainte de voir son mythe s'effondrer – William R.

Hearst Jr. avouera plus tard qo'il n'a jamais voulu voir le film.

n a jamas voulu voir le nim.

Né à New-Yock- le 27 janvier
1908, le jeune William était le
second des cinq enfants — tous des
gaçons — du «papivore» américain
et de soo épouse, Millicent Wilson
Hearst. Avant de prétendre ehausser les souliers du père, il effectuera
son apprentissage, d'abord à l'imprimerie du New York Mirror où il
passera ses vacances acolaires à

regamir en papier les presses de ce quotidien, puis au sein de la rédac-tion du New York American, racheté par le magnat en 1928 et ou

son travail se limitera dans un pre-

mier temps à arpenter les commis-sariats de police de la ville pour

approvisionner la rubrique consa-crée à la vie locale. «Papa», ayant sans doute jugé son expérience suf-fisante, le nommait en 1936 éditeur

du Journal-American, issu de la fusion de deux titres, puis corres-poudant de guerre de 1943 à 1945.

> Ni la puissance ni l'aura

De retour au pays, William Ran-dolph Hearst Jr. connut son heure

de gloire en 1955, quatre ans après

de gloire en 1955, quatre ans après la mort de son père, lorsque, en compagnie de deux confrères du groupe, il recueillil un entretien exclusif avec la troïka alors en place à Moscou: Nikita Krouchtchev, secrétaire général du PCUS, Nikolaï Boulganine, premier ministre, et viatcheslav Molotov, ministre des affaires étrangères. Les maîtres du

affaires étrangères. Les maîtres du Kremin voulaient faire passer leur

message sur la «coexistence pacifi-que» qn'ils souhaitaient établiri avec l'Occident, un «scoop» qui valut aux reporters américains, l'an-

vaut aux reporters américains, l'an-née suivante, la récompeose suprème pour la profession : le prix Pulitzer. « Nous étions alors à l'apo-gée de la guerre froide et ils étaient

les premiers journalistes occidentaux à pouvoir interviewer les dirigeants de l'Union Soviétique» rappelle Phil Bronstein, le patron du San

Francisco Examiner, le sleuroo du

Anticommuoiste farouche et

arden! défeoseur du sénateur Joseph McCarthy qui, au début des années 50, voulait purger l'Amérique de tous ses «rouges», Wiliam R. Hearst Jr. consacrera une partie importante des éditoriaux qu'il publiait ehaque dimanehe – et

durant quarante ans - dans tous les

journaux du groupe sous le titre «Editor's Report», à dénoncer

l'« Empire du mal ». Compte teon de ces convictions, il sera particu-lièrement affecté quand, en 1974, sa oièce, Patricia Hearst, ehoisira de

rompre avec la famille pour s'enrôler dans l'Armée de libération

symbionaise, un groupuscule révo-lutionnaire implanté en Californie,

et sera accusée d'avoir participé à l'attaque d'une baoque. Uo

«exploit» qui valut à celle-ci une

# **POLITIQUE**

La visite du ministre de l'intérieur à Ajaccio

# M. Pasqua veut donner la priorité au développement économique de la Corse

l'intérieur et de l'aménagement du territoire, s'est rendu, lundi 17 mei, à Ajeccio où il devait rencontrer les autoritée et les élus de l'île. Prévue initialement pour le 14 mei (le Monde du 14 mei), sa visite eveit été reportée en raison de le prise d'otages de Neuilly.

**AJACCIO** 

de notre envoyé spécial

Il y a eu le Charles Pasqua des «années de plomh» 1986-1988. Il y a aujourd'hui un Charles Pasqua nouveau, plus décrispé, voire plus humhle face à une réalité corse complexe et rétive qui lui a infligé de cuisants revers lors de soo prede cuisants revers lors de soo pre-mier séjour place Beauvan. « Quand on dit qu'on ne se baigne jnmnis deux fois dons l'enu du même steuve, c'est porce que le steuve couse, consisti-il, le 13 mai, au quotidien la Corse. Et lorsqu'on se replonge dedans (...), ce n'est plus la même eau.»

M. Pasqua reploogeait, il est vrai, dans uoe Corse qui a bien changé. L'île est maintenant dotée d'un statut singulier – le statut dit Joxe - qui l'a extraite du droit commuo des régions françaises pour l'ériger en « collectivité territoriale» spécifique. Mais, surtout, les nationalistes se sont Installés an cœur du paysage politique insulaire en ayant fidéisé un électorat représentant environ 20 % des suffrages exprémés Curité au la suffrage exprémés curité au la suffrage de frages exprimés. Qu'ils soient divi-sés en factions rivales ne chaoge rien à l'importance que cette sen-sibilité s'est taillée dans la société

Ainsi le nouveao conrant du afleuve» a-t-il forci et quelque peu distendu les liens entre Ajaccio et Paris. M. Pasqua ne peu qu'eo preodre acte. Instruit par l'expérience, il o'envisage pas, semble-l-il, de donner à nouveau descriptions de la contract de la con dans le discours «tout sécuri-taire». Serait-il lenté d'y céder qu'il se heurterait d'ailleurs à la circonspection des ses propres amis locaux. «Le discours sécuritaire est nécessaire mais pas suffi-sant », admet François Piazza-lequel prospèreol toutes les

Promu offieleusement l'hôtel Matignon « ministre de la Corse » eo vertu de sa double qualité de patron de la police nationale et d'inspirateur de l'aménage-ment du lerritoire, M. Pasqua a annoncé, lundi, à Ajaccio, son iotentico d'encourager la veone d'investisseurs, mellant cotam-ment à profit les projets de lechoopole que peauficent depuis plusieurs années élus et milieux écocomiques locaux. L'heure est dooe à la priorité donnée au « développement ». C'est ce volet économique qui avait fait défaut à sa gestion du dossier entre 1986 et 1988.

> Le maintien de l'ordre public

Les préoccupations d'ordre public oe sont pas pour autant absentes de sa politique. e Rien ne pourra se faire en Corse si d'abord on ne rétablit pas la paix civile». at-il averti dans son entretien à lo Corse. L'île connaît en effet un état latent d'insécurité qui hypo-thèque gravement soo développe-

que, si les différentes factions de la famille nationaliste « publique » - A Cuncolta naziunalista, Mouve-ment poor l'autodétermioation (MPA) et l'Accolta naziunale corse (ANC) – jouent activement le jeu du statut Joxe au point de se retrouver sur certains snjets en hoooe iotelligeoce avee leurs adversaires du « elan », notam-meot sor la revendicatioo d'un e statur fiscal » dérogatoire an droit commun, les clandestins qui leur sont liés n'ont pas désarmé. Des commandos continuent de plastiquer régulièrement des cibles immobilières – symboles de la «spéculatioo» – ou les sièges d'administrations fiscales en Corse ou sur le continent, comme cela a été le cas en fin d'année dernière.

Plus récemment, le FLNC-«canal historique», la hranche dure des clandestins, a revendiqué une série d'attentats visant les hiens d'élus ou d'employés municipaux de Bastia au nom de la Intte contre la « fraude fiscale ». Dans la foulée, des dirigeants nalionalistes de Corsica Nazione, la coalitioo électorale qui regroupe les autonomistes de l'Union du peuple corse (UPC) d'Edmond Simeoot et les oaliooalistes «durs» de la Cuncolta, ont été à ieur tour victimes de plastiquages. Pris dans le cycle attentats et contre-atteotats, Bastia vicot de connaître on brusque regain de

qua aux nationalistes devait être nant que vous représentez un cin-quième de l'électorat, la violence d'inspiration politique est devenue

« inutile ». Et comme les nationalistes foot d'ordinaire valoir que leur violence répond à une e violence mère », seloo la formule d'Edmood Siméooi, celle du «elan» et de «l'Etat colonial», M. Pasqua devait leur fournir des assurances qu'il s'engagera notam-ment à lutter contre la fraude élec-

Mais jusqu'où peut conduire cette amorce de dialogue? «M. Pasqua n'est pas dans une ingique de répression à tnut crin, explique José Rossi, député (UDF-PR) de Corse-du-Sud. Mais si les nationalistes se situent toujours dans une logique révolution-naire, il ne pourra que se compor-ter en ministre de l'intérieur.»

> Le débat institutionnel au second plan

Du côté de la violence de droit commun, la situation est hien plus préoccupante car échappant à tout contrôle. Avec quarante meurtres, 1992 fut une année noire (23 en 1991). Depuis le débot de l'année, volontaires, le dernier ayant été commis à Sartène (Corse-du-Sud). en fin de semaine derniére. « L'étot de droit ne règne pas en Curse », s'inquiétait, eo janvier, Christian Raysseguier, procureur général près la Cour d'appel de Bastia. M. Pasqua devait donner à Ajaccio quelques indications sur le « plan de lutte contre le banditisme et le crime organisé» qu'il entend mettre au point avec le garde des sceaux, Pierre Méhaignerie.

La relance du développement conomique et la lutte contre l'insécurité relègnent au second plan le débat institutionnel, Personne, à vrai dire, ne sonhaite rallumer les passions qui accompagnerent la discussion sur le statut Joxe. «La loi s'impose à nous, nous l'appli-querons », avait déclaré durant la campagne poor les législatives Jean-Paul de Rocca Serra, prési-dent (RPR) de l'Assemblée de Corse, qui fut oo de ceux qui menèrent le combat contre ce sta-

Les élus de la majorité locale devaient néanmoins faire part à M. Pasqua de leur souhail d'apporter des « réajustements techni-ques » au dispositif actuel. José Rossi, qui fut le rapporteur au Palais-Boorbon du texte de M. Joxe, y est, loi, franchement être question de « mettre le doigt dans l'engrenage d'une révision

FRÉDÉRIC BOBIN

A Mâcon

# Le premier ministre annonce un «très grand effort» pour la formation et l'apprentissage

eu le temps de collectionner. D'un

de notre correspondante

En cette fin de visite inaugurale de la 49º Foire des vins de Mâcon, samedi 15 mai, le premier souci du garde du corps d'Edouard Balladur était de caser dans la voiture tous les objets qu'en l'espace d'une heure à

D. M. Million n'exclut nes une condidature UDF à l'élection présidentlelle. - Dans nn entretien au Figaro du lundi 17 mai, Charles Millon se montre favorable à l'idée d'une candidature UDF à la prochaine élection présidentielle. « Si la gauche est toujours aussi atnne. explique le président du groupe UDF à l'Assemblée Nationale, personnellement je pense qu'il foudra jouer la diversité (\_) Pour les présidenticlles – is situation politique inchangee - il me parait probable

> O/I/S/E Les écoles de langue

en Angleterre et en Allemagne pour adultes, étudiants et jeunes La qualité et l'efficacité folorantiens et conseils : 21, rue Théophreste Germudot 75015 Paris - 22 (1) 45 33 13 02

tableau représentant la maison familiale, dans le vignoble de Saiot-Amour, à un diplôme délivré par la Confrérie des vignerons de Saint-Vincent, ces cadeaux démontraient la fidélité des organisateurs de la foire au rituel, inchangé depuis qu'en 1948 au'il y aura deux candidats au sein de lo majorité (...) L'UDF o une

tradition, une organisation et une mèthode de travail qui som complè-tement différentes de celles du RPR (...) Quand le temps viendra, c'est-ndire dans les quatre ou cinq mois qui précèderont l'élection présidentielle, elle sera tout à fait capable de choisir, dans les meilleurs condi-tions, le candidat qu'elle soutiendra aux présidentielles.»

C Les ex-jospinistes venlent s'inscrire dans un rapport d'« autonomiertenariat » avec les rocardiens. -Les socialistes appartenant au cou-raot qu'animait Lionel Jospin se sout réunis (au nombre de quatreviogt-dix sur deux cent dix iovités), samedi 15 mai, à Paris, pour décider de leur orientation dans les mois à venir. Ils entendent « se battre pour la réussite des Etats généraux des socialistes », a déclaré André Laignel, qui a été confirmé comme coordioateur national. Ce courant, ou respace politique commun ». a décidé de s'iotituler. désormais, Aveoir socialiste. [] définit sa relation avec les rocardiens comme d'« outonomie-parte-

peine le chef du gouvernement avait Edouard Herriot lui-même avait bonoré cette manifestation de sa pré-

> side aux destinées de la foire s'efforce - sonvent avec succès - de faire couper le ruban par un haut personnage de l'Etat. Valéry Giscard d'Estaing l'avait fait en 1973; Pierre Bérégovoy était venu à deux reprises. Cette année, Mãcon a ressenti comme un triple cadeau la visite d'Edouard Balladur : la présence amicale d'un quasi-« enfant du pays », visiblement heureux, l'espace pays», visiblément henreux, l'espace de deux heures, de renouer avec des souvenirs de jeunesse; le soulagement apporté par le dénouement de la prise d'otages de Neuilly, quelques heures avant le départ du premier ministre pour la Bourgogne du Sud; le privilège, enfin, d'accueil-lir le premier déplacement officiel du chef du premier deplacement officiel du chef du gouvernement en province.

Il était difficile, dans ces condiemportés par l'amhiance conviviale et motivés par la qualité de leur interlocuteur, de ne pas réelamer quelques cadeaux supplémentaires et spécifiques : une aide an secteur viticole en derresse par-ci, une loi Evin reconsidérée par-la, une nouvelle atti-tude n propos du GATT et de la réforme de la PAC, des mesures pour la main-d'œuvre en milieu rural, un pont autoroutier supplémentaire, etc. Le premier ministre s'en est tenu, en réponse, à la défense et illustration cace, juste et soucieux de l'avenir », et à l'annonce, pour la rentrée, d'un atrès grand effort pour la formation

CLAUDINE METTETAL

# **COMMUNICATION**

# La mort de William Randolph Hearst Jr

La pâle copie de Citizen Kane

coodamoation et qui défraya la William Randolph Hearst Jr. directeur des rédactions et pré-

Habitué à fréquenter les allées du pouvoir – de préférence conserva-teur – mais aussi la jet-set oew-yor-kaise, William R. Hearst Jr. avait été oommé eo 1956 directeur des sident du comité exécutif du groupe Hearst, l'un des plus importants empires de presse des Etats-Unis, eet mort, le samedi 15 mei à New-York, à rédactions mais sans avoir les moyens de contrôler la société à lui l'âge de quatre-vingt-cinq ens, scul. Il n'aura jamais eu ni la puisdes suites d'un arrêt cardiaque. sance ni l'anna de son père, lequel n'hésitait pas, parfois, à utiliser ses journaux pour créer l'événement et entendait diriger – seul – sa famille et ses affaires. Il était l'un des cinq fils de Willlem Rendolph Heerst Sr., le fondateur de la dynastie, un personnege hors du commun qui servit de modèle à Orson Welles

Si ses héritiers possèdent toujours le pouvoir financier au sein du conseil d'administration de Hearst Corp ( « où ils votent toujours ensemble et dans le même sens », assure un familier des réunions), la véritable direction des affaires revient à des persoonalités exlérieures à la dynastie. Frank Benoaek Jr., qui est arrivé dans le oaek Jr., qui est arrivé dans le groupe en 1979, est théoriquement le ouméro deux mais soo titre de

chief executive officer lui confère la haute main sur toutes les activités. C'est lui qui, en huil ans, a investi 1.5 milliard de dollars dans les secteurs presse, édition et télévision de Hearst Corp pour acheter ou vendre des titres ou étoffer les réseaux. Aujourd'hui, le groupe, qui a son

siège social à New-York et qui n'est pas coté en Bourse (et n'est done pas tenu de communiquer des informations financières) englobe douze journaux (contre trente-deux il y a une dizaine d'années), plusieurs magazines (Cosmopolitan, Esquire, Harper's Bazaar, Town & Country ...). six radios, autant de chaîces de télévision et d'importantes participations daos des chaînes thématiques câblées.

(1) The Hearsts: Father and Son, de William R. Hearst Jr. (evec Jack Cas-sedy). Editions Roberts Rinehart, 19911.

Réunis à Roubaix

# Les journalistes CFDT publient un «Livre blanc du pigiste»

ROUBAIX

de notre envoyé spécial

Roubaix, on le sait trop, est une ville sinistrée sur le plan de l'em-ploi : pour une populatioo de cent mille habitants, on compte enviroo 25 % de chômeurs et cinq mille RMIstes – triste record national. Roubaix, on le sait moins, est, malgré tout, une ville qui parie aussi sur l'avenir. En témoigne ootam-ment, depuis deux ans, un Centre international de la communication tout de briques et de verre, installé eo plein ceotre-ville, dans une ancienne filature magnifiquement rénovée, C'est dire que les délégués de l'Unioo syndicale des journa-listes français (USJF) CFDT, venus de quotidiens nationaux et régio-naux, de l'aodiovisuel ou de l'AFP pour débattre, deux jours durant, les vendreds 14 mai et samedi 15 mai, de la précarité grandis-sanie des emplois dans la profes-sion, d'une part, des problèmes de statut et de décotologie, d'autre part, ne pouvaient guère trouver de cadre mieux approprié que l'ex-cité

Des intervenants extérieurs étaient appelés à enrichir lenr réflexion. Jacques Vistel, conseiller d'Etat, auteur d'un rapport récent sur la profession (1), soutigna ainsi la occessifé de «rajeunir» ou de «toiletter» la moltitude de l'extes législatifs oo réglementaires qui définissent le statut do journaliste et s'interrogea sur le rôle de la Commissioo de la carte – l'orga-nisme paritaire qui délivre le docu-ment certifiant l'appartenance à la profession, – considérant, à titre personnel, qu'elle en faisait anjour-d'hui a trop ou trop peu ».

De soo côté, Patrick Pépin, directeur de l'Ecole supérieure de journalisme (ESJ) de Lille, devait plaider avec force pour une morali-sation des pratiques profession-nelles. Les journalistes CFDT étndieront, lors de leur prochain conseil national, en juin, des pro-positions portant, notamment, sur une éventuelle réforme de la Commission de la carte et l'institution, dans chaque rédaction, à l'instar de ce que réclament leurs confrères européens, d'un conseil paritaire en charge des problèmes de contenn et de déontologie.

Mais la revendication de oou-veaux droits leur a paru peut-être moins urgente que la lutte contre ce que leur section de la Voix du Nord appelie « un sida social » : la précarité grandissante de l'emploi dans la profession. e Prenons garde à ce que la précarité ne se trans-forme en pré-charité», a lancé Phi-lippe Lanbreaux, secrétaire général de l'USIF-CFDT, avant de dénon-cer la multiplication, notamment dans l'audiovisuel, des contrats à durée déterminée, des contrats de qualification ou de grille, des « vrais-faux », correspondants ou des « stagiaires » noo rémuliérés.

**声压: 五**. ....

g1222 27.1

1-1 Table 1

2:2.4

ia:::. F.

2122.c C322 ...

ووروط

51555

-: Lin chiffre est symbolique : sur vingt-scot mille journalistes aujour-d'hui, ils sont désormais plus de quatre mille, seloo les dernières statistiques de la Commission de la statistiques de la Commission de la carte, à apparaître comme pigistes, c'est-à-dire collaborateurs occasionnels d'une ou plusleurs publications, soit 15 % de l'effectif quand ils n'en représentaient que 9 % lors du recensement précédent.

réponse à une dérive qo'elle juge loquiétante – une enquête portant sur une vingtaine d'entreprises de presse ayant confirmé que le statut conventionnel desdits pignstes était raremeot respecté, – les journa-listes CFDT ont donc présenté un Livre blanc du pigiste qu'ils vica-cent d'éditer (2). En soixante-quinze pages, il dresse un «état des lieux » complet, rappelant l'essen-tiel des règles applicables à cette catégorie particulière de salariés, donnant des conseils pratiques et formulant plus d'une dizaine de propositions de PUSJF-CFDT.

(i) Qu'est-ce qu'un journaliste?, la Documentation française, 55 F. (2) En vente à l'USIF-CFDT, 49, eve-us Simon-Bolivar 75019 Paris, 50 F.

A la cour d'appel de Paris

# Le journal «Présent» est condamné pour «provocation à la haine raciale»

Dans son munéro daté du 14 mai, le quotidien Présent annonce sa condamnation, par la 11<sup>e</sup> chambre de la cour d'appel de Paris, pour « provocation à la haine raciale dans l'affaire des prédateurs arabes ». Le journal d'extrême droite affirme qu'il a été condamné « pour avoir reproduit le 18 août 1989 les propos de Jean-Marie Le Pen (1) sur le comportement des barbaresques des siècles passés qui attaquaient les bateaux de la Méditerranée lorsque le blé venait à leur manquer ». Le MRAP et la LICRA, qui nvaient été déboutés, le 30 octobre 1992 par la déboutés, le 30 octobre 1992 par la dix-septième chambre correction-nelle de Paris, ont obtenu, chacun, une indemnité de 15 000 francs. En outre, le directeur de la publication; Pierre Durand, membre du bureau politique du Front national, a été condamné à payer une amende de 20 000 francs.

Interrogé en août 1989 sur le phé-nomène du réchauffement de la planète présenté par Présent comme e une des raisons, peut-être la plus déterminante, pour que ce grenier à

Dans son munéro daté du 14 mai, ble qu'était l'Afrique du Nord avec les Romains ne le soit plus aujour-d'hui», M. Le Pen avait répondu : « Petite cause, grands effets. Imagi-nons les Arabes cultivant le blé. Ils le nons les Arabes cuttivant le bie. Ils le vendent. S'il ne pousse plus, ils deviennent prédateurs. D'où l'attaque des bateaux. » Le président du Front national faisait ainsi explicitement référence à une bypothétique sinuareserence à une hypothètique situa-tion actuelle et non pas au « compor-tement des barbaresques des siècles passés». Dans son arrêt rendn le 12 mai, la cour d'appel a estimé, rapporte le quotidien d'extrême droite, que « les termes incriminés dépassent, dans leur ensemble, le desit de liberation. droit de libre critique» et qu'ils tra-duisaient « la volonté de provoquer un comportement ségrégationniste à l'égard des immigrés».

> Selon l'avocat du MRAP, Jean-François Chabasse, *Présent* se serait pourvu en cassation.

(1) Aucune action n'avait été engagée contre M. Le Pen car le Parlement européen a'avait pas levé son immunité par-ementaire

# Le dénouement de la prise d'otages de l'école maternelle Commandant-Charcot à Neuilly-sur-Seine

RAID après avoir pris en otages durant guarante- enfants et de l'institutrice ». six heures une classe maternelle du groupe scofaire Commandant-Charcot, à Neuilly-sur-Seine, Erick Schmitt était au chômage depuis un an, après la faillite de deux sociétés de maintenance informatique qu'il avait créées. Sane entécédent politique ou définquant, cet ancien sous-officier de l'armée de terre semblait atteint d'un délire paranoïaque qui a rendu fort difficiles les négociations. « Nous avons tout fait pour que l'individu accepte de se rendre. Nous lui avions garanti la vie sauve », mant qu'il avait donné comme consigne de «ne

Tué, samedi matin 15 mai, par les policiers du vien faire qui puisse mettre en péril la sécurité des

La décision d'intervenir n'e été prise, a ejouté Charles Pasqua, que le samedi matin, à 5 h 30, car le dialogue devenait « de plus en plus difficile » et aucun dénouement négocié n'était en vue. De plus, les policiers ne savaient toujours pas à qui ils avalent exactement affaire, l'identité du preneur d'otages n'ayant été connue qu'après son décès. Opérant à 7 h 30, à la faveur d'un assoupissement de ce dernier, les policiers auralent tiré en état de légithme défense, Erick Schmitt s'étant réveillé « et e déclaré samedi le ministre de l'intérieur, affir- se montant immédiatement meneçant», seion les déclarations de M. Pasqua. Libération du 17 mai

prise dès le vendredi 14 mei, vers 5 heures du matin

Au ministère de l'intérieur, on dément cette version, tout en concédant que les vingt-et-un bâtons de dynamite disposés par Erick Schmitt dans la salle de classe et sur lui-même obligeaient les policiers à l'empêcher de commettre le moindre geste suspect. Le procureur de la République da Nanterre, Pierre Lyon-Caen, qui avait quitté les lieux peu anrès deux heures du matin, dans la nuit de samedi, n'était pas sur place lors de l'intervention, il a affirmé au Monde que la décision d'inter-

affirme, au contraire, que la décision de « neutrali- venir fut prise peu avant son départ. Dimanche soir ser» le preneur d'otages avait été secrètement sur TF1, tout en reconnaissant que la mort d'Erick Schmitt est «un échec», il e ajouté : «L'opération consistait à enlever les enfants quand, malheureusement, il s'est un peu réveillé. Il n'y e alors pas eu d'autre issue que de le tuer. On ne pouvait pas faire eutrement compte tenu du risque qui était considérable. La réussite totale, cela aurait été la libération des otages et l'appréhension de l'inté-

Lundi 17 mai, le groupe scolaire Commandant-Charcot avait retrouvé son calme, les classes ne

# Les dernières quarante-six heures de «HB»

De retour dans leurs services, les policiers ayant participé au drame de Neuilly ont préparé le traditionnel «debriefing» qui succède aux opérations d'envergure. Déroulant les quarante-six heures d'une prise d'otages sans précédent en France, le film des événements éclaire le com-portement à la fois lucide et aberrant d'un homme ayant préparé son plan avec la minutie d'un électronicien et la logique d'un virtuose des jeux de rôle informatiques. D'un grand inquiet qui perdra rapidement pied quand les négociateurs, jouant la montre, refuseront d'entrer dans la «réalité» qu'il avait, sur son ordinateur, rigoureusement voulu pro-grammer. D'un terroriste d'occasion, ceinturé de dynamite et affublé d'un surnom de série américaine («HB» pour Human Bomb) qui, une semaine plus tôt, s'était déjà illustré par un attentat revendique sous ce nom de code dans un parking de Neuilly. D'un inconn cagoulé qui, deux jours et deux mits durant, a tu sa véritable identité, ceux qui l'auront approché ayant pour seule certi-tude sa vive intelligence et son

Jendi 13 mai, vers 9 heures et demi du matin, un homme armé sequestre les vingt et un enfants trois à quatre ans) de l'école mater-nelle du groupe scolaire Comman-dant-Charcot. La salle, qui est la première accessible au rez de chaus-sée du bâtiment, semble avoir été choisie au hasard. L'institutrice, Laurence Dreyfus, sort dans le cou-loir et prévient la gardienne de l'école. Cette dernière aperçoit un homme coiffé d'un casque intégral de moto et muni d'une arme de poing qui, par la suite, se révélera n'être qu'un pistolet à grenaille. Elle se rend chez la directrice, qui pré-vient la police et les familles par

## Les « méchants » et le «gentil»

Dans un texte rédigé sur imprimante laser qu'il a fait parvenir à la directrice, l'inconnu décrit ses exigences evec une grande précision : une rançon de 100 millions de Ayant d'abord exigé Charles Pasqua comme interiocuteur direct,
détaillée, aucun contact avec des
policiers. C'est pourtant le directeur
départemental de la police nationale
des Hauts-de-Seine, Aimé Thuitou,
qui sera le premier à négocier evec
le ravisseur. Il remarque sa capoule
noire, sa combinaison bleu sombre
d'allure militaire et ses gants en
plastique fin semblables à ceux utilisés en chirurgie. Autour de son

-

-

Marie and a

dans lequel il fourre sa main droite en permanence; du sac remontent des fils vers la main gauche de l'homme, qui semble tenir un

Le ravisseur redoute d'être identifié: craignant que sa voix soit reconnue, il refuse de parier; il pré-fère se servir de femillets dactylographiés, rédigés à l'avance et signés des initiales «HB», pour décrire les différentes phases de son opération. Il s'installe à une table près du couloir, sur laquelle sont posées des piles de ces feuillets. Quand il vent formuler des demandes non prépa-rées à l'avance, c'est l'institutrice qui s'en charge, sons la dictée.

L'impression de calme se déga-geant du preneur d'otages tend à rassurer les négociateurs, qui acquiè-rent l'impression qu'il ne fera rien contre les enfants. L'homme se montrera en effet constamment prévenant à l'égard des petits. D'autres éléments rendent, à l'inverse, la situation dangereuse et imprévisible : l'identité de l'inconnu masqué va rester un mystère jusqu'au dénouement; les policiers sont rapidement convaincus que l'attentat commis le 8 mai contre un parking d'une classe de «petits» (agés de est l'œuvre du ravisseur, qui voulait ainsi pronver son savolr-faire en matière d'explosifs; les documents remis par l'intéressé, bien qu'écrits avec des mots choisis et un grand sens de la précision, laissent apparaître des détails qui, on le verra, sont plus inquiétants.

Les contacts avec «HB» sont rapidement pris en charge par un deuxième responsable policier, Louis Bayon, chef du RAID (Recherche, assistance, intervention, dissuasion), Punité d'élite de la police nationale. A chaque visite, M. Bayon frappe à la scule des trois portes de la classe qui a été laissée ouverte. La pièce a été séparée en deux par du mobilier de rangement. D'un côté, se tient l'inconnn qui surveille; de l'antre, les enfants et leur institutrice. La pénombre règne dans le salle aux rideaux tirés et aux vitres calfeutrées par du papier et des dessins d'éco-

Avant d'abord exigé Charles Pas-

avaient compris que les « méchants » étaient les hommes du RAID et que le «gentil» était le preneur d'otages. Antre demande exancée : un poste de télévision est installé dans la salle par M. Baynn, qui, sous prétexte d'effectuer des réglages, en profite pour étudier les explosifs répartis dans la pièce.

Plus tard, «HB» déniche de luimême une radio utilisée d'ordinaire à des fins pédagogiques. Enfin, tou-jours dans cet après-midi de jeudi, il demande la présence d'un pédiatre de sexe féminin. Ce sera Evelyne Lambert, capitaine des sapeurs-pompiers, qui prendra fréquemment le relais de l'institutrice, aux côtés d'une antre pédiatre du SAMU des Hauts-de-Seine. Il lenr feit confiance, non sans que, pris d'une son daine méliance eprès quelques heures de présence en leur compagnie, il leur demande de présenter leurs cartes professionnelles. Autorisées à entrer et sortir librement de la pièce, l'institutrice et les deux médecins informent régulièrement les policiers.

A charmy des voux exancés en cette après-midl de jendi, des enfants sant relaches. Laurence Dreyfus propose ceux qu'il convient de libérer, en fonction de leur éta de nervosité, au ravisseur, qui prend seul la décision. Pour calmer les petits, l'institutrice utilise toutes les ressources des jouets et des peluches, des jeux et des coutes. «HB», qui mesure la difficulté de «tenir» une classe de vingt et un enfants, n'op-pose pas d'obstacles à la réduction des effectifs. Un premier cap difficile doit cependant être franchi par les «assiégeants» du RAID, qui ont pris position dans le bâtiment et sur les toits : l'ultimatum fixé par l' «assiégé» pour la remise de rançon expire à 16 heures ce jeudi 13 mai. Un réveil, préparé par «HB», doit sonner à l'heure dite. Mais la présence d'une des deux pédiatres examinant les enfants permet de retar-der l'heure fatidique.

C'est un premier succès pour les négociateurs. Comme le ravisseur continue de demander «une person-nalité», le maire de Neuilly et ministre du budget, Nicolas Sarkozy, pénètre à son tour dans la pièce. Il lui est demandé qu'un communique du gouvernement, assurant qu'aucune intervention des forces de l'or-dre n'aura lien, soit diffusé à la: presse. Ce qui est fait, à 19 h 30, puis une seconde fois, à 19 h 55, par le préfet des Hants-de-Seine, Char-les-Noël Hardy (*le Monde* dn 15 mai). Le porte-parole du gouverne-ment et maire de Neuilly expliquera plus tard qu'il a en vain essayé « de

lui parler politique». Après quoi, Jean-Pierre About est à son tour présenté à «HB» qui réclamait la visite d'un journaliste de TF1 chargé d'évoquer son affaire au jour-nal télévisé de 20 heures. De nouvelles libérations d'enfants suivent les rencontres evec le ministre et le journaliste. Donnant, donnant...

Au fil de ces rencontres, «HB». s'est mis à parler, s'exprimant sur un ton monocorde et dans une langue châtiée. Tout au long de la prise d'otages, un psychiatre de l'Hôtel-Dieu, le docteur Gilles Nakab, écoute ses propos - la pièce a été «sonorisée» par les policiers – et analyse sa prose. Le médecin conseille les négociateurs sur la conduite à suivre face à cette personnalité «paranoïaque». Cette première phase de prise d'otages se déroule de feçon classique. Tout aussi classiquement, les policiers préparent une intervention en force des groupes d'urgence du RAID.

## «Ni l'argent ni la politique»

La situation se tend néammoins à versement d'une rançon désormais fixée à 50 millions de francs. Quand l'un des responsables policiers sort de ses poches 5000 francs, il écarte l'offre dédaigneusement. Le ministre du budget est alors chargé d'appor-ter deux sacs en toile de jute contenant des billets usagés. Ce qui per-met de relâcher deux nouveaux enfants, dont le second est vivement emmené vers la porte par l'institutrice qui, sentant la réticence du ravisseur, n'a pas attendu son accord. Ce sera le dernier ntage libéré par «HB». Quinze au total. Laurence Dreyfus et six fillettes resteront jusqu'à la fin dans la pièce.

La tension munte encore d'un cran quand «HB» fait compter les cran quand «FIB» nat compter les billets par l'enscignante : il n'y e que 10 milions de francs, au lieu des 50 annoncés. Aux dires d'un des négo-ciateurs, l'hnmme «s'est rendu compte qu'à ce rythme-là il allait se retrouver sans enfant, et qu'on n'était plus du tout dans son plan». Aux femmes qui lui tiennent compagnie et auxquelles il fait goûter les aliments et les boissons qui lui sont servis, il déclare, ironique, qu'il a « une chance sur cent millions de s'en sortir ». A Evelyne Lambert, il confie que ses initiales signifient «Human Bomb».

A 7 heures, vendredi matin 14 mai, la «bombe humaine» a bu beaucoup de café et n'a pas dormi.

En milieu de matinée, le ravisseur pièce. Il se retrouve seul avec les six fillettes, assis à leurs côtés pendant plus de trois heures. Chantant et jouant avec elles, il leur obtient un magnétoscope et des cassettes de

L'homme à la cagoule, de plus en plus nerveux, paraît perdre les pédales. Il refuse qu'on apporte de la nnurriture. Quand Louis Beyon frappe à la porte, proposant un entretien evec le procureur de la République de Nanterre, Pierre Lyon-Caen, il refuse de répondre, En tout début d'après-midi, il se plaint de bruits entendus dans la pièce à côté. Le patron du RAID et e procureur viennent dans le couloir

et réclament à haute voix que cessent ces «bruits» pourtant inexis-tants. Lorsque le magistrat se présente à la porte, il est autorisé à entrer. L'assiège se plaint d'un fusil pointé dans sa direction. Pendant près d'une heure de dialogue, le magistrat s'emploie à le rassurer.

La situation reprend un tour plus

classique. En échange de cigarettes, des aliments sont à nouveau apporfemmes, absentes depuis le matin, peuvent à nouveau s'occuper des fillettes. Après un premier entretien avec le magistrat, «HB» a laissé des policiers du RAID installer une caméra vidéo permettant de filmer les enfants pour rassurer les parents. Dans l'entourage du RAID, discret sur les moyens techniques sophisti-qués dont cette unité d'élite dispose, on assure que ce n'est pas cette caméra qui a permis aux policiers de suivre les faits et gestes de «HB». De façon pressante, ce dernier réclame les 40 millions de francs manquant à la rançon en échange de la libération de cinq fillettes. Dans l'après-midi, l'argent -trois volumineuses caisses en métal - est apporté dans l'école à bord d'une voiture. Puis, subitement - et tont se complique à nouveau, - la rançon ne semble plus l'intéresser. « Quelle guerre voulait-il gagner? Quelle était sa bataille? se demande encore l'un des négociateurs, per-

plexe, Rien ne l'accrochait, ni l'ar-gent, ni la politique, ni les contacts avec les personnalités. Ce n'était pas non plus un truand. Son mystère demeure. » Se référant aux premiers demeure. » Se référant aux permiers textes remis par le preneur d'otages, le procureur Lyon-Caen lui propose d'échanger ses explosifs contre une arme de poing, au lieu de son déri-soire pistolet à grenaille. Mais, pour «HB», les conditions assurant sa survie, rédigées dans ces mêmes feuillets, prennent de plus en plus d'importance : elles prévoient une d'importance : elles prévoient une sortie de l'école avec deux cordons de sécurité – l'un composé d'adultes, l'antre d'enfants – disposés antour de la «bombe humaine», qui s'enfuirait ensuite avec des otages à bord d'une voiture. «HB» demande aussi une boîte en fer-blanc, devant contenir son «testament»; pour accréditer la thèse de son «élimination», il avait imaginé que la voiture à bord de laquelle il s'enfuirait explose sous les yeux de journaexplose sous les yeux de journalistes; ce simulacre de mort lui aurait permis de vivre tranquille-ment avec sa tançon, sans que des «malfaiteurs» viennent la lui dis-

## Deux policiers pour le « neutraliser »

A l'issue d'entretiens répétés durant la journée du vendredi, le procureur de la République se porte garant de sa sécurité en essayant, jusqu'à 1 h 30 dans la nuit du jusqu'à l h 30 dans la nuit du samedi, d'arracher sa reditinu. «Comment garantirez-vous ma sécurité une fois que je serai en prison?», s'inquiète «HB» auprès du magistrat, qui lui promet une cellule dans laquelle il sera seul. Mais rien n'y fait. «HB» ne veut pas se rendre, sans toutefois rompre la négociation. Il semble avoir peur de quitter la classe, comme si e'était désormais le seul lieu où il se sentait en sécurité.

Grâce aux moyens techniques de ordonne aux femmes pédiatres et à sonorisation et de visualisation dont l'institutrice de ne plus venir dans la ils disposent, les policiers ne perdent ils disposent, les policiers ne perdent plus une miette des paroles et des gestes du ravisseur. Remarquant des signes d'assoupissement, ils le voient placer un meuble devant la porte d'entrée et désactiver une partie du système de mise à feu. Après cu'il s'est endnrmi, le capitaine des sapeurs-pompiers s'assure de la profondeur de son sommeil en provoquant divers bruits et enlève l'obstacie placé devant la porte.

> A 7 h 25, samedi 15 mai, le capitaine Evelyne Lambert dnune le signal aux hommes du RAID. Deux équipes entrent dans la nièce : deux policiers chargés de « neutraliser», le ravisseur passent les premiers, s'approchant de lui au plus près; six autres membres de l'unité doivent suivre afin de prendre en charge chacun une filiette. Réveillé par un bruit, «HB» a sursanté, selon les policiers et l'officier médecin des sapeurs-pompiers, provoquant l'ouverture de feu instantané des deux tireurs du RAID. L'ensemble n'a pas duré plus de quelques secondes. An RAID, on explique qu'il fallait à tout prix empêcher l'homme d'aptandis qu'il était impossible de le maîtriser physiquement sans risquer d'actionner, dans la lutte, le dispositif de l'explosion. Nnn sans souliguer-que les deux kilos de dynamite retrouvés sur place - seize bâtons dans le sac porté par la «bombe humaine», cinq autres répartis dans la pièce, reliés par un déclencheur sélectif - auraient détruit tout le rezde-chaussée du bâtiment.

> > ERICH INCIYAN

# Traumatisme

L'affaire de Nauilty a bouleversé la Franca at ému l'étranger. Des enfants de la plua pura innucence, dee adultes courageux, des parents dignes, des ministrea actifs, pendant et après, des policiars effi-caces, un auieldant masqué qui, post mortem, se révèle avoir été un homme presque enmme tnut le mande (moderne et déboussalé) : le feuilleton rapide à l'issue rassurante e dannà lieu à une médiatisation è laquelle il aura étà impossible d'échapper.

En l'occurrence, la phénomène da répétition et d'accumulation pouvant tourner l'obsessionnel n'aura pas été évité. Dès les premières heures ayant suivi la fin du drame des spécialietes en paychningie furent requis - comme naguère les généraux-journalistes de la guerre du Golfe – pour détailler les effets, sur les ecteurs du drame, de ce qu'ils venaient de vivre. On parla de la nécessité de parler, pour que rien ne soit enfoui, et d'être bien entourà pour que la vie redevienne nor-

De proche en proche, lee ondes du traumatiama parurent gagner ceux qui n'en avaient été que les spectateurs cathodiques, au point que l'un se demenda el, è un certain moment, l'angoisse n'allait pas être plus grande a posteriori dans tnut la pays qu'elle ne l'avait été au plus fort du suspense. Dans bien des families il fallut se résoudre à expliquer aux enfants, avec nu sans le recours des s'psy », que ce qui venait de se passer ne devait pas affecter outre mesure leur relation au monde des adultes. Et l'an out une pensae pour l'institutrice admirable qui aut, seule, se frayer un chemin de silence.

Le témoignage du procureur de la République de Nanterre

# «Il savait qu'il avait une faible chance de s'en sortir»

Responsable des opérations de police judiciaire durant la prise d'otages de Neuilly, le procureur de la République de Nan-terre, Pierre Lyon-Caen, e précisé au Monde qua la décision d'intervenir avait été prise avec son accord, avant qu'il quitte les Neux, peu après 2 heures, dans la nuit du samedi 15 mai. Absent lors de l'opération du RAID, il livre ici son témoignage sur ses vaines tentatives pour obtenir une rédition pacifique du preneur d'otages.

«Pendant la journée de jeudi, je preneur d'otages. Au cours de cette discussion, il m'a dit qu'il entendait des bruits suspects dans la pièce voisie. Je lui ai dit que, renseignement pris, riem ne se passait dans cette pièce. Je suia allé vérifier et j'ai ensuite frappé à la porte de la solle de classe pour la lui destination, mais il a tout de suite compris de quoi il s'agissait puisqu'il m'a demandé si je pourrai continuer à assurer sa sécurité en prison. Je lui ai dit que, renseignement pris, riem ne se passait dans cette pièce. Je suia allé vérifier et j'ai ensuite frappé à la porte de la solle de classe pour la la porte de la solle de classe pour la la porte de la solle de classe pour la la porte de la solle de classe pour la la porte de la solle de classe pour la la porte de la solle destination, mais il a tout de suite compris de quoi il s'agissait puisqu'il m'a demandé si je pourrai continuer à assurer sa sécurité en prison. Je lui ai dit que je pourrai intervenir la pour la man destination, mais il a tout de suite compris de quoi il s'agissait puisqu'il m'a demandé si je pourrai continuer à assurer sa sécurité en prison. Je lui ai dit que, renseignement qu'il bénéficie d'une cellule seul. resté là-bas toute la journée. Ven-dredi à 10 heures, j'ai eu une courte conversation téléphonique avec le pièce. Je suis ailé vérifier et j'ai
ensuite frappé à la porte de la salle
de classe pour loi confirmer qu'il ne

n'ai rien promis que je ne puisse
de classe pour loi confirmer qu'il ne

n'ai rien promis que je ne puisse
de classe pour loi confirmer qu'il ne

n'ai rien promis que je ne puisse
de classe pour loi confirmer qu'il ne

The state of the s

qu'il était fatigué et qu'il craignait que l'affiche cache une anne dirigée contre hii.

»Nous avors ensuite discute pen-dant soixante-cinq minutes. C'était une surprise, pour moi comme pour me surprise, pour not comme pour les autres, car il n'y avait pas encore eu de dialogue aussi long. Il savait qu'il avait une faible chance de s'en sortir et j'estimais que mon rôle était de lui faire prendre conscience qu'il était engagé dans une voie sans issue. Je hui ai done fait une proposition fondée sur les principes normanx du fonctionnement de la justice et de la colice - il pourpait avoir la vie sauve. me suis rendu sur place et je suis resté là-bas toute la journée. Vendredi à 10 heures, j'ai eu une courte destination, mais il a tout de suite destination, mais il a tout de suite

se passait rien. Quand je suis entré dans la pièce, il m'a demandé de retirer une affiche qui était punaisée an mur. Je l'ai fait. Il m'a ensuite dit les faire mourir. Quand je lui faisais voulait profiter de l'argent, il était affectueux avec les enfants et prêt à voulait profiter de l'argent, il était affectueux avec les enfants et prêt à les faire mourir. Quand je lu faisais observer, il me disait que les criminels, c'était nous puisque nous refusions de le laisser partir avec la rançon. A 11 heures 05, vendredi, après plus d'une heure de discussion, il a finalement refusé ma proposition, mais je l'ai revu dans la journée à plusieurs reprises. Il était très méfiant et très attentif aux détails. La situation des enfants le préoccupait beaucoup : il était très paternel, très gentil comp : il était très paternel, très gentil avec eux et il avait beaucoup d'exi-gences les concernant. La scule fois où je l'ai vu élever un peu la voix c'est quand il a exigé que les enfants aient des pyjames pour la deuxième nuit. Il a également demandé des jouets, des ours en peluche, une télé-vision et des dessins animés.

»Nous discutions également du paiement et des modalités de départ. Il evait un grand souci de l'anony-

que cela ne me paraissait pas accep-table. Le chef du RAID a finalement accepté à condition qu'il abandonne la dynamite. Un policier est venn dans la salle de classe avec l'arme et l'a démonté devant lui, mais cela n'a pas suffi car il disait que cette arme était moins puissante et moins rapide que celle des policiers du RAID. Pendant toute cette journée, je lui si conselé à rabusque procese ma prerappelé à plusieurs reprises ma pre-mière proposition, mais il n'a pas

»A 2 heures du matin samedi, la situation était bloquée. Le preneur d'otages refusait toutes les solutions qui permettaient de dissocier son cas de celui des enfants et nous étions à de ceuti des enfants et nous et cons a court d'imagination. A ce moment-là, nous avons décidé de tenter l'inter-vention. Les risques étaient extrêmes puisque les enfants étaient avec lui et qu'il avait une quantité de dynamite qu'i avait une quamine de dynamine qui, en cas d'explosion, aurait tout détruit dans un rayon de cinq mètres. Il était donc rigoureusement indispensable qu'il y ait deux équipes, une pour hui, une pour les enfants. l'ai quitté les lieux peu après 2 haures ».

par ANNE CHEMIN

# SOCIÉTÉ

# Le dénouement de la prise d'otages de l'école maternelle Commandant-Charcot à Neuilly-sur-Seine

Schmitt o'était pas fou. Du moins

jusqu'à ces derniers jours. Chez

lui, à Cers, dans ce village où il

devreit procheinement être

enterré, la nouvelle e fait grand

hruit. Dimanche, eu lendemain de

sa mort, on e prié pour ses parents, « des si braves gens », à

Des policiers et des journalistes

sont venus de Paris et de Mont-

pellier. Les enquêteurs ont décou-

vert un nrdinateur et une impri-

mante. Ils pourraient avoir servi à

rédiger certains documents. A la

télévision, dans la presse, on e

parlé de divorce, des faillites, du chômage, des dettes, des «grands

maux » de cette fin de siècle, mais

personne n'a encore trouvé in

détoneteur intime qui e définiti-

vement transformé Erick Schmitt

en «bombe humaine». «HB» est

mort avec son secret, le trésor des

PHILIPPE BROUSSARD

de Daniel Schaeidermann

Lire la chronique

l'église du village.

# Les mystères ordinaires d'Erick Schmitt

Jusqu'à la prise d'otages de Neuilly, l'itinéraire classique d'un fils de pieds-noirs, informaticien brillant victime de la crise

"La bombe humaine, tu lo tlens forme en 1974 avec le grade de sergent-chef. Sa vie professioo-

» Tu as le détonoteur juste à còte du cœur.

» Lo bombe humoine c'est toi, elle l'appartient. » Si tu laisses quelqu'un prendre

» C'est lo fin, lo fin.» Persnnae ne saura jamais si

Fersinne de saura jamais si Erick Schmitt, le preneur d'otages de Neuilly, s'était inspiré de cette chanson du groupe Téléphone eu moment de choisir le surnom de « Humnn bomb », le « bombe humaine », et d'enfiler la combi-naison noire de soo chantage à la most. Beut être des Pen inspectes mart. Peut-être pas. Peu importe . Fredonné au premier degré, ce refrain célèbre de lo fin des ennées 70 aurait pu être le sien. Celui d'un homme intelligent sou-dain pris de folie, qui a joné son destin, détonateur en main, quarante six heures durant, dans la ciasse d'une école moternelle. Vingt-ct-un bâtons de dynamite contre autant de gamins.

« J'ai une chance sur cent millinns de m'en tirer», aurait-il confié à plusieurs reprises eux deux jeunes femmes qui se sont relayées anprès des enfants, l'institutrice et le capitaine des pompiers. Voulait-il vraiment la sai-sir, cette chence iufime? A quarante-deux ens, avec sa cagoule et ses gants noirs, Erlck Schmitt aveit surtout trouvé là une manière bien à lui d'en finir avec la vie : fece à la France entière. Mourir devant témoins, s'ahimer en public, au terme d'une lente dérive et de hien des naufrages : un divorce, deux fail-lites et le chômage...

Quelle tempête inavouée, quelle fracture intime l'aura poussé à finir ainsi, tué de trois balles dans la tête, uo samedi matin de mai 1993? De nombreuses personnes amenées à le côtoyer depuis une trentaine d'années s'evouent Impuissantes face à cette énigme. A les entendre, Erick Schmitt, oé le 31 juillet 1951 à Burdeau (Algérie), était calme, brilleot, cultivé et oullement agressif. Rien ne sembloit le promettre à pareille destinée, du moins dans les premières anoées de sa vie. Son parcours? L'itinéraire classique d'un fils de pieds-noirs de tout aussi classique, d'un cadre en informetique victime de la crise économique. Les policiers de la brigade criminelle, chergés de l'enquête, ont pu en retracer les grandes lignes.

Après l'indépendence elgé-rienne, au début des années 60, la famille Schmitt s'installe à Paris. Erick est le «petit dernier». Il n un frère aîné, Jean-Claude, et une Sœur, Anne-Marie. Le père, Camille, est comptable. Chaque été, le famille descend à Cers, un petit village de 1 800 habitents, situé à dix kilomètres de Béziers. Les Schmitt, comme de nombreux rapatriés, vont apprendre à aimer ces terres viticoles de l'Hérault. Ils emménageront bientôt dans nn ancien café abendonné, sur la place du marché, le « café de le Grille», du nom de la rue la plus proche. Jadis, les jeunes du vil-lage s'y retrouvaient, les soirs de bals. Le vieux bistrot ne retrouve pas son comptoir pour eutant mais, rénnvé et dépoussiéré, il devieot une maison de famille ou les gamins viennent jouer avec Erick. « C'était un enfant doux et gentil, il ovait des petites voitures », se souvient une de ses copines de l'époque.

## Un passif de neuf millions de francs

Devenu sdolescent, il reste très entouré. Surtout par les filles qui lui trouvent du charme et de l'allure. « Il était sensible et intelli-gent », assure l'une d'elles. « Il lui nerivnit de faire le beou », reconnaît une autre qui évoque nn jeune humme « parfois un peu fantasque mais toujours sympathi-que» : « ll enfourchoit so bicyclette pour rouler sur un parapet de vingt centimètres de large, dans le bas du village!»

A seize ans, en 1967, Erick Schmitt ebandonne ses étndes nanti d'un brevet d'électronicien. Il s'inscrit à l'Ecole militaire d'enseignement techoique d'Issoire (Puy-de-Dôme). Il quitte l'uoi-

nelle va prendre un nouvean tour-nant. Sa vie privée également, La même année, il divorce de la femme qu'il evait épousée durant son séjour à l'armée. Un dnuble échec : le couple n'e pas eu d'en-fants. Dix-neuf ans plus tard, au lendemein de ta prise d'otages, ses parents diront qu'il evait « très mal supporté » cette sépara-

De 1974 à 1982, Erick Schmitt est inspecteur de maintenence chez tBM, en région parisienne. Ses collègues l'apprécient. Il e du charme et passe pour être un séducteur. « C'étoit un humme à femmes, supérieurement intelli-gent, très ambitieux, se souvient l'un de ses anciens collègues, qui a travaillé à ses côtés à partir de 1977. Il était de ces types que l'on remarque obligatoirement tant ils sont courtois, dynamiques et brillants. Les femmes couraient oprès pui l'ampel, sur des consistents les lui. Il n'avalt que des amis dans lo société. Quond nous sortions ensemble, il étoit capoble d'abarder tous les sujets de converso-tion. » Erick Schmitt est aussi uo homme de paris. Il aime jouer. Quitte à prendre des risques. C'est ainsi qu'un jour, à la suite d'un pari evec des enllègues, il se présente chez un important client vetu d'un burnous, un grand manteau de laine à capnchon, sans

En 1982, eu grand regret des responsables de soo service, le jeune homme quitte IBM. Après un stage de quelques mois eux Etats-Unis, il revient à Paris pour créer sa propre société d'informa-tique, « France système meinte-nance herdware», qui disposera de locaux en région parisienne (Rosny-sous-bois, Moutrenil, lvry-sur-Scioe, Vitlemomble) et co province. En 1987, cette société est mise en liquidation indiciaire. Mels Erick Schmitt ne renonce pas. Il en lance une antre. «Fraoce système brockerage», 1988. Le passif global de ces deux sociétés s'élève à un peu plus de neuf millions de francs.

# «Il avait tout

ii traveille alors en tant que consultant externe chez Thom dans la filiale maintenance informatique, puis à l'Institut de maintenance des Poys de la Loire. Au printemps 1992, il est licencié et descend vivre chez ses parents, à Cers, dans le maison familiale de la place dn Marché. On l'opercoit parfois, quand il part à la pêche - sa passion - sur la plage de Portiragnes ou quand il reste des heures essis dans le jardin. Les filles de Cers, devenues mères de femille, remarquent qu'it a l'air « triste, soucleux et pensif». Il pointe à l'ANPE de Bèziers.

Le lundi 3 mai 1993, sans dire na mot. Erick Schmitt quitte le « café de la Grille » en volant d'une Renault 5. Une voiture qu'il garait toujours sous un lamsa sœur, coiffeuse à Béziers, ni ses parents ne le reverront. Cinq juurs plus tard, le 8 mai, il commet un attentat dans un parking de Neuilly. Une action signée des initiales « HB». Le jendi t3 mai, il pénètre dans la classe numéro 8 de l'école maternelle Charcot, une cagoule sur la tête, revêtu d'une ture de dynamite autour du ventre. Quarante-six heures plus tard, après evoir vainement réclamé cent millions de francs et occupé le devant de la scène, il est abattu de trois balles en pleine tête. « !! n toujours été déterminé et dangereux», affirment les différents protagonistes du drame avent l'ajoutet : « mois gentil avec les

Comment expliquer cette dérontante trajectoire d'un homme qui était, selon la formule consacrée « inconnu des services de police» (en dehors d'un excès de vitesse et d'une cooduite en état d'ivresse)? Ses proches, eussitôt ioterrogés, confirment sa a déprime ». a C'est le geste d'un homme en détresse, il uvait tuut pour révissir mais il o raté sa vien, suggère uo ancieo collègue. Tous s'accordent à dire qu'Erick

# De la magie à la folie

Tendis qu'à quelques mètres de là, des parents vivalent des heures de cauchemar, que la France entière était suspendue aux nouvelles de la radio et de la télévision, dans une classe de l'école Commandant-Charcot de Neuilly-sur-Seine, une vingteinn d'enfants de trole-quetre ens recevaient la visite d'un chasseur de loups. D'un fait divers dont ils étaient témoins, leur institutrice avait eu fairn unn « histoire ». l'une de ces histoires que cheque enfant sima entendre le solr avant de s'endormir.

En Introduisant ce chasseur de loups » au milleu de la classe, Laurence Drayfus fit ce qu'eucunn parole ressurente, eucun geste de tendresse n'eurait per-mis : la banesseron d'une situation dramatique. Il fallait bien du sang-froid pour procéder ninsi, mais sans doute était-ce la seule solution qui permette eux enfants de vivre « normalement » ce terrible huis clos.

Dans son célèbra ouvrage, la Psychanelyse des contas de fées (1). Bruno Bettelhelm a bien montré à quel point l'imption du megique peut rassurer un enfant. L'anfant, écrivait-il, « peut tirer besucoup plus de soulagement du conte de fées que de toutes les idées et de tous les raisonne ments per lesquels l'adulte

essaie de le rassurer. L'enfant fait confinnce à ce que lui raconte le conte de fées parce qu'ils ont l'un et l'autre la même façon de concevoir le monde».

A priori, les enfants de le classe de Laurence Dreyfus ne devraient donc pen garder de séquelles de cette prise d'otages. Ensemble, avec leurs copaine, ils vont sménager le copane, us vont sitenage le souvenir de ces journées – et de ces nuits – vécues en classe, avec leur institutrice. En raison de leur âge, de le présence constante de Laurence Drayfus et du dacteur Evelyne Lambert, médecin-capitaine des sapeurs-pompiers de Parls, du fait qu'Eric Schmitt avait aussi, avec eux, un bon contact, cette prise d'otages ne nera bientôt plus, pour cen petits écoliers, qu'un lointain souvenir. il en aureit été différemment n'iln nvnient eu ne serait-ce qu'un ou deux nas de

Paradoxalement, leurs parents, ou du moine certainn d'entre eux, pourraient avoir plus de dif-ficultés à récupérar. Des heures durant, ile ont eu à intériorieer une charge émotive et affective considérable. Aujourd'hui, n'en devant rien leinser paraître pourraient souffrir d'un sentiqu'ile ont vécu. Denn de telles circonstances, lee spécialistes que nous nvonn interrogés leur recommendent de se réunir avec d'autres perents eyent partagé cee heures terriblee afin d'en perler ensemble et, ainsi, de libérer une angoisse qu'il est utile nécessaire d'extérioriser.

A la différence des contes de fées, cette affaire s'est donc terminée par la mort brutale du «gentii». Au soulagement de voir toue les écoliers sainn et saufs, e'est trouvé mêlé, dès que fut mieux connue la personnalité d'Eric Schmitt, le preneur d'otagee, le centiment diffus d'une confusion sur celui qui, de prime nbnrd, epperniessit comme le monstre absolu. Anonyme jusqu'à in folie, Eric Schmitt n'evait jemais voulu dévoiler see blessuree, ses échecs, se salitude. Mart, il redevient le chômeur qui e tout raté, au point de n'avoir jameis eu d'enfant. Une histoire de crise, une histoire de la Crise. Une histoire sociale qui confine à la folie et à le mort.

FRANCK NOUCHI

(t) Collection «Pluriel», Editions



Safrane Palme d'Or.

sont des mots qui nous sont aussi très familiers.

Safrane Palme d'Or Le cuir, la climatisation la direction assistée, l'ABS 20 watts en quadriphonie 7 Art et Safrane sont des mots qui vont vraiment bien ensemble.



DU FESTIVAL DE CANHES

1993



Modèle présenté: Safrane Palme d'Or série

MÉDECINE

Après le rapport de Médecins sans frontières dénonçant les inégalités d'accès aux soins

# M<sup>me</sup> Veil annonce une prochaine réforme du système d'aide médicale hospitalière

Simone Veil, ministre des affaires sociales, de la santé et de la ville, a l'intention de réformer l'aide médicale hospitalière. L'association Médecins sans frontières avait récemment attiré l'attention sur le nombre croissant de cas de refus d'hospitalisation à l'égard de melades sans ressources.

Alertée par le nombre croissant de patients arrivant dans ses dispen-saires après avoir essuyé des refus d'hospitalisation, l'association Méde-cius sans frontières (MSF) avait, il y a quelques jours, attiré l'attention des autorités sur la question de l'exclu-sion des soins de certaines personnes

A l'Institut Curie, à l'hôpital Saint-Louis et à l'hôpital Robert-Debré à Paris, à l'hôpital de Montargis (Loi-ret), à l'hôpital Louis-Mourier de Colombes (Hsuts-de-Seine) et an Centre hospitalier intercommunal de Mootreuil (Scine-Saint-Denis), les pratiques discriminatoires (refus d'hospitalisation ou arrêt des soins) out récondu selon MSE, à des préout répondu, selon MSF, à des pré-occupations économiques tant chez le personnel hospitalier charge de l'accueil que chez les médecins.

Tival

450

étrangère, soit parce qu'ils ne béné-ficiaient pas, à première vue, de cou-verture sociale. Selon MSF, « des consignes orales ont été données dans certains hôpitaux pour « exclure des soins toute personne jugée indési-roble», par des demandes de règlement avant hospitalisation, par exemple, formulées auprès du patient ou d'un tiers.

Ces mesures d'exclusion, rappelle MSF, violent directement le disposi-tif législatif sur les procédures de l'aide médicale hospiralière (AMH) et

régies par la loi du 29 juillet 1992 et la circulaire du ministère des affaires sociales du 9 mars 1993. Le poids et sociales du y mais 1995. Le poids et la complexité des formalités adminis-tratives sont, selon MSF, grandement responsables de cet état de fait. «Pourquoi faut-il un à deux ans pour qu'une administration verse le règlement qu'elle doit à une autre?», s'interrogent les rapporteurs.

Phis grave encore, les refus d'hospitalisation, même s'il ne peuvent être généralisés à l'ensemble des éta-blissements du service public, ont

# Les problèmes sociaux constituent une menace pour la santé publique des Français

Selon un sondage IFOP

Les Français soot coovaiocus que les problèmes sociaux oot des cooséquences très graves sur la santé publique, C'est ce qui ressort d'oo sondage IFOP qui doit paraître dans le prochain ouméro du mensuel Passages. Selon ce sondage réalisé auprès d'un échantil-Dans plusieurs cas portés à la lon de 986 personnes âgées de dix-connaissance de MSF, les malades huit ans et plus, ce sont la drogne, rejetés par l'hôpital l'oot été soit le chômage et l'absence de loge-

ment qui ont les conséquences les plus graves sur la santé publique. · Interrogés sur ce que devraient être les priorités du goovernement, 47 % des personnes interrogées répondent le chômage, 17 % la lutte contre le sida, 10 % la lutte contre la drogue, 8 % le droit eu logement pour tous et la sécorité e Depuis cinq ans, les urgences des hôpitaix de Paris nous adressent tous les jours des patients démunis. Mais, aujourd'hai, ils ne passent même plus la porte de l'hôpital. Depuis un an, nous accompagnons systèmatique ment les malades à hospitaliser, pour être certains qu'ils seront admis.

Interrogée par Claude Malhuret, député (UDF) de l'Allier, sur ce que le gouvernement compte faire pour remédier à cette situation, Simone Veil e indiqué que ces pratiques lui paraissaient « d'autant plus scando-leuses que l'économie qui en résulte est marginale et que nombre des personnes dont l'hospitalisation est refusée s'avèrent, dès qu'on étudie attentivement leur situation, être see s'averent, des qu'on étudie attenti-vement leur situation, être bénéficiaires de droits en matière d'assurance-maladie». Dans l'immé-diet, M= Veil indique qo'elle «compte donner sans delai aux pré-jets des consignes très fermes afin qu'ils rappellent les administrations hospitalières à leurs devoirs et à leur mission». Par ailleurs, M= Veil a annoncé qu'elle comprent très virannoncé qu'elle comptait très vite réformer le système actuel de l'aide médicale hospitalière, qui o'est pas un système de prise en charge automatique.

➤ Médecina sana frontières, 8, rue Seint-Sabin, 75544 Peris Cedex 11. Tél.: 40-21-29-29.

# REPÈRES

## FAITS DIVERS

Deux morts dans l'incendie

d'une armurerie en Dordogne Deux ouvriers aont morts,

samedi 15 mei après-midi, à Bergerac (Dordogne), dans l'incendie d'une fabrique d'armes et de munitions. Le sinistre e'est déclaré eans que lea causes en soient connues, dans cette usine spécialisée dans la fabrication des armes et des munitions de sports et de chasse. Trois eutres personnes, dont deux pompiers, ont été légèrement ettaintee et admisee à l'hôpital de Bergerac.

## Disparu depuis le 22 avril un adolescent de quatorze ans a été assassiné dans le Vaucluse

Le corps de David, un adolescent de quatorze ane disparu depuis le 22 evril dans le Veu-cluse, a été retrouvé, dimancha 18 mai, dans un fossé, à environ l kilomètre à l'est de son domicile

L'autopsie pratiquée à l'hôpital d'Avignon a révélé que l'adoleccent avait été assassiné, a indiqué, undi matin, le substitut du procureur de la République de Carpentras. David aureit été tué au moyan d'une arme blanche.

Lundi metin, les gendarmes, aidés par des biologistas, ratissaient à nouveau cette zone à le végétation très dense afin d'y recueillir d'éventuels indices.

La section de recherche de la gendarmeria de Nîmee evait été chargée de l'enquête après la dis-perition de l'adolescent

## Huit morts dont deux Françaises dans un accident d'hélicoptère en Sibérie

membres d'une expédition ethnologique s'est écrasé eamedi 15 mai dans la Tchoukotka (dans l'extrême nord de l'Extrême-Orient russe). Le bilan fait état de huit morts, dont daux journalistes francaises, Régine Bois-Gabbey (Géo) et Merle-Dominique Beudoin (Canel +), et de treize blaesés, dont cinq Français rapetriés lundi à Paris. Parmi eux, Philippe Boucher (France 3), Jean-Frençoia Chalgneau (Paris-Match) et Jean-Marc Lieutaud (un organisateur de l'expédition), qui souffrent de multiples fractures, ont été transportés par avion médical français, tandia que Alexandra Geneste (AFP) at Marie Brunet, eouffrant de fractures moins gravee, sont arrivées par un voi régulier. L'expédition internationale était partie étudier les petite peuples du Grand Nord eibérien, et l'hélicoptère qui la transportait a'eat trouvé dana un épsis brouillard qui l'a forcé à voler à moins de 150 mètres du sol.

## HANDICAPÉS Dix mille places supplémentaires dans les centres d'aide par le travail

Le ministre des affaires sociales de la senté et de la ville. Simone Vell, a annoncé, samedi 15 mai à Nantea (Loire-Atlantique), lors du congrès de l'Union nationale des associations de parents et amis de personnes handicapéea, la création, e dana les quatre annéas à venir», da dix mille places supplémentaires dans les centres d'aide per le travail (CAT) destinés aux adultas handicapéa mentaux, M- Vell a ajouté qu'il manquait égelement quinze mille places dans es maisons d'eccuell spécialisées (MAS). Rappelent e la priorité nationale » qua consotue l'accueil des handicapéa et e le devoir da solidarité de l'Etat et des collectivités locales » à leur égard, Me Veil a cependant évoqué e lea incertitudes financières qui pèsent sur les années à venirs. Les budgets engagés en 1993 pour lee structurea d'eccueil des handicapés menteux seront respectés, a assuré le ministre.

## ARCHÉOLOGIE

Découverte au Japon d'outils en pierre probablement vieux de 500 000 ans

La découverte par une équipe d'archéologues japonais d'outils en pierre pourrait indiquer que des hommes vivalent sur l'erchipel nip-pon il y e 500 000 ens - c'est-àdire à le même époque que l'homme de Pékin (sinanthrope), la variété chinoise d'Homo arectus dont les premiers restes ont été découverts près de Pékin à partir de 1927.

Selon le professeur Hiroshi Abe, du musée d'histoire du Tohoku, quarante-cing fragm ents d'ou tils mis eu jour au cours da ces cinq demiàres ennées eur le site de Takamori, dans le département de Miyagi (dans le nord de Honshu, l'île principale de l'archipel nippon), par un groupe d'archéoloques locaux « pourraient constituei una découverta majeure : jamais nous n'avions trouvé au Japon de traces aussi anciannas da présenca humaina». Las outils les plue enciens découverte jusqu'à maintenant dana l'erchipel remontent à 200 000 ens, et les ossements à 18 000 ens. C'est en 1988 qu'un groupe d'archéologues emateurs e commencé à explorer le aita de Tekamori, à quelque 300 kilnmètres eu nordeet de Tokyo. Aprae evoir exeminé les restes mis au jour, le professeur Tauneto Nagatomo, de l'université de Nara, et le profeaseur Kimio Hirooka, de l'université de Toyome, ont conclu qu'il y avait da e fortes chances » pour que ces vestiges soient vieux d'un

ilence, Moteur, Ça tourne, Action...



aissez le plaisir conduire.

gersion 2,2L Si. Garantie anti-corrosion Renault 6 ans.

# EN BREF

D Manœuvres franco-koweltiennes dans l'émirat. - Un millier de soldats français - 700 de la marine, 200 de l'armée de terre et 100 de l'armée de l'air - participent, du 15 au 23 mai à un exercice avec l'armée du Koweit, dans cet émirat que l'armée irakienne aveit envahi en août 1990 et qui fut libéré au terme d'une campagne alliée baptisée «Tempête du désert». Ces manœuvres sont les premières do genre depuis que la France et le Koweit ont conclu, en août 1992, un accord

l'ancement d'sa appel pour de nouvesux ministères dans l'Eglise. L'hebdnmsdaire Témoignage chrétien public, dens soo numéro du samedi 15 mai, un « appel pour de nouveaux ministères dans l'Eglise catholique », « Il n'est pas possible d'attendre plus longtemps. Nous souffrons de voir un nombre croissant de communautés privées de prêtres, eux-mêmes moins dispo-nibles, écrasés qu'ils sont par la multiplication des fardeaux de leur ministère», écrit Georges Montaron, directeur de Témoignage chré-tien. Ce texte reprend les souhaits exprimés dans un certain nombre de synodes diocésains et par un groupe d'une cinquantaine de prêtres alsaciens (le Monde du 6 avril). Il demande « que soit prise enfin sérieusement en compte la possibilité d'ardonner des hommes possionie, des femmes, comme prêtres d'une Eglise au service des hommes et du monde ». En 1989 déjà, l'hebdomedaire Témoignage chrétien

evait pris l'initiative d'un «appel au dialogue dans l'Eglise catholique » qui eveit connu un graod retentissement et recueilli 27 000

D Béatification de la fondatrice française des Filles de la sagesse. -Jean-Paul II a béatifié, dimanche 16 mai à Rome, une religieuse fran-çaise, Marie-Louise Trichet. Née en 1684 à Poitiers, elle a fondé svec Louis-Marie Grignion de Montfort la communauté des Filles de la sagesse, en 1715, dont la vocation est « l'approfondissement de la parole de Dieu et le service des dés-hérités ». Elle a aussi créé des écoles, des hospices et des hôpitaux, avant de mourir en 1759. Les Filles de la sagesse sont aussi présentes au Canada, aux Elats-Unis, en Inde, au Malawi, au Zaïre, au Pérou, etc. Jean-Paul II a salué l'« action passionnément dévouée oux plus pau-vres » de Marie-Louise Trichet, Les évêques de Poitiers (Vienne), La Rochelie (Charente-Maritime) et Lucon (Vendée) ont concélébré la

o Mère Tsresa haspitalisée i Rome à la suite d'une chute. - A la suite d'one chute dans les locaus de la communauté religieuse oi elle réside à Rome, Mère Teresa quatre-vingt-deux ans, s'est fracturée plusieurs côtes. Elle a été hospitalisée jeudi 13 mai, mais l'état de santé de la fondatrice des Missionnaires de la Charité était jugé, samedi 15, rassurant.

# Grenoble, la loi des plus forts

Les quarts de finale du championnat de France de rugby ont donné lieu, dimanche 16 mai, à des rencontres très serrées. A Nîmes, le RC Toulon, champion en titre, ne s'est imposé que d'un point face à Perpignan, 10-9. A Clermont-Ferrand, lee Grenobloie ont eu besoin de le prolongetion pour battre lee Toulousaine, 19-17. Prolongetions également à Toulouse où Castres a dominé Narbonne de justesse, 38-33. La victoire des Castrais, qui ont utilisé cinq rempleçants eu lieu des quatre eutorisés, devait être examinée, lundi 17 mei, par une commis-nion fédérele, à le suite d'une réclemation des Nerbonneie. Semedi, è Dax, Agen eveit connu moins de difficultés pour firminer Brive, 33-19. Les demifinales opposeront, dimanche 23 mei. Agen à Grenoble et Castres (ou Narbonne) à Toulon.

## **CLERMONT-FERRAND**

de notre envoyé spécial

Depnis qu'un collégien anglais s'est emparé d'un ballon à la main, le rugby ressasse toujours la même opposition. Une histoire de créateurs et de méthodiques, de gros et de véloces. Les équipes choisissent leur camp, de part et d'autre d'une frontière unique. Entre ceux qui progressent en lienes et ceux qui progressent en lignes et ceux qui les transpercent, le jeu ovale n'a jamais souhaité trancher. Il dépérirait avec la disparition d'une de ses deux traditions, comme un cerveau privé d'un bémisphère, et prend done soin de donner raison nux uns et nux nutres. Aussi, dimanche, a-t-il longtemps hésité avant de prendre son parti.

Sur la pelouse du stade Marcel-Michelin, s'avançaient deux écoles du paysage rugbystique français, opposées jusqu'au cliché. Deux équipes en oégatif. Au FC Grenoble, encore pétri de l'enseignement de l'ancien entraîneur Jean Lié-nard, les kilos et les centimètres des avants servent de déclarations d'intention. Au sein d'nn pack de monstres, des forts des halles qui parviendraient à courir un sprint, seul le talonoeur s'autorise à des-ceodre sous les cent kilos. Au Stade Toulousaio, toujours impré-gné des théories de Pierre Villepreux, le mouvement demeure le senl eredo. Pour reodre l'expé-rience plus amusante, un sortilège avait été envoyé aux buteurs des deux équipes. Tétani d'nn mateb-couperet, ceux-ci ont tremblé du début à la fin et raté immanquable à plusieurs reprises. Sans la prothèse des points au pied, Grenoblois et Toulousains n'nvaient plus pour faire courir le score qu'à s'appuyer sur les bégoilles de leurs schémas tacti-

## Symétrie stérile

Chacun a tenté de faire son nid dans les faiblesses de l'autre, d'imposer sa force dans le ereux des lacuges adverses. Les Toulnusains ont eru y parvenir d'entrée, par une de ces inspirations dont ils gardent le secret. Une passe entre les jambes de l'ouvreur Christophe Deylaud, et l'ailier Stéphnne Ougier n'avait plus qu'à aplatir devant une défense pétrifiée par tant d'audace. Les Grenoblois ont répliqué en inscrivant un de ces que de fabrique. Un troupeau compact de mammouths s'est mis à faire trembler le terrain. Le centre Frédéric Velo n'avait plus qu'à se taisser aspirer par cette masse, pour marquer sous les yeux d'ad-versaires rendus impuissants par

Malheureusement, dans cette partie aux jeux croisés, les deux équipes se sont surtont renvoyé l'image de leurs défauts actuels. Toulouse, qui court après son passé de ctub-phare du championnat, grapillait quelques ballons et tentait de les sanver à la main. Mais seul l'arrière Emile N'Ta-mack semblait capable de se laisser porter par le courant des attaques. Grenobte, qui court derrière un bouclier de Brennus depuis 1954, croulait sous tes ballans qui ne aventuraient pas plus loin que dans la butte de l'ouvreur L'équipe semblait affolée à l'idée de quitter son canevas de jeu étriqué. Tout devant ou tout derrière neune des deux formations o'avait réellement mis son jeu à l'endroit. Les Toulousaios zigzagaient eo

droit, sans succès. Pour briser cette symétrie stérile pour sauver l'honneur de ses deux styles de jeu, le rugby a donc choisi

d'attribuer la victoire à l'équipe

qui aurait la jugeotte d'enfiler le costume de son adversaire. Les Grenoblois y nnt pensé les pre-miers, au bout du bout du match. Une scule cavalcade le long du ter-rain, un bailon unique lancé jusqu'à l'aile, et un essai en forme d'hommage aux rivaux. En mar-quant « à la toulousaine », dans un de ces mouvements où tous les blo-cages cèdent devant l'instinct, le FC Grenoble s'est qualifié pour la deuxième fois d'affilée pour les demi-finales du championnat de

## Le camp de Jacques Fouroux

Sanglé dans son survêtement, un homme exultait devant ce pied de nez. Dans la querelle sans fin entre le beau jeu et l'efficacité, Jacques Fouroux a choisi son camp depuis longtemps: celui des forts. Depuis nn an, l'ancien sélectionneur de l'équipe de France ajoute la ligne qui manquait à son curriculum vitae d'aventurier du rugby. «Je n'avals jamais connu la vie au quo-tidien d'un grand club, confronté à l'évolution dramatique des mœurs du rugby », explique-t-il. Sur l'innéraire de son retour d'exil, nvant de tenter de forcer les portes de la présidence de la fédération (FFR), le « petit caporal » a fait halte au FC Grenoble, avec le statut, « béné-PC Grenoble, avec le statut, « bénévole » insiste-t-il, de directeur technique. Sans craindre de comprometre son image de défenseur des petits clubs au sein d'une des formations les plus professionnelles du championnat, Deux fois par semaine, Jacques Fouroux accumule les kilomètres entre son domicile d'Auch et l'isère — près de domicile d'Auch et l'Isère - près de 150 000 en un an – pour regarder ses avants ndditionner leurs kilos eo mêlée. Et entre deux tirades contre la «formule stupide» du champiounat ou le «laisser-aller» de la fédération, il rêve à bante voix du jeu taillé aux mesures de ses gaillards.

L'ideotité do jeu grenoblois, voué depuis toujours nu combat, adhère parfaitement à ses propres convictions qu'il a béritées de son « père spirituel », Jean Liénard, lorsque l'uo jouait et l'antre

« Je suis arrivé dans un monde qui correspond à ce que j'essaie d'incul-quer et dans un bain d'enthousiasme populaire, dit-il. La culture d'ici est plus anglo-saxonne, moins latine que dans le Sud-Ouest. Elle laisse plus de place à la cohérence du jeu, et sacrifie moins aux arabesques et aux théories sophisti-

Ni Jacques Fouronx ni l'entraîneur, Michel Ringeval ne veulent cependant entendre parler d'un jeu restrictif, entièrement soumis aux lois de la force des avants. Les Grenoblois disent en avoir assez d'être enfermés dans le ghetto d'une image qu'ils ne pen-vent s'empêcher de la cultiver, en donnant, par exemple, à leurs joueurs des maillots de treizistes qui soulignent les musculatures. rasser de la poisse des années 80, lorsque le rouleau-compresseur écrasait le championnat pendant Phiver, brillait en Du Manoir, pour mieux se gripper pendant les phases finales.

« Il faut en finir avec ce complexe qui nous faisait jouer exactement de la manière qu'attendaient nos adversaires», dit Jacques Fouroux. Aujonrd'hui, ces intermittences grenobloises portent un nom : le manque de maturité. L'équipe, très jeune, a été presque entièrement renouvelée à l'inter-saison. « Ce manque d'expérience nous empêche parfois d'être irrésistibles alors que nous avont tout pour battre les meilleurs », explique Fonroux. En battant Toulouse à l'arraché, Grenoble a peut-être dynamité cet ultime blocage. Et Jacques Fouroux peut désormais rêver d'emmener en finale cette équipe d'hommes forts, ce jen sans fioritures qu'il tentait d'neclimater en équipe de France. Ce rugby qui correspond mot pour mot à une règle que lui confiait un vieux Néo-Zélandais, no soir de détresse française à Auckland: « ne pas faire de fautes et en faire commettre à l'adver-

HANDBALL: l'OM-Vitrolles, vainqueur de la Coupe de France

# Les frères de l'OM

L'OM-Vitrolles e remporté, dimanche 16 mei à Amnéville (Moselle), la Coupe de France de handball en battant l'US Créteil (32-22). Deuxième du championnat de France, le club, présidé par Jean-Cleude Tepie, frère de Bernard, disputera les 23 et 30 mai, la finele de le Coupe des Coupes face aux Hongrois de Veszprém.

AMNÉVILLE (MOSELLE)

de notre envoyée spéciale

L'image surprend. Dans la modeste salle d'Amnéville, station thermale des environs de Metz, quelques centaines de supporter hlanc et hieu scandent les deux lettres magiques do football français : «OM». On ne rêve pas. Elles appartiennent aussi an handball tricolore dont le elnh, l'OM Vitrolles, a été pris en main, il y a deux nns, par Jean-Clande Tapie, frère cadet de Bernard, le président de l'Olympique de Marseille.

Le handball découvre tant hien Le handball découvre tant hien que mal le professionnalisme. Malgré la médaille de bronze de l'équipe de France aux Jeux clympiques de Barcelone et son récent titre de vice-championne du monde à Stockholm, il n'en finit pas de traîner une réputation de discipline scolaire. L'OM Vitrolles fait figure de piounier. L'expérience avait commencé à Créteil. Jean-Claude Tapie avait bouleversé les babitudes en nchetant, comme son frère, des vedettes, à l'exemple du Yougoslave Mile Isakovic, considéré comme le meilleur joueur du monde. En 1989, le club de Créteil avait réalisé le doublé ehampionnat-Coupe de France comme l'Olympique de Marseille en football – mais échoué en finale de la coupe d'Europe.

Jean-Claude Tapie décide alors de franchir un pas de plus : donner an bandball français un titre de commettre à l'adver-champion d'Europe. Il quitte Crè-teil, s'octroie une année sabbati-que, cherche un nouvean club, découvre le Vitrolles SMUC. Il coovaine Jean-Jacques Anglade, le maire de la ville, qui lui cède lo présidence : « Nous avons tout de suite pensé à faire un OM du hanball, dit-il. En septembre 1991, j'ai appelé Bernard sur son bateau et je lui ai demandé si je pouvais utiliser le nom de l'OM. Il a accepté. » Les «footeux» de l'Olympique de Mar-seille s'engageot à acheter 3 000 billets par match de l'OM-Vitrolles, qui joue désormais au Palais des sports de Marseille, à l'ombre du stade-vélodrome. En échange, l'OM Vitrolles a acheté une loge à l'année pour que ses membres et ses partenaires assistent aux rencontres de football.

Fort de relations privilégiées avec Canal+, Jean-Claude Tapie se voit proposer une couverture télévisée des aventures européennes de son club. Une performance, car le handball reste un sport peu télévisé. «Lorsque vous avez un produit à vendre, il faut en faire la publi-cité, même s'il est excellent. Sinon, personne n'achète», oote Jean-Claude Tapie. Les «sponsors» ont suivi. Le quart seulement de son budget de 12 millions de franes provient des collectivités locales.

## Destin européen

Si les maillots des joueurs arbo-rent le même logo et les mêmes couleurs, l'OM Vitrolles reste totalement indépendant de l'Olympi-que de Marseille. Pourtant la phique de Marsente. Pourtant la philosophie des deux frères en matière
de sport est la même : réunir une
équipe idéale. L'OM Vitrolles a
recruté à tour de bras. Autour de
Mile Isakovic, devenu l'entraîneur
du club, il fait venir deux autres
Yougoslaves, le gardien Mirko
Basic, de Vénissieux, et Slobodan
Kurmaooski. de Snint-Gall Kurmaooski, de Snint-Gall

Le club compte cinq internatio-naux, héros de Barcelone et de Stockholm: Jackson Richardson, « débauché » d'Asnières, Frédérie Volle et Philippe Gardent, issus de Nîmes, Thierry Perreux, qui a quitté Vénissieux, et Eric Quintin. Par manque de régularité, cette grosse cylindrée s'est fait souffler,

au début du mois, le titre de champion de France par l'US Nimes. «Nous avons des difficultés à nous adapter, ce qui nous a fait perdre des points dans le championnal », explique Jackson Richardson.

Samedi, en demi-finale de lo Coupe, ils se sont venges face aux Nimois en leur infligeant un score sévère : 32-22. L'OM-Vitrolles o'o pas un buteur sur qui repose le succès, à l'exemple de Créteil avec Pepi Manaskov, mais une kyrielle de marqueurs. Mirko Basie o'est pas un gardien, mais un véritable mur, protégé par une défense capa-ble de cadenasser tous les angles de tir. Dimanche, en finale, dix points ont séparé l'ancienne et la nouvelle équipe de Jean-Claude Tapie.

Avec la fin de la saison, vient le temps des transferts. L'OM-Vitrolles est une équipe très convoitée. e Il y a quelques années, les joueurs, bien que professionnels, n'étaient payés que 1 500 francs par mois. Aujourd'hul, les salaires sont multipliés par dix, par vingt, sans compter les primes de matches. » Pour suivre ce train de matches. » Pour suivre ce train de vie, Jean-Claude Tapie devra séduire une nouveile chaîne de seune une nouvel chaine de télévision. Canal + le quitte, pour sontenir le clah Asnières-Paris-Saint-Germain, deuxième équipe française de handball ainsi « maternée» par le football. Les temps changent, pour les cinbs en tout cas, l'équipe de France cherchant toujours un «sponsor».

12

1

1

- المنافقة

1

1 22 12

27E -

3000

22 5

3 32

**3**00

2.13-

En.

12171

7.

.

= 12

73.5

1.16

Pour les deux OM, la saison n'est pas encore terminée. « Cette Coupe de France, c'est un apéritif », disent les joneurs de Vitrolles. Sur les bords de la Méditerranée, le destin des deux frères présidents est scellé. Le 26 mai, l'Olympique de Marseille, opposé nn Milan AC en finale de la Ligue des champions, tentera de donner an foot-ball français le premier titre euro-péen de son histoire. Quatre jours après, l'OM Vitrolles fera de même pour le handball, en Coupe des Coupes, face aux Hongrois de Veszprém. Les supporters blen et blanc out du travail.

BÉNÉDICTE MATHIEU

AUTOMOBILISME: les qualifications pour les 500 Miles d'Indianapolis

# Arie Luyendyk à plus de 360 km/h de moyenne

des 500 Miles d'Indianapolis (Etats-Unis) en 1990, s'est essuré, samedi 15 mai devant 250 000 spectateurs, la poleposition pour le départ de l'édition 1993 de cette épreuve organisée le 30 mal, en réussissent une moyenne de 360.430 km/h sur quatre tours. Cette performance lui vaut d'empocher 170 000 dollars (920 000 francs).

L'Indianapolis Motor Speedway a un point commun avec Wimhle-don. Comme les pelouses du All England Club, le plus célèbre anneau de vitesse du monde, construit en 1909, n'accueille qu'nne épreuve par an : les 500 Miles. Alors que les quinze autres courses du championnat du monde PPG Indy Car sont, depuis 1979, organisées et gérées par l'as-sociation des propriétaires d'écu-ries, les 500 Miles d'Indianapolis, épreuve-phare de cette compétition, relèvent toujours de l'United States Auto Club (USAC), gardien du temple et de la tradition.

Organisés la veille du Mémorial Day, les 500 Miles débutent, en fait, un mois plus tôt. Si aucune référence n'est exigée des pilotes engagés, tourner à plus de 350 km/h de moyenne sur une piste « rectangulaire » longue de 2.5 miles (4,023 km) avec quatre virages différents, exige un minimum d'expérience ou de prépara-tion. Ainsi, seuls sont admis aux qualifications, programmées tes deux week-ends précédant la course, les pilotes qui ont déjà par-ticipé nux 500 Miles et ceux qui nnt satisfait avec succès au « roo-kie-test » (test du débutant).

Tnut juste remis des séquelles d'un grave accident (multiples fractures aux jambes et aux pieds) lors des essais des 500 Miles 1992, le Brésilien Nelson Piquet a dû, à quarante ans et malgré trois titres de champioo du moode en formule 1, repasser cette année le «rookie-test». Tout comme le Britannique Nigel Mansell, actuel champion du monde de formule l on... Stepban Grégoire, cinquième du championnat de Fraoce de for-

Après une réugion technique vec les représentants de l'USAC et quelques pilotes chevronnés, puis une étude des trajectoires dans un pace-car conduit par un ancien vaioqueur de l'épreuve, les débutants devaient, entre le 30 avril et le 2 mai, effectuer quatre séries de dix tours en augmentant à chaque série leur vitesse moyenne de miles/heure, pour finir à plus de 200 miles/heure (320 km/h). Cette dernière série, accomplie le premier jour des essais officiels, était suivie attentivement par des examinateurs jugeant aussi le comportement des débutants avant de feur donner le fen vert pour ta semaine d'essais (8-14 mni) précédant les deux week-ends (15-16 et 22-23 mai) des

## Trente-trois places à prendre

Pour se disputer les trente-trois places au départ des 500 Miles, les quarante-trois candidats retenus disposent théoriquement de trois tentatives avec leur voiture et, éventuellement, de trois autres avec teur voiture de réserve. Après deux tours de lancement, le manager de l'écurie doit indiquer à la direction de course si son pilote tente sa qualification sur les quatre tours qui snivent. La vitesse retenne es alors la moyenne atteinte sur les quatre tours. Si un problème sur-vient pendant ces quatre tours, le er le signale aussitôt nvec nu drapeau jaune à la direction de course et le pilote dispose encore de deux tentatives. Si tout se pesse normalement, sa performance est enregistrée. Si elle ne le satisfait pas, il peut y renoncer et jouer son va-tout, suivant le même processus,

avec sa voiture de réserve. Seules les performances enregis trées le premier samedi (Pole Day) sont prises en compte pour la désignation des voitnres qui partiront des cinq premières lignes. Avec une vitesse moyenne de 360,430 km/h le Néerlaodais Arie Luycodyk (Lola-Ford Cosworth) s'est ains assuré la pole position aux côtés du vétéran (cinquante-trois ans) Mario Aodretti (Lola-Ford Cosworth) et du Brésilieo Raul Boesel (Lola-Ford Coswarth). Les meilleures

avec 355,372 km/h, Nigel Mansell (Lola-Ford Cosworth), huitième avec 354,456 km/h, et Nelson Piquet (Lola-Menard), treizième nvec 350,745 km/h.

# Stephan Grégoire plus rapide que Nigel Mansell

aligné l'au dernier une voiture pré-

CYCLISME

Tony Rominger (Suisse) squeur du Tour d'Espagn

Le Suisse Tony Rominger a remporté, manche 16 mai, à Saint-Jeogues-de-Com-

omancie 10 mil, a Sant-seques-de-Com-postelle la Tour d'Espagne cycliste pour le deuxième sonée consécutive, à l'issue de la vengt et unitene étape gagnée per son com-patriote Alex Zillie. Celui-ci termine deuxième su classement général, à vings-neuf secondes de Rominger. Zelle avait porté le maillet jeune pendent les quatorze comilles étates.

**FOOTBALL** 

Première division

CHAMPIONINAT. DE FRANCE

Classement. - 1. Marseitle, 51;

oramières étapes.

Bordenux et Paris-SG.

Saint-Etienne et Caen.

Monaco b. Toulouse .

"Sochaux et Strasbourg

Le Havre et Montpelie

Lens b. Metz....

Auxerte b. Lyon

Toulon b. "Nimes

avant la mi-course.

La plus grosse surprise dn weekend est venue de Stephan Grégoire, Cinquiéme du champiounat de France de formule 3 en 1992, le jeune Français ne ponvait alors imaginer qu'il serait an départ des prochaios 500 Miles d'Indianapolis. Cinquante-trois ans après la dernière présence française aux 500 Miles, Formula Project, une écurie créée en 1990 par Emmnnuel Luppé et Bruno Péquin, deux anciens de Larrousse F1, avaient

Après une qualification en seizième place, l'aventure s'était terminée par un spectaculaire accident peu

Cette année, Formula Project anrait souhaité prolonger cette expérience avec le pilote avignonnais, mais ce dernier s'est engagé en championnat de France de super-tourisme. D'autres candidats ont été pressentis, comme Philippe Alliot. Devant la difficulté de trouver un pilote libre pour le mois de préparation requis pour les 500 Miles, Emmanuel Luppé et Bruno Péquin ont décidé de faire confiance à leur représentant en formule 3. Démontrant de belles facultés d'adaptation et un talent prometteur, le Vitellois est passé des 180 ch de sa petite monoplace aux quelque 850 ch de sa Lola-Buick pour signer dimanche, avec

Le Néerlendeis Arie Luyendyk ola-Ford Cosworth), vainqueur ola-Ford Cosworth), vainqueur aux 500 Miles.

mule 3 en 1992 et benjamin (vingt-quatre ans le 14 mai) des candidats réussies samedi par Stefan Johans-son (Penske-Chevrolet), sixième on (Pen week-end, malgré un moteur, puis un embrayage cassés lors de ses premières tentatives. Cette performance lui vaudra de prendre le départ en sixième ligne.

Il faudra attendre le prochain week-end pour savoir si Olivier Grouillard parviendra également à se qualifier. Après quatre saisons sans victoire en formule 1, le pilote français a décidé, à trente-quatre ans, de donner une nouvelle orientation à sa carrière en créant aux Etats-Unis sa propre écurie (Indy Regency Racing) pour disputer le championnat Indy Car. Après avoir renoncé à sa tentative samedi, jugeant la température trop élevée sur le speedway, il o'a pu assurer une moyenne suffisante dimanche.

**GÉRARD ALBOUY** 

# Les résultats

44; 5. Nentes, 43; 6. Saint-Etienne, 4 7. Auxerre; 8. Lens, 37; 9. Strasbou 38; 10. Cien et Montpeller, 32; 12. Me Lyon et Sochaux, 31; 15. Toulouse, 3 16. La Havra et Lille, 28; 18. Valen 27; 19. Toulon, 25; Nimes, 21. Decadème division

Martigues dans l'élite (Trante-quetrième journée) Valnations quantitate portion Valnation sent la trente-quatrième et domière journée, de Créteil (2-1), Mertiques accède à la première division, pour la première fois de son histoire le Monde du 4 mail et rejoint Angers, déjà qualité dans le groupe 8.

Ceones et Nice (deutième et misième du groupe A), Rennes et Rosen (deutième et troleième du groupe S) joueront les préber-rages. Le 21 mai, Cannes recevre Rosen et Rennes recevra Nice. Les bezages entre les vainqueuxs auront fieu les 28 mei (aller) et 1" juin (retour). Les équipes classées de la quatrième à la dinième place joueront la seison 1993-1994 dans la division 2 recroupée en une seule poule.

1-0

2-0

GROUPE A "Valence b. Resti "Ales b. Sedan "Nece b. Neacy Cannes b. Annecy. Louisins-Cuispean h. Roder

| Epinal et Istres                             |   |
|--|---|
| "Charleville b. Perpignan                    | , |
| Mulhouse b. "Ajaccio                         | , |
| Classement 1. Martigues, 47                  |   |
| 2. Cannes, 46; 3. Nice, 41; 4. Nancy et      | i |
| Valence, 39; 6. Seden, 38; 7. Bastis, Istras |   |
| et Charleville, 37; 10. Alba, 36; 11. Mui-   |   |
| house, 34; 12. Louhans-Cuiseaux, 29; 13.     |   |
| Ajaccio, 28; 14. Rodez, 27; 15. Perpignan,   |   |
| 26; 16. Epinel, 24; 17. Annecy, 24; 18.      |   |

**GROUPE 8** "Amiens b. Nort: 'Angers b. Laval. 2-0 "La Roche-sur-You et Guincer Dunkarque b. Ancome mes b. Gueugagon. Red Star b. "Locient. 2-0 Le Mans b. Besuvais Tours b. Thitesurous

Classement. - 1. Angers, 48; 2. Rennes et Rouen, 45; 4. Red Star, 42; 5. Le Mans, 41; 6. Dunkerque, 40; 7. Bourges at Bestvais, 39; 9. Lavai at Niort, 37; 11. Guaugnon, 33; 12. Amiens, 32; 13. Guingamp. 29; 14. Chitesuroux, 27; 15. Toers, 25; 18. La Roche-sur-Yon, 20; 17. Ancenis,

\*\* \*\*\*\*

OWN.

# LE 46e FESTIVAL DE CANNES



Week-end studieux, plus de films que de fêtes. Juste une petite émeute en l'honneur de Robert De Niro, à la montée des marches, puis ce fut l'enchantement des Fiorile des frères Taviani, la terreur sous Papa Doc en Haïti avec l'Homme sur les quais, de Raoul Peck, le retour des Body Snatchers, Louis enfant-roi, un hommage à Fassbinder, et toute la diversité de « Cinéma en France». Un prix Goncourt est passé: Patrick Chamoiseau veut raconter l'histoire d'un roi noir avec les armes du cinèma.

SÉLECTION OFFICIELLE L'HOMME SUR LES QUAIS de Raoul Peck

# La lumière de la peur

La dictature, ce serait ca, les rues vides d'une petite ville, une poussière blanche comme nn lincoul, des persiennes closes, et qui s'ouvrent sur les cris d'un bomme dans nn jardin. La dictature, ce serait ça, une petite fille à la mémoire fracassée, des soldats sans guerre, des voitures dans la ouit, la dictature ne serait jamais finie.

Raoul Peck est jeune, il est né à Port-au-Prince, il ne vit plus en Haïti. Son film précédent, Lumumba, la Mort d'un prophète, porte en lni la douleur d'espoirs assassinés. Il dit que, lorsqu'il était enfant, na pouvait rencontrer des cadavres sur le chemin de l'école. L'Hamme sur les quais se passe au début des années 60, «Papa Doc» règne, Sarah a dix ans. Son père? Il lui apprenait à tirer au revnlver, il était militaire, il n'est plus là, sa mère non plus. Sa grand-mère si, elle rassure, elle a la tendresse rude et solide, et ses sœurs sont avec elle, enfermées dans la maison.

Dehors, cet ami qui faisait de la musique, qui riait, n'est plus, à présent; qu'nn fou désarticulé, lc corps et l'esprit brisés. Sarah oc joue plus, nu alors avec une pou-pée de glaise qu'elle berce et écar-tèle. Sarah ferme les yeux, elle crie dans son sommeil. Ce n'est qu'un mauvais rêve, dit sa grand-mère. La vie sous la dictature n'est plus qu'un mauvais rève, Sarah s'in-vente des comptines,

«La-petite-fille-jette-de-la-cendre-au-cul-de-sa-maman», comme lnrsqu'on a peur, si peur du noir.

Le personnage principal de l'Hamme sur les quais n'est pas la grand-mère, remarquable Toto Bissaintbe, incarnatinn maternelle, universelle, de la résistance; ce n'est pas Sarah, extraordinaire Jennifer Zubar dont le regard a mille ans; ni le terrible macoute (Jean-Michel Martial), symbole lisse et musclé de la toute-puissance de la bêtise. Le persnnage principal c'est la peur. Arme absolue de l'op-pression, elle suinte, elle s'insinue, elle est partout, à chaque image, clia est visible, tangible, elic est contagicuse. L'Humme sur les quals est bien plus terrifiant que n'importe quel Terminator ou, de quelconques Body Snatchers, unc Jeep qui s'arrête, un coup frappé à la porte, une chanson qui s'interrompt, la peur est là.

Raoul Peck n'a pas su éviter unc écriture un peu endimanchée, n'a pas résisté à des coquetteries de style, à quelques travellings latéraux trop caressants. Mais ce n'est rien, cela n'enlève rien au pouvoir de son film, à sa force d'envoltement et de dénonciation. « Les démons montrent encore leurs dents », entend-oo à la fin.

FIORILE, de Paolo et Vittorio Taviani

# Les fleurs du mal

Quels épanouissements promet le «finréal» du titre? Ceux de la riche et sage végétatinn des champs toscans que parcourt la voiture, foyer mobile à travers la campagne et le temps : là se trans-met le récit du père narrateur aux deux enfants, héritiers de la fur-tune et de la malédiction fami-liales qui a changé leur nom de liales, qui a changé leur nom de Benedetti en Maledetti. Et aussi la floraison de légendes plantées sur la glèbe et l'Histnire, comme les frères Teviani aiment et savent en raconter. Mais eneure de modernes et sinistres chiendents.

Un bnmmc cmménc dnoc sa femme et ses deux enfants à la rencontre de son propre pere, avec qui il a rompu depuis longtemps. Il raconte l'histoire de la famille, et, littéralement, l'histoire sort du hnis. Ce seront trois récits, dant l'agencement évoque parfois celui des nauvelles de Kaos, le précédent chef-d'œnvre des Taviani avant qu'ils ne s'égarent du côté de l'anglophone Babilonia. Mais trois récits anx rimes plus évidentes, trois affaires de lucre et de lâcheté, d'amour fou et malheureux, d'espoirs en des lendemains meilleurs et de malentendus.

Trois fois, au temps des armées de Bonaparte, eu début du siècle cynique et puritain, puis dans les derniers sonbresauts du fascisme

connaîtra pas son père. Les mêmes interprètes reviennent incarner ces trois variatinns, qui sont aussi des récits à part entière, bouleversants ct tranchants, somptueuscment mis en image et arpégés par deux vicux enmpliecs des frères cinéastes, le chef npérateur Giuseppe Lanci et le musicien Nicola

Pourtant, si les Teviani retour-nés à leur Toscane maternelle ont retrouvé leur talent de griots, Fio-rile n'e pas la plénitude de la Nuit de Snn Lorenzn ou de Snint Michel nvait un coq. C'est nn film troué, instable, et qui distille un curieux malaise.

## Pas la mort, le néant

Il y a, dans le premier conte, une scènc complètement ratée : sur la place du village, un vieil homme ameute les paysans et les exhorte à se enmparter avec dignité. Soudain la caméra ne sait plus nù se mettre, l'espace est faux et les mots aussi, les personnages ne sont plus que des figurants sans crédibilité.

Les réalisateurs seraient brusquement deveous maladroits? Nnn, Mais ce lieu-là, cette petite agnra à la fois civique et légendaire, ce territoire de la parole communantaire et de la morale.

qui est LE lieu par excellence des films des Taviani, n'existe plus. Depuis qu'ils tnurnent, les frères cinéastes tentent de créer un lien entre le matérialisme de Rossellini et de Pasnlini et l'imaginaire de Visconti et de Fellini.

Par son échec même, cette scène dit tout de ce qui a changé aujourd'hui, de ce qui s'est perdu dans une Italie qui n'est plus la lenr, mais celle de Berlusconi, dans un monde qui est le nôtre. Elle instruit, par défaut, le procès de la perte du lien social et mythique. On se souvient alnrs que le co-scénariste du film, Sandro Petraglia, a été anparavant le collabora-teur de Nanni Moretti.

Ce vide sombre, évoqué dès le generique puis entrevu sous le soleil de Toscane, envahit l'écran durant la dernière partie. La famille à rejnint le patriarche. Il est beau, tendre et hostile, il est cet univers aboli qu'nnt tant filmé les Taviani et qu'ils viennent de racooter encore. Les enfants, gen-tils et attentifs, avaieot jusqu'à présent écouté inreque leur père parlait, et peut-être rêve les images que le spectateur vnyait. Ils quittent leur position de récepteur et de transmetteur. Le dernier acte est à eux.

Acte d'une violence à couper le souffle, où, dans un effnrt aussi terrible que ceivi du viciliard pour monter une dernière fois vers le lieu où légende et réalité se confondent, le film réussit à tenir ensemble la fantasmagnrie et la froide logique. A coups de ciseaux martels, le beau fantôme de la liberté sere massagnée pour cet or liberté sera massacré, pour cet or doot le maléfice a traîné à travers les époques et dnnt, comme chez Barbe-Bleue, aucuoe npératinn «mains propres» o'effacera la souillure.

La trouille, la graode trouille des autres fera le reste. Ce o'est même pas la mort qui est là, c'est mère petit écran d'une vitre de voiture embuée, hivernale sou-dain. Les lauriers sont coupés, et le temps des cerises oe reviendra

J.·M. F.

DANIÈLE HEYMANN vaincu, no enfant naîtra qui ne LOUIS ENFANT ROI, de Roger Planchon; BODY SNATCHERS d'Abel Ferrara

# Jour et nuit

# Baudruche

par Michel Braudeau

Ce n'ast pas vraimant une idae géniale que d'assurer la promotion d'un film à vanir ·d'Arnold Schwarzenegger, The Last Action Hero, en installant sur une barge à l'ancre en plein miliau da la baia da Cannes una gigantasqua poupée ganflable, haute comme un immeuble, représantant Schwarzia, un flingue à la main, en position de tir. D'abord, c'est laid. Ensuite, le mistral lève ou ramnllit l'erme phallique et bégayante, ce qui fait jaser les plagietes. Enfin, c'est bizarre-ment dasagréable. Pourquni désagréable, au fait? Parce que, vue de profil, la chose est claire, cette baudruche menace toute la ville evec sa pàtoire dàfaillante. On n'a pas peur, mais ce n'est pas aympathiaue.

Samedi, on a projeté le baau film haitien de Raoul Peck, l'Homme sur les quais, dont l'action se situe au début de la dictature de «Papa Doc » Duvalier. On sait que ca n'a pae heaucoup changà dapuia et que l'eapoir est maigre paur l'avanir. Se soucie-t-on frenchement du tiers-monde, le temps d'un fastivel? Honnêtament, non. Sauf e'il est pittoresque et joli. Ou que l'on réalise soudain qua « Bébà Doc » aurait pu venir à la projection. Il habite juste à côté, à Supar-Cannes, dans le belle villa nu la France le protège, lui et son trésnr, de l'ingratitude

Dimanche metin, le maire de Cennea, Michel Mnuillnt, a inauguré, derrière le Palais, une promenade en bord de mer qui portera desormals le nom d'un des fondateurs du Festival, Robert Favre Le Bret. Il y avait là le président Viot, le délégué général Gilles Jachh, une ribembelle d'enfants jouant du pipeau et du tambour, des Cannois en costumes traditionnels, portent des arceaux fleu-

Le maire e trouvé des mots chaleureux pour célébrer Robert Favre Le Bret, créateur notest the special description of the d'un des plus prestigieux évé-nements de la planates et lui nffrir cette primenade qui n'avait pas de nam jusqu'à présent. Une aubaine : d'indinaire, on doit débaptiser une rue pour y caser un mort illus-tre. Si le cas devait se présenter, nous lui suggérons une rue très bien située dont le nom pourrait changar sans dom-

Louis enfant rol, du moins pour les spectateurs français, puisque le beau torrent d'images décleoché par Roger Planchon déferle déjà sur nos chers, denxième remake du film réalisé par Don Siegel en 1956, après

Deux films en compétition offi- posé du spectateur, dans un jeu du conformisme et de l'uniformité, cielle ont provoqué, pour des motifs d'anticipation qui jone gaiment avec le lieu d'atterrissage des extra-terres-différents, un sentiment de déjà-vu. le théorème d'Hitchcock sur le suspense : ce n'est même plus le film qui doit en dire plus aux spectateurs que ce que savent les personnages, c'est un film précédent. Abel Ferrara dévie ensuite du modèle, en instal-Monde du 23 avril). Et Body Snot- lant son récit nnn plus dans une petite ville américaine bien tranquille, mais dans une base militaire, celui qu'en donna Philip Kanfman qui évoque cette fois (pour le déce-en 1978. Les premières séquences voir) le souvenir de Reflet dans un du film paraissent d'ailleurs jouer ail d'or. Etrange choix : en faisant avec adresse sur ce savoir présup- d'une caserne, par nature baut lieu

leur copie robotisée, le film réduit son impact au minimum, malgré la tentative de ranimer le débat en soumettant à leur menace une petite famille de civils.

Débat sur quoi, d'ailleurs? L'habileté du film de Siegel était de pou-voir paraître à la fois comme une métaphore du maccarthysme (ce qui correspondait aux idées de son réalisatcur) et de la menace soviétique (ce qui correspondait à la fonction, à

rara, eux, ne renvoient à rien, et, dès lors, le cinéaste (malgré quelques bonnes idées, dont le choix de Meg Tilly, scule interprète à se tirer d'affaire) ne sait plus très bien quel film il fait. Il manipule un peu les ficelles | le oéant. Le petit garçon pourra du film d'horreur, met en branle | bien écrire «fiorile» sur l'éphéil fait. Il manipule un peu les ficelles quelques monstres ghants venus du fantastique, déclenche les pétards du film d'action. Mais ce décalque sans enjeu fait à son tour figure de copie

l'époque, du cinéma fantastique

américain). Les envahisseurs de Fer-

J.-M. F.

# Un Goncourt sur la Croisette

Patrick Chamoiseau a écrit le scénario de « Behanzin ». une rencontre historique entre Africains et Antillais

retour de la démocratic en Haîti, Patrick Chamoiseau a fait le voyage de Cannes pour le film de. Raoul Peck, l'Homme sur les quais. A cette occasion, il parle d'un autre film, dont il a cerit le scenario. Behanzin est en cours de réali-sation par le jeune cinéaste marti-niquais Guy Deslauriers, dont c'est le premier lnng métrage, tout comme il s'agit du premier texte pour le cinéma de l'autent du prix Goncourt 1992. Le film porte le nom do dernier roi du Dahomey, grande figure de la résistance aux armées coloniales françaises à la fin da dix-nenvième siècle, qui, après s'être rendu, fut exile à la Martinique.

«J'avais envie d'écrire pour le « l'avais envie d'écrire pour le cinéma: les questions qui me tien-oent à cœur ont besoin de l'im-mense diffusion qu'il permet. Lors-que Guy Desiauriers m'a demandé un scénario, j'ai pensé à l'histoire du roi Behanzin, dont le souvenir reste très vif en Martinique, dont le nom est otilisé dans des pro-verbes Les Noirs des Antilles se verbes. Les Noirs des Antilles se ennsidéraient comme des esclaves ou des fils d'esclaves, ils n'avaient aucune fierté de leur ascendance sfricaine. Et vuilà qu'en 1894 débarque ce roi, il avait chez lui un statut de demi-dien et il porte avec loi cette majesté. Cela a repré-senté un choc formidable pour les créoles qui avaient intériorisé leur statut inférieur. Cette arrivée a profondément marqué l'imaginaire

en Martinique. » l'ai appris dans les archives que Behanzin était gardé par un geolier noir, un creole, ce qui per-met de mnotrer cette confrontatinn, l'incomprébensinn et la découverte réciproque. Le gardien ne comprend pas qu'un Noir ait pu être roi, et le roi, porteur d'une tradition millénaire de puissance, doit réapprendre à être un hamme, par son état de prisonnier et par l'amour, puisqu'il tombe amoureux d'une créole. L'histoire du film est celle de son parcours pour reconsi-dérer son combat, pour redéfinir sa place dans un monde changé, plus vaste, et en transmeltre l'esprit à son fils exilé avec lui. Elle se situe

Engage dans le combat pour le au carrefour d'enjeux africains, européens et américains.

» Le sujet n'est pas l'idcotité noire, mais une question plus géné-rale et plus actuelle sur l'identité, qui ne doit plus être posée uniquement en termes de racines, d'ori-gioes, mais à partir des relations cntre contemporains. Behnnzin montre l'effondrement d'une vision de soi fundée sur l'atavisme, ao profit d'une antre qui repose sur l'échange, sur la circulation, sur la mise en contact à la fois solidaire et conflictuelle.

## Échapper à l'orgueilleuse solitude

C'est la situation d'aujourd'hui, elle est chantique et il me paraît urgent d'essayer de penser ce «système-mande », qui est parteur d'avenir mais danne naissance à la fnis à des phénamènes de replis identitaires dangereux et à d'antres de dérives, de perte de repères. Et il faut essayer de le penser dans sa diversité, le danger est grand d'une domination de l'imaginaire mundial par une vision américano-occi-dentale.

» En écrivant le film, j'ai fait très attentinn aux différentes langues pariées par les personnages, il y e différents uiveaux de langage, certains parient dahnmeen ou certains parlent dahnméen ou créole, on plusieurs types de français. J'ai beaucoup souffert à l'écriture du scénario, j'en ai écrit dixsept versions différentes avant que nous soyons d'accord, Guy Deslauriers et moi. C'est normal, un film est un produit collectif, il permet à un écrivain d'échapper un peu à son argueilleuse sullitude, mais il faut aussi s'adapter, entrer dans le processus de visualisation de ce processus de visualisation de ce qu'on écrit, et dant le réalisateu est le maître. Je suis persuade qu'nn peut trouver une « mise en scène crénic », en accurd avec la langue et la manière de raconter crénies. Je m'y essaicrai certaine ment à mon tour un jour, comme

> Propos recueillis par JEAN-MICHEL FRODON



vingt ans de festival. Presque un membre de la famille. Il euffit de feuilleter l'elbum : voyou sympathique mais déjà inquiétant arpentant les Mean Streets de Scorsese (1973, Quinzaine), chauffeur de taxi en 1976, mais eussi fils de propriétaira terrien (1900 de Bertolucci), joueur de saxophone (New York, New York) ou animateur de talk-show en herbe (la Velse des pantins), tuant tout le monde en 1984 (li était une fois l'Amérique, de Sergio Leone) mais trouvant sa rédemption an 1986 (la Mission, de Roland Joffé), gangster (Goodfellas, de Scorsese) ou honnête homme mis sur la liste noire (Guilty by

Suspicion, d'Irwin Winkler)...

Dans Mad Dog and Glory, de John McNaughton (présenté hors compétition le 15 mei), il est un flic compétent maia coincé et timide à la limite de la lâcheté (d'où son sobriquet, humiliant, de « Chien foul »), qui, ayant par hasard sauvé la vie d'un caïd de la pègre locale (Bill Murray), se voit « offrir »

pour une semaine Miss Glory (Ume Thurman). Acteur essentiellement eméricain, De Niro est, curieusement, qualifié chez lui d'acteur « à l'européenne » : « Peut-être parce que mes films n'ont paa grand-chose à voir avec le film hollywoodien

Sur ce plan-iè, de Niro ne semble guère vouloir changer son fusil d'épaule. Pour son passage à le mise en scène, il a choisi d'édapter A Branx Tale, monologue présenté sur une scène new-yorkaise par l'acteur-euteur Chazz Pelminteri. Depuis 1988, il est producteur : son TriBeca Film Center est par l'acteur-euteur Chazz Pelminteri. Depuis 1988, il est producteur : son Inteca Film Center est une des unités les plus actives de l'industrie cinématographique à New-York. Pour De Niro, comme pour son associée Jene Rosenthal, il s'agit simplement d'« aider eu développement de projets qui nous seraient proposés, pas forcément « populaires » mais qui nous intriguent par un ton neuf, original, ou personnel, que leurs auteurs solent jeunes ou pas. Et puis aussi d'engendrer nous-mêmes un certain nombre de projets. A New-York. J'y vis, j'aime y vivre ». Il vient de lancer une série télévisée, intitulée Tribeca, dont il est coproducteur exécutif. a Je travaille tout de même avec les grands atudios de Los Angeles — on ne peut l'éviter — mais j'ai choisi une eutre voie. » S'il suit de près les cinéastes européens — « Louis Malle et moi avons discuté d'un projet commun il y e quelques ennées; il est toujours possible qu'il se réalise», - Robert De Niro e déjà plusieurs

nouveaux films en chantier, notamment avec Francis Coppola, qui produlra un Frankenstein réalisé

raprésente un moment à part dans ma vie. cue que Nous avons toujours envie de travailler ensemble.»

par Kenneth Branagh, et, à nouveau, Mertin Scorsese : « Chacun des films que nous avons tournés raprésente un moment à part dans ma vie. Quel que soit le résultat, quel qu'en soit l'accueil public.

# LE 46e FESTIVAL DE CANNES

# La réalité des désirs

Hommage à Fassbinder, avec la projection de trois de ses films dont un inédit en France

En atteodant la rétrospective condition de travail, quasiment Fassbinder prévue à Paris à partir dn 2 juin, le Festival présente Tous les autres s'appellent Ali, le Secret de Veronika Voss et un inédit. Prenez garde à la sainte putain, qui se passe dans un hôtel, hars saison.
Des gens atteodeot, c'est uoc équipe de cinéma. Ils attendent le metteur en scène, la vedette, l'ar-

Situatinn que Fassbinder a dû vivre plus d'une fois. Il a danné snn persnnnage de metteur en scène à Lou Castel. Eddy Constantine - qui fut l'idnle de l'avantgarde allemande - tient son propre rôle. La «famille» est réunie, tous ceux de la troupe de Munich, l'Antiteater - producteur du ffim. Ingrid Caven, Ulli Lomel, Hanna Schygnlia, Kurt Raab, Magdalena Montezuma, Werner Schroeter... Fassbinder joue l'assistant, et la musique est de Peer Raben. Prenez garde à la sainte putain a été tourné en 1970-71. Présenté une fois au Festival de La Rochelle, le film n'est jamais sorti en France. Peut-être à cause d'une questinn de droit, car il est totalement maîtrise, malgré la confusion du thème et les



.Yuragi création mondiale DU 1º AU 5 JUIN A 20H30

Graine de cumquat

2 PL DU CHATELET 42 74 22 77

celles de l'intrigue.

Le huis elos tourne à l'hystérie. Fassbinder raconte la difficulté d'être sincère, démontre l'inévitable brutalité des relations humaines. «Je ne retrouverai mon calme que quand il sera anéanti», dit un garçon. Les histoires de coueherie sont sinistres plus que cyni-ques. Le sexe est désespéré, chacun est à l'affût d'un signe, d'un contact. Les personnages de connaissent que les rapports de domination. Ils tournent en rond autour d'un vide. Manque de certi-tude? De père? Fassbinder appartient à la génération qui les a

## Tourbillon de gestes mécaniques

L'hystèrie vire à la déliques-cence, à la dérisinn généralisée. Chacun révèle son caractère le plus mesquin. Les visages s'abîment. Puis le travail impose son rythme, son tourbillon. Tourbillon de gestes mécaniques, d'images sans paroles sur un chant d'opéra. Le travail comme una fuite en avant qui occupe et ne résout rien.

« Je ne retrouveral mon calme que quand il sera anéanti », répète Lou Castel, sans que l'on sache, finalement, ce que représente ce «il». Le film s'achève sur une citation de Thomas Mann en exergue : «Je suis souvent las à mourir de représenter ce qui est humain, sans y prendre part moi-même. Au-delà de l'anecdote, do pitto-

resque de personnages narcissiques autant qu'exhibitinnnistes, qui eroient à «la réalité de leurs désirs», au-delà des états d'âme d'artistes désemparés, apparaît une inquiétude très profunde, nne interrogation crispée sur la place à commer dans un monde dest le occuper dans un monde dont le sens se dérobe et dont, intensé-ment, on ressent la violence. Après plus de vingt ans, Prenez garde à la sainte putain reconte avec force son époque, et une vérité qui la dépasse. Mais iodique aussi, avec oon moios de force, l'importance de Fassbinder, et pas uniquement pour le cinéma.

COLETTE GODARD

# Autant de signes particuliers

Cinéma en France offre un panorama sans exclusive de la production nationale

Pierre-Henri Deleau, délégué géné-rai de la Quinzaine des réalisateurs, a accepté, l'année dernière, la tâche supplémentaire d'un «rendez-vous rénové» avec les divers aspects de la production française. Et Cinéma de France succéda fort heureusement à Prance success for neuroscarcia a Perspectives du cinéma français, section parallèle qui avait besoin d'un changement radical d'orientation. Si l'on ne trouve pas, en 1993, un filmévénement comme Le petit prince a dit, de Christine Pascal, les couvres d'autres d'aix enforcés. présentées, d'anteurs déjà confirmés ou de jeunes réalisateurs, se distin-guent par leur singularité et la diver-sité de leur inspiration.

C'est le très long métrage d'Hervé le Roux, Ce grand bonheur, qui a ouvert Cinéma en France. Pendant presque trois heures, le cinéaste suit les émois et les déboires d'une petite bande d'étudiants en cinéma qui vivent leurs derniers mois de sursis avant l'entrée dans la vraie vie. De plaisanteries privées en ains d'opé-rene et de carconc' (deux des filles participent à une revue dont la edette est Benoît Régent, qui chante les Godillots de Dranem), ce lung film survit à ses passages à vide.

Jean-Pierre Mocky, avec une Jean-Pierre Mocky, avec une déclaration fracassante évoquant une nouvelle prise de la Bastille, s'était porté candidat à la compétition. Il n'a pas réussi à prendre le Palais du Festival, mais il a trouvé une sorte de consécration à Cinéma en France. Mocky est, depuis longtemps, un auteur dont on connaît les qualités et les défauts, le coût de la reprocession. les défauts, le goût de la provocation et le besoin de filmer en traversant toutes les époques sans se plier sux modes, Il est revenu, avec le Mari de Léon, à Fréderic Derd/San Antonio dont il avait adapté, en 1982, Y a+il un Français dans la salle? Boris Las-sef, célèbre et tyranique actenr-metteur en scène, est servi par Léon Yvzard, comédien raté qui lui a voué one véritable passion et se prête en esclave volontaire et en complice à toutes ses intrigues.

Cette chronique d'une amitié ambigué (cd la sexualité o'entre en jeu qu'à travers des personnages de femmes, Léon camouflant ainsi son femmes, Léon camouflant ainsi son attivance homosexuelle) a été brossée par Mocky à gros traits noirs, cruels, obsoènes parfois, qui sont bien faits pour déranger le confort du spectateur. A travers les grossièretés des images et des dialogues (signés Fréderic Dard), l'histoire glisse vers la tragédie. Mocky, acteur, s'est emparé du personnage de Boris avec une sorte de génie de l'exoès qui, il fant bien le

Je m'appelle Victor, de Guy Jacques, puise à la mythologie de l'ima-ginaire enfantin pour une fable, située en province en 1978. Basile, un gamin de anze ans délaissé par sa mère, est élevé à la campagne chez ses grands-parents. Amouteux d'une adolescente, il veut faire croire, pour qu'elle s'intéresse à lui, qu'il est la réincarnation d'un certain Victor autrefois engagé dans la Résistance. Le gosse a emprunté ce Victor aux souvenirs de Rose, la demi-soar de sa grand-mère que tout le monde croit morte depuis 1944 et qui, paralysée des jambes, est volontairement reclise dans une chambre au premier étage de la ferme. C'est un pen compliqué. Le film s'égare entre un cersituée en province en 1978. Basile, pliqué. Le film s'égare entre un cer-tain naturalisme et un réalisme poétique finalement polarisé sur Rose, c'est-à-dire Jeanne Moreau, dont la voix divine et le talent vibrant sous les permues et le soripeaux trions-phent des pièges du rôle et d'un affrontement, inngtemps attendu, avec Micheline Presie. Quelques cou-pures, amenant un resserrement du rythme, pourraient donner à ce film

Fausto, de Rémy Duchemin, file à

un aspect plus troubiant.

dire, rend pêle et comme effacé son partenaire Serge Risboukine. toute affure sur un scénario plutôt mince. Dans les années 60, un orphemince. Dans les années 60, un orphelin d'origine italienne, âgé de dix-sept ans, est mis en apprentissage, dans le quartier juif de Paris, chez un tailleur bossu, extravagant et au cour plein de bonté, qui va se conduire envers hi comme un père et lui faire un heureux sort. On se croirait, per les décors et la photographie, dans une bande dessinée rétro et, avec le per-sonnage du tailleur juif, le seul qui soit vraiment bien dessiné, Jean

## Juste, incisif hamoristique

On retiendra plus valontiers la Place d'un autre, de René Féret, qui relève de cette inspiration autobiographique retrouvée par le cinéaste de la Communion solemelle (sélection officielle de Cannes 1977) depuis 1990 avec Baptème et Promenades d'été. Thomas Gravet, jeune acteur de théâtre (Sammel Le Bihan, excellent). sombre dans la dépression nerveuse après le décès de son père et un accident de voiture dans lequel il a causé la mort d'un garçon de son âge. Thomas Gravet avait pris, auprès de ses parents, la pisce d'un

premier enfant fauché en bas âge et dont on lui avait donné le prénom. Il passe dans cette œuvre, sous les arrangements fictionnels, une sensatume noircissant les paysages fami-lianx que René Féret avait peints

Fort du succès, l'an dernier, de Versailles rive gauche, Pierre-Henri Deleau a sélectionné un moyen-métrage de Pascale Bailly, Comment font les gens. C'est une comédie de cinquante minutes, sur les difficultés nante minutes, sur les difficultés mentales de deux hommes qui sentimentales de deux nommes que n'ont pas de boulot, mais un grand besoin d'amour, d'une fille plaquée incapable de vivre scale, d'une jeune femme qui travaille et voudrait être meux aimée, d'une autre fille décide à vivre scale et d'un couple de l'entre province qui visitent om appartement. Cest du cinema de comportement, incisif, humoristique juste ce qu'il faut pour ne pas esca-moter la vérité sociale. C'est bien enlevé dans la mise en scène et l'in-terprétation. Encore une preuve que la « nouvelle filmée » apparaît comme une solution à la crise du

JACQUES SICLIER

Les négociations du GATT

# Il faut préserver l'« identité européenne »

affirme M. Toubon

«SI les Américains veulent se lancer dans une guerre, ils ont plus à cer dans une guerre, ils ont plus à perdre que nous. Nous consommons 90 % de leurs produits ». M. Toubon, le ministre de la culture et de la francophonie, a lancé, le 16 mai, un avertissement aux « majors » américaines, dans le «bras de fer» qui oppose la France et les Etats-Unis dans le cadre des négociations du GATT (Accord général sur le commerce et les tarifs domaniers).

Les Etats-Unis veulent remettre en cause les quotes de production natio-nale sur les chaloes de télévision, françaises. Ces demières sont tenues de diffuser 60 % d'œuvres d'origine européenne, dont 40 % d'œuvres produites en langue nationale. Parallèle-ment, les chaînes de télévision sont tenues d'attribuer un pourcentage fixe de feur chiffre d'affaires à la production audiovisuelle ainsi qu'à la

Pour les « majors » américaines, cos règles protectionnistes doivent être renégociées dans le cadre du GATT. Pour M. Toubon, qui devait tenter, lundi 17 mai, d'obtenir le tenter, iundi 17 mai, d'obtenir le soutien de ses collègues européens, ele cinèma et l'audiorisuel ne peuvent pas être traités dans le libre-échange comme d'autres produits commerciaux. C'est une position sur laquelle nous obtlendrons le soutien de nos partenaires. Ils savent très bien qu'il y va de l'identité européennes.

« A partir du moment où l'on est décide à ne pas accepter de compro-mis, je ne vois pas comment les Amé-ricains pourraient nous faire céder », a-t-il ajouté, en précisant qu'il rencontrerait les « majors » américaines les 19 et 20 mai à Cannes.

M. Toubon, qui a reçu les syndi-cats de techniciens et ouvriers à Cannes, a affirmé qu'il présenterait prochainement un plan de relance des industries techniques et de l'emdes prestations. Le dépôt de bilan de LTC a tiré la sonnette d'alarme et confirmé mon inquiétude. Il faut trouver une solution de reprise molns défavorable que celle proposée par Eclair, Il faut aussi éviter que ces laboratoires soient repris par des

En ce qui concerne les studios de Boulogne, le ministre s'est déclaré « prêt à s'entremettre » pour que le projet de la société immobilière Phénix évoine dans un sens plus favora150

œ.e.- .

**ARTS** 

# Mort du peintre Edouard Pignon

Un fidèle du modernisme pictural

Le peintre Edouard Pignon est mort le 14 mai dans sa maison de La Couture-Boussey (Eure). Il était agé de quatre-vingt-huit

Dans l'histoire de l'art français au vingtième siècle, la place d'Edouard Pignon ne fait guère de doute : il est de ceux qui ont ressenti comme une révolution décisive la révélation de Picasso et de Matisse, de ceux qui se sont appliqués sans faiblesses ni reniements à faire fructifier leurs audaces et leurs découvertes. De son cruvre, quelques toiles-clés, l'Ouvier mort, la série des coqs et des nus, se détachent pour s'inscrire naturellement dans la «tradition du morteure.

Edouard Pignou naît à Bully, dans le Pas-de-Calais, le 12 février 1905, dans une famille de mineurs et entre à la mine, comme son père et ses oucles avant hu, en 1920. Il travaille ensuite dans une cimenterie, puis dans diverses usines de la région parisienne, où il décide de s'établir en 1927 afin de suivre enfin l'enseignement artistique auquel il aspirait depuis louguemps. Jusque-là, en dépit de son goût pour la peinture et le dessin, il avait dil se contenter de copier des cartes postales et des photographies. A Paris, il découvre tont à la fuis le Louvre, Cézanne et Picasso, aimpressionné par une sorte de vérité qu'il y avait dans ses toiless. Il suit les coms du soir de la Ville de Paris et ceux de l'École des arts appliqués. Simultanément, il s'inscrit à l'Université ouvrière et assiste aux cours d'économie politique de Nizan et de Rappoport, acquérant de la sorte tout à la fois une culture picturale et politique. Il adhère su Parti communiste français en 1933. rale et politique. Il adhère au Parti communiste français en 1933.

En 1934, il expose à l'Association des écrivains et artistes révolutionnaires en compagnie de Fernand Léger et d'André Lhote, alors son plus fidèle soutien. En 1936, il peint la première version de l'Ouvrier mon, toile manifeste inspirée de ses souvenirs d'enfance, grèves et coups de grisou. Son style se définit alors à la croisée des influences majeures qui parcourent l'art français de l'entre-deux-guerres. Sensible aux exigences de construction d'un Braque, fortete construction d'un Braque, torte-ment marqué par Picassa et par Cézanne, Pignon s'efforce d'associer à leur exemple le chromatisme issu du fauvisme. Comme Lhote, qui achète l'une de ses toiles en 1938, comme Jacques Villon, il se veut alors peintre de synthèse et de sujets «humains.».

## Tonalité politique et sociale

Dès 1941, il rejoint la Résistance et participe la même année à l'exposition des «Jemes peintres de tradition française». Tous ont en commun de refuser de rien concéder aux impératifs anti-modernes proclamés par la «Révolution nationale». La «tradition» dont se réclament alors Pignon, Estève, Fougeron, Cischia et Bazaine est celle de Cézanne, de Matisse et de Picasso, par opposition à tous ceux, officiels ou artistes, qui prétendent urgent d'en revenir à l'académisme le plus éculé. En 1943, les mêmes artistes exposent ensemble à nouveau, s'intitulant «Douze peintres d'aujourd'hui».

Après la Libération, Edouard

tres d'aujourd'huis.

Après la Libération, Edouard Pignon donne à son œuvre une tonalité politique et sociale de plus en plus marquée. En 1945, à Collioure, il peint des Remailleuses de filet, purs, à Ostende, le port, les marins et leurs travaux. Quand éciate la «querelle de l'abstraction», querelle largement orchestrée par le PCF et les écrits polémiques d'Aragon, Pignon choisit son camp sans équivoque et se prononce contre une abstraction «négation de la vie et paresse de l'esprit». En 1949, il expose à Paris ses tolles d'Ostende, les Mineurs de Marles-les-Mines. De 1952 date sa seconde version, très dramatique, de seconde version, très dramatique, de l'Ouvrier mort.

Sur un point cependant, mais un point capital, Pignon se refuse à épouser sans critique les positions esthétiques du PCF. Alors que Fougeron est fêté comme l'héritier de

David et l'inventeur d'un nouveau classicisme, alors que Picasso se brouille avec le parti pour avoir publié un portrait de Staline jugé publié un portrait de Staline jugé trop peu ressemblant, Pignon ne concède rien aux teuants de la ligne claire et du trompe-l'œil Moderne, il était, moderne il denœure. Picassien il se voulait, picassien il est devenn, à tel point qu'il rejoint son inspirateur à Vallauris en 1951, et collabore à sa production de céramiques et de poteries pendant plusieurs années.

son évolution dans les années.

Son évolution dans les années 50 et 60 s'inscrit dans la logique de cette fidétité au modernisme pictural. Quoique les sujets de Pignon demeurent parfois marqués d'ouvriérisme, quoiqu'il représentent des électriciens au travail et des moissonneurs battant les épis, des motifs plus légers s'introduisent dans son œuvre: paysages méridionanx, nus opulents, plongeurs, combats de coqs d'un prisme chromatique très soutenu. La synthèse de la ligne constructive et de la couleur pure s'accomplit alors dans des œuvres chamarrées, volontiers décoratives, souvent empreintes de monumentalité. Ses grands nus rouges aux arabesques enchaînées méritent ainsi de figurer dans la descendance de Matisse et de Van Dongen.

Il accomplit simultanément une ceuvre importane de décorateur pour le TNP de Jean Vilar et illustre au moyen de lithographies aussi bien Maurice Scève que Paul Valéry. Des expositions rétrospectives lui rendent hommage à plusieurs reprises: au Musée d'art moderne en 1966, au palais Galliera en 1970, en Roumanie, en Hongrie et en Pologne entre 1973 et 1975. En 1980, en compagnie de son épouse, l'écrivain Hélène. Parmelin, Edouard Pignon quitte le PCF et s'en explique publiquement, condamnant l'invasion soviétique l'Afghanistan, « le chauvinisme et la xénophobiers du parti. En 1985, un hommage lui est rendu au Grand Palais en deux cents tableaux, récit d'un itinéraire artistique d'une remarquable rectitude.

PHILIPPE DAGE

A L'OCCASION DE LA SORTIE DE SON MINI-ALBUM LIVE (DONT 3 TITRES INÉDITS) LE CONCERT D'UN SOIR LUNDI 17 MAI - 22 H 30 PRÉSENTATION FRANCIS ZÉGUT

Signis particular

# Dix-sept minutes d'ivresse

Barychnikov entame par Nantes une tournée européenne

NANTES

de notre envoyée spéciale

Nous voilà punis. L'an dernier, au Théâtre des Champs-Elysées, Mikhail Barychnikov présentait son nouveau groupe de danse contemporaine, le White Oak Dance Project : la critique et une partie du public a critique et une partie du public grimacèrent, principalement en raisson de la médiocrité des chorégraphies (le Monde du 10 mars 1992). Mécontent, le danseur a décidé de bouder Paris. C'est à Nantes – pentètre parce qu'elle possède une toute nouvelle Cité des congrès, qui lui offrait son plateau pour huit jours de résétitions — ou le viere de congrès de congrè de répétitions - qu'il vient de commencer sa tournée européenne : ce sera sa seule escale française.

Le chiendent, avec «Micha», e'est son engouement incompréhensible (et semble-t-il incurable) pour le chorégraphe Mark Morris – qui fut, rappelons-le – le successeur de Béjart à la Monnaie de Bruxelles pendant trois ans, et n'y déchaîna pas l'enthousiasme. Le nouveau programme du White Oak commeoce et finit par do Mark Mprris. La pilule o'est pas trop amère pendant la première pièce, Trois Préludes (de Gershwin), parce que c'est un solo pour Barychnikov pourtant ici sousemployé. La dernière, Mosaic et United, pour cinq dansens, sur une ingubre musique de Henry Cowell, réassit à se dérouler sans offir un seol mnnvemeot, un seul enchaînement un peu original

Jocose, de Hanya Holm, présente au moins un intérêt historique : cette pionnière de la Modern Dance récemment disparue presque cente-naire, a fait l'essentiel de sa carrière en Amérique où elle fut une grande pédagogue (Alwyn Nikolais, entre autres, a été son élève). Elle ne pos-sède ni la puissance de Martha Gra-ham ni le lyrisme de José Limon, mais e'était oo «chaîuun» à

Venons-en enfin à ce qui justifiait à soi seul l'aller et retour à Nantes et pourait nous entraîner beincoup plus loin. Pergoleii, un solo de dix-sept minutes réglé pour Barychnikov par Twyla Tharp, sur des pièces de Pergolèse comme le titre l'indique. Tharp count to dire indique.

Tharp count to dire indique.

Micha et ses possibilités infinies

elle a créé pour lui, notamment,
l'inénarrable Push Comes To Shove, et réalisé pour la télévision améri-caine une émission restée célèbre « Barychnikov by Tharp ». Elle sait utiliser son passé de danseur classi-que comme ses aptitudes au décou-page moderne de l'espace, soo humour, sa rapidité et sa décontrac-tion. humour, sa rapidité et sa décontrac-tion, l'incroyable netteté de ses mou-vements, bref son génie. Très chic, mi-dandy, mi-Jean Borotra dans son costume blanc, Barychnikov bouge comme seuls oot bouge avant Ini Fred Astaire et Jean Babilée. Ce dernier, d'ailleurs, avait fait le voyage à l'invitation de «Micha», qui lui vone une admiration sans borne, payée de retour. Avis de recherche: qui leur réglera un pas de deux?

SYLVIE DE NUSSAC

➤ Barychnikov et le White Oak Dance Project se produisant les 18 et 19 mai à Francfort, le 21 à Hambourg, le 23 à Zurich, les 26 et 27 à Berlin, les 29 et 30 à Munich, le 2 juin à Stuttgart, les 9 et 12 à Milan.

poiotes martèlent, la main gantée de ooir menace, la robe jaune vif

claque. Cette Mort-là ne se sert pas

de sa beauté pour enjôler, mais

pour couvaincre qu'il faut en finir,-Etourdissante de cruauté.

Nathalie Philippart, qui créa le rôle avec Jean Babilée –, elle allait devenir la femme do danseur – y

mettait, certes, plus de tendresse,

Et Zizi Jeanmaire, plus de gla-

mnur. Les décurs de Georges

Wakhévitch, l'enseigne Citroën qui

clignote dans la ouit, les mits de Paris, la passacaille de Bach – une idée de dernier instant de Coctean, – la salopette du héros, la choré-

graphie circulaire (la Mnrt qui

tourne autour du Jenne Homme, et lui autour d'elle pour lui échapper), tout dans ce ballet avait décide de

est parue chez Grasset, 329 p., 125 F.

pactiser avec l'éternité.

# Quand Roland Petit était un géant

La force et l'audace des ballets créés par le chorégraphe dans l'immédiat après-guerre

PROGRAMME ROLAND PETIT venue chercher. Le jeune homme

1. Tab. 20 a.

Quel talent habitait Ruland Petit quand il avait vingt ans! La seconde guerre mondiale s'achève, le jeune homme est gonfié d'espoir, pressé de s'exprimer. Cette force galope dans les Forains (1945), le Loup (1953) et l'illustre Jeune Homme et la Mort (1946). Ce chef-d'œuve peut, à lui seul, justifier la untoriété d'un chorégraphe déce-vant depuis plusieurs années. Mais, à vingt ans, Roland Petit est un prince: il sait d'une pirouette montrer qo'il connaît ses classiques, d'un seul geste s'imposer en onvateur, camper un persounage, une émotion. Il a créé les Ballets des Champs-Elysées avec Roger Endes, Boris Kochun et Iréoe Lidova. Son père, cuisinier, finance l'aventure. Et le gotha artistique entoure l'enfant prodige.

Les Forains, sur la musique d'Henri Saugnet, dans des décors et des costumes de Christian Bérard, peut être vu comme one réplique à Parade. Il dessine – avec des lumières magiques - l'envers du décor, la pauvreté masquée par le clinquant, dans la lignée réaliste des acrobates tristes que Picasso peignait au débot du siècle. Les spectateurs qui entourent un chapi-tenu de fortune ressemblent à coux des clichés de Robert Doisneau. Le ballet a été donné le 25 mars 1945. Paris est libéré, mais la guerre n'est pas finie. Les trouvailles sont plus visuelles que chorégraphiques, les costumes sont raffinés et la simpli-cité de la mise en sche, digne d'un prestidigitateur. Il faut signaler aussi la petite fille acrobate, Fanny Rant, de l'Ecole de l'Opéra, à fon-

Du Loup, seule musique écrite spécialement pour le ballet par Henri Dutilleux, et dans les décors en trois dimensions de Carzou, audelà de l'excellence de tous les danseurs, il fant retenir le Loup. Un rôle somptueux, moderne, magistralement imposé par Kader Belarbi. L'animal vit sons ons yeux: d'une cambrure, d'un tressautement de la cuisse, de ses doists pointés pouces contre les doigts pointés, pouces contre les tempes, index tendus au-dessus de la tête, pas glissés.

la tête, pas glissés.

Oo connaît l'histoire : le jour même de ses noces, une jeune mariée tombe amoureuse d'un loup qui a pris l'apparence d'un homme. Quand elle découvre la vérité, elle ne le quittera pas. Les villageois tueront le loup et la jeune femme. Kader Belarbi, sans hésitatioo, apporte à son rôle l'attraction sexuelle et la beauté qu'on attribue à l'animal, mais aussi le courage et la liberté.

Avec Marie-Claude Pietragalla. interprète de la Mort dans le Jeune Homme et la Mort, on o'a jamais vu un tel parti pris de violence. La danseuse crache comme une chatte

Sylvie BRUNEL et Eric BESSON.

Guillaum

Michel et Marie-Claude HURTIG

Mathilde.

fille de Marie-Hélène HURTIG et de Daniel OZIOL et sœur de Nicolas, le 11 mai 1993, à Pertuis.

Manuela et Georges DIDI-HUBERMAN,

- Yvonne Corbin. son épouse. Geneviève et Jacques Bor Denise Bonnet.

Robert CORBIN, chevalier de la Légion d'honneur,

Les obsèques ont en lieu le 13 mai, à Taradeau (Var).

« La Réserve »,

route de Lorgues 83460 Taradeau

M= la baronne

est décédée à l'âge de quatre-vingt-b ans, le 5 mai 1993, au château de

De la part de

ses frères et sœurs, Et toute sa famille,

DOMINIQUE FRÉTARD Ni fleura ni couronnes, mais des dons peuvent être adressés à la Fonda-tion pour la recherche médicale, 54, rue de Varenne, 75007 Paris. 18, 19, 21 et 22 mei. 18 h 30. Places de 30 à 360 F. Opéra Garnier. Tél: 47-42-53-71. L'autobiographia de Rofand Petit, J'el dansé sur les flots, est page chez Crasset. 220 a

# CARNET DU Monde

Naissances |

sont heureux de faire part de la nais-

le 3 mai 1993.

39-41, rue d'Artois, 75008 Paris. La Ferme des Roches, 26290 Donzère.

ont la joie d'annoncer la naissan leur petite-fille,

M= Joseph VATURI, Nicole et Marcel DIDI, Alice et Daniel MORGAINE,

Paris, le 13 mai 1993.

# **Décès**

Et toute la famille. à laquelle se joint l'Amicale des dépor-tés de Mauthausen, dont il était le vice-

font part du décès, le 8 mai 1993, de

médaille de la Résistance.

Liliane de MENASCE,

Louy. Cet avis tient lieu de faire-part.

La famille,

# Silvio PELLAS.

a čté rappelé à Dieu le samedi 15 mai 1993, dans sa soixante-treizième année.

Une messe sera célébrée à sa mémoire le mercredi 19 mai, à 10 h 30, en l'église Saint-Jacques-du-Haut-Pas, 252, rue Saint-Jacques, Paris-5.

Frédéric et Sylvie, son fils et sa belle-fille, Paul, Emma, Felice et Maria-Pia,

73, boulevard Saint-Michel, 75005 Paris.

- M= Coortd Flavian, son épouse, M. et M. Stéphane Constantieux,

ses enfants. M. Pierre Flavian. son fils, ont la douleur de faire part du décès de

M. Conrad FLAVIAN,

mandeur de la Légion d'hon croix de guerre 1939-1945, médaillé de la Résistance, compagnon de la Libératio

survenn le 15 mai 1993, à l'âge de qua-tre-vingt-dix ans, à Paris-16.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 18 mai, à 14 heures, en l'église Saint-Honoré-d'Eylau, 66 bis, avenue Raymond-Poincaré, Paris-16.

14, rue des Sabions, 75116 Paris.

- Arradon. Paris. Tours. Rennes. Bois-Colombes.

Danielle Leclerc,

Catherine et Jean-Claude Lavenir, Frédérique et Claude Leonien, ses filles et gendres, Franck, Raphaële, Clément, Phi-

lippe, ses petits-enfants, Camille et Simone Leclero, Charlotte et Omer Van Vlierberghe,

Léone Angibot, set frère, sœur, bean-frère, belles-sœurs, ont la douleur de faire part du décès de Jean LECLERC. ancien élève de l'Ecole normale supérieure

de Saint-Cloud (promotion 1949), survenu le 14 mai 1993, à Vannes. La cérémonie de crémation aura lier

le mardi 18 mai, à 15 h 30, au crématorium de Kerletu, à Lorient. Hélène et Alexandre Nicot,

M. Jean-Louis Nicot, M. et M= Henri Laine, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

> M= Christiane NICOT, née Lainé,

survenu à l'âge de cinquante-trois ans La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 19 mai 1993, à 10 h 45, en l'église Saint-Leu-Suint-Gilles, à Thiais.

17, rue de l'Union, 78600 Maisons-Laffitte. M. et M= Lucien Bordet

et leurs fils, M. et M. Jean-Louis Bordet et leurs filles, ont la douleur de faire part du décès de

Ma Annie PERRIN, veuve de Maurice Perria, administrateur civil au gouvernement général d'Alger,

à l'âse de soixante-seize ans. L'inhumation a eu lieu à Lacropte (Dordogne), le 12 mai 1993, dans la plus stricte intimité.

Le présent avis tient lien de faire-

Messes anniversaires - Tous ceux qui ont connu et aimé

Cino Del DUCA

sont priés d'assister ou de s'unir d'iutention à la messe qui sera célébrée pour le vingt-sixième anniversaire de son décès, le vendredi 28 mai 1993, à 10 h 30, en l'église de la Madeleine place de la Madeleine, Paris-8.

De la part de M= Simone Cino Del Duca.

M<sup>m</sup> Micheline Rouard,
 M. André Urwand,
 Famille

vous avisent que la messe anniversaire Vincent LEGRET

sera célébrée en la paroisse Sainte-Jeanne-de-Chantal, porte de Saint-Clond, le mardi 18 mai 1993, à 12 h 15.

Priez pour lui. - Pour le premier anniversaire de la

Guy MAGNAN. une messe sera célébrée à son intention le 20 mai 1993, jour de l'Ascension, à 11 heures, en l'église Saint-Pierre de Neuilly.

**Anniversaires** 

- Le 18 mai 1989,

René BLETTERIE

« Quelquefois le réel désaitère l'es-pérance, c'est pourquoi, contre toute attente, l'espérance survil. » René Char,

- Le 18 mai 1990,

Bernard CHARLIER, professeur de lettres, DESS de psychologie clinique et pathologique,

nous quittait prématurément

Ses parents demandent à celles et ceux qui l'ont comm et aimé de garder en leur cœur le souvenir de son sourire.

Michel COTTÉ

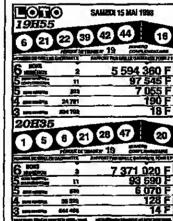
nons a quittés il y a cinq ans, le 16 mai

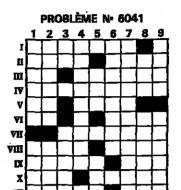
- 24 décembre 1955-18 mai 1989. Denis DURGET.

Nous ne t'oublions pas. Communications diverses

- La Fondatioo Jean-Jaures orga-Constitution tous les mercredis, du 19 mai an 30 juin. Avec M.-F. Bechtel, G. Carcasson

L. Cohen-Tanugi, J.-C. Colliard, O. Dubamel, F. Hollande, A. Lancelot, J. Le Garrec, F. Luchaire, P. Mauroy, D. Maus, J.-L. Mélenchon, M. Pezet, D. Soulez-Larlvière, G. Vedel. Renseignements: Gilles Finchelstein, au 40-72-21-21.





HORIZONTALEMENT

1. Taper dans la rue. - II. N'est pas neuve quand alla est reçue. Demière limite pour une rencontre. - III. Conjonetion. Excédéa. - IV. Parfois adressé avant de procéder à l'expédition. - V. Est souvent sur la planche. Regarda comma un œuf. – VI. Préposition. Pour les grandas toilattes, eutrefoia. -VII. Vraiment accebié. - VIII. Un sommet. Pas gâté. – IX. Pratiqua du plus haut intérêt. Apparua. – X. Pronom. Cuba pour laz volumes. – XI. Paa imaginairea.

VERTICALEMENT

1. Durée d'attente pour le papilton. Sent bon en Russia. - 2. Peu-vent être assimilés aux lumières de la villa. Rivière. - 3. Adverbe Apporte une distraction. - 4. Met-tre la ceinture. - 5. Le chien par rapport à l'homme. En Allemagne, - 6. Débarrassés des brousse - 7. Des endroita où l'entrée aat payante. - 8. Quantité insuffisante. Grande, e'est un parc. - 9. Une question. Raisonnables,

Solution du problème nº 6040 Horizontalement

I. Caperaçon, Effet, - II. Anémique. Acuité, - III. Pu. Oculus. Us. As. - IV. Isnu. Edfau. Irls. - V. Aride. Ale. - VI. Relus. Girl. En. V. Ands. Ale. - VI. Helus. Girl. En. - VII. Lait. Camenthert. - VIII. S.T.O. Coupure. - IX. Rota. Tris. Is. - X. Dey. Nués. Etabli. - XI. Isabelle. Eva - XII. II. La. Egée. - XIII. Olfaction. Crus. - XIV. Leurra. Hépetite. - XV. Etreinte. Orin.

1. Capitulard, lole. - 2. Anua. Cillet. - 3. Pa. Oaristys. Fur. -4. Amourette. Avare. - 5. Ric. II. N.B. Cri. - 6. Aqueduc. Mue. Tan. Motel. Ohé I — 9. Songeur, Elne. — 10. Impie. Pô. — 11. Ecu. Arbuste. Car. — 12. Fusillar. Avartl. — 13. Fl Ré. Ré. Béguin. — 14. Etsi. Er. B. Est. — 15. Tayson Usine. Eu. Et. II. Eat. - 15. Tesson. Usine. Eu.



L'été est une saison merveilleuse pour se rendre en Inde: tout y est plus tranquille, et les prix soot beaucoup plus bas.

Les sites touristiques, comme les magnifiques temples et palais du Rajasthan, sont paisibles et plus faciles d'accès. Pour vos achats aussi, c'est la saisno la plus avantageuse. Et partout en Inde, l'été offre un vaste choix d'activités, dans un cadre agréable et verdoyant: golf, tennis, trekking. rafting, etc. Mais vous pouvez aussi vous détendre au bord de la piscine de votre luxueux hôtel.

L'Inde est pleine de charme en été. Alors, contactez dès aujourd'hui votre agent de voyage.



Les trésors d'un passé fantastique.

A des prix fabuleux.

The State of

.

4.5**46**-5.5

A section .

## CONCERTS

AUDITORIUM DES HALLES (40-28-28-40). Sylvie McNelr: 19 h km. Soprano, Roger Vignoles (piano). Purcell,

AUDITORIUM SAINT-GERMAIN (46-33-87-03), Jérôme Simon, David Braslavski : 17 h 30 dim. Vlolon, elto, piano. Schumann CENTRE GEDRGES-POMPIDDU

(44-78-13-15). Solistes de l'Ensemble InterContemporain: 20 h 30 mer. Rosemary Hardy (mezzo-soprano). Singier, I. Berio Ensemble l'Ionéreire : 20 h 30 tun. Pierre-Yves Arteud, Cécile Daroux (flūte), Michael Lévines (piano). Ensemble Voix nouvelles, Ed Spenisard (direction). Tanguy, Harvey, Parls. CIRQUE D'HIVER BOUGLIONE (43-87-91-43), Cheryl Studer: 20 h 30 mar. Soprano, Orchestre Colonne, Heinz

Fricke (direction). Wegner, R. Strauss. **CONSERVATOIRE ITALIEN DE PARIS** (45-28-46-67). Daniele Petralia : 20 h mar, Piano, Scariatti, Rechmaninov. Mendelssohn, Liszt, Prokofiev.

EGLISE DE LA MADELEINE. Ensemble vocal du Marais ; 19 h 30 mar. Régines Blanes, Caroline Duliège (soprenos), Etienne Vandier, Olivier Plaisant (ténors), Anne Bodeux (orgue), Didisr Louis Idirection) Lasgue Frescobaldi Hassler Monteverdi, Lotti, Cavalli.

EGLISE DES BILLETTES (42-46-06-37). J.-M. Verneiges: 10 h dim. Orgue. Bruhne, Bach. EGLISE ITALIENNE. La Petita Menes-

trandisa ; 20 h 30 mar. Marais, Hotteberre. Corelli. EGLISE SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS.

Orchestre Alexandre Stajic : 20 h 30 mar, Roland Dyens (guitare), Alexandre Stajic (direction). Vivaldi, Rodrigo. EGLISE SAINT-JULIEN-LE-PAUVRE.

Les Trompettes de Versailles : jusqu'au 31 mai 1993, 21 h jeu. Haendel, Vivaldi, Telemann Philharmonia de chambre de Paris: 18 h jeu.; 20 h 30 ven., sam. Dario Perez (violon, direction), Viveldi Duo Horreaux & Tréhard : 21 h lun. Guitare, Ohana, Albeniz, Granedos, Sade Pierre Laniau : 21 h mar. Guitare. Bach, Villa-Lobos, Sor, Tarrega,

EGLISE SAINT-LOUIS-EN-L'ILE, La Madrigal de Paris : 17 h 30 jeu. ; 20 h 45 sam. Valérie Picard, Rule Sefarien (sopranos), Jean-Marie Puissant, Marc Welfet (ténora), Sok-Dong Ro, Jean-Marc Panquin (berytons), Pierre Calmelet (direction), Monteverdi Federico Agostini, James Creits, Mario de Secondi: 17 h 30 dim. Violon, alto, vio-

EGLISE SAINT-SÉVERIN. Ensemble de violoncelles de Chaisy-le Floi : 21 h mar. Sylvie Lannee (soprano), Annie Cavalié (mezzo-sopreno), Bernerd Andres (harpe), Pierre Bousseau (orgue), Francoise Chouteau (violon), Reynald Parrot hauthoist Jaan-Marc Dalmeau Idirection). Bach, Albinoni, Mozart, Bruch, sohn, Fauré, Villa-Lobos.

LE MADIGAN (42-27-31-51). Jean-Yves Ravoux, Vincent Leterme: 22 h 30 mar. Ténor, violon, uvres d'Offenbach Vincent Roth, Laurence Tricarri, Claire Bobij : 22 h 30 km. Alto, Haruko Ueda (plano), Bach, Schumann Stephane Marcel, Jean-Philippe Gandit : 22 h 30 mar. Magali Demesse, Oldier Matarin (elto), Haruko Uede (piano), Hindemith, Paga-

MAISON DE RADIO-FRANCE (42-30-15-16). Jonny Spielt suf : 20 h 30 km. Opéra de Krenek (version de concert). David Wilson-Johnson, Didler Henry (barytons), Ashley Putnam, Judith Howarth (sopranos), Andreas Jaeggi, Stuart Kale (tánor), Rodney Godschall (basse), Chœur de Radio-France, Orchestre national de France, Jeffrey

MUSÉE NATIONAL DU MOYEN AGE-CLUNY (43-25-62-00). Ensemble Utreia : 20 h 30 jeu. Ensemble Alta 18 h dim. Polyphonies instrumentales. SAINTE-CHAPELLE (48-81-55-41). Ensembla d'archets européens : jusqu'au 2 juin 1993. 21 h mer., jeu., sam., mar. Christophe Boutier (violon), Carl Brainich (direction). Vivaldi, Dvorak, Tchalkovski Ensemble Ars Antiqua da Paris: 18 h 21 h ven. Musique des troupadours et des trouvères, musique espagnole du XVIe siècle Les Trompe Versailles : jusqu'au 24 mar 1993, 21 h dam., lun. Vivaldi, Purcell, Marcello.

SALLE GAVEAU (49-53-05-07). Lucia Popp: 20 h 30 lun. Soprano, trwin Gage (piano). Prokofiev, Kodaly, Bartok, Pfitz-

SALLE PLEYEL (45-63-88-73). Chorale des lycées et collèges d'ile-de-France : 20 h 30 mer. Orchestre du campus

MICHEL PETRUCCIANI Mercredi 19 mai 20 h 30 à Los Angeles à Amiens

d'Orsay, Cleude Petillot (direction) Messe di Gloria de Puccini.

THÉATRE OES CHAMPS-ELYSÉES (48-62-50-50). Christian Zacherias 11 h dim. Piano. Schubert Orchestre philharmonique de Saint-Pétersbourg 20 h 30 lun. Youri Termikanov (direction). Tchalkovski Orchestre philharmo nique de Saint-Pétersbourg : 20 h 30 mar. Brigitte Engarer (piano), Youri Temirkanov (direction). Tchatkovski. THÉATRE DEB DÉCHARGEURS (42-36-00-02). Duo Delta : 20 h 30 sam. Piano, clerinette. Poulenc, Lutos

THÉATRE DU JARDIN (40-67-97-86). Hae-Sun Kang, Pascal Robaut, Eric Picard: 20 h 30 km. Violon, atto, violon-celle, Vincens Prats (ffûte), Pierre-Francole Roussillon (clennette), Pascale Schmitt (harpe), Yves Rault (pieno). Debusey, Emmanuel, Martinu

lawski, Brahms.

## Périphérie

ARGENTEUIL BASILIQUE SAINT-DE-NYS. Maîtrise d'Argenteuil ; 21 h mar. Britten. Dans le cadre du Festival autour

AUVERS-SUR-OISE. EGLISE NOTRE-DAME (30-36-77-77). Orchestre de chambre le Concertente : 20 h 45 sem Alexis Magaro (soprano), Eric Aubier (trompette), Michael Cousteau (direction). Haydn, Neruda, Mozart. Dans is cadre du Festival d'Auvers-sur-Oise. COMBS-LA-VILLE. LA COUPOLE

(64-88-69-11), Orchestre de Sénart 20 h 45 sam. Thierry Caens (trompettel. Michel Becquet (trombone), Caratini, EPINAY-SUR-SEINE, MAISON DES PRESLES (48-41-41-40). Ensemble Alternance ; 20 h 30 mar, Fabrice Sollon (direction), Feron, Schoenberg, Stra-

vinsky, Korelis. MOISSY-CRAMAYEL LA ROTONDE (64-B8-69-11), Vitaly Romanoff et son ensemble ; 20 h 45 mar. Airs et chants populaires russes.

POISSY. THÉATRE (39-78-03-03). Kathleen Cassello ; 21 h mar. Soprano, Dalton Baldwin (piano). Haendel, Verdi, Debussy, Bellini.

SAINT-DENIS, SASILIQUE, Xevier Eustache: 11 h 15 jeu. Orgue, Grigny, Liszt, Bodly. VERSAILLES, CHAPELLE ROYALE DU CHATEAU. Ensemble Veriations :

17 h 30 sam. Les Pages de la chapette Dlivier Schneebeli (direction), Cherper VERSAILLES. EGUSE SAINTE-

JEANNE-D'ARC. Ensemble inetrumen-tal Mattheeus Consort : 21 h km. Jean Regnery (orgue), les Petits Chameurs de Seint-François de Manuelle ançois de Versalles, Jean-Paul Dillies (direction). Motets et chansons de

# **OPERAS**

OPÉRA-BASTILLE (44-73-13-00). La Dame de pique : jusqu'au 28 mai 1993. 19 h 30 ve kovski. Vitalij Tarachenko (Hermann), Nina Rautio (Lisa), Irina Bogatcheva (la comtesse), Hélène Perraguin (Pauline). Thomas Allen (le prince Jeletski), Tom Krause (le comte Tomsky). Chosur et Orchestre de l'Opéra de Paris, Youri Simonoff (direction), Andrel Konchalovski (mise en scène) Les Noces de Figero : jusqu'au 28 mai 1993. 18 h 30 sam., lun. Opéra de Mozert. Haken Hegegerd, William Shimell (comte Almaviva), Christine Barbaux (comteses Almeviva), Ruth Ziesek (Suzanne), Michele Pertusi (Figaro), Romusid Tese-rowicz (Bartholo), Martine Mahé (Chéru-bin), Jane Berbié (Marceline), Wilfried Genmich (Basile), Chosur et Orchestre de l'Opéra de Paris, Theodor Guschibeuer direction).

OPÉRA-COMIQUE. SALLE FAVART (42-88-88-83). Ariane à Naxos : jusou'au 29 mai 1993. 18 h 30 jeu., sam., mar. Opéra de R. Strauss, Karen Huf-fstodt (Arlane, prima donna), Marie-Fran-çoise Lefort, Elizabeth Vidal (Zerbinette), Peter Svensson (Bacchus, ténor), Rémy Corazza (le maître de danse), Jürgen Sacher (Scaramouche), Monica Group (le compositeur), Franz-Ferdinand Nentwig (le maître de musique), David Maze (Arlequin), Gérard Hulke (Truffaldin), Ensemble orchestral de Paris, Armin Jordan (direction), Jean-Louis Martinoty

PALAIS OMNISPORTS PARIS-BERCY (44-68-44-68). Aida : 20 h mer. Opérs de Verdi. Sylvie Brunst (Alda), Mario Malegnini (Rademès), Ludmilla Semtchuk (Amneris), Ballet de l'Opéra d'Erevan, Chœur de l'armée française. Chœur et Orchestre symphonique de la ville de Vérone, Enrico de Mori (direction), Viztorio Rossi (mise en scène), Pie ter Van der Sloot (chorégraphie).

THÉATRE DU LIERRE (45-86-55-83). Encore une haure si courte ; jusqu'au 29 mai 1993. 20 h 30 jeu., ven., sam. ; 16 h dim. O'Aperghis. Avec Claude Bokhobza, Yves Marc, Lucas Thiéry, Claire Heggen (mise en scène).

LE TRIANON (48-08-63-66). Schubert, la voyageur de l'hiver : 20 h 30 mer., jeu. O'Ali lhsan Kaleci. Avec Géraud Andrieux, Jean-David Bashung, Jacques Canselier, Philippe Cohen, Jean-Philippe Daguerre, Paecal Durozier, Sophie Hiéronimus, Fraid Agier (violon), Andréa Cohan, Igor Lavroff (piano), Olivier Perrin (violoncelle). Ali Ihsan Kaleci (mise en

Nons publions le lundi (daté mardi) la liste des concerts de la semaine, dont une sélection commentée figure dans le supplément « Arts et Spectacles » du mercredi (daté jendi).

## Périphérie

BOURG-LA REINE. EGLISE SAINT-GILLES. Curlew River: 20 h 30 mar. De Britten. Ien Honeymen (le folia), Jean-Marie Sereni (le passeur), Mario Haquard (le voyageur), Paul Willenbrock (l'abbé), Maîtries d'enfants de Caen, Ensemble Sillages, Robert Weddia (orgue, direction), Gustavo Frigerio (mise en schne). NANTERRE. THÉATRE DES AMAN-DIERS (46-14-70-00). Sextuor : jusqu'au 29 mai 1993. 20 h 30 mer., jeu., , sam., lun., mar. De Georges Aperghis. Françoise Degeorges, Donatienne Michel-Dansac, Emmanuelle 2oli (sopra-nos), Valéria Joly (mezzo-soprano), Frédérique Wolf-Michaux (contelto), Elena Andreyev (violoncelle), Georges Aperchia imise en scène). ELDORADO (42-49-60-27). Les Mille et

# Francia Lopez. Avec Toni Game et Annie JAZZ, POP, ROCK

une nuits : 14 h sam., dim. Opérette de

AU DUC DES LOMBARDS (42-33-22-88), Michel Graffler Trio ; 22 h 30 mer., jeu. ; J. Pizzaralli Trio : 22 h 30 ven., sam.; Marc Abrams : 22 h 30 dim.; Hal Singer : 22 h 30 mer. ; Miky Sax : jusqu'au 24 mai 1993. 22 h 30 iun.

AU GRAND REX (45-09-93-89). Suzanne Vega : 20 h 30 mar. AUDITORIUM DES HALLES (40-28-28-40). Gonzalo Rubalcaba 21 h mer.

BAISER SALÉ (42-33-37-71). Antonio Café: 22 h 30 jeu.; Zabele Quintet: 22 h 30 ven., sam.; Régis T & the Big Posses; jusqu'au 30 mai 1993. 22 h 30 dim.; Cap'min; 22 h 30 lun.; Les Standardites : 22 h 30 mar. BATACLAN (47-00-30-12), Offer Lavy :

20 h mer. ; El Gran Combo del Puerto Rico: 20 h ver. BAZAR CAFÉ (45-29-34-81), Prevotat Collectif : 18 h 30 mer. ; Alain Suzan &

LE 81LBOQUET (45-48-81-84). Romans Owintet ; 22 h 45 mer., jeu., van., sam. ; Turk Meuro Quartet : jusqu'au 6 juin 1993. 22 h 45 dim.; Carl Schlosser Quartet : 22 h 45 km., mer. LE BISTROT D'EUSTACHE

22 h 30 van., sam. BOUFFONS THÉATRE (42-38-35-53). enas : 18 h sam. CAFÉ RIVE-DROITE (42-33-81-62).

(40-26-23-20), Nicolas Montier Trio :

Deniel Antoine Blues Bend : 22 h 30 mer., jes. ; Alef : jusqu'au 30 mei 1993. 22 h ven., sam., dim. ; Joel Oeyde : 22 h 30 km., mar. CAVEAU DE LA HUCHETTE (43-26-65-05). Bob Wilber, Kenny

Davern ; 21 h 30 mar. ; Jacky Caroff Dixieland Jezz Band ; 21 h 30 jau, ; Ticinum Dixieland Jazz Band : 21 h 30 ven., sam., dim., tun., mar. LA CHAPELLE DES LOMBARDS

la Manfia : jusqu'au 25 mai 1993. 20 h

CIOALE-KANTERBRAU (42-23-15-16). Hothouse Flower: 20 h lun. : Charles & Eddy : 20 h mar. CITY ROCK (47-23-07-72). Phi'n Blue : O h mer. : Joker Rendez-vous : O h ieu. :

Bozonnet and the Red Pepper : 0 h

ven. : Les Cochons dans l'espace : 0 h

sem.; Indiana : 0 h dim.; Freek Show : 0 h lun. ; Dixie Stompers : 0 h mar. DUNOIS (45-84-72-00). Hervé Mabilia Plerre Denis, Jean-François Host: 20 h mer. Sexophone, trompette, Alain Graine (chant) : Bonastre-Chevalier Duo, Romain Brisemur Trio : 20 b 30 mar. ELYSÉE-MONTMARTRE

(42-52-25-15). Daniel Lancis: 19 h 30

FRONT PAGE (42-38-98-89). Blues Burgers : 22 h 30 mer. ; Paula Moore : 22 h 30 jeu. ; Bluesmaniacs : 22 h 30 ven. ; Shakin Blues : 22 h 30 sam. ; House Band : 22 h 30 dim. ; Marc Bozonet Show : 22 h 30 km. ; Coketale : 22 h 30 mar. GÉNÉRAL LA FAYETTE

(47-70-59-08). Paris Swing Trio : 22 h HIPPOCAMPUS (45-48-10-03). Georges Arvanitas : 21 h van.

JAZZ CLUS LIONEL-HAMPTON (40-68-30-42). Bill Wharton : jusqu'au 29 mai 1993. 22 h 30 mer., jeu., ven., sam., km., mar. ; Boto et Novos Tempas : 22 h 30 dan.

LATITUDES SAINT-GERMAIN (42-61-53-53). Philippe Milanta Trio: 22 h 30 mer.; Philippe Milanta Nooet: 22 h 30 jeu.; Illane Barnes: 22 h 30 ven., sam. ; The Bunch : 22 h 30 mar. LOCOMOTIVE |42-57-37-37). Red Devils: O h ven.: Vulcain: O h mar. LA LOUISIANE (42-36-58-98). Boozoo's Jazz Combo : 21 h mer. ; Jean-Pierre Gékneau Trio : 21 h jeu. ; Michel

LE MONTANA (45-48-93-08). Jean-Pierre Bertrand Trio: 22 b 30 mer., ieu. ven., sam.; Chris Henderson Band : 22 h 30 dim. ; René Urtreger Tno : 22 h 30 km., mar.

MONTGOLFIER (40-60-30-30). Claude Brau: 22 h 30 km., mar. NEW MOON (49-95-92-33). Barrene Metelik, Black Coffin, Cornetics : 20 h 30 mer. : Zoran & Friends :

20 h 30 jeu.; Jany Fat : 23 h ven. Votra Seigneurie : 23 h sam. ; Jezebel : 20 h 30 fun. ; Alawanababa, El de Best : 20 h 30 mer.

NEW MORNING (45-23-51-41). Jimmy Giuffre, Paul Bley, Steve Swallow: 21 h mer. Saxophone, pieno, basse ; Roots Chico Freemann : 21 h jeu. ; Mzwekhe Mbull, Salim Ali Amir : 21 h van. ; Birelli Lagrene Trio, Mike Stem: 21 h sam.; Lounch Party: 20 h fun. : Chica Boom, Shang Shang Typhoon: 20 h mar.

LE NOUVEAU CAFÉ (43-21-65-29). Pamela Goodchild : 21 h mer., jeu., ven., sam. ; Patrick Tillemsn, Jimmy Drougland: 21 h mar.

DLYMPIA (47-42-25-48). Harry Connick Jr: 20 h 30 dirn., lun. DPUS CAFÉ (40-38-09-57), Groove Company: 22 h 30 jau.; Nanwo Ake Trio: 22 h 30 ven.; Catscratch: 22 h 30 sam.; Dalsasso: 22 h 30 km.; Tricia Lee : 22 h 30 mar.

PASSAGE DU NORD-OUEST (47-70-81-47). Sculptured Sounds: 22 h mer., jeu.; Wilko Johnson: 18 h ven.; Caron-Ecsy-Lockwood: 22 h ven., sam.; Les Nuits acoustiques des Inrokuptibles : 18 h 30 lun.; The Auteurs : 22 h mar. ; Bajourou : 19 h

PETET JOURNAL MONTPARNASSE (43-21-56-70). Dis Benjour à la dame : 21 h 30 mer. ; Philippe Mira : 21 h 30 jau, ; Jezz Mineiro : 21 h 30 vsn. ; Celinho Barros ; 21 h 30 sam. ; Juan José Mosalini et son grand orchestre : 21 h 30 mar. Tango.

PETIT JOURNAL SAINT-MICHEL (43-28-28-59). Swing Parade: 21 h 30 mar.; Swingtime Memories: 21 h 30 jes.; Clovis et ses Musicodingues : 21 h 30 ven.; Caldonia : 21 h 30 sam.; frène Amer Challenge Quartet : 21 h 30 lun. : Claude Luter Quintet : 21 h 30

PETIT OPPORTUN (42-35-01-38). Lew Tebackin: 22 h 45 mer., jeu.; Siegfried Kessier, Michel Beritz, Simon Goubert: 22 h 45 ven., sam. Plano. contrebasse, betterie; Alein Jean-Marie: 22 h 45 mar, LE PIED DE CHAMEAU (42-78-35-00).

François Faure Trio: 22 h 30 ven., sam. Piano, Philippe Lacarrière (contrebesse) Denis Fournier (betterie). PIGALL'S. Shot Gun: 21 h sam.

REX CLUB (45-08-93-89). The Walfe bouts : 23 h 30 mer. Source Metalis Jungle : Tindersticks : 23 h ven. Soirée Planète rock. SHÉHÉRAZADE (48-74-41-68). Black

Snow: 20 h jeu. SLOW CLUB (42-33-84-30). Amouroux Boogie Machine : 21 h 30 mer., jeu., ven., sem. ; Wild Sill Davis Trio : 21 h 30 mar.

SUNSET (40-28-46-80). Francis Lockwood Trio : 22 h 30 mer. ; Steve Lacy Quartet : 22 h 30 jeu., ven. ; Jean rens : 22 h 30 sam. : Gurude Geno : jusqu'eu 30 mai 1993. 22 h 30 dim. ; Infezz : 22 h 30 mar.

THÉATRE DES DÉCHARGEURS (42-36-00-02). Richard Witczak et ses Tziganes : jusqu'au 25 juin 1883, 22 h 30 jeu., ven., sem. TONIC HOTEL JAZZ CLUB

(40-19-04-05). Cisco Herzeft Blues ; 22 h mer., jev. ; Hore : 22 h ven. ; Bri-cool : 22 h sem. ; Jacques Doudelle Trio: 22 h mar. TROTTOIRS DE BUENOS AIRES

(40-26-28-58). Estela Klainer : jusqu'au 25 mei 1993. 22 h 30 mer., jeu., ven., sam. ; Ricardo Moyano, Gilberto Gancedo : jusqu'au 29 mai 1993. 0 b 30 ven., sam. Duo de guitares. UTOPIA JAZZ CLUB (43-22-78-66).

Alain Groux & Jean-Louis Mahjun : 22 h mer.; Long Distance; 22 h jeu.; RMB: 22 h ven.; Orange Blues: 22 h sam.; Jean-Jecques Militeau & Friends: 22 h mar.; The Fifty's: 1 h sam. LA VILLA (43-26-60-00). David San chez, Denilo Perez Querter: 22 h 30 mer., jeu., ven., sam., km., mar.

# Périphérie

BAGNOLET. THÉATRE DES MALAS-SIS (43-84-77-19). Jean-Luc Martin, Tête d'êne, Diesster Drop : 19 h sam. BORIGNY, SALLE PARIO-NERUDA (43-95-66-00). Jean-Luc Martin, Tête d'âne, Dissetter Drop : 20 h 30 mar. CHESSY, MANHATTAN JAZZ CLUB (60-45-75-16), Hal Galper Trio : 21 h mer., jeu., ven., sam., dim. ; Deborah Brown Quartet: 21 h lun., mar.

ELANCOURT. LE BILBO-CLUB (30-62-58-82). Third World : 21 b mer.

VICENTE AMIGO Mardignan Clarinetta Comaction: 21 h yen.; Philippa de Preissac Group: 21 h yen.; Philippa de Preissac Group: 21 h yen.; Fabrice Euky: 21 h yen. à Barcelone ou

a Amiens

(42-87-25-91). Trio Vibraphones 21 h 30 jeu.; Annick Nozeti, Sylvein Kessap, Gérard Marais : 21 h 30 ven. Charit ; Due Vincent Bucher-Tao Ravao ; 21 h 30 sam.; Collectif Incidences 21 h 30 mar. NOISY-LE SEC. MAIRIE

(49-42-87-17). Jean-Luc Martin, Tête d'ane, Disaster Drop : 18 h jeu. SAINT-OUEN. ESPACE 1788 (40-11-50-23). Alah Jeen-Merie Biguine Reflections: 20 h 30 sam.

SARTROUVILLE. THÉATRE (39-14-23-77). Barney Wilen Countet: 21 h mer. LES ULIS. CENTRE BORIS-VIAN (99-07-65-53). John McLaughlin Trio: 20 h 30 mer. VERSAILLES. TRIANON PALACE

(30-84-38-45). Hot Papez Washboard Band : 22 h jeu. ; Sendrine Guithot Trio :

# CHANSON

AKTÉON-THÉATRE (43-38-74-62) Jean-Claude Goldschmit: 20 h 30 mer. Anne-Claire Marin: 20 h 30 km. BAISER SALÉ (42-33-37-71). Bernari Granger : jusqu'au 2B mai 1993. 18 h 30 mer., jeu., ven., lun., mer. 8ATEAU-THÉATRE (40-51-84-53) Parie accords et à cris : jusqu'eu 30 mei 1993, 21 h mer., jeu., ven., sam. ; 17 h dim. ; Lacourure : 20 h 30 km.

CAFÉ DE LA DANSE. Isabelle Morett 20 h 30 km., mer. CASINO DE PARIS (49-95-99-99) Jecques Dutronc : jusqu'au 5 juin 1993. 20 h 30 mer., jeu., ven., sam., km., mer CAVEAU DES OUBLIETTES (43-54-84-97). Caberet de la chanson française : 21 h mer., jeu., ven., sam., tun., mar. Chansons à la carte tous les

soirs. FOLIES SERGÈRE (40-28-60-58) Amina: 20 h 30 mar. GYMNASE MARIE-8ELL (42-48-79-79). Catherine Lara: 20 h 45

mer., jeu., ven., sam. La Romantique Lydie Callier (mise en acène). OLYMPIA (47-42-25-49), Karima ; 14 ) ROSEAU-THÉATRE (42-71-30-20).

Suivez c'qu'on fait : jusqu'au 29 ma 1993, 14 h 30 mar., jeu., ven., sam. un., mar. D'après des chanson« de Mirelife et Jean Nohain, Avec Ariane Steave de Paz, Sylvia Heyma Line, Lou Volt, Bonbon (mise en schne) SENTIER DES HALLES (42-38-37-27). Lester Bourdon Quiproquo Marine Band 22 h mer., jeu., van., sam.; Les Nonnes ·Troppo : jusqu'au 5 juin. 1993: 22 h

THEATRE DE LA MAINATE (42-08-83-33), Camille Morgane : 19 I jeu., ven., sem. ; 1S h dkn. ; Phono Folie : kısqu'eu 28 kılın 1993. 20 h 30 jeu., ven., eam., lun. ; 18 h 30 dim. Spectacle de chansons de la Belle Epo-

THÉATRE DES CHAMPS-ELYSÉES (49-52-50-50). Psolo Conte : 20 h 30 mer., ven., sam. ; 15 h jeu., dim. THEATRE DES DECHARGE (42-36-00-02). Les Oumènes de Bonnada ; jusqu'au 27 juin 1993. 21 h dim.

THÉATRE FLEG (48-33-43-31). Atmosphère : Jusqu'au 19 mai 1993. 21 h mer. Graziane Finzi (piano), Gilbert Levy TOURTOUR (48-87-82-48), Véronique

Gain : Jusqu'au 12 juin 1993. 22 h 15 mer., jeu., ven., sam., mar.

- « Curiosités et souterrain de la montagne Sainte-Geneviève » (lampe de poche), 14 heures, métro Cardinal-Lamoine (M.-C. Lesnier).

«L'Arsensi de Sully et les appar-tements de le martichale de La Meille-raye» (limité à vingt personnes), 14 h 30, métro Sully-Mortand, sonte boulevard Henri-IV (E. Romann).

« Autour de la manufacture des Gobelins, l'encien lit de la Bièvre. Homma» célèbres et vieilles demoures», 14 h 30, devant la mei-rie, plece d'Italie (Paris capitale his-torique).

«La rue de Turenne», 14 h 30, engle de la rue des Filles-du-Catvaire at de la rue de Turenne (Seuvegarde du Paris historique).

« Eugénie de Montijo ou l'impéra-trice méconnue s. 15 heures, métro Nation, sortie côté feubourg Saint-An-toine (Paris et son histoire).

MONTREUIL INSTANTS CHAVIRÉS | LE TRIANON (48-08-63-66). Charts : 20 h 30 sam. ZÉNITH (42-08-60-00). Kassav' : jus-

## qu'au 30 mai 1993. 20 h van., sam. BALLETS

AMANDIERS DE PARIS (43-66-42-17). Norma Claire : 21 h van. Terre de femme, Norma Claire (chor.). CAFÉ DE MADRID (48-24-97-22). Le 'Cuedro de Carmen Giraldez : Jusqu'au 29 mai 1993, 21 h 22 h 30 mer., ven., sam. Flamenco. Dans le cadre du Mois de l'Andalousie.

CENTRE MANDAPA (45-89-01-60). Angelika Sriram : 20 h 30 van. Danse de l'Inde, bherata netyam.

LAVOIR MODERNE PARISIEN-PRO-CRÉART (42-52-44-94). Charlie Jeffries, Tetsuro Fukuhara : 20 h 30 mar. Yvonne Tenenbaum. Dense buto. MAISON DES CULTURES DU MONDE (45-44-72-30). Poumi Lescaut : 20 h 30 mer, Murmures de mère, Poumi Lescaut (chor.).

OPÉRA DE PARIS. PALAIS GARNIER (47-42-53-71). Ballet de l'Opére de Paris: 19 h 30 mer., ven., sam. Orchestre de l'Opéra de Paris, Jérôme Kaltenbach (direction). Musique de Verdi, Dutilleux, Sauguet, Bach. Quatuor Verdi, le Loup, les Forains, le Jeune Homme et le Mort, Roland Petit (chor.).

75175

- TOT - " ....

2F8 (13 120

3750

352F ...

255 i.C

21231

71.00 ·

ETES 1

14 at 1 7

THE PARTY OF THE

-753

T. 12. 1.

/Z0=======

2707

Ch1400 - "

gra itt i i i i i

Ec3237 \* \*\*\*

5-20 TO

G. U. . . .

BEET COM

3561 T. 14

CHEZITA:

SECTION ...

C/2

\*\*\*\*\*\* 4 ·

Bir me

TEGET : N

DES.T.

E PRE

322

DE BERRY

20 E

ESTE? ...

Par : ---

Singual F.

k - 21 21 21 21 1

TEO ....

Enimaros

9世祖 1:25m,

THE PARTY OF

A POST SECTION

STATE OF

PARTIE NO.

Prize In a

All The Party of t

STATE OF THE PARTY OF THE PARTY

Maria con 2 st

September 1980

Control of the second

A intel

Ma way

100

acona c

275

77

1232

~ . 1 327

THÉATRE DE LA VILLE 142-74-22-77). Sankal Juku : jusqu'au 28 mai 1993, 20 h 30 van., sam.; lun., mar. ; 15 h dim. Création mondiale, Ushlo Amagatsu

THÉATRE DU ROND-PDINT-RE-NAUD-BARRAULT (44-95-98-00). Korchi Tameno : jusqu'au 23 mai 1993. 20 h 30 mer., ven., sem. : 17 h jeg. dim. Musique at danse buto. Mámoire de fruit, Kotchi Tamano (chor.).

## **Périphérie**

RIS-ORANGIS. CENTRE ROSERT-DESNOS, (89-06-72-72). Compagnie Irène Illanès ; 21 h mar, Flamenco, Cri gitan, Irène Manès (chor.).

# **MUSIQUES DU MONDE**

CARTOUCHERIE-THÉATRE DU SOLEIL(43-74-24-08). L'inde de père en fils et de mère en file : Jusqu'au 8 juin 1993, 15 h 19 h 30 mer., sam. ; 19 h 30 jeu., ven., lun. ; 15 h dim. Tee-jan Bai' (conteuse), les Manganyaars (musiciens, chantsurs), Chan Seba (magicien), Heera Bai (acrobate), Gidhari Lai (matura de dense katheld, Guru Shri Maguni Das (maltre de danse Odissi). Haripada et Nicipala Gosyami, frostres haufsd. Sadanam Balakdahoan imakus de théâtre kathakali).

CENTRE MANOAPA(45-89-01-80). Caroline Zaidline: 20 h 30 lun. Chant. Gilles Andrieux, Teboul (saz, karnamché, oud). Chant judeo-espagnols Sharmila Roy, Malanie Jackson, Vidya: 20 h 30 mar. Chant, récitante, danseuse, Bruno

INSTITUT DU MONDE ARABE(40-51d'Alger: 21 h van., sam. Musique chants traditionnals harblens THÉATRE DE LA VILLE(42-74-22-77) Kezue Sewei : 20 h 30 km, Koto, Musi-

que tradionnelle isponaise. THÉATRE DES VARIÉTÉS(42-33-09-92). Carmen Lineres : 20 h 30 lun. Flamenco. Dans le cadro du Mois de l'Andalousia.

# PARIS EN VISITES

# MARDI 18 MAI

«Las passages couverts et galeries marchandes du dix-neuvième siècle. Une promenade hors du temps » (pre-mier parcours), 10 h 30, 1, rue du Louvre (Paris autrefois).

«L'Opéra, chef-d'œuvre de Charles Garnier: des dessous aux foyers a firmité à trante personnes), 13 h 75, dens le vestibule, statue de Lulli (Monaments historiques).

Exposition : « La printemps des génies», 14 h 30, Bibliothèque natio-nale, hell d'entrée (D. Fleuriot).

«Hôtels et jerdins du sud du Marais. Place des Vosges», 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

«L'hôpital Saint-Louls, le plus encien de Paris, et le canal Saint-Mar-tin», 14 h 30, 12, rue de la Grange-aux-Belles (C. Marie).

«Les passages couverts du Sentier où se réalise la mode féminine. Exooù se résisse la mode féminine. Exo-tisme et dépaysement assurés s (deuxième parcours), 15 heurs». 3, rue de Palestro (Paris autrefols). Exposition : « Spiendeurs de

sie. Trésors d'orfèvrerie», 15 h 4S, hall du Petit Palais (Tourisme culturel).

# CONFÉRENCES

Mairie, 18-20, rue des Batignolles, 17 h 30 : «De l'école Monge au lycée Carnot», par J.-M. Mevre (Société historique at erchéologique des hui-tième et dix-septième arrondissements).

Gelerie nationale du Jeu-de-Paume, place de la Concorde, 18 h 30 : « A propos d'Eva Hesse «, per W.S. Wilson (L'Art contemporain en question). 12, rue Guy-de-La-Brosse, 20 heures : «Structures femilieles et changements socio-culturels en Afri-que», per Bekombo Manga (La Mai-son de toutes les couleurs).

Aquerius, 54, rue Sainte-Croix-de-la Bretonnerie, 20 h 30 : «Shem-bella et les sept passages de la Terre sainte». Emirée fibre (Rose-Croix d'or). 14B, rue Raymond-Losserand, 20 h 30 : « Malgrir per hypnose et autohypnose», per D. Vanna, Entrée fibre (Soleil d'or).

JOHN MC LAUGHLIN Jeudi 20 mai 20 h 30 à Londres  $0 \mathrm{U}$ a Amiens



SHE LEY

BANK BANKE

L'es difficultés budgétaires et sociales outre Rhin

# **Déficits** allemands

Un « pacte de solidarité » a été conclu il y e tout juste deux mois en Allemagne. Pourtant, des discussions s'ouvrent à nouveau outre-Rhin sur la dégradation des finances publiques. Ce « pacte », signé par tous les partis politiques dans un concert d'autocongratulations, devait pourtant consolider les dépenses de Bonn et des régions et assurer un financement à long terme de la réunification. Nous en sommes loin. Plusieurs parlementaires de la majorité estiment que rien n's été réglé et réclement ouvertement qu'on rouvre la dossier. La cause immédiate en est le gonflement des déficits du fait de la récession qui remet en cause l'ensemble de calculs trop optimistes.

Par rapport aux prévisions, le manque à gagner pour l'ansemble des budgets publics (Etat, Lander, communes), serait de plus de 5 milliarde de merks cette année (1), puis de 25 milliards en 1994, de 32 milliards en 1995 et de 41 milliards en 1996, Quelles que soient la date et l'ampleur de la rencise économique, la dégradation des comptes publics se poursuivra inexorablement. Rien que pour le budget fédéral, le besoin supplémentaire est estimé à 12 milliards l'an prochain, l'équivalent de 40 milliards de

francs. Le déficit du budget fédéral sera en 1993 d'environ 70 milliards de marks contre 38 milliards prévus encore à l'automne déficit devait par les vertus du « pacte » redescendre à 29 milliards en 1994 et à .... 26 milliards in 1995, il est; désormals acquis que le trou restera d'au moina 70 milliarda lors des deux années qui

机加工行

Il va donc falloir tout remettre sur la table. Sans doute en décidant de nouveaux impôts. dès l'an prochain, contrairement aux voeux du chancetier, qui voulait les reporter au-delà des élections générales de la fin 1994. Sans doute aussi en coupant cetts fois dans les dépenses sociales, ce que le pacte avait évité sous la pression de l'opposition sociale-démocrate (SPD). Le maiheur veut que la discussion reprenne aujourd'hui alors que la classe politique est en déconfiture. Le gouvernament ne compte plus les démissions. Le ministre des finances, Theo Waigel, a perdu beaucoup de crédibilité lorsque les parlementaires de Bavière, la semaine passée, n'ont pas voulu de lui comme ministre-président de cette région. Le SPD e été décapité par le retrait de Björn Engholm. Il faut ajouter que les experts du ministère des finances, qui s'étaient trompés grossièrement dans leurs . calculs, ne sont pas en mesure de s'imposer. Autrement dit, ni les politiques ni les fonctionnaires n'ont le poids suffisant. La Bundesbank, qui multiplie les appels à la rigueur, risque de s'irriter desimpuissances de Bonn.

ÉRIC LE BOUCHER (t) Un mark vant environ 3,40 K

D L'économiste Romano Prodi nommé à la tête de l'IRI italien. L'économiste Romano Prodi a été
nommé, samedi 15 mai, président
du premier holding public italienIRI (Institut de la reconstruction industrielle), après la démission vendredi de Franco Nobili, arrêté le 12 mai pour corruption. Cette le 12 mai pour corruption. Cette nomination a en lieu sur proposition des trois ministres du gouvernement Ciampi, Piero Barucci (trésor). Paolo Savona (industrie) et Luigi Spaventa (budget). Ele devra être ratifiée par le conseil d'administration du groupe public. Romano Prodi avait déjà présidé l'IRI au milieu des années 80. Michele Tedeschi demeure administrations dell'administrations des la ministrations de la ministration d nistrateur délégué, numéro deux dans la hiérarchie de l'IRL

# Le compromis dans la métallurgie de l'ex-RDA reste fragile

FRANCFORT

de notre correspondant

Les Allemands de l'Est vont devoir apprendre à arrêter une grève. Après deux semaioes de conflits salarianx dans la métallurgie, le compromis conclu vendredi 14 mai à Dresde, en Saxe, semblait devoir mettre fin aux mouvements. Comme il est de tradition, ce premier accord local devait servir de modèle pour les autres Lander et pour la sidérurgie, en grève égale-ment de puis deux semaines (le Mande daté 16-17 mai). Or, samedi 15 mai, le conseil économique du syndicat IG Metall de la région de Brandebourg a refusé le texte. Dans la sidérurgie, les oégociations se sont rompues dimanche, le patronat comme le syndicat refusent les termes du manche. sant les termes du compromis saxon IG Metall appelle dans cette branche à deux nouvelles semaines de grèves. En Saxe, les salariés sont appelés à se prononcer lundi et

Il apparaît pourtant difficile aux salaries d'améliorer encore un com-promis qui semble déjà en leur faveur. IG Metall de Saxe a accepté que le rattrapage des

salaires ait lieu, au bout de cinq étapes, en 1996 et non plus en 1994. Deux ans plus tard donc. Le syndicat a aussi admis que les entreprises déclarées en grande dif-ficulté par une commission spéciale paient leurs salariés en dessous du niveau contractuel. Une «clause de sortien essentielle pour donner de la sonplesse que rémunérations alors que beauconp d'entreprises sont an plus mal.

Ces concessions semblent compensées largement par celles du patronat, qui a accepté de son côté que, enntrairement à son exigence de départ, le rattrapage des salaires reste programmé à l'avance indépendamment de l'évolution de la productivité. Le patronat a dû éga-lement céder à la demande d'IG Metall d'être présent directement dans la commission qui jugera quelles entreprises auront droit à la clause de sortie. Le patronat eut préféré de beaucoup que la décision soit prise au niveau même de l'entreprise (par le comité d'entreprise), ce qui aurait sans doute per-mis de déroger plus souvent aux salaires de la branche.

# Les négociations du GATT

# Un pré-accord se serait dégagé à Toronto sur la diminution des droits de douane

LE CLAN MACINTOSH:

MAINTENANT QUE

VOUS Y ÊTES ENTRÉ,

VOILÀ DE QUOI VOUS

EN SORTIR.

SOS Logiciels : un dossier complet

pour ne plus rester bloqué

devant son écran.

Le coin du débutant :

une nonvelle rubrique mensuelle.

SVM MAC:

le magazine

Arrêté la semaine dernière par le gnuvernement Balladnr, le memorandum français sur l'Uruguay Round sera au centre des entretiens que devait avoir, lundi 17 mai à Paris, le vice-président de la commission de la CEE, Sir Leon Brittan, avec les différents ministres, partie prenante aux négociations du GATT.

bien gardé de commenter la position du gonvernement français, en tan. Le contenu du document mis particulier sa demande pour l'ouvesture.des marchés tiers aux produits industriels et aux services,
Paris ne peut qu'être satisfait de
la réunion « quadrilatérale »

La réunion « quadrilatérale »

La réunion « quadrilatérale »

(CEE, Etats-Unis, Japon, Canada) qui s'est tenue ce week-end à Torontn (Canada).

Un « pré-accord » semble en

effet s'y être dégagé, les Japonais ayant notamment accepté de diminuer les droits de douane sur plusieurs centaines de produits manufecturés. « Nous avons accompli taut ce que nous étions Si, jusqu'iel, Bruxelles s'est en mesure d'attendre de cette réuninn », a indiqué Sir Leon Britau point à Toronto devait être précisé au cours de deux réunions - le 2 juin à Paris et le 24 juin à

Sur une période de dix ans, selon l'INSEE

# Un manque à gagner d'un million d'emplois

En utilisant les données du recensement de 1990, l'INSEE s'est livré à un examen minutieux des évolutions de l'activité professionnelle et de l'emploi eu cours de ces dix dernières années. Le résultat, publié dans la revue Economie et statistique (N°261) est passionnant. En plus de confirmations, attendues, un certain nombre de lieux communs sont mie è mal. Ainsi, le productivité et la réorganisation du travail auraient empêché que soient créés un millian d'emploie eupplémentaires entre 1982 et 1992...

Réalisées à partir des nouvelles données fournies par le recensement de 1990, les études de l'INSEE publiées dans la dernière livraison de Economie et statistique permettent de faire un utile retour en arrière sur les évolutions de «l'activité professionnelle et de l'emplal », telles qu'elles se sont produites au cours des dix dernières années. Elles out le mérite de fixer les idées, d'éclairer les tendances, et d'appor-ter un certain nombre de confirma-

Ainsi, y apprend-t-on que, pen-dant la période 1982-1990, prolon-gée depuis, la seule évolution démographique a en moyenne amené 200 000 actifs supplémentaires sur le marché du travail, dont 20 000 étrangers, Mais, révèle l'INSEE, cette croissance est « presque entière-ment le fait des femmes » puisque, parmi celles agées de vingt-cinq à cinquanto-quatre ans, on a compté cinquante-quatre ans, on a compté chaque année 150 000 actives de plus dont le taux d'activité ne faiblit vraiment qu'avec le traisième enfant. A ce changement irréversible de compartement aux âges internédiaires a correspondu, chez les jeunes, une prolongation de la scolarité et, chez les horumes dont le nombre d'actifs n'augmente plus pour la première fois, un départ à la retraite de plus en plus précoce. retraite de plus en plus précoce.

ans, le chômage sugmentait de du bac, tout comme une proportion 35,3 %. Aux 800 000 emplois supplémentaires créés, répondaient les 700 000 chômeurs de plus. Certes, le tertiaire se développe, qui a été capable d'accroître ses effectifs de 2 capable d'accrottre ses étiecuis de 2 millions de personnes, notamment à cause du phénomène d'externalisation qui voit les entreprises industrielles se séparer de leurs tâches de services. Mais les autres secteurs enregistrent un lourd déficit. Pendant le capable de la company de la capable de la company de la capable de l dant la même période, l'agriculture a perdu 500 000 emplois, l'industrie antant, et le bâtiment-travaux publics de l'ordre de 125 000 . Désormais présents dans l'activité tertiaire, les ouvriers sont en baisse de 14 % (-400 000). Au déclin industriel des régions du Nord et de l'Est répond le développement du tertinire en lle de France et dans les régions du Sud.

S'agissant des qualifications, les mouvements sont également impres-sionnants. Un tiers des jeunes actifs ont au moins le baccalauréat, contre 25 % en 1982, mais le lien entre la formation et la qualification devient moins direct . Progressivement, l'emploi non qualifié se déplace de l'industrie vers le terrisire, des hommes vers les femmes, des nuvriers vers les employés, principalement du commerce et des services aux particuliers. Ginbalement, on assiste à une hausse rapide des qua-lifications dues à la réorganisation du travail et, pourtant, l'INSEE prend bien soin de faire abserver, notamment pour les professions commerciales, qu'un diplôme n'est pas toujours nécessaire pour atteindre le statut de cadre.

Au-delà de ces résultats, le travail de l'INSEE met en évidence des phénomènes qui révèlent des changements parfinis inquiétants ou qui contredisent des idées préconçues. Par exemple, le poids des inactifs et des chômeurs s'alourdit puisqu'on en compte 124 pour 100 actifs occu-pés en 1990 contre 138 en 1975. Il y a ensuite la tendance, observée chez les diplômés, à s'orienter vers les emplois stables, « à statua » parfois, en tout cas relativement protégés des Globalement, les mouvements risques du chômage. Ceia explique sont significatifs. Tandis que l'emploi progressait de 3,7 % en buit la fonction publique soient titulaires

equivalente d'employés de banque et d'assurance. Par leur réussite aux concours administratifs, ils écartent des jeunes moins formés.

Des conséquences troublantes s'ensuivent. Le nombre de bacheliers qui occupent un poste d'employés est, en dix ans, de 10 % supérieur à la normale; ils sont 170 000 à être des ouvriers qualifiés (+17 %, par rapport à 1982) et les titulaires d'un brevet ou d'un bac professionnel représentent 30 % des ouvriers non qualifiés de type industriel, contre 19 % en 1982. De même, 450 000 salariés, contre 80 000 en 1982, ont un niveau supérieur à la licence et n'appartiennent pas pour eutant à l'encadrement.

Parmi les surprises, l'image conventionnelle d'une croissance de remploi dans les services se tradui-sant par une déqualification et le développement de « petits boulous » ne résiste pas à l'analyse, ni en structure, ni en évolution, sur la période 1982-1990, écrit l'INSEE. Mais il y a aussi l'indication selon laquelle, « si la structure des qualifications était restée la même », la croissance aurail permis la creation de 2,2 millinns d'emplois salariés entre 1982 et 1992, « soit près de deux fois plus qu'il ne s'en est créé réellement». Ainsi se trouve désignée la cause, à savoir la réorgani-sation du travail qui anra été « un paramètre important de l'effort de productivité » .

Enfin, et pour rétablir les faits, l'INSEE fournit une fois de plus la liste des vingt activités qui ont été les plus créatrices d'emploi sur buit ans. Or, celle-ci va à l'encontre des clichés. En tête, on trouve l'administration locale (+180 000), l'enscignement du second degré du pre-mier cycle (+110 000), suivis des restaurants et cafés (+103 000), des cabinets d'études informatiques et d'organisation (+101 000), puis des supermarchés, bypermarchés, établis-sements pour personnes âgées ou handicapées, les services de netoblige à réviser bien des jugements.

**ALAIN LEBAUBE** 



appartements ventes

appartements ventes

1= arrdt LTUVRE SELLE AORESSE Imm. 18-, 100 m², go séjour, 2 chtres, cust équipée, bass, 2 950 000 F. 45-08-53-84 PROX. PL. DES VICTOIRES e hors du commun, immeuble, 18-, dernier St., 5 P., (3 chbres), park. FORUM. 42-22-24-00

CHATELET. STUDIO 30 m²
Calme. Cuis. écuto. Et neuf.
AG. DAUPHINE RIVE GAUCHE
TEL 43-54-43-43

CENTR. CRIME. 87 m², 4 P. 1°.
CRIME, Chem. Px : 1,85 MF.
VALETTE. 42-89-33-55

29-31 R. DES BOULETS 2 P., habitable de suite 17. arrdt

11· arrdt

RUE DE TOCQUEVILLE/PEREIRE, 64 m², 4 P. 2-rön, ban piw. par sva: Px 1.9 MF. VALE/TE 42-89-33-55

WAGRAM/COURCELLES. 30 m², studio equipé, 1º sus jerdines. Px : 700 KF VALETTE. 42-66-33-55. 18• arrdt

PRÉS RUE LETORT
nécem saudio tout confort
exceptionnel : 320 000 F
1840 MARCADET. 42-51-51-51 DOMICILIATIONS

Hauts-de-Seine NEUILLY FRONT DE SEINE garage, 670 000 F MMO MARCADET, 42-51-51-51 bureaux

Locations VOTRE SIEGE SOCIAL

t toue services 43-55-17-50

appartements

achats

# DEMANDES D'EMPLOI

## CHEFS D'ENTREPRISE L'Agence Nationale pour l'Emploi

vous propose une sélection de collaborateurs :

 INGÉNIEURS toutes spécialisations CADRES administratifs, commerciaux

JOURNALISTES (presse écrite et parlée)

DOCTEUR EN SCIENCES DE L'ÉDUCATION - DEUG de psychologie. MET : ses compétences en conseil, création, organisation, direction ou mission secteur formation et insertion au service de tout organisme dynamique Aquitaine ou R.P. (Section BCO/FD 2444.) J.F. 26 ans - JURISTE FISCALISTE master - ESCP de juriste d'affaires - DESS fisculité et maîtrise droit des affaires - connaissances informatiques (Word 5). Expériences bancaires et importantes stés. - STP (Droit des stès., fiscalité, compta.,

JOURNALISTE (rédactrice) - 34 ans - d'origine polonaise - titulaire de la carte de presse - formation littéraire et linguistique (BAC + 4) - 2 ans expérience de grands

presse infination interaction of pulsarious (proc + 4) = 2 and experience of grands littles de presse écrite.

ETUDIE: toutes propositions d'emploi de presse, communication, édition ou autre domaine culturel (Section BCO/FD 2446.)

JURISTE - DEA de propriété intellectuelle - 30 ans - ayaot effectué des stages en

droit d'auteur France et USA (copyright office) et propriété iodustrielle anglais – expérience comme responsable du personnel.

RECHERCHE: poste juriste à dominante propriété intellectuelle concurrence distribution, droit français et communautaire (Section BCO/JV 2447.)



ÉCRIRE OU TÉLÉPHONER : 12, rue Blanche, 75436 PARIS CEDEX 09 TÉL.: 42-85-44-40, poste 27

Rech. URGENT 100 à 120 m². Pans. Préfér., 5-, 8-, 7-, 14-, 15-, 18-, 4-, 8-, Pale compt. chez noteire. 48-73-48-07 locations non meublées demandes Paris

EMBASSY SERVICE 43, av. Marcoeu 75116 Paris rech. APPARTEMENTS DE GRANDE CLASSE VIDES OU MEUBLES GESTION POSSIBLE

(1) 47-20-3D-05

terrains

Propriété 3 he. Rivière bos Confine Valey-Forez prut à débattre 71-03-22-05.

COTE D'ARMOR RÉGION PAIMPOL

RÉGION PARMPOL

à Poutse
Marson de 1993 eur 76D m² 6 poes eurrâce 150 m² heb + stue-sol avec garage 2 voc., cave et cutere d'été.

R.D.C. Cas. éque, sejour 33 m² avec chemanie, 1 ch., sale de baras équebe et WC

Etage. 3 ch sale de baras avec douche, wc. grd dégagement – cheuf. éfect. Tous commarces – Pros. piages.

Pre 1920 000 F

• Tél. (18) 96-22-48-30 ou 16 (1) 54-68-67-81 après 20 h.

Alors que le gouvernement Bérégovoy avait prévu une hausse de 2,6 %

# La progression des salaires du secteur public est ramenée à 2 % en 1993

La rigueur salariale à laquelle ajoute-t-il, les entreprises ayant mis seront soumis les fonctionnaires en 1993 - ils devront se contenter de la hausse de 1,8 % intervenue le I février - s'appliquera également, bien que sous une autre forme, nux entreprises du secteur publie. En janvier, le gouvernement de Pierre Bérégovoy avait fixé à 2,6 % la norme relative à la progression des rémunérations pour l'année en cours. Une « prime de signature » équivalente à 0,5 point de la masse salariale, pouvait s'y ajouter en cas d'accord concin

Or, le premier ministre vieut d'adresser aux présidents des entre-prises publiques une lettre de esdrage rectificative qui ramène ce pourcentage à 2 %. Ce plafond, précise la lettre d'Edouard Balla-dus, « doit s'appliquer à la somme de toutes les mesures générales prévues, quelles que soient leurs moda-lités d'attribution ». « Toutefois,

Seuls 12 %

des dirigeants des PME

vont augmenter

leurs effectifs

Selon un sondage publié lundi 17 mai par la Tribune Desfossés, 87 % des dirigeants de PME-PMI estiment que les mesures du plan Balladar auront des effets positifs

revanche, 83 % de ces chefs d'en-

treprise affirment que ces disposi-tions ne les amèneront pas à change

leurs projets en matière d'emploi

12 % seulement annonçant qu'ils vont procéder à des angmentations

d'effectifs. Or, avant l'annonce du plan, 6 % avaient prévu d'embau-cher, 60 % étaient décidés à mainte-

nir leurs effectifs et 33 % envisa-

Ce sondage a été réalisé par la SOFRES, les 12 et 13 mai, auprès de 350 dirigeants de PME-PMI fran-

Reprise du travail des dockers de

Marseille-Fos après deux jours de

geaient de les réduire.

en application à ce jour un accord salarial prévoyant un niveau plus élevé devront respecter cet accord.» Une précaution qui pnurrait notamment concerner EDF-GDF, dotée depuis plusieurs années d'un mécanisme d'intéressement collectif basé sur plusieurs variables tel le coût de production du kilowatthenre. En revanche, les disposi-tions générales déjà envisagées par certaines entreprises ne remettent pas en cause le nouvel objectif offi-ciel. Ainsi, Renault, dont les négociations salariales n'out pas encore débuté, a prévu deux revalorisa-tinns: 1 % en mars et 0,5 % en

La «lettre de cadrage» du pre-mier ministre rappelle qu'un «essori de mastrise budgétaire et soloriale [est] plus que jomois nécessaire alors que les perspectives d'activité et d'emplai restent dura-blement affectées». Les accords

eonclus dans le secteur public « pourront comporter une clause de fin de parcours » selon l'évolution des prix (3 % an total et 2,6 % hors tabac prévus pour 1993) et de la situation de l'entreprise, « mais toute idée d'indexation me paraît devoir être exclue», prévient

Cette remise à niveau équivant à programmer, avant même la prise en compte de l'impact du passage de la CSG de 1,1 % à 2,4 % en juillet, une perte de ponvoir d'aehat pour ceux des salariés du secteur public qui ne bénéficieront pas de gains supplémentaires grâce à des mesures d'avancement individnel. Vendredi, l'INSEE avait fait état d'une baisse du ponvoir d'achat du revenu disponible des ménages an premier semestre 1993 en raison de l'évolution des prix et de la modération de la politique salariale dans le secteur privé.

CONCURRENCE Les mesures du pian Balladur

Pour éviter les excès du libéralisme

# Les huit premières compagnies d'électricité mondiales adoptent une charte en matière de déréglementation

de notre envoyée spéciale

sur l'activité économique. En tête, ils placent la suppression du déca-lage d'un mois de la TVA (76 %), puis la baisse des charges sociales sur les bas salaires (58 %). En Lorsque EDF tente seule de défendre son monopole à Bruxelles, il ini est difficile d'être crédible. En revanche, lorsque les buit premières compagnies mondiales d'électricité, dont elle fait partie, adoptent une position compartie, adoptent une position com-mune et le font savoir publique-ment, le rapport de force devient plus favorable à l'électricien fran-çals. La charte adoptée jeudi 13 mai à Florence par les buit mem-bres du E7 (1) sera donc fort utile dans le débat sur l'onverture du monopole à la concurrence, qui oppose actuellement EDF à la Commission. Le 6 mal, le commis-saire à la concurrence, Karel Van Miert, brandissait la menace d'une action devant la Cour européenne de justice, si la France ne prenait pas des mesures pour mettre fin au monopole d'importation et d'exgrève. - Les dockers du port de portation de gaz et d'électricité.

Marseille-Fos ont mis fin. lund Pour éviter une telle issue, EDF devra vraisemblablement lâcher un peu de lest. Ainsi le monopole de 17 mai au matin, à la grève de quarante-huit henres qu'ils obserproduction (2) pourrait être remis en cause, dit-on au sein du groupe. En revanche, les activités de trans-port et de distribution d'électricité vaient depuis samedi pour obtenir des employenrs une réunion paritaire consacrée aux « problèmes de fond » concernant l'organisation du devront continuer d'être fortement travail sur les quais. Cette réunion réglementées. La position du E7 à ee sujet laisse présager de ce que pourrait être celle de la France. « Il est prévue pour le 17 mai en présence de la direction du port autonome, e indiqué un responsable de est intéressont de voir des gens aussi différents signer un texte fort sur les principes des systèmes élec-triques», se réjouissait ainsi Gilles Ménage, président d'EDF, à l'issue de la réunion. In CGT. L'arrêt de travail des dockers, qui e paralysé l'activité portuaire samedi et dimanche, fait suite à l'application, effective depuis le 3 mai à Marseille, de la

Ainsi, le E7 estime que « des

droits exclusifs dans des territoires de service définis offrent de nom-breux ovantages [...] en évitant la duplication des installations ». Ce qui indique que, dans une zone géographique déterminée, il ne peut y avoir concurrence sur les réseaux. Secundo, comme e'est le cas actuellement, les exportations d'électricité, devraient être limitées à la vente à des compagnies d'élec-tricité et non directement à des clients. Ce que le E7 suggère en indiquant qu'une « relation commerciale directe entre un producteur et un consommateur utilisant un réseau ayant l'exclusivité des droits de transmission risquerait de se faire au bénéfice d'un petit nombre de clients et au détriment du plus grand nombre ». Textio, « la fiabi-lité du service [...] repose sur l'ex-ploitation de systèmes de produc-tion de transport et de distribution tion, de transport et de distribution très sophistiqués et fortement inté-grés»; ce qui s'oppose donc à un

(1) Le E7 comprend huit membres. Aux sept sociétés fondatrices (Hydroqué-bec et Ontario-Hydro pour le Canada, EDF pour la France, Enel pour l'Italie, Rheinisch-Westfalisches Elektrizitatswerk pour l'Allemagne, Tepco et Repco pour le Japon), s'est jointe, cette année, la Southern California Edison Company pour les Etats-Unis.

éclatement des compagnies d'élec-

(2) Ce monopole souffre deux excep-(2) Ce monopole souffre deux exceptions: n'importe qui pent produire de l'électricité à partir d'une centrale d'une puissance inférieure à 8 mégawatts ou avec une centrale plus importante, mais pour ses besoins propres. Le propriétaire ne peut vendre le courant excédentaire qu'à EDF, qui est dans l'obligation de le lui actieter. Une étude de la DATAR et un débat au Sénat sur l'aménagement du territoire

# Les campagnes continuent de dépérir

Les sénateurs ont à leur ordre du jour, mardi 18 et mercredi 19 mai, un débat sur l'aménagement du territoire. Leurs travaux devraient avoir une influence sur les décisions que prendra le comité interministériel d'aménagement du territoire (CIAT) qui se réunira début juin

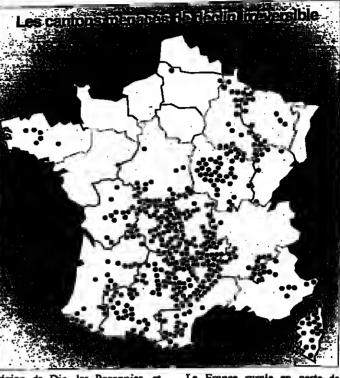
dans une villa de province. On remarquera qua les trois ministres en charge, en priorité, de ces questions - Charles Pasqua (intérieur), Daniel Hoeffel (aménagement du territoire) et Jean Puech (agriculture et pêche) sont d'anciens sénateurs.

La question cruciale de l'aménagement rural et du dépérissement d'une grande partie des campagnes d'une grande partie des campagnes sera au centre des débats parlementaires. Un rapport que vient de terminer la Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR), initiulé «Essai de typologie socio-économique des cantons français», conclut que les contrastes entre les régions en développement et les zones rurales les plus franciles «'accentrent denuis loppement et les zones rurales les plus fragiles s'accentuent depuis vingt ans. Pour aboutir à des résultats précis, le rapport (1) retient le canton comme unité de base : 2 800 cantons ruraux (ceux où la densité de population est inférieure à 500 habitants au km²), soit 98 % du ternitoire et 61 % de la population, sont passés au crible. Vingt-cinq critères classés en quatre catégories (démographie, cadre de vie et revenus, emploi, agriculture) permettent de détailler l'analyse des forces et faiblesses et donc de dresser une carte aussi pertinente que possible des dynamiques de la géographie économique du pays. Le mirage des des dynamiques de la geographic économique du pays. Le minage des critères directement liés au dévelop-pement agricole et rural décrit les situations les plus dynamiques dans les zones de grande culture du Bas-sin parisien, de la Vendée, du Jura et aussi d'une partie du Massif can-

Le rapport classe la France non urbaine en huit groupes : zones périurbaines dynamiques, cantons en développement résidentiel, territoires ruraux touristiques, cantons où l'agriculture est bien structurée, can-tons intermédiaires en stagnation, communications industrialisées en crise, et enfin les deux derniers groupes qui intéressent spécifiquement les agriculteurs, les cantons ruraux fra-giles (situés à l'ouest d'une ligne Caen-Montpellier et sur une diagonale allant des Vosges à Bayonne) et cenx – les plus vulnérables de tous – qui sont franchement installés dans crise apparemment intrinsèque et insoluble (voir la carte).

## Démographie dégradée

Il s'agit pour l'essentiel de zones localisées dans le Massif Central et ses pourtours en limite des régions Centre et Poitou-Charentes, les côtes de Meuse, le plateau de Langres et le Morvan. Dans le Sud-Ouest, plusieurs noyaux s'y rattachent dans la Haute Lande, les collines de l'Ar-magnac, les Corbières, les causses du Lot et du Tam et certains secteurs des Pyrénées situés à l'écart du déselement développement touristique. S'y ajou-tent la majorité de la Corse, la



région de Die, les Baronnies, et quelques cantons de Bretagne cen-trale.

Ces 434 cantons qui constituent la France des laissés-pour-compte sont caractérisés à la fois par l'isolement, la forte domination de l'agriculture, une démographie dégradée, un habitat diffus. Les activités non agricoles de compenser les pertes de l'agricul-ture. Au regard des impôts perçus, de l'équipement antomobile, du revenu agricole, la pauvreté des ménages est manifeste. «La sanction globale de cette situation est la très faible attractivité de ces cantons et l'accentuation d'un déclin démographique, pourtant déjà fort prononcé avec près de 12 % de perte de popu-lation entre 1975 et 1990», note la DATAR, qui se défend d'avoir cédé au pointillisme, mais estime, en revanche, avoir mis en évidence de véritables cohérences spatiales.

La France rurale en perte de vitesse ne concentre évidemment pas à elle seule tontes les délicates questions de l'aménagement du territoire aujourd'bui. Les zones de conversion industrielle ou d'établissements militaires, la maîtrise de la croissance désordonnée de l'agglo-mération parisienne, les problèmes des banlieues posent aussi de redou-tables défis. Mais le mérite de ce rapport est de mettre en lumière, au moment où les Douze et la Commission de Bruxelles doivent, avant la fin de 1993, redéfinir les moyens d'action des fonds européens, qu'une très grande partie de l'espace fran-çais a besoin d'un traitement de

## FRANÇOIS GROSRICHARD

TEN 3 2 7.

E222 . .

(1) La DATAR a réalisé ce rapport conjointement avec la Société d'études péographiques, économiques et sociologi-ques appliquées (SEGESA).

# du 18 au 22 mai 12ème FESTIVAL D'AMIENS MARDI 18 MAI PG 18h00 REBIRTH BRASS BAND (184)

6M 20h50 STEPHANE GRAPPELLI (France) OM/DENIS BADAULI "Monk, Mingus, Effington" avec T. HHELEMANS et J. GRIIFIN (France/USA)

# MERCREDI 19 MAI

PG 15h00 TRIO LRIK MARCHAND (France) RENEGADES STEEL ORCHESTRA (Trinidad) TARAF DE HAIDOURS (Rommanie) AU 19600 BOUBLE QUARTLE : CORMANN/PADOVANE (France) CM 20h50 MICHEL PETRUCCIANI PLANO SOLO (France) PASSAGGIO-QUINTET CELEVOOUTURIER (France)

# JEUDI 20 M.AI.

PG 15h00 BIG BAND IT MOR CUROPEEN: Compositions de Jean Marc Padovani (France/Europe) RICHARD 6ALLIANO QUARTET (France) CHICL BOOM (Japon) CM 20h30 MINO CINFLU SOLO (USA)

VICENTE AMIGO QUINTET (Espagne) THE FREE SPIRITS JOHN MC LAUGHLIN (G.B.)

## VENDREDI 21 MAI PG 18h00 SIXUN (France)

CM 20h30 BOB BROZMAN (USA) BUDDY GLY AND BAND (USA)

## SAMEDI 22 MAT PG 15h00 Pl IIIk (France)

BIRELI LAGRENE / M. STERN REUNION (US VEurope) CM 20h50 PAT METHENY SECRET STORY TOLK (USA) EL GRAY COMBO DE PUERTO RICO (Puerto Rica)

DU 18 AE 22 MAI.

LP 23h00 LAPIRO DE MBANGA (Cameronn)

LOCATION FYAC OF AU 22-97-79-77

**FINANCES** 

réforme de leur statut.

Successeur probable de René Thomas

# Michel Pébereau a été nommé administrateur de la BNP

Premier pas vers la présidence de la Banque nationale de Paris (BNP), Michel Pébereau, cinquante et un ans, a été nommé, par décret du 14 mai publié au Journal officiel du 16, membre du conseil d'administration de la BNP en qualité de « personne qualifiée » en remplacement de René Thomas démissionnaire. Entré au Crédit eommercial de France (CCF) en 1982, M. Pébereau avait été dési-



gné président du CCF, le 22 inillet 1987, soit deux mois après la privatisation de la banque.

Selon toute vraisemblance, M. Pébereau devrait succéder à M. Thomas dès cette semaine et devait être proposé dès inndí 17 mai, en fin de matinée, à la présidence de la banque lors d'un conseil d'administration réuni pour la circonstance. Toutefois, sa nomi nation ne pourrait être entérinée qu'à l'issue du prochain conseil des ministres et après approbation du président de la République. M. Mitterrand ne s'était pas opposé aux nominations proposées par le gouvernement de Jacques Chirac de 1986 à 1988.

Daniel Lebègue, directeur général de la BNP, avait également fait acte de candidature. Des rumeurs sur son éventuelle démission, en provenance de l'étranger, avaient circulé à Paris en fin de semaine dernière. Mais l'intéressé les a

INDUSTRIE

Pour parer à d'éventuelles OPA

# Petrofina protège son capital qu'Elf détenait 5 % du capital mais

Le groupe pétrolier belge Petrolina a décidé, vendredi 14 mai, de protéger son capital pour parer à d'éventuelles offres publiques d'achat (OPA) ou prises de contrôle. Pour cela, tout actionnaire détenant 3 % du capital sera tenn de se déclarer alors que la loi belge fixe la barre à 5 %. Cette décision intervient après les rumeurs, démenties rapidement, selon lesquelles Elf Aquitaine avait l'intention d'augmenter sa participation dans Petromenter sa participation dans Petro-fina. Le 27 avril, Albert Frère, diri-geant du Groupe Bruxelles Lambert (GBL), premier actionnaire de Petro-fina (28 % du capital), confirmait

EL GRAN COMBO

DE PUERTO RICO

Samedi 22 mai 20 h 30

à Puerto Rico

0U

à Amiens?

geait pas d'augmenter se participation.

M. Frère a expliqué, vendredi
14 mai devant les actionnaires, que le
groupe pétrolier traversait eune
période difficile» qui oblige la direction à réduire de moitié les dividendes cette année. Petrofina n'enregistré en 1992 me baisse de 72 % de
son résultat (part du groupe) à 4,6
milliards de francs belges (730 millions de francs) contre 16,3 milliards
de francs belges. Le groupe a réduit
ses effectifs de 5 % à 15 490 personnes au total.

 Albin Chalandon et la crise du tex-tile. – Aujourd'hui PDG de Texmaille et de Cifam-Sotta, deux petites entre-prises textiles du nord de la France, l'ancien ministre gaulliste Albin Cha-landon a participé à la manifestation organisée dans les rues de Paris, ven-dredi 14 mai, par l'Union française des industries de l'habillement (UFIH) (le Monde daté 16-17 mai). Ancien député, ancien président d'Ell Aquitaine, M. Chalandon, qui fut plu-sieurs fois ministre – dont celui de l'industrie en 1968 et de la justice entre 1986 et 1988, – avait rencontré, la veille, le ministre de l'industrie, Gérard Longuet, en compagnie du président de l'UFIH, Henri Weil.

Le president O

doir com aincre

# Le président Clinton doit convaincre le Congrès

Le président américain rencontre quelques difficultés à faire voter par le Congrès la création de l'Association da libre-échange nord-américaine qui, le 1" janvier 1994, regrouperait en un marché unique le Canada, les Etats-Unis et le

**NEW-YORK** 

de notre correspondant Lorsqu'il était interrogé, à l'ap-proche de l'élection présidentielle de novembre, sur l'accord prévoyant la création d'une Association de libre-échange unrd-américaine (ALENA) au 1" janvier 1994, paraphé un mois plus tôt par le président Bush en compagnie de son homologue mexicain et du premier ministre canadien, Bill Clinton répondait qu'il était globalement favorable à ce projet. Pour assortir aussitôt cet agrément de conditions - suspensives, selon hii - relatives aux questions d'environnement ef aux consé-quences sociales de cet accord qui, des montagnes du Yukon dans le grand nord canadien jusqu'à la péninsule du Yucatan, au Mexique, devrait constituer un ensemble de 360 millions de consommateurs et de quelque 300 milliants de dollars par an d'échanges de biens et de services.

Depuis son investiture, à la fin janvier, le nouveau président s souvent donné l'impression de se hâter lentement sur ce dossier que les Mexicains ont à cœur, mais qui rassemble de moins en moins de partisans au Canada, surtout depuis la démission de Brian Mulroney, le pre-mier ministre canadien qui avait paraphé l'accord (1) et qui, aux Etats-Unis, coatinue à être tenu en suspicion par une partie importante du Congrès et de l'opinion publique. Mais depuis la fin avril, le ton semble avoir change à la Maison Bienche où l'équipe présidentielle semble décidée, cette lois, à accèlèrer le pro-cessus pour boucler l'affaire uvant le mois de juillet sclon le catendrier

«Les représentants des trois pays se sont réunis le 7 mai à Washington et ils devraient se retrouver du 19 au 22 mai à Ottawa, au Canada», confirme Maria Etcheverria, l'une des responsables de l'ambassade du Mexique à Washington. «Les discussions se poussuivent sur les «accords additionnels». Elles sont bien engagées mais leur détail ne sera connu additionnels. Elles sont bien enga-gées mais leur détail ne sera connu que lorsque l'ensemble des discussions aura aboutin, précise-t-elle. Prudem-ment, M. Clinton avait indiqué jus-qu'ici qu'il ne soumettrait pas de texte an Congrès tant qu'il u'aurait pas obtenu des engagements de la partie mexicaine sur ces u accords additionnels aura pur ces u la lutte additionnels» qui portent sur la lutte contre la pollution à la frontière et regard de l'emploi et de l'apprentis-

sage. Si le président a choisi de pous-ser les feux, c'est à la fois parce qu'il a admis la spécificité de cet accord par rapport à d'autres négociations commerciales (telles que l'Urugnay Round) et parce qu'il sait qu'il lui faut au plus vite marquer des points face à une opinion qui, tant aux Etats-Unis que sur la soène interna-tionale, s'internoe sur son leadership. tionale, s'interroge sur son leadership.

tronale, s'interroge sur son leadership.

« Au début de son mandat, Bill Clinton pensait que l'ALENA n'était pas un sujet très important, mais maintenant qu'il ha faut redorer son image après les revers qu'il a essuyés au plan domestique, le président a décidé de remonter le dossier sur le haut de la pile. Ce faisant, il n'a plus d'autre choix que d'obtenir l'aval du Congrès à tout prix car un évenuel échec sur l'ALENA entamerait gravement sa crédibilité internationale », estime Barry B. Bosmorth, l'un des auteurs d'un ouvrage (2) consacré. anteurs d'un ouvrage (2) consacré aux effets de cet accord qui, en quinze ans, doit abolir les barrières donanières entre les trois pays. «Si cet accord permet d'avoir une écono-mie stable et développée au Messique, et donc contribuer à limiter l'immiet aone controller à timiler i mini-gration qui constitue un grave pro-blème pour notre pays, ce sera un point positif pour les Etats-Unis», assure ce spécialiste. «Si M. Clinton agit rapidement et avec la conviction nécessaire, il peut vancre la rétionne des parlimentaires concels qui textes.

## L'opposition de Ross Perot

Le paradoxe de la situation est Le paradoxe de la situation est que, sur ce dossier, les lignes de fracture n'épousent pas les contours traditionnels des formations politiques. Au Sénat aussi bien qu'à la Chambre des représentants (tous deux d'obédience démocrate), le président peut compter sur une majorité de votes républicains, acquis à l'idée du traité paraphé par l'un des leurs. En president peut compter sur des leurs en propre par l'un des leurs en propre paraphé par l'un des leurs. En revanche, c'est dans son propre camp, au sein des parlementaires démocrates, que la fronde est la plus vive. La bataille sera pude d'ici à l'été et particulièrement à la Chambre où les nouveaux parlementaires entrés au Capitole à l'autonne demier – ils sont un peu plus d'une centaine – semblent plus sensibles que les prédécesseurs à la sauvegarde de l'emploi », relève à Washington Jean-Daniel Gardère, chef des services français de l'expansion économique aux Etats-Unis. Pour compliquer un peu plus Unis. Pour compliquer un pen plus la situation, les «accords additionnels» qui devraient donner satisfac-tion aux réfractaires, peuvent avoir des effets inattendus. Récemment, des parlementaires républicains se sont insurgés en prenant connaissance de l'une des dispositions en cours de négociation - la création de deux commissions supranationales chargées d'arbitrer les différends sur l'environnement et sur l'emploi - qu'ils assimilant à l'émergence d'une bureaucratie dont raffolent leurs

Sentant le danger, certains caci-ques du parti démocrate, longtemps hostiles à l'ALENA, ont invité leurs peirs à ne pas déstabiliser davantage le président. Après le ton conciliant adopté par Max Baucus, l'infinent sénateur démocrate du Montana qui préside la sous-commission du commerce international, c'était au tour de Richard Gephardt, le leader démocrate à la Chambre des représentants, de rallier le point de vue de la Maison Blanche. De son côté, l'administration Clinton n'a pas bésité à reprendre les arguments – et les chif-fres – de la précédence équipe pour justifier sa démarche. « En 1992, plus de 700 000 travailleurs Américains ont du leur emploi à nos exportations vers le Mexique. Grâce au NAFTA, ce chiffre deviait approcher les 900 000 d'ici à 1995 », indiquait le 6 mai Mickey Kantor, le représentant spécial de M. Chinon pour le commerce international, devant la commission sénatoriale du commerce.

Il est encore trop tôt pour savoir si cet appel à la raison économique sera entendn dans l'enceinte du Congrès et au sein d'une opinion publique préoccupée par la persistance d'un chômage qui, depuis trois mnis, refuse de décrocher du chiffre de 7 % de la population active. Ces derniers jours, le président américain a pourtant marqué quelques points. Grâce à l'action efficace de certains parlementaires, il a obtenu l'appui de six associations de protection de la nature qui, certes, ne figurent pas parmi les

grands noms du secteur. Il restera à Bill Clinton à convaincre les représentants des Etats frontaliers avec le Mexique, jusqu'ici plutôt favorables à l'accord mais qui commencent à réfléchir aux critiques de certains de leurs électeurs. Les agriculteurs de Californie ont fait savoir qu'ils n'avaient rien à gagner dans l'affaire et plusieurs pariemendans l'affaire et plusieurs pariemen-taires de l'Arizona ont exprimé des rétionness. Au Teurs, le débat u'est pas tranché. Et c'est dans cet Etat que Ross Penot, rival de M. Climmo dans la course à la Maison Blanche et éternel poil-à-gratter, a lancé sa croisade contre l'accord de libre-échange. Pour l'emporter, le prési-dent duit faire vite, avent que ces dent dnit faire vite, avant que ces oppositions encore dispersées ne ssent par se fédérer.

S.M.

(1) Scion un sondage publié le 6 mai par Angus Reid Group/Sontham News Service, 58 % des Canadiens ne veulent pas étendre au Mexique l'accord de libre-change conclu en 1988 entre les Etats-Unis et le Canada.

(2) North-American Free Trade Agree ment. Assessing the impact, de Barry P. Bosworth, Robert Z. Lawrence et Nora Lustig. Editions Brookings Institution, Washington.

ADMINISTRATION: 1. PLACE HUBERT-BEUVE MERY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

# Le Monde

Principant associés de la société Société civile

« Les rédacteurs du Monde »

Société aponyme des lecteurs du *Monde* Le Monde-Entreprises,

M. Jacques Lesonrae, gérant.

Le Monde

PUBLICITE

Président directein général : Jacques Lesourne Directeur général : Méchel Cros, embres du comité de direction actues Coir (Bélieux Paris)

15-17, rue de Colonel-Pierre-Avia 75902 PARIS CEDEX 15

Tel.: (1) 46-62-72-72 Telex MONDPUB 634 128 F

TAMES : 46-67-98-73. Société Miche de la SARL le Mondr et de Miches et Régies Europe SA.

non Hubert-Beuve-Méry

Tél.: (1) 40-85-25-25 écopieur: (1) 40-85-25-99 Télex: 208.806F

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75501 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-65-25-25 lécopieur : (1) 49-60-30-10 Télex: 261.311F Commission paritaire des journaux et publications, nº 57 437

Reproduction Interdite de tous article, sauf accord arec l'administration Edité par la SARL le Monde Durée de la société : cent aus à compter du · 10 décembre 1944 PRINTED IN FRANCE

ISSN: 0395-2037 Renseignements aur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-29-33

# **ABONNEMENTS**

L, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVEY-SUR-SEINE CEDEX.

| Tel.: (1) 49-60-32-90 - (de 8 hemes à 17 h 30) |          |                                    |  |  |  |  |
|--|----------|------------------------------------|--|--|--|--|
| TARIF  | FRANCE   | SUISSE-BELGIQUE<br>LUXEMB-PAYS-BAS | AUTRES PAYS -<br>Yole normale<br>y compris CEE svice |  |  |  |
| 3 mais   | 536 P    | 572 F                              | 790 F  |  |  |  |
| 6 mais   | 1 638 F  | I 123 F                            | 1 568 F  |  |  |  |
| 144  | 1.890 F. | 2 006 F                            | 2 960 F  |  |  |  |

ETRANGER: per voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abourer, renvoyez ca bulletin accompagné de votre règisment
l'adresse ci-dessus ou par MINITEL: 36-15 LEMONDE code d'accès ABO «LE MOPDE» (USPS – product) is published duity for \$ 50% per par by « LE MOPDE» 1, rigor Hubert-Beave-Mery
— \$4832 (reynam-Seins – France, Secret class posting paid at Champion N.Y. U.S., and additional marking offices.

FOGTPASTER: Sand address changes to 1985 of NY Bes. 1518, Champion N.Y. US19 – 1518.

Proc. to address the simumaterial rounting and USA

INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, bc. 3330 Pacific Avenus Scine 404 Virginia Beack, VA 23451 – 2843 USA

# **BULLETIN D'ABONNEMENT**

Le Monde TÉLÉMATIQUE

ez 36-15 - Tapez LEMONDE ou 36-15 - Tapez LM

### 301 MON A1 Durée choisie : 6 mois 🗆 1 an 🗆 3 mois 🗆 Nom: Prénom: Adresse: Code postal: - Pays: Localité :

Feuillez amir l'abliganace d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

# Les Mexicains tentent de surmonter les réticences des Etats-Unis

Le gouvernement et les chefs d'antreprise mexicains s'efforcent de calmer les inquiétudes américalnes à l'agard de l'ALENA, car ils unt besoin de ce marché unique pour dynamiser leurs exportations et créer un million d'emplois par an.

de notre envoyé spécial

plutôt que des hommes. Depuis des mois, le président mexicain Carlos Salinas ne s'est pas privé de mettre l'argument en avant pour «vendre» à une opinion publique américaine rétive les vertus de l'ALENA, le traité de libre-échange conclu entre les Etats-Unis, le Canada et le Mexi-

Le fait est que les quelque trois mille kilomètres de frontière enmmune entre le Mexique et les Etats-Unis sont une véritable passoire. Au cours de la seule année 1992, les garde-frontières américains ont arrêté 1,2 millinn d'émigrants illégaux. Autant peut-être ont réussi à passer entre les mailles du filet. Avec des salaires californieus six fais supé-rieurs à ceux pranqués de l'autre côté de la frontière, il y a peu de chance que le flux se tarisse de si tôt. Mais la mise en œuvre de l'ALENA pourrait le réduire

C'est dire combien les incertitudes à propos de sa ratification par les padementaires américains pèsent sur la vie politique et économique mexicaine. La presse fourmille d'éditoriaux sur le devenir du TLC – sigle espagnol pour le traité de l'ALENA. Et les dirigeants politiques évoquent cette question devant tous leurs inter-leurieurs. Comme a pu le constater locuteurs, comme a pu le constater François Perigot, le patron du CNPF, qui, en compagnie d'une quarantaine de responsables d'entreprises fran caises; vient d'achever une visite de travail au Mexique.

Officiellement, pour Mexico, la situation est des plus claires: «Les négociations entre les trois partenaires sont terminées. La ratification du traité de l'ALENA par les parlementaires nationaux n'est plus qu'une question de mois il entrera en visueur le le immier prachain comme rigueur le 1º janvier prochain comme prévus, assure Fernando Solana, et le



tieures d'ajouter : « Il y a cernes des groupes très forts aux Etats-Unis qui s'y opposent, mais ceux qui détien-nent le pouvoir l'approuvent.» nem le pouvoir l'approuvent.»

En fait, cet optimisme forcé masque une inquiétude réelle de la part du gouvernement et des hummes d'affaires mexicains. Trus sont convaincus que le rejet de l'ALENA par les parlementaires américains entrainerait de serieuses difficultés pour leur pays, qui réalise avec son voisin du Nord les trois quarts de ses échanges. Chaque année, le Mexique a besoin de créer un million d'emplois nouveaux; il lui faut attirer des milliards de dollars pour équilibrer une balance commerciale déficitaire. La mise en place d'une zone de libre-échange à l'échelle du continent nord-américain permeturait d'atteinnord-américain permettrait d'attein-dre ce double impératif, tandis qu'un échec remettrait en cause le rétablissement remarquable du Mexique dix ens après la crise de la dette.

## Un argumentaire en faveur du traité

L'enjeu est donc d'importance, ll explique les visites incessantes des dirigeants mexicains aux Etats-Unis pour aller prêcher les vertus de l'ALENA, les campagnes de lobbying menées – à coups de millions de dollars – par Mexico sur le continent nord-américain et la mise an point d'un argumentaire solide en réponse

L'ALENA menace-t-il les emplois aux Etats-Unis? Les entreprises amé-ricaines vont-elles délocaliser leurs usines au Mexique pour cause de bas salaires? C'est la thèse de l'ancien candidat aux élections présidentielles américaines Ross Perot et celle des syndicats. Ministre du commerce et de l'industrie, le docteur Serra Puche rejette l'argument: « Pas moins de vingt-trois études très sérieuses ont été

menées pour étudier l'impact de l'ALENA sur l'emploi. Toutes concluent qu'il sera positif pour cha-cun des trois pays » Et ceini qui fait figure de père de l'ALENA de préci-set: «Si la thèse des syndicats était vraie, alors, logiquement, un pays comme Halti aurait du devenir un sedoutoble concept pour les Estats. redoutable concurrent pour les Etats Unis.»

De toute façon, selon le ministre du commerce et de l'industrie, les Etats-Unis n'ont pas grand-chose à craindre du Mexique. Ce dernier n'assure que 6 % des importations américaines, soit 0,5 % environ de son produit intérieur brut. Autant dire une quantité négligeable.

La ratification de l'ALENA bute sur un second problème ; l'inégalité des législations en matière d'environ-nement entre les trois pays. Mains sévère, celle en vigueur au Mexique fausserait la concurrence et pousserait les entreprises américaines (nu canadiennes) à s'implanter au Mexique. Faux, rétorque M. Puche. Pour lui, le développement du Mexique va aller de pair avec un renforcement rapide des mesures en faveur de l'entreprise vironnement. Qui plus est, ajoute t-il, le projet de traité interdit à l'un quel-conque des signataires d'être moins strict sur la protection de l'environnement pour attirer les investisse-

Sur ce point aussi, il ne s'agirait que d'une mauvaise querelle bientôt éteinte. Début juin an plus tard, dit-on à Mexico, les experts des trois pays proposeront un document définitif à leurs dirigeants politiques. A eux de le faire accepter pour que l'ALENA puisse entrer en vigneur le le janvier 1994. Le délai paraît court. Mais le Mexique, qui changera de président l'année prochaine, n'est pas en mesure d'accélérer le calendrier.

JEAN-PIERRE TUQUO

# At Monde DOCUMENTS

## SPÉCIAL EXAMENS **DERNIER ÉTAT DU MONDE**

L'Europe présente deux visages, du grand marché à l'Ouest au retour des nationalismes à l'Est. La CEI semble constituée d'états dépendants après trois ans de coalition. L'Asie Pacifique est devenue le nouvel atelier du monde, il faut compter avec l'Asie orientale. Aux Etats-Unis, on commence à mesurer l'effet Clinton, Les différences Nord Sud persistent.

# DERNIER ETAT DE LA FRANCE

La France traverse une mauvaise passe. Personne n'avait anticipé la sévère récession due en particulier aux difficultés de l'Allemagne. Le chômage va en s'aggravant. Pourtant, la France dispose d'atouts bien réels : monnaie solide, inflation faible, produits compétitifs.

Au sommaire des Clés de l'info : montée des mouvements intégristes dans les pays musulmans, la crise institutionnelle en Russie, les formations de droite en France, l'hyperinflation au Brésil, le blanchiment de l'argent sale, la faillite du système politique italien, le Printemps de Bourges, la déontologie des journalistes, mai 68.

En vente chez votre marchand de journaux - 10 F

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

# **MENSUELCIC**

# La Sicav des 13 mois

Comptes de l'exercice clos le 31.12.1992. Actif net: F 505.445.624 contre F 500.779.111 un an auparavant. Performance 1992: + 9,18 %. Valeur liquidative au 27.04.1993; F 10.288.76.

Performance du 3L12.1992 au 27.04.1993 : +3,96%. Montant total des dividendes au titre de

l'exercice 1992 : F 110,12 + F 0,74 de crédit d'impôt pour les personnes physiq es et morales. Solde de l'exercice : F 43,12 + F 0.74 de crédit d'impôt mis en paiement

le 28.04.1993. Acomptes mensuels: F67. Le Président Bernard YONCOURT a déclaré :

MENSUELCIC, rare SICAV bancaire distribuant des acomptes mensuels, offre aux clients du CIC un service original : le versement tous les mois d'un revenu parfaitement régulier, plus un solde. Grace à une gestion prudente qui concilie sécurité en capital et distribution, la Sicav intéresse un public toujours plus large comme en témoigne la progression de ses actifs. Elle poursuivra cette politique

AGO du 27.04.93

# CC Paris

Consultez les valeurs liquidatives de nos SICAV et FCP sur Minitel 36.14 code CIC

# Shell France supprime plus de 600 emplois dans sa branche pétrole

Après avoir déjà annnncé la suppression de 474 emplois sur 3 000 dans sa division chimie l'an dernier, Shell France envisage à présent de réduire de 600 à 700 les effectifs de sa hranche pétrole qui emploie 3 200 salariés. Les premières mesures de ce plan qui touchera le raffinage, la distribution et le siège social jusqu'à la fin de 1994 seront présentées vendredi 4 juin lnrs d'un comité central

L'objectif pour la filiale française du groupe anglo-néerlandais est de retrouver l'équilibre – sans qu'au-cune échéance précise n'ait été fixée - après avoir perdu 1,1 mil-liard de francs en 1991 et 1,8 milliard l'an dernier. Le premier trimestre s'avère également mauvais avec une dégradation de plus de 60 % par rapport à la même période de 1992 (390 millions de francs de pertes contre 238 millions). Ces mauvais résultats sont dus une fois encore à la pétrochi-mie alors que l'activité pétrole continue à améliorer sa rentabilité

## Réduire l'endettement de la société

« Les marges actuelles ne sont pas à la hauteur et sont insuffi-santes pour supporter le niveau des coûts que nous subissons », a expli-qué, vendredi 14 mai, Peter Had-field, président de Shell France, rappelant qu'un de ses soucis principal est de réduire l'endettement de la société qui atteint les 6,5 mil-liards de francs, pour des frais financiers estimés à 800 millions.

Parallèlement à ces réductions d'effectifs, la firme envisage de trouver des partenaires voulant s'associer dans le raffinage. Car avec les trois unités de Berre, Petit-Couronne près de Rouen, et Reichtett. aux environs de Strasbourg Shell a une capacité de raffinage de 15 millions de tonnes dépassant largement ses besoins propres (9 millions). D'où l'idée de trouver un opérateur pétrolier souhaitant venir « partager les risques ». Ce projet est moins avancé que celui dans la pétrochimie. Shell et l'italien Ferruzzi-Montedison devraient annoncer d'ici à l'été leur association dans le domaine des plastiques en créant nne filiale commune dans le polyéthylène et le polypropylène (le Monde du 19 septembre 1992).

Dans le même temps, le groupe Royal Dutch Shell a décidé, pour des raisons d'économie et de meilleure rentabilité, de regrouper toute sa flotte européenne (britannique, hollandaise, allemande et française dans une seule société installée à Londres. Celle-ci disposera de cinquante navires d'une capacité globale de 5 millions de tonnes. La Société maritime Shell (SMS) installée en France, après avoir compté jusqu'à treize bateaux voici une quinzaine d'années, n'en disposait plus que de deux.

DOMINIQUE GALLOIS

Conséquence de la politique agricole commune

# Atochem va réduire d'un quart ses effectifs dans le secteur des engrais

Les sociétés d'engrais Grande Paroisse et Soferti, filiales d'Atochem (groupe Elf Aquilaine), annonceront, mercredi 19 n.ai no comité central d'entreprise, 750 suppressions d'emplois sur un effectif total du secteur engrais de 3 000 personnes, ce qui représente une diminution de 25 % des effec-tifs, a indiqué vendredi 14 mai la Fédération unifiée des industries chimiques CFDT.

Les sites Montoir-de-Bretagne (120 personnes), Brest (60 per-sonnes) et Granville (70 personnes), ainsi que les ateliers ammoniac et engrais complexes de Rouen seront fermés. Ces mesures s'ajoutent aux plans déjà en cours ehez Grande Paroisse, Norsk Hydro (500 suppressions d'emplois sur un total de 1 500 en 1992) et Pec Rhin, précise la CFDT dans un communiqué. Pour les patrons des engrais, ajoute le syndicat, « deux causes principales expliquent les difficultés actuelles : d'une part, la baisse des achats des agriculteurs consécutive à la réforme de la politique agricole commune et à leur inquiétude quant aux accords du GATT; d'autre part, les impor-tations sauvages des pays de l'Est dans des conditions de dumping». Considérant que « les salaries n'ont pas à subir les conséquences de choix politiques sans rapport avec l'activité normale du secteur», la CFDT affirme qu'elle « refuse les suppressions d'emplois comme seule réponse à une volonté d'abaissement des coûts fixés ».

A la suite de ces déclarations syndicales, la direction d'Elf Ato-chem se refusait, lundi 17 mai, à tout commentaire. Tontefois, lors de la présentation des résultats annuels, le 8 avril le président du groupe, Jacques Puéchal avait évo-qué les difficultés de ce domaine rappelant que la politique agricole commune (PAC) entraînera une baisse de 20 à 25 % des engrais en Europe. «Les sept acteurs dans ce secteur vont devoir s'adapter».

# CHIFFRES ET MOUVEMENTS

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CRICA

CRICA PRÉVOYANCE

Assemblées générales ordinaires

Les délégués des Adhérents et des Participants sont convoqués

le mercredi 16 juin 1993

à l'hôtel Méridien Paris-Étoile

81, boulevard Gouvion-Saint-Cyr. 75017 PARIS

à 10 heures pour CRICA PRÉVOYANCE à 15 heures pour CRICA

Renseignements: (1) 41-05-24-27.

ACTIONNAIRES DE SUEZ,

le 16 juin, c'est votre assemblée générale.

L'Assemblée Générale Mixte les documents d'infor-

des actionnaires de lo mation, le formulaire de vote

Compagnie de Suez aura par correspondance ou par

lieu le 16 juin (\*) à 14h30, à procuration, ou le formulaire

la Maison de la Chimie, de demande de carte d'ad-

Ponr participer à cette cette ossemblée, removez an

ossembléc, vons devez plus vite le formulaire de

nécessairement faire immo- vote par correspondance ou biliser vos actions et par procuration dument

(\*) Au cos probable où l'assemblée controquée le 3 juin n'aurait pu se tenir, faute de quorum

Pour toute information. Suez Actiomatics, Direction de la Communication, 1. rue d'Astorg, 75008 PARIS. Tel : 40.06.64.00. Minitel 3615 SUEZ

Si vous ne pouvez assister à

- à votre banque, si vos

actions sont an porteur;

directement à la Banque

Indosuez, si vos actions

sont nominatives.

28 bis, rue Saint-Domi- mission.

demander à votre banque rempli et signé :

mane, 75007 PARIS.

(ou à votre intermédiaire

financicr) chez qui vos

actions Snez sont con-

servées, de déposer le

certificat d'immobilisation

de vos actions à la Banque Indosnez, des que possible

et en tout état de cause, le

Vous pouvez demander, des

maintenant, à votre banque,

11 jnin au plus tard.

pour une reprise de l'usine de Creutz-wald (Moseile). - Le groupe allemand Grundig, qui avait mandaté son directeur général, Johnny Kom-nata, pour explorer les possibilités de poursuite de l'activité sur le site de Creutzwald, a engagé des discussions avec deux groupes, l'nn français (Kasul), l'autre de Hongkong, Evoquée par M. Komnata devant le comité d'entreprise, jeudi 13 mai, cette éventuelle reprise de l'usine de téléviseurs s'accompagnera de la sup-900 emplois. Des contacts ont égale-ment été pris avec deux autres groupes du Sud-Est asiatique. En difficulté, Grundig envisage la fermeture de l'un de ses trois établissements de production de téléviseurs en Europe, celul de Lorraine paraissant plus menacé que eeux de Vienne (Autriche) et Nuremberg (sud de l'Al-

1 000 suppressions d'emplots. – American Telephone and Telegraph, le géant américain des télécommunications, va supprimer 1 000 emplois dans sa principale usine de North-Andover (Massachusetts). Cette mesure, annoncée vendredi 14 mai, fait suite à une réorganisation du réseau de communications internationales de ATT, qui a réduit la demande pour les équipements pro-duits dans cette usine, ont expliqué des responsables de la firme. Les sup-pressions d'emplois prendront effet

## RÉSULTATS

Christofle (orfevrerie): 39,5 mililons de francs de pertes nettes en 1992, - Touché par la crise du luxe, Christofle (orfèvrerie) a réalisé en 1992 un chiffre d'affaires consolidé de 621,8 millions de francs, en recul de 4,3 % sur l'année précédente. Le groupe qui a provisionné, l'an der-nier, 24 millions de francs pour la première phase d'un important plan de restructuration, a enregistré une perte nette consolidée de 39,5 millions de francs (contre 6,8 millions en 1991). En 1993, la deuxième phase de cette restructuration permettra, selon le groupe, « de rentabiliser l'activité d'orfèvrerie en dévelop-pant la production de la filiale brésilienne». Cette restructuration à l'issue de laquelle les frais fixes de la société se trouveront allégés de 50 millions de francs, pèsera à nou-veau sur le résultat 1993.

BT: le coût des suppres d'emplois fait chuter le béoéfice sumel. – BT (ex-British Telecom), le premier groupe britannique de téle-communications, a subi l'au dernier une baisse de 36 % de son bénéfice imposable, imputable en bonne par-tie au coût lié à la réduction de 19 % de ses effectifs. Le bénéfice imposa-ble de ses effectifs. ble du groupe privatisé en 1984 est tombé à 1,97 milliard de livres (16,3 milliards de francs) pour l'exer-(10,3 miliards de francs) pour l'exer-cice terminé an 31 mars contre 3,07 milliards de livres (25,4 mil-liards de francs) un an auparavant. Ce recul a été provoqué « par les charges importantes liées au plan de réduction du personnel», a expliqué lan Vallance, président de BT. Ce lan Vallance, président de BT. Ce programme a coûté l'an dernier 1,03 milliard de livres. Le groupe a offent de fortes incitations à la plupart des 39 800 salariés qui l'ont quitté en 1992, rédnisant ses effectifs à 170 700 personnes. 15 000 emplois seront à nouveau supprimés par an lors des deux prochaines années, a confirmé M. Vallance. Le chiffre d'affaires a légèrement diminué à d'affaires a légèrement diminué à 13,24 milliards de livres (89 milliards de francs) contre 13,33 milliards pour l'exercice précédent (100 mil-liards de francs).

Borland a rédnit ses pertes en
1992-1993 à 49,2 millions de dollars.

L'éditeur américain de logiciels
Borland a rédoit ses pertes à
49,2 millions de dollars (235 millions
de fonce) pour l'agrand 1992-1992
de fonce) de francs) pour l'exercice 1992-1993 clos en mars, a indiqué vendredi 14 mai Marie-Eve Schanber, direc-teur général de Borland France. L'an-née précédente, du fait notamment de l'acquisition de la société Ashton Tate, le groupe avait accusé des pertes de 110,4 millions de dollars (596 millions de francs). Le chiffre d'affaires de 92-93 est en recul de 3.8 % à 482,5 millions de dollars (2.28 milliards de francs). Le chiffre d'affaires du groupe sur le marché français est en revanche en progression de 25 % à 156 millions de frança.

**NOMINATIONS** □ Orcofl (famille Vuitton): Pierre

directoire. – Pierre Schmidt sera pro-posé, le 26 juin, à la succession de Henry Racamier à la présidence du directoire d'Orcofi, la société holding qui porte les participations finan-cières et industrielles de la famille Vuitton dans le luxe. La décision relève do conseil de surveillance. Henry Racamier avait annoncé son départ, jeudi 13 mai. Un départ inscrit dans les statuts de la société et qui devrait intervenir le jour de ses quatre-vingt-un ans (le 25 juin 1993). M. Schmidt, soixante-six ans, ingé-nieur civil des mines, est depuis 1990 vice-président du directoire d'Orcofi et directeur général, aux côtés d'Henry Racamier, Ce demier devrait encore garder « d'importantes responsabilités » au sein du holding.

☐ Pierre Gosset nommé directem central du personnel de Pengeot. -Pierre Gosset, quarante-six ans, res-ponsable des relations sociales de usine Peugeot-Talbot de Poissy (Yvelines), vient d'être nommé directeur central du personnel d'Automo-biles Peugeot. M. Gosset, qui a pris ses fonctions le 1-mai, remplace Roland Vardanéga, quarante-neuf ans, qui occupait ce poste depuis 1986. Ce dernier est desormais rattaché à la direction générale de l'entre-prise « qui définira ses attributions après une période d'approfondisse-ment de sa connaissance des fonctions de la société qui étoient hors de son champ d'activité jusqu'alors».

Sema Group: informatisation du suivi des OPCVM pour le compte de la COB. – Le groupe franco-britanni-que de services informatiques Sema Group a annoncé vendredi 14 mai la signature d'un contrat d'informatisa-tion d'un projet de suivi des Organismes de placements collectifs des valeurs mobilières (OPCVM) pour le compte de la COB (Commission des opération de Bourse). L'informatisation de ce suivi, effectuée en liaison avec la Banque de France, vise à mettre à la disposition de la COB un système de pilotage et de contrôle réglementaire destiné à mieux cerner les risques du marché des OPCVM, indique un communiqué de Sema Group. La COB pourra également retransmettre à la Banque de France une partie des données statistiques qu'elle recueillera auprès des différents intervenants du marché.

□ Volkswagen envisage de réintro-duire sa «Coccinelle» en Allemagne Volkswagen envisage de réintro-duire en Allemagne la «Coccinelle», l'une des plus célèbres voitures du monde avec plus de vingt millions d'exemplaires vendus en un demi-siè-cle. « Nous réfléchissons à la question, mais nous n'avons encore pris aucune dècision», a déclaré, vendredi 14 mai, un porte-parole de Volkswa-gen. Mais il a démenti des informations du magazine allemand Auto Zeitung qui annouce le retour de la «Coccinelle» pour l'automne 1993. Le constructeur, soilicité par les cer-Allemagne, pourrait faire venir des véhicules du Mexique, où le modèle est toujours fabriqué, a précisé le porte parole. Cette réintroduction ne devrait pas intervenir avant l'unnée prochoine et il cienté. ine, a-t-il ajouté. Volkswagen a cessé en 1978 de fabriquer des «Coccinelle» en Europe. Depuis 1985, VW a cessé toute importation en

# MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 17 mai Nouvelle dégradation

La tendance communit de se dégra-der lundi 17 mai à la Bourse de Parls. En recul de 0,31 % à l'ouverture, l'in-dice CAC 40 affichait une heure plus tard une perte de 0,9 %. A la mi-jour-née, les pertes de l'indice CAC 40 continueient de s'accentuer, celui-ci abendonnant plus de 1 %. Aux elem-tours de 13 heures, les vaieurs fran-çaisec perdaient, en moyenne, 0,91 % à 1 835,08 polms.

Cette balase se manifestalt dans un merché calma au début d'une samaine qui va être écourtée de deux séances en raison de la fête de l'As-

Le marché va être tranquille ces jours prochains, estiment les gestion-naires, il n'est pes question selon eux de prendre des positions importantes avant le référendum danois sur le rati-fication du traité de Masstricht qui lui-même serà suivi par un débat au Parlement britannique sur le même

après avoir légèrement régressé face au mark vendredi demiar. Le loyer de l'argent au jour le jour était également stable à 8 1/8 %.

De grandes valeurs continuaient à être straquées, comme Michelin, qui, à la mi-séance, perdait 3,1 % pour un volume de 225 000 titres, ou Cansi Plus qui pour se pert sbandonnair 1,8 %. Chargeurs, qui aveit progressé de 9 % vendredi peu avent la clôture, reculait de 8,7 % à 1 004 france pour 11 000 titres échangés. Baisse égale-ment de 4,3 % de Christian Dior et de 3,7 % de Bic.

Du côté des hausses, on releveit, entre autres, celles de Pernod-Ricard (+ 3,3 %) et de Pechiney international (+ 1,4 %).

# TOKYO, 17 mai 1 Légère progression

légère progression, lundi 17 mai, dans des échanges peu étoffés, Au terme des transactions, l'indics Nikkei a gagné 81,38 points, soit 0,45 %, à 20 565,51 points. L'indice TOPIX a progressé de son côté de 5,54 points à 1 611,25. Environ 330 millions de titres ont changé de mains, contre 567 milions vendradi 14 mai,

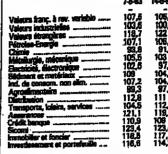
Les achats effectués par les investisseurs institutionnels ont soutenu le marché, ont expliqué les courtiers, Les autres intervenants restalent sur la

# DE LA BOURSE DE PARIS (MISTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES)

LES INDICES HEBDOMADAIRES

BOLRSE DE PARIS DE

hadices généraux de base 100 : 31 décembre 1992



Bear 100 en 1945 

7-5-83 14-5-83

La Bourse de Tokyo e clôturé en

| Agricomoto   1360   1370 | VALEURS  | Cours de<br>14 pmi  | Cours do<br>17 mel              |
|--------------------------|--|---|---------------------------------|
|                          | Agricanolo Bidgantene Casca Friji Bank Hotels Metters Hotels Metters Hatenshine Stepric Latenshine Stepric L | 1 360<br>1 400<br>1 430<br>2 040<br>1 410<br>1 360<br>706<br>4 750<br>1 680 | 1 420<br>-1 340<br>709<br>4 720 |

## PÉKIN

# Les Bourses de valeurs chinoises sur la voie de la libéralisation

chinois. D'après la nouvelle règlementation, les opérateurs chinois sont notamment autorisés à acheter des actions dites « H », une catégo-

Les opérateurs des Bourses de rie spéciale d'actions émises par valeurs de la Chine continentale neuf sociétés d'Etat qui vont sont désormais autorisés à traiter demander à être cotées à Hong-les valeurs de sociétés cotées à kong. A Hongkong, les analystes l'étranger. Cette mesure, qui estiment que cette nouvelle régle-constitue un pas de plus sur la voie mentation va accentuer les mouvede la libéralisation de l'économie, a ments de capitaux entre la Chine continentale et Hongkong et également renforcer l'activité - déjà très soutenue - de la Bourse de Hongkong sur les sociétés de Chine

# **CHANGES**

# Dollar: 5,4135 4

Le deutschemark perd quelques fractions à 3,3739 francs handi 17 mai lors des premiers échanges entre banques, contre 3,3743 francs dans les échanges interbançaires de vendredi. Le dollar faiblit à peine à 5,4130 francs dans les échanges interbançaires de vendredi. interhaneaires de vendredi (5,4335 francs cours Banque de France).

FRANCFORT . 14 mai Dollar (en DM)\_\_\_ 1,6062 1,6037 TOKYO 13 mai اهم 17 Dollar (ca yeas)... 111,65

110,77 MARCHÉ MONÉTAIRE Paris (17 mai) ..... .... 8 1/16-8 3/16 % Hew-York (14 mai)\_

# **BOURSES**

13 mai 14 mai (SBF, beec 100 : 31-12-81) Indice général CAC 515,60 512,78 (SBF, been 1000 ; 31-12-87) Indice CAC 40 \_\_\_\_\_ 1 879,93 1 851,74

NEW-YORK (Indice Dow Jones) 13 mai 14 mai 3 447,99 3 443,61 LONDRES (Indice e Financial Times ») 2 849,30 2 847 2 215,50 2 218,6 161,50 165,1 94,85 94,7 FRANCFORT 13 mai 14 mai . 1 639,79 1 634,51 TOKYO

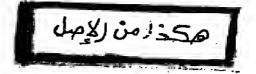
# MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

|   | COURS CO   | MPTANT   | COURS TERME TROIS MO   |  |
|---|--|--|--|--|
|   | Demandé  | Offert   | Demandé  | Offert   |
| \$ E-U Yea (100) Ecs Destachemark Prant subset Live indicase (1000) Live stering Pesets (100) | 5,4095<br>4,5826<br>6,5845<br>3,7720<br>3,7332<br>3,6760<br>8,3506<br>4,4180 | 5,4105<br>4.8838<br>6,5365<br>3,3725<br>3,7366<br>3,6810<br>8,3568<br>4,4287 | 5,4685<br>4,9361<br>6,5802<br>3,7726<br>3,7751<br>3,6475<br>8,3804<br>4,3613 | 5,4725<br>4,9423<br>6,5871<br>3,3756<br>3,7610<br>1,6552<br>8,3921<br>4,3700 |

# TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

|  |                            |   |   |  | LAIRT   |  |
|--|----------------------------|---|---|--|---|--|
|  | UN MOIS                    |   | UN MOIS TROIS MOIS                                    |  | SIX   | MOIS   |
|  | Demande                    | Offert  | Demandé   | Offert   | Demandé   |  |
| S E-U Yen (180) Een Dentschemark Franc subse Lire indense (1800) Live sterlier | 3 1/8<br>8 7 9/16<br>5 1/2 | 3 1/8<br>3 1/4<br>8 1/8<br>7 1/16<br>5 1/8<br>10 3/4<br>6 1/8 | 3 1/8<br>3 1/8<br>7 5/8<br>7 1/4<br>4 15/16<br>10 1/2 | 3 1/4<br>3 1/4<br>7 3/4<br>7 3/8<br>5 1/16<br>10 3/4 | 3 1/4<br>3 3/16<br>7 1/2<br>7<br>4 3/4<br>10 7/16 | 3 3/8<br>3 5/16<br>7 5/8<br>7 1/8<br>4 7/8<br>10 11/16 |
| Peseta (100)   | 12 1/4<br>7 13/16          | 13 1/4  | 11 7/8  | 6 1/8<br>12 7/8<br>7 9/16                            | 11 1/2<br>7 1/36                                  | 6 3/16<br>12 1/4<br>7 5/16                             |

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbançaire des devises



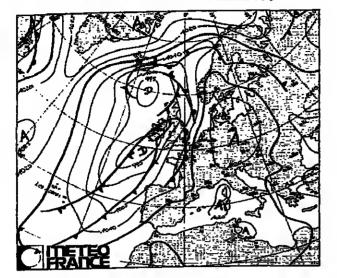
# MARCHÉS FINANCIERS

•• Le Monde • Mardi 18 mai 1993 25

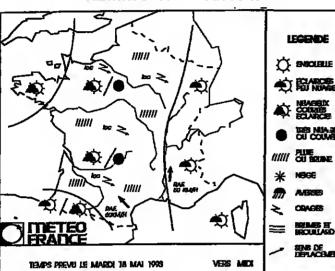
| <b>BOURSE DE PARIS</b>   | D[] 17 MAI  |                                       |  |  | Cours relevés à 13 h 31  |
|--|---|---------------------------------------|--|--|--|
| Companion VALEURS Cours Precise Deciser % cours  |   | glement men                           | suel   | Compan-<br>sation VALEUR   |  |
| 5420 C.N.E.S%. 5530 5540 5540 + 0.18 Compos-<br>1040 B.N.P.T.P. 1040 1032 1045 + 0.48 40560 WALSURS 917 Oct.you.T.P 805 905 905  | Cours Premier Decelor % Competention Cours  | VALEURS Cours Premier Decision cours  | 5 Compan VALSURS Coms priced. Com  | nier Demier % 280 Ford Motor.  | 304 90 291 70 291 70 - 4 20<br>56 57 56 40 + 0 71  |
| 1980   Remaint T.P.   1980   1985   1985     | 420 423 420 1460<br>1384 1380 1370 -101 355<br>410 80 413 414 50 +0 95 7730<br>220 220 220 415<br>410 411 418 550<br>128 127 -117 680<br>170 10 175 30 173 +1 70 16 80<br>680 9500 +0 10 16 80<br>528 530 529 +0 36 430 | Labon                                 | 190  | 190  | 357 10 358 10 358 10 + 0 28 35 35 10 + 0 28 35 35 10 + 0 28 35 35 10 + 0 28 35 35 10 + 0 28 35 35 10 + 0 28 35 35 10 + 0 28 35 35 10 + 0 28 35 10 + 0 28 20 10 + 1 77 24 50 10 24 50 10 + 1 77 24 50 10 24 50 10 24 22 80 + 2 37 11 5 815 808 808 808 1 - 1 15 815 808 808 808 1 - 1 15 815 808 808 808 1 - 1 15 815 808 808 808 1 - 1 15 815 808 808 808 1 - 1 15 815 808 808 808 1 - 1 15 815 808 808 808 1 - 1 15 815 808 808 808 1 - 1 15 815 808 808 808 1 - 1 15 815 808 808 808 808 1 - 1 15 815 808 808 808 808 808 808 808 808 808 80   |
| 1290   Compt Med   | 334 50 333 80 331 80 -0 01 226<br>96 80 10 95 50 -0 52 545  | S.GE 220 219 215<br>Simeo 534 525 521 | -227   200   Gricoson   221   222   223   347   10   351   | 444 TV74 # 14 11 6.  |  |
| VALEURS % du % du VALEURS Cours Dernier cours  | VALEURS Cours Dernier cours   | VALEURS Cours Derried cours           | by L Ban   | VALEURS Emission Rachat Frais inc. Net   | VALEURS Emission Rechart net   |
| Obligations   Fishber 340 346 80   517 P   2301   2305   500 P   518 P | Étrangères  | Rodanco NV                            | Actinonataire CO 0 31259 77 31259 77 Fran<br>Arplin-gar  | ce Obligations 474 48 409 78 P.<br>dc 475 61 481 75 P.   | Arribes Copinsination  |
| Top   Color    | Alcan Alagricians   | Sarie Groep                           | Artigores trésoc   | 1180 07   1128 28   P  | 1249 89   594 01   |
| Raine C. Moneco   913   920   Provincial   759   259   245   245   246   2479   246   2479   246   2479     | Second man  | ché (sélection)                       | Cred Max Ep. Monde. 215 57 209 80 Marit<br>Cred Max Ep. Monde. 1246 85 1213 88 Marit   | Court TermeZ 313343 00 313343 Sc<br>Epurgne 19788 87 19592 94 Sc   | Openfrance Distribut 1216 71 1192 85 1152 34 1 |
| Seinchard September   Septem   | VALEURIS   Cours   Dermier   Pric.  | VALEURS   Course price   Course       | Discos.   1491 83   1455 54   Maric Occas.   Sicurité   241 47   234 44   Maric Occas.   241 47   234 44   Maric Occas.   241 47   234 44   Maric Occas.   242 1111 91   Maric Occas.   242 1111 91   Maric Occas.   242 111 113   Maric Occas.   242 111 113   Maric Occas.   242 11   237 8 67 + Maric Occas.   242 11 12   237 8 67 + Maric Occas.   242 11   243 | Ep. Cockesona. 1941 62 1792 33 8. F. Cockesona. 1920 71 128 54 8. F. Cockesona. 1920 71 128 54 9. F. Cockesona. 1920 71 128 54 9. F. Cockesona. 1921 07 1989 93 9. F. Cockesona. 1921 07 1989 93 9. F. Cockesona. 1921 07 1989 93 9. F. Cockesona. 1921 1986 32 9. F. Cockesona. 1921 1922 1922 1922 1922 1922 1922 192 | 1422 16   1394 27   1583 08   1594 17   1583 08   1594 18   1594 18   1594 18   1594 18   1594 18   1594 18   1595   |
| COURS INDICATIFS COURS COURS DES BILLETS MA  | ONNAIES COURS COURS DEVISES préc. 17/5  | LA BOURSE SUR MINITEL                 | Marché à terme in  | ternational de Fran<br>otation du 14 mai 1993  | nce MATIF  |
| Exists Units (1 usd) 5433 6 1 5 6 Or fin Real (100 dm) 337 5800 326 346 Or fin Real (100 fm) 307 5800 326 346 Or fin Repole (100 fm) 300 890 289 306 Nepole (100 fm) 300 890 3 4 3 9 Piece (100 fm) 87 550 84 92 Piece (100 fm) 87 550 84 92   | (kilo en berre)   | 36-15<br>TAPEZ LE MONDE               | NOTIONNEL 10 Nombre de contrats estimés : 1  | 16 604 Vol   | 0 A TERME ume: 15 936  |
| Irlands (1 lep)  | Letine (20 f)   | PUBLICITÉ<br>FINANCIÈRE               | COURS Juin 93 Sept. 93  Dernier 117,34 117,04  | 116,60 Dernier 1 84  | . 1 . 1  |
| Norwige (100 k)  | 10 dollars  | Renseignements :<br>48-62-72-67       | Précédent   117,44   117,10  | 116,60   Précédent   1 88<br>  |  |

# MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 17 MAI A 0 HEURE TUC



PRÉVISIONS POUR LE 18 MAI 1993



Mardi :prédominance des nuages.

- Une perturbation chargée en nuages continuera à pénétrer sur la France à la faveur d'une baisse des pressions.

Les régione de l'Alsace et des Vosges aux Alpes, à la Provence et à la Corse profiteront encore d'une jour-née agréable. Les nusges formeront un voille laissent une large place au soleil. Quelques coupe de tonnerre eeront toutefois possibles dans les Vosges.

Ailleurs, la ciel sers très nuageux à puvert avec des pluies éparses, faibles modérées, perfois orageuese. Elles a moderaes, pariots orageness. Cites saront plus marquies sur les varsants sud du Massif Central, il y aura quel-ques éclaircies seulement, plus particu-lièrement dans le Peys basque et en Bratagne jusqu'en milieu de journée. Les pluies deviendront orageuses éga-lement en soirée près des Pyrénées. La nalge y tombera eu-deasus de 2300 mètres.

LECENDE

SHOURIE

THE NUMBER MEAGENY COURTES ECLARCE

OU COUNTY

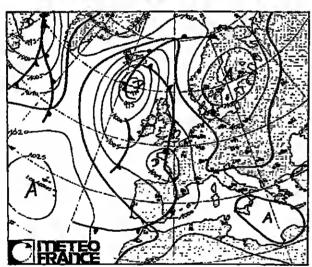
\* NEGE

COAGES

Les vents souffleront de secteur sud-ouest près de le Menche, sud-est en Languedoc, de sud en vallée du Rhône, est eur lee côtes varoisee, avec une vitesse etteignant 40 kilomètres/heurs.

Les températures minimales seront de 12 à 14-C en moitié sud, et même 13 à 15-C près de la Méditerranée, 10 à 12 degrée en moitié nord. Les maxima seront de 14 à 16 degrée près des côtes de la Manche, 16 à 20 dens le Nord-Ouest et près des côtes atlantiques, 18 à 22 du Centre aux Pyrénées, 20 à 25-C de la Lomaine à la Corse.

# PRÉVISIONS POUR LE 19 MAI 1993 A 0 HEURE TUC



| TEMPÉRATURES mexime - minime et temps observé Valeurs axutênes relevées antre le 17-5-93 le 16-5-1993 à 18 houres TUC et le 17-5-1993 à 8 houres TUC |  |   |  |  |  |  |
|--|--|---|--|--|--|--|
| FRANCE  AJACCIO  |  | MADRID     24     9     N       MARRAKECH     31     15     D       MEXICO     21     13     D       MILAN     24     13     D       MONTRÉAL     16     9     D       MOSCOU     25     13     N |  |  |  |  |
| CAEN   | ALGR 25 12 0 AMSTERDAM 18 11 ATBÉRIS 24 15 D BANGKOK 35 27 N BARCELONÉ 20 12 C BELGRADE 23 14 D REMIN 17 8 D                         | RABEORE   |  |  |  |  |
| LYON   | BELXELLES 17 10 N<br>COPENEAGUE 17 6 D<br>DAKAR 27 21 N<br>GENEVE 20 7 D<br>STAYBUL 18 14 N<br>JERUSALEM 27 18 N<br>LE CAIRE 32 18 D | ### ROMENON 28 23 - 25 - 25 - 25 - 25 - 25 - 25 - 25 -  |  |  |  |  |
| EENNES 21 13 C<br>ST-ETIENNE 20 7 D  | LISBONNE 21 16 P<br>LONDRES 15 13 N<br>LOS ANGELES 22 16 N<br>LUXEMBOURG 17 9 B  | TCNS  |  |  |  |  |
| A B C ciel convert   | D N O orage degrape suggests   | P T * neign   |  |  |  |  |

TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure mains 2 heures en été ; heure légale mains 1 heure en hiver.

**SCIENCES** LE MONTE ET MÉDECINE

# RADIO-TÉLÉVISION

**IMAGES** 

DANIEL SCHNEIDERMANN

# La victoire au goût de cendre

E fut une guerre du Golfe en miniature que l'on livre à Neully. L'union sacrée s'y pectant pas les lois élémentaires de l'humanité. Uni par l'inquiétude. le pays entier, avec surprise, se vit tirant dans la même sens, du puissant ministre à la concierge de l'institutrice, des anges noirs du RAID aux journalistes. La victoire, pour finir, y fut, comme en Irak, totale. Et amère.

Car toute victoire guerrière a un goût de cendre. On le devina, ca goût de cendre, chez le médecincapitaine Evelyne Lambert. Et chez le procureur Pierre Lyon-Caen. Et chez le psychiatre Gilles Nakeb. Et chez le père du petit Lucas Nar-

20.45 Variétés : Stars 90. Emission présentée par

COSTUME AUX 2 PANTALONS

à partir de 1 990 F

David Shiff

23,55 Série : Les Enquêtes de Remington

Magazine : Savoir plus. Présenté par François de Closets. Solgri distance : une révolution médicale.

0.15 Magazine : Le Cercle de minuit. Présenté par Michel Field. En direct de

20,45 Cinéma : Ne nous fâchons pas.

20.45 Cinéma : Officier et gentiernan. a Film américain de Taylor Hackford (1982).

22.55 Magazine : Durand la nuit. Présenté per Guillaume Durand, en direct.

20.00 Journal, Journal - des courses

0.00 Magazine : Le Cercle de minuit. Présenté par Michel Field. En direct de

19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.09 è 19.31, le journet de la région.

21.50 Planète chaude.
La Linea. 2. En route vers l'Ouest, documentaire d'Emesto Rimoch et Eva Saraga.
Le long de la frontière américano-mexicaine.

23.15 Téléfilm : Les clowns aussi font pleu-

rer. De Reinhard Hauff (2º partle). 0.45 Continentales. L'Eurojournal : l'info er

16.00 Cinéma : Betty, mmm Film français de Claude Chabrol (1991).

- En clair jusqu'à 20.30

1.30 Musique : Portée de nuit.

**CANAL PLUS** 

18.00 Canaille petuche. Coup de bleu dans les étoiles.

18.30 Ça cartoon.

0.50 Magazine : Le Club de l'enjeu.

22.45 Magazine ; Drôle de star, Présenté par Michel Drucker. Invité : Petrick Sébastien,

FRANCE 2

20.50 Téléfilm : L' « Except-Valdez ».
De Paul Seed, avec. John Heard, Chr.
Lloyd.

0,50 Journal et Météo.

23.55 Journal et Météo.

FRANCE 3

20.00 Journal, Tiercé et Météo.

FRANCE 2

23.40 Journal et Météo

FRANCE 3

20.05 Jeu : Hugodélire (et à 20.40). 20.15 Divertissement : Le Classe.

20.45 Série : L'Ami Maupassant. L'Héritage, d'Alain Dhenaut.

22.45 Journal et Météo.

TF 1

meins nues, rechercher son fils. Et même chez Nicolas Sarkozy, à qui l'on se sentit étrangement reconnaissant d'avoir renoncé à son «Heure de vérité». Dans leur regard à tous, dans leur voix sourde et lasse, comme e'ils redoutaient tou-jours de déclencher la bombe humaine, on sentalt encore frissonner l'effroi suprême. Ils avaient, c'étal1 clair, approché le mort, caressé son odeur, entendu son silence. L'idée insoutenable de la mort des enfants.

L'éventualité vague de laur pro-pre mort, sans doute. Et pour finir, dans l'horreur somnolente du petit matin, la mort bien vraie de la bête. Cherles Pasqua parie le premier de

traces se précipite Claire Chazal, qui persista, même après sa mort, à nommer Eric Schmitt ele forcené ». Dans les mots de Claire Chazel, ce n'était pas Eric Schmitt qui avait pris des enfants en otage; c'était le bête, le forcené, qui se trouvait curieusement avoir un étatcivil humain, Eric Schmitt. Samedi, à 13 heures, le psychiatre Gilles Nakab raconte à Claire Chazal que Schmitt aveit fait chanter les enfants, et joué avec eux. Tout se passa comme si elle ne l'avait pas entendu. Comme si elle ne pouvait pas l'entendre. Comme s'il était nécessaire que le forcené mort restat aussi terrifiant que vivant.

Au même moment, interrogée sur France 2 par Michaile Fines et Bruno Masure, Evelyne Lambert revensit pas à pas sur les lieux du malheur, nous trainant à sa suite vers le nœud de secrets intransmissibles de ce huis clos mortel. Avec une insistance respectueuse, les questions la ramenaient dans la salle de classe. Elle ne s'en offusquait pas, ne se dérobait pas. Elle semblait simplement comme étonnée. Etonnée de ces heures

Etonnée per elle-même? Ou bien, après se plongée dans les profon-deurs insoupponnées, de remonter si facilement, sens triomphe ni regret, vers le vain turnuite de la vie?

TIS SEE . SAFE

*3*:--

21324 ·

STEAT !

E ...

おさい -

276 ...

Enter:

33·

ر سيورو القر 182 🛫 .

Red to .. .

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles 
➤ signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; e On peut voir ; e e Ne pas manquer ; mem Chef-d'œuvre ou classique.

# Lundi 17 mai

22.25, Journal et Météo. 22.55 Magazine : A la une sur la 3. Présenté per Christine Ockrent. 23.25 Magazine : Allcs.

0.15 Continentales. L'Eurojo 1.00 Musique : Portée de nuit.

## **CANAL PLUS**

20.35 Cinéma : Shag. ■ Film britannique de Zelda B 22.10 Flash d'informations. 22.12 Le Journal du Festival. Présenté par Isabelle Gio

22.25 Cinéma : El. Bus Film mexicain de Luis Bunuel (1952) (v.o.). 23.55 Cinéma : Le Boucher de Notting Hill. # Film britannique d'Anders Palm (1990).

1.40 Cinéma : Un moment d'égarement, a Film français de Claude Berri (1977).

## ARTE

20,40 Cinéma : Tampopo, sm Film japonals de Juzo Itami (1986). Magazine ; Ich liebe dich. De Patrick Jeudy. Clark Gable. 22.40 Cinéma ;

L'Invitation. ww 0.10 Cinéma d'animation : Snark. Le Club des objets abandonnés, de Jirl Barta (24 min).

# M 6

20.45 Cinéma : La Théorie des dominos, a

### 22.30 Cinéma : La Sirène du Mississippi. ■■

Film français de François Truffaut (1969). 0.30 Informations:

Six minutes première heure 0.40 Magazine : Jazz 6. Présenté par Philippe Adler. Kenny Drew Trio.

FRANCE-CULTURE

20.30 Le Grand Débat. A quoi sert l'ONU? (1) Avec Javier Perez de Cuellar, Jeen-François Denieu, Michel Jobert, André Glucksmann,

21.30 Dramatique, Cinq soirées dens un parc (1), d'après les Entretiens sur la pluralité des mondes habités, de Fontenelle (rediff.).

22.40 Le Radio dans les yeux. 0.05 Du jour au lendemain,

-Au Festival de Cannes. - -

0.50 Musique ; Coda, Les nuits de Colette.

## FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (en direct de Lucano) : Lobenorin. ouverture, de Wagner; Concertibloor clarinette et orchestre, de Veress ; Symphone re 7 en la majeur op, 92, de Beethoven, par

23.09 Ainsi la nuit. Par Denise Behous. Trio Puns in func. Far Dense Bandus. The pour violen, violencelle et piane en sol mineur op. 30, d'Alkan! Trie pathétique pour piane, clarinette et basson en ré mineur, de Gilnica; Quatuer pour piane et cordes en le mejeur op. 30, de Chausson; Der Schmetzerling D. 633, de Schubert.

# Mardi 18 mai

17.40 Court métrage : Guy Pellaert, naissance d'une œuvre. De Fred Cebron. 18.50 Magazine : Nulle part ailleurs. Spécial Cennes. Présenté par Philippe Gi-des et Antoine de Ceunes.

20.15 Sport : Football. PSG-Bordeaux, quart de finale de la Coupe de France. A 20 h 30, coup d'envoi du

22.30 Flash d'informations. 22.32 Le Journal du cinéma. Présenté par Isabelle Giordano. 22.40 Cinéma :

Le Retour de Casanova. s 0.15 Cinéma : Lola. xxx Firm français de Jacques Demy (1980).

# ARTE

et Météo.

\*20.50 Cinéma : Les Secrets professionnels du docteur Apfelgiück. D
Film français d'Hervé Palud, Alessandro Capone, Mathies Ledoux, Suiphane Clavler, Themy Lhermitte (1990).

22.25 Magazine : Bas les masques.

Présenté per Mireille Dumes. Je suis seul.
Reportage : Nos amis les animeux, de Martine Lupi et Thadé Pissecki; La Cré des femmes en ex-URSS, de Tatiana Rachmenova; Femand de l'Aveyron, de Plerre Carrière et Pierre Evrard. Sur le câble jusqu'à 19.00 17.00 Magazine : Macadam. Amo, de Béstrice Soulé (rediff.). 17.55 Cinédanse : A Mossa des jours et des nuits. De Jacques Malsterre et Jacques Pa

18.25 Cinéma d'animation : Snark. Média, de Zbiegniew Rybczineki : Le Contoratomiste, de Joan Pueyo Sanda-(rediff.).

19.00 Magazine : Rencontre. Alexandre Pareira/Otto Steiger.

19.30 Documentaire: 1968, images d'une révolution De Georg M. Haffner et Jo 20.30 8 1/2 Journal. 20.40 Soirée thématique Paris-Berlin cinéma

Paris-Berlin cinéma 1. Paris-Berlin, les

(1929-1939). 21.00 Cinéma : Allô l Berlin, ici Paris. == Film franco-s (1931) (v.o.).

22.30 Documentaire (1933-1945).

23.15 Documentaire : Paris-Berlin cinéma. 3. Après is guerre (depuis 1945). 23.35 Straub-Huillet:

A contre-courant. Interview de Bernard Dubois 23.40 Court métrage : Le Fiancé, la comédienne et le maqueres De Jean-Marie Straub. Avec Reiner Fassbinder, Hannah Schygulla (22 min). M 6

14.15 Magazine : Destination musique Eddy Mitchell. 17.00 Variétés : Multitop. 17.30 Série : L'Etalon noir.

18.00 Série : L'Homme de fer. 19.00 Série : Les Rues de San-Francisco. 19.54 Six minutes d'Informations,

20.00 Série : Cosby Show. 20.35 Le Mardi, c'est permis. 20.45 Téléfilm : Crinière de feu. De Henri Safran.

# FRANCE-CULTURE

20.30 Archipel science. Emission spéciale l'esu da 22.40 Les Nuits magnétiques.
Au fil des génies, retour du Meli. 1. En routs vers Ghimbele.

0.05 Du jour eu lendemain 0.50 Musique : Coda.

# FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 5 novembre 1992 lors du Festival d'art sacré): L'Ascencion, quatre méditations symphoniques pour orchestre. Et exspecto resurrectionem mortuorum pour orchestre de bols, cuivres et percussions métalliques, de Messiaen, per l'Orchestre de Paris, dir . Gilbert Army.

22.00 Les Voix de la nuit. Par Henri Goraleb.
Louis Morturier, basse; Stafan Islandi,
ténor. Œuvres de Gounod, Saint-Seins.
Verdi, Masseinet, Thomas, Adam, Donizata,
Cilea, Runolfsson.

23.09 Ainsi la nuit. Sonate pour plano en le mineur D 784, de Schubert; Trio pour violon, violoncete et piano en ré majeur op 70 n° 1, de Beethoven; Quatuor à cordes en ré mineur, de Sibelius.

0.33 L'Heure bleue. Carnets de route, par Phi-

goull de cessis

Deux Israéliens et deux Palestiniens tués près de Gaza

# L'OLP et le Hamas ont mené une première opération meurtrière en commun

Pour la première fois depuis le début de l'Intifada, eu mois de décembre 1987, et alors que la situation dans les territoires occupés se dégrade, la branche militaire du Fath de Yasser Arafat et le groupe armé Ezzedineel-Quassem qui se réciame du Mouvement de la résistance islamique Hamas, ont mené conjointement, dimenche 16 mai, près de Gaza, une expédition meurtrière qui a causé la mort de deux Israéliens et de deux Palestiniens. Non loin de là, deux enfants arabes, un bébé de dix-huit mols et un garçon de douze ans, ont été tués par balles, lors de manifestations contre des soldats israéliens.

JÉRUSALEM

de notre correspondant-

Surprenante à première vue, une alliance semble se dessiner entre les deux principales organisations palestiniennes dans les territoires occupés. Dans un tract commun abandonné sur les lieux de l'attenanandoine sor les lieux de l'auten-tat commis contre des Israéliens prés de Gaza, les deux groupes rivaux soulignent d'abord le carac-tère sans précédent de leur collaboration armée et l'expliquent par la oécessité de «venger» la mort de dix de leurs hommes – six «Ezzedine» (Hamas) et quatre efinicons du Fath» – tues, ces derniers jours, dans le bande de Gaza, par l'ar-

144

Les signataires de ce tract s'enga-gent à « poursuivre la lutte armée partout sur le sol de lo chère patrie». L'OLP, dont le Fath est la principale composante, reconnaît en principe l'existence d'Israël alors que le Hamas, qui o'a pas rejoint la centrale de Yasser Arafat, lutte pour la libération de « toute la Palestine»

militants dn Feth oot, copendant, précisé, dimanche, à certains organes de presse de Jérusalem-est, que cette opération, « dédiée oux déporters du Liban dn sud – plus de 400 personnes, présumées islamistes et expulsées il y cinq mois – démontre que si « l'occupation est l'enneme que tous les Palestindens ». Le Feth entendait entendant en pressume le Fath entendait aussi « poursuivre la basaille de lo paix, une branche d'olivier dans la main, une arme dans l'autren.

En d'eotres termes, même si les oégociations israélo-arabes semblent bien être retombées dans l'ornière, le Fath n'est pas opposé par principe à la reprise éventuelle du processus de paix. Cela dit, aucune date de reprise des pourparlers o'a été avancée par les parties arabes – Israël propose le 7 juin – et le premier ministre, Itzhak Rabin, n indiqué, dimanche, lors du conseil des ministres, que son pays «ne pourrait pas continuer à faire des gestes unilaièraux de bonne volonté envers les Palestiniens sans rien recevoir en retour».

## Trafics dangereux

Selon les iotéresses, noo seniement les «gestes» en question sont largement insuffisants et «n'améliorent en rien la vie des gens boucles dans les territoires », mais c'est le refus iscaélien de fixer le terri-toire sur lequel s'appliquera le régime d'autonomie transitoire romis, qui les a obligés à rompre les oégociations. D'après ent, Irasil-leur propose de gérer leurs affaires civiles (éducation, santé, justice, police) sans aucun droit sur la terre qu'ils reveodiquent comme leur. Comme d'habitude, l'impasse politique conduit à l'affrootement

Présentées, dans le tract commun, comme des « membres de l'armée d'occupation », il semble Pour éviter toute confusion, des l'opération conjointe étaient des

Danse: Roland Petit au palais Gar-

Lee difficultéa budgéteires et

sociales en Allemagne...... 21

Une étude de l'INSEE sur l'évolu-

tion de l'emploi depuis dix ans . 21

La progression des salaires du sec-teur public est ramanée à 2 % en

Le débat sur l'aménagement du

L'nvenir de l'Association de libre-

échange nord-américaine ...... 23

Vie des entreprises ...... 24

L'ÉCONOMIE

 Les huit vertus des privatisations La chasse mix <tegs > ■ La Pérou revient en grâce ● Un entretien avec Birgit Breual, présidente de la Treuhand ● Dossier : les ser-

ÉCONOMIE

1993 .....

oie. En temps ordinaire, les récoltes des Palestiniens sont ven-dues jusqu'à 50 % moins cher que celles de leurs confrères israéliens. Depuis la fermeture complète des territnires, il y a pins de deux mois, les agriculteurs de Gaza, interdits d'exportation en Israel, tentent d'écouler leurs marchandises à o'importe quel prix.

«En un royage à Gaza arec mon camion, expliquait, dimanche, à la télévisinn, un marchand israélien, je peux gagner ma semaine». Les produits achetés là-bas, sans impôt puisque ce trafic est interdit, sont, en effet, revendus au prix fort dans les commerces d'Israël. Le risque de se faire prendre par les soldats est assez faible mais celui de se faire tuer pour une paignée de she-kels est bien réel. Il y a deux mois, au même endroit, près de la colo-nie juive de Gousb Katif, un autre maralcher israélien avait été tué par des Palestiniens.

Cette fois, le commando de quatre hommes du Fath et d'Ezzedine est arrivé sur les lieux à l'intérieur d'une Peugeot 404 blanche. Il e d'abord lâché, sur le petit groupe de «trafiquants», deux rafales de M 16 - me arme sans doute volée à un militaire - puis a achevé ses victimes avant de leur voler leurs papiers d'identité. Il a ensuite disparu sans luisser de traces.

«Les Israéliens ont certes le droit de circuler dans les territoires, a déclaré M. Rabin, onbliant de rap-peler que les Palestiniens, eux, n'oot plus le droit de circuler en Israel . « Mais ceux qui n'y résident pas n'ont vraiment rien à faire à Gaza. Ils ne devraient en aucun cas risquer leur vie pour quelques she-kels et surtout ne pas accorder leur confiance à des Palestiniens, dont mais qui sont dans l'incapacité de · les protèger en cas de danger».

PATRICE CLAUDE

[Né le 4 septembre 1950 à Yzeure (Allier), ancien instituteur, M. Bonfaud érait deveru en 1983 chef de cabinet de Fierre Bérégovoy, maire de Nevers, puis directeur du cabinet. Adjoint au maire depuis 1989, il est devenu député à la mont de Fierre Bérégovoy, dont il était la suppléant.]

élo maire de Fandettes (Indre-et-Loire). – Jean-Paul Leduc (UDF-CDS) a été étu maire par 20 voix, 8 bulletins blancs et une abstention. Il succède à Jean Roux (RPR), qui s'est donné la mort le 3 mai (le Monde dn 5 mai). A Perpignan (Pyrénées-Orientales), Jean-Paul Alduy, consciller général (UDF-CDS) et fils du maire sortant, a annoncé, samedi 15 mai, qu'il conduirait une liste à l'élection municipale partielle de juin.

En raison d'une agression

# Grève de conducteurs de la SNCF dans la banlieue nord de Paris

matin, le trafic de la banlieue nord de Paris. Les agents de conduite de certains dépôts ont cessé le travail, pour protester contre l'agression dont n'été victime un conducteur, blessé par le jet d'une pierre sur le pare-brise d'un train dimanche

Aucun train ne circulait sur la ligne B du RER. Le trafic était très

Une grève des ageots de fortement perturbé sur les lignes C conduite de le SNCF nffectait et D, ainsi que sur les trains relisant sérieusement, lundi 17 mai an Paris nux gares de Valmondois. Paris nux gares de Valmondois, Beaumont et Pontoise. L'interconnexion entre les lignes B et A dn RER était suspendue. Le directeur SNCF de la région Paris-Nord devait recevoir les syndicats dans la journée. Ce mouvement de grève n'affectait ni la ligne A du RER (gérée par la RATP) ni les métros

Selon des experts français

# La destruction par la Russie de ses sous-marins nucléaires dépasse la compétence de ses chantiers navals

lassiques, la Russie duit démanteler cinquante-trois sous-marins inclésires et les quatre-vinst-seize réacteurs qui y sont embarqués pour leur propulsion. Cette opéraition dépasse les capacités actuelles de la Russie en la matière et elle soulève pour le pays encore plus de problèmes que le maintien en service de ces unités.

C'est l'opinion exprimée par le capitaine de frégate Jean-Louis Victor, du Centre d'enseignement supérienr de la merine, dans la revue spécialisée Marine de l'Association centrale des officiers de réserve de l'armée de mer (ACO-RAM). Ce démantèlement - qui devra éviter tout risque d'accident oo de pollution - est «un vroi défi » et l'un des priocipaux pro-blèmes « auquels est actuellement confrontée lo direction du complexe militaire et industriel» de la

Pour la première fois est publiée une liste complète des sous-marins nucléaires concernés, qu'il s'agasse de bâtiments lance-missiles stratégiques ou de sous-marins d'attaque. La plupart de ces unités ont plus de vingt ans d'âge en

## Des difficultés majeures

Ainsi, treize sous-marins Yan-kee (nom de code de l'OTAN), soit vingt-six réacteurs, sont promis à la démolition : ils sont por-teurs de missiles balistiques ou aerodynamiques (la version ex-soviétique du missile de croisière). De même, il est prévu de détruire à court terme cinq sous-murios Echo I, soit dix réacteurs, et treize sous-marins Echo 2, soit vingt-six réacteurs : ce sont des platesformes de lancement de missiles aérodynamiques.

Ensuite, dix sous-marins Charlie 1, soit dix régeteurs, devraient être démantelés : il s'ngit de sous-marins lance-mis-siles aérodynamiques. Enfin, douze sous-marias November, soit vingt-quatre réacteurs, devront disparaître : ce sont des sous-marins nucléaires d'attaque, lancetorpilles conçus un an après le Nautikus américain.

nade » ex-soviétique, qui était encore en service l'au dernier, le démantèlement qui devra être exéeuté frappe les trois quarts des bâtimeots à propulsion elassique (diesel/electrique) et un pen moins de 40 % des sous-marins à propul-

Là où réside la difficulté mnjeure, c'est, à en croire le com-mandant Viebot, la capneité des chaotiers, en Russie, à accomplir le travail qui leur sera demandé Quatre chantiers: à Severodvinsh (près d'Archangelsk), à Sudhomek (près de Saint-Petersbourg), à Nijni-Novgorod (ex-Gorki) et, enfio. & Komsomolsk-sur-Amour, oot construit des sous-marins dans le

Compte teou du fait que de combreuses considérations écoloriques, entre-temps, ont en pour mer, certaines installations, « seul le chantler de Severodvinsk pourra, dans un proche avenir, réaliser de foçon définitive les opérations de ment » projetées.

Severodvinsk, qui s'est lancé dans la construction de sous-marins eo 1942 eprès la perte des nteliers de Leningrad, est le plus grand chaotier de sous-marins dans le monde. Mais, à ce jour, la capacité de production a chuté de moitié, sans doute «à couse des difficultés d'opprovisionnement et de la désertion d'un certain nombre d'ouvriers houtement qualifiés ».

« C'est un des principaux probièmes ouxquels est confrontée lo direction du complexe militaire et industriel russe, écrit l'officier français. Tout manque, les moyens financiers, blen sûr, mais aussi le savoir-faire, les matériaux, jusqu'aux ouvriers qualifiés qui déser-tent les chantiers (...). Ces difficultės ne doivent pas nous loisser indifférents. Certes, une catas-trophe de l'ampleur de Tchernobyl est exclue en ce qui concerne les réacteurs de propulsion navole. Mois un ou plusieurs accidents pourraient provoquer des pollutions considérables », avec les éventuelles répercussions que tout acci-dent, en Russie, aurait sur l'opi-

## Procédure rarissime

## Une journaliste de «l'Est républicain» condamnée

# pour un compte-rendu d'audience

Le directeur et une journaliste du quotidien nancéien l'Est républicain ont été condamnés, jeudi 13 mai, par la onzième chambre de la cour d'appel de Paris pour la publication, le 13 décembre 1990, d'un contrate readu d'andience de d'un compte-rendu d'andience de la cour d'assises de la Moselle.

En se fondant notamment sur le compte-rendo « plus nuancé » du quotidien de Metz, le Républicain lorrain, la cour d'appel a considéré que la journaliste, en écrivant que la présidente de la cour d'assises de la cour d'assises. s'était « muée en procureur général au fil de l'audience » et en évoquant son «omniprésence vocale», evait manqué « de mesure et de prudence» et que son information n'était pas «sincère, loyole et

Toutefois, selon les juges, la journaliste n'a pas agi dans l'inten-tioo de ouire. Elle a aiosi été condamoée à 3 000 francs d'amende evec sursis, et son directeur à 20 000 francs.

Cette procédure est rarissime, la loi de 1881 sur la presse prévoyant l'immunité pour les journalistes euteurs d'un «compte-rendu fidèle, foit de bonne foi, des débats judiciaires».

Le conflit autour du championnat du monde d'échecs

## La Fédération internationale veut exclure Kasparov et Short du classement ELO

La Fédération internationale des hecs (FIDE) a menacé dimanche 16 mai à Athènes, le champion du monde Garry Kasparov et son eballenger Nigel Sbort de les exclure des listes du elassement international ELO (classement des joueurs d'échecs) s'ils persistent dans leur intention de disputer leur finale de championnat du monde en dehors de la juridiction de la

Le conseil exécutif de la FIDE a coofirmé sa décision de mettre hors la loi Kasparov et Short, les privant respectivement du titre de champion du monde et en rôle de challenger. Il a entériné sa décision d'organiser une finale de championnat du monde entre l'aneien tenant du titre, Anatoly Karpov, et le dernier finaliste des candidats an titre, Jan Timman.

La FIDE n déclaré avoir reçu quatre offres pour l'organisation de cette finale « officielle » mais que, à la demande des sponsors, elle a repoussé an 31 mai la date limite pour le dépôt des candidatures.

Kasparov et Short aveient annoncé le 26 février dernier la création d'une association professionnelle d'échecs (PCA) en refusant de jouer sous l'égide de la version PCA doit être organisé à Londres à partir do 7 septembre prochain par le gronpe de presse Times Newspapers. – (AFP)

o IRAN: suppressina des avantages sociaux pour les familles nombreuses. - Le Parlement iranien a voté, dimanche 16 mai, la suppression des avantages sociaux accordés par la loi aux familles de plus de trois enfants, dans le cadre d'une vaste campagne visant à juguler une démographie galopante. La loi, qui dnit entrer en vigueur dans un an, supprime, pour le qua trième enfant et les suivants, les allocations familiales ainsi que la converture sociale, les congés de maternité et la prise en charge de certaines cotisations. - (AFP.)

Mnrt de l'écrivain polonais Andrzej Kusniewicz. – L'écrivain polonzis Aodrzej Kusniewicz est mort vendredi 14 mai à Varsovie. Né en 1904 en Galicie, dans une famille de la vieille noblesse, il aveit été consul de Pologne en France où il avait participé aux combats de la Résistance. Entré ardivement dans la carrière des lettres, il était devenu l'un des écrivains représentatifs de la « Mittel-Europa». Son livre le plus célèbre, le Roi des Deux-Siciles, n été traduit en 1979 ehez Alhin Michel. Les Éditions Robert Laffoot viennent de publier Constellations.

# SOMMAIRE

ÉTRANGER. Le référendum en Bosnie-Herzégovine et la situation militaire dens l'ex-Yougoslavis .....

L'élection de M. Demirel en Tur-Le congrès extraordinaire du Parti conservateur en Afrique du Sud . 3 Cuba: le «lumbago» de M. Le Pen et l'«indignation» de M. Marchais.. 5 Mexique: Ciuded-Junrez entre

# POLITIQUE

Un entretion evec Edouard Balla-Dix élections cantoneles partielles : la PS perd un siège en Haute-Vienne au profit du RPR et en 

# COMMUNICATION

La mort da William Randolph Hearst Les journalistes CFDT publient un «Livre blanc du pigiste »...... 12 Le journel « Présent » est 

# SOCIÉTÉ

La dénouement de la prise d'otage à l'école meternelle de ..... 13 et 14

Rugby : les quans de finale du chem pionnat de France; handball : l'OM Vitrolles vainqueur de la Coupe de France; automobilisme : les qualifica-tions pour les 500 Miles d'indiana-

La Festival de Cannes.

# Services

Abonnements..... Loto, Lota sportif... Météorologia ..... Mors croisés ..... Radio-télévision .....

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Ce numéro comporte un cahler «Le Monde-L'Économie» foliaté 29 à 40 Le numéro du « Monde » daté 16-17 mai 1993

## Arts : la mort d'Edouard Pignon.. 18 | a été tiré à 525 408 exemplaires Demain dans « le Monde »-

« Sciences et médecine » : les soins palliatifs Cette autre approche de l'accompagnement des mourants n'est développée en France au cours des années 80. En 1992, la France comptait 32 unités de soins paillatifs pouvant accusilir 5 000 patients. Mais son ratard est grand par comparaison avec la Grande-Bretagne notamment.

Anvers : capitale culturelle de l'Europe Anvers est, jusqu'à la fin l'année, la capitale culturelle de l'Eu-rope, événement célébré avec faste au moment où le Pariement

# Succédant à Pierre Bérégovoy Didier Bouland (PS) est élu maire de Nevers

Didier Boulaud, député PS de la Nièvre, a été élu, dimanche 16 mai, maire de Nevers, par 36 voix et 7 bulletins blancs. M. Boulaud succède à Pierre Bérégovoy, mort le 1ª mai, dont il était le directeur de cabinet. Il a recueilli les suffrages des 27 socialistes, des 8 communistes et du seul élu Vert. L'opposition evait décidé de ne pas présenter de candidat et de voter blanc « en raison des circonstances particulières » de cette élection, selon son porte-parole, André Vin-cent (UDF-PR).

D Jean-Paul Leduc (UDF-CDS)

O Mort de Mever Jais, ancien grand rabbin de Paris. - Grand rabbin de Paris de 1955 à 1979, Meyer Jal's est décédé, samed 15 mai à l'hôpital Necker, à l'âge de quatre-vingt-six ans. Cet intel-lectuel juif evait eussi écrit de nombreux articles et ouvrages, dont une grammaire hébralque et on livre de pensées religieuses sur

[Né le 18 janvier 1907 à Médéa en Algérie, Meyer Jaïs, arrivé à l'âge de treize ans à Paris, a fait ses études au séminaire israélite de France et à la Sorbonne. Diplômé en 1933, il est d'abord nommé rabbin à Haguenau (Bes-Rhin). Pendant la gnerre, et jusqu'en 1945, il est grand rabbin de Coustantine en Algérie. De retoer dans la capitale, il devient, en 1955, grand rabbin de Paris, jusqu'à sa retraite en 1979.]

# Le roi du Maroc et les droits de l'homme

# Hassan II affirme qu'« Amnesty International est une vieille boîte complètement défraîchie»

algériens « à revenir à la fraternité » dans leurs relations nvec le Maroc pour mettre fin à ce qu'il qualifie de « querelles de ménage bruyantes et passionnées ». Interrogé, vendredi 14 mai, à Rabat, pour l'émission «7 sur 7» de TF1 diffusée dimanche, le souverain chérifien a affirmé qu'il ne voulait, pour son voisin, « ni l'intégrisme, ni le FIS ((Front islamique du salut), ni quoi que ce soit. Je lui souhaite de l'or-dre, de la prospertié et de la stabi-lité». Il n dit avoir beaucoup regretté de ne pas nvoir pu donner, jendi dernier, evec le président Ali Kafi, « le premier coup de pioche » du gazodne Maghreb-Europe, qui reliera, dès le mois de septembre 1995, le gisement algérien de Hassi R'mel à Séville en Espagne, via le

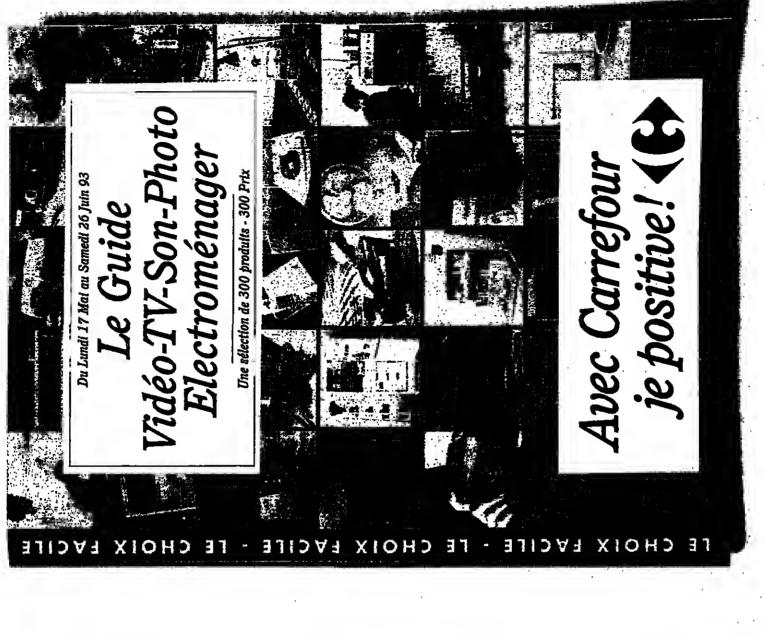
Evoquent la nouvelle pulitique

Hassan II a appelé les disigeants pas. Je comprends que l'Europe se protège (...), surtout lorsque le chômage devient une sorte de maladie endémique » Il a répété, à propos de la situation des immigrés en France, qu'e il n'aimerait pas du tout qu'ils soient l'objet d'une tentative d'intégration (...). car ils ne seront jamais 100 % français.»

Longuement questionné sur le non-respect des droits de l'homme au Maroc, dont beaucoup d'organisatious humanitaires s'inquiètent, voire, tout récemment, le département d'Etat américain, Hassan II s'en est violemment pris à Amnesty International, qui avait fait état de plusieurs centaines de disparitions d'opposants politiques. « C'est une vieille boîte complètement défraîchte, qui ne sert plus à rien, crèée par un Irlandais aigri, a-t-il dit. Elle n'est plus respectable française d'immigration, Hassan II à partir du moment où elle a déclaré : « Cela ne me choque ment. » - (AFP.)

28 Le Monde • Mardi 18 mai 1993 •

# y a mieux qu'une boussole retrouver dans le choix magnétoscob Pour bien



Ce guide, disponible dans les magosins Carrefour, vous oidero à bien choisir parmi les produits et les morques présentées. Il reflète ce que Correfour o réolisé dans les royons Vidéo, TV, Son Photo, Electroménager pour vous permettre de mieux identifier et choisir l'oppareil dont vous ovez besoin. **Carrefour a choisi de vous rendre le choix plus facile.** 

Licin

ESTERNIA ESTERNIA ESTERNIA ESTERNIA ESTERNIA INTERNIA

168473 A. C.



DISMONYNRIK II.

ر کل

MODE D'EMPLOI

Finance : Les effets de la baisse des taux. Humeur, par Josée Doyère :

Parasite électronique. La cote des

mots, par Jean-Pierre Colignon:

Turn(-)over. Livres : La dérive des continents. Note de lecture. Ager PERSPECTIVES

# Le Monde





La patronne de la Treuhendenstalt, agence de privaiomie set-alismende, exprime sa confiance dans l'evenir industriel de la région. Maigré le meuvaise conjoncture, et peut être même

Dossier: les services



qui n'est ni l'agriculture, ni l'indus-trie) représente les deux tiere de 'économie frenceies. Meie les services ne créent plus d'emplois, au contreire. Que reste-t-il de le société postindus-trielle?

Le ∢ tertiaire » (ce



Opinions : après le plan Balladur

La CSG déductible n'est ni simple ni juste : c'eet un impôt régresaif, écrivent Frençoie Bourguignon et Pierre-André Chieppori. Alein que le nouveeu finencement des retraites va aggraver le chomage.

Télévision par câble : Qui a peur de John Malone? Point de vua : la dimension internationals des privatisations, par Laurent Cohen-Tanugi. CONJONCTURE Les taux d'intérêt : Faire plus. L'économie mondiele : L'Europe

seule an récession. Politique monétaire : L'essor des changes

À-CÔTÉS

STIPPIN NUCES

# La chasse aux «tags»

Fabricants de peinture et professionnels du nettoyage cherchent à se placer sur le créneau limité mais rentable de la lutte anti-graffiti

ARQUEUR au poing, visière de casquette sur la nuque, baskets délacés, ils investissent les rames à l'heure du dernier metro. En deux geurs ébahis, ils «barbouillent» les wagons de hiéroglyphes géants. Phénomene urbain d'ampleur internationale, le \*tag », version moderne et exaltée du classique graffiti, s'est répandu comme une traînée de poudre à Paris eu cours des années 80 : un péché de jeunesse très masculin, puisque le profil type du «taggeur» fait epparaître un garçon entre douze et vingt-quatre ans.

Peinture, marqueurs, craie, cirage, goudron, tout leur est bon... pourvu que ça tache l En coulisses, les fabricants de peinture en aérosol (Herpé, Vogel Sang, Auto K...) ou de marqueurs (Bic, Regnault, Reynolds, Pentel...) out done quelques raisons de se frotter les mains. Certes, par rapport à l'utilisation classique de ces produits (peinture automobile et bâtiment), la part du tag est infime. Pis encore, à les en croire, « les graffiti ternissent l'image de marque de notre activité et nous sommes les premiers à en souffrir », déplore Hubert Brami, directeur comme cial d'Herpé, qui revendique 70 % du marché français de la peinture en aérosol.

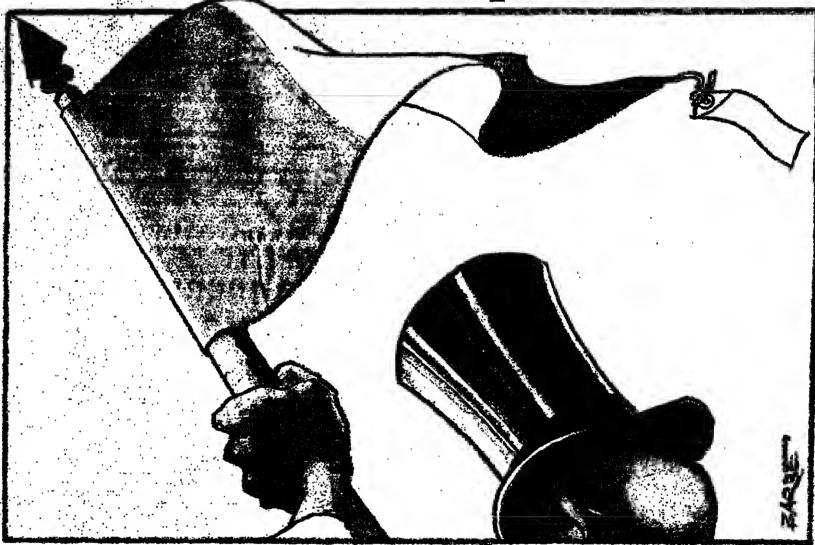
Il n'empêche que les marchands de peinture ont si bien compris le parti qu'ils pouvaient tirer de cet engouement qu'ils arment désormais indistinctement le bras da père de famille désireux de repeindre sa voiture et celui de son taggeur de fils.

Philippe Baverel

Lire la suite page 36

LES LECONS DE 1986-1987

# Les huit vertus des privatisations



du jeu du prochain train de privatisations. Des pri- firmes ont plutôt profité du retour au privé. Avec vatisations attendues, voire réclamées par les l'aide, il est vrai, d'une conjoncture boursière et entreprises concernées. L'expérience de économique favorable. Lire pages 32 et 33 les articles de Dominique Gallois, Eric Leser et Caroline Monnot

Le gouvernement présentera le 26 mai les règles 1986-1987 a montré que, sauf exception, les

**AMÉRIQUE LATINE** 

# Le Pérou revient en grâce

Après trois ans de thérapie ultralibérale, le gouvernement Fujimori a senti la nécessité de lâcher du lest. Pour limiter la « casse sociale » et se concilier l'appui de la communauté financière internationale

de notre envoyé spécial

A Pengeot qui e gagné le Paris-Dakar, la Nissan de la Formule Indy, les detniers modèles non encore commercialisés ici de Toyota et de Volkswagen : voilà ce qu'on a pu voir récemment à Lima. Un Salon de l'auto qui n'avait pas mauvaise figure; une première dans un Pérou qu'on hésite pourtant à croire conva-

hommes d'affaires enrichis - staloment avec arro-et des gardiens privés; cabanes de paille ou de gance sur le Zanjon, cette voie rapide qui mêne carton dans les déserts poussièreux des immenses

aux plages du Pacifique. Dans le vieux centre faubourgs de l'Est, du Nord, et du Sud. Chaque historique et malodorant, dont les trottoirs sont occupés par les dizaines de milliers de marchands ambulants, se bousculent des centaines de minibus japonais flambant neufs, qui font la chasse aux clients.

L'absurde aussi : à la nuit tombée, des millescent : « Nous n'avons pas encore touché le fond de la crise », affirme Pocho Tantalean, ancien directeur d'un Institut national de la planification qui est passé à la trappe.

Un symbole aussi, ce Salon, à l'heure des importations à tout va et de la marche résolne vers l'économie de marché. De l'agonie, aux tôles oxydées, pare-chocs et nor-tières maintenus par des houtesters de l'agonie, aux tôles oxydées, pare-chocs et nor-tières maintenus par des houtesters de l'agonie, aux tôles oxydées, pare-chocs et nor-tières maintenus par des houtesters de l'agonie, aux tôles oxydées, pare-chocs et nor-tières maintenus par des houtesters de l'agonie, aux tôles oxydées, pare-chocs et nor-tières maintenus par des houtesters de l'agonie, aux tôles oxydées, pare-chocs et nor-tières maintenus par des houtesters de l'agonie, aux tôles oxydées, pare-chocs et nor-tières maintenus par des houtesters de l'agonie, aux tôles oxydées, pare-chocs et nor-tières maintenus par des houtesters de l'agonie, aux tôles oxydées, pare-chocs et nor-tières maintenus par des houtesters de l'agonie, aux tôles oxydées, pare-chocs et nor-tières maintenus par des houtesters de l'agonie, aux tôles oxydées, pare-chocs et nor-tières maintenus par des houtesters de l'agonie, aux tôles oxydées, pare-chocs et nor-tières maintenus par des houtesters de l'agonie, aux tôles oxydées, pare-chocs et nor-tières maintenus par des houtes de l'agonie, aux tôles oxydées, pare-chocs et nor-tières maintenus par des houtesters de l'agonie, aux tôles oxydées, pare-chocs et nor-tières maintenus par des houtesters de l'agonie, aux tôles oxydées, pare-chocs et nor-tières maintenus par des houtes de l'agonie, aux tôles oxydées, pare-chocs et nor-tières maintenus par des houtes de l'agonie, aux tôles oxydées, pare-chocs et nor-tières maintenus par des houtes de l'agonie, aux tôles oxydées, pare-chocs et nor-tières maintenus par des houtes de l'agonie, aux tôles oxydées, pare-chocs et nor-tières maintenus par des houtes de l'agonie, aux tôles oxydées, pare-chocs et nor-tière

soir, après une journée de ménage et deux heures de trajet, Anatolia, une Indienne migrante de la sierra du Sud, retrouve sa cahute de Lurigancho et ses deux enfants en bas âge. Seule. Le mari est parti travailler dans la vallée tropicale du Huallaga, avec les narcos, comme des dizaines de milliers d'autres. Pourtant, Anatolia appartient à ces 60 % de Péruviens qui font encore confiance au président Fujimori et espèrent que les lonrds sacrifices du plan d'austérité permettront d'offrir une vie moins misérable à leurs enfants.

Fort de cet appui populaire, le gouvernement pavoise. Et il est juste de rappeler qu'il a, en 1990, hérité d'une situation économique catastrophique et d'un pays amené au bord du chaos par la désastreuse politique du gouvernement Garcia.

Marcel Niedergang

Lire la suite page 37



# Les effets de la baisse des taux

Trop récent, le reflux des taux d'intérêt a encore peu d'effets sur les conditions de crédit aux particuliers. En revanche, il modifie déjà sensiblement le paysage en matière de placements

EPUIS que la baisse des taux est eoclenchée, on essiste à une sensible modification du paysage en malière de placements collectifs. Les repercussions de dans l'immédiat car il n'est pas encore envi-

sagé, par exemple, d'éventuelles renégociations des prêts immobiliers, la détente observée sur le loyer de l'argeot eu cours des dernières semaioes n'étaot pas encore suffisament sensible. Toutefois, si les organismes prêteurs o'envisagent pas dans l'immédiat de renégocier les taux accordés aux emprunteurs, les bauques commencent à répercuter les réceotes baisses sur les crédits qu'elles accordent dès eujourd'hui.

Cette démarche a été ioitiée par la Caisse d'épargne Ile-de-France qui offre un taux de 8,95 %. De même, à le CaixaBank, avec un epport person-nel d'au moins 35 %, vous pourrez béoéficier d'un prêt allant de 9,10 % (si vous étiez déjà client) à 9,25 %. Un apport identique vous autorisera à sol-liciter an Crédit du Nord un prêt à 8,90 %. La Banque hypothécaire européenne propose pour sa part uo taux de 8,75 %, à partir de 600 000 fraocs empruntés. Quelques formules de prêts modulebles proposées notamment par le Crédit agricole ou le Crédit du Nord eutorisent eujourd'hui des remboursements par anticipation sans pénalités,

ENGQUEMENT . Si les emprunteurs bénéficient donc encore peu de la baisse des taux, les épargnants, cux, en subissent déje les conséquences. Mis à part le cas particulier du placement immobilier qui, compte tenu de le chute du marché, peut laisser entrevoir une remontée des prix, quelles sont eujourd'hui les possibilités offertes pour rémunérer au mieux les liquidités?

Pendant plusieurs ennées les épargnents ont bénéficié d'un environnement très favorable. D'abord sur le loog terme - jusqu'en 1991, l'investissement obligataire avait un

rendement de 10%, - puis sur les placements à court terme, grâce à la hausse du loyer de l'orgent. L'engouement constaté pour les Sicav monétaires e déjà connu un relatif ralentissement lorsque le seuil d'imposition des plus-values fut réduit de moitié pour atteindre 162 900 francs. La baisse des taux commence

CHEZ LES OPTIMISTES, LES PLACEMENTS

A LONG TERME REVITALISENT LEUR

provoquer aujourd'hui non plus un

désintérêt mais quelques arbitrages. Et cela no s'arrêtera pas là. Si les taux courts continuent

de baisser pour atteindre 6 ou 7 % à la fin de

l'année, le rendement net des Sicav moné-

taires dimionés des frais de gestion avoisine-

rait 5 à 6 %. Au-dessus de ce seuil, il convient

de les conserver ; en deça, il faudrait arbitrer

avec des placements plus rémunérateurs mais

dont l'ioconvénieot majour serait le manque

attractifs, comme les plans d'épargne popu-

laire. Des établissements financiers proposent

encore des plans à taux fixe garantis pendant

Certains produits demourent encore

... ET CHEZ

les autres !

ESPÉRANCE DE VIE!

la totalité de la durée. Mais même à plus de 7 %, huit années, c'est long. Surtout quand l'évolution des taux reste incertaine, et que tonte sortie anticipée est pécalisée : il n'est plus question d'exonération fiscale - les intérêts seroot imposés soit avec les revenus, soit au prélèvement obligatnire de 38,1 % si

vous sortez avant la fin de la quatrième année et de 18,1 % au-delà de la quatrième année. Sans parier des pénatités financières que peuvent imposer certains établissements. Les placements de type assuraoce-vie devraient conserver uo intérêt, bien qu'enx aussi pénalisés par une immobilisation de long terme.

ACTIONS . La perspective d'une reprise de l'économie, à moyen terme, pourrait favoriser fe placement en ections, en ne négligeant pas le fait qu'un vaste chantier de privatisations, moins coofideotielles que les précédentes, devrait stimuler le marché. Cette évolution va être favorisée par les mesures anooncées dans le cadre dn nouvesu collectif budgétaire, lesquelles encuuragent le traosfert des sommes placées en Sicay vers l'éparene longoe co ections (PEA). Les plus-valnes sur les sicav mooétaires imposées à 18,1 % soot détaxées en cas de transfert sur un PEAL

Le ministre de l'écocomie, Edmond Alphandéry, dans un entretieo publié vendredi 7 mai par les Echos a précisé: « Nous irons plus loin dans la loi de finances pour 1994 », confirmant toutefois qu'il n'était pas question pour lui de revenir sur la fiscalité actuelle des Sicav court terme. Edmond Alphandéry relève que, si l'on déplaçait seulement 10 % de l'encours des Sicav mooétaires, cela représenterait 120 milliards de francs. « Ce transfert doit servir à consolider l'épargne longue et à stimuler le marché boursier, ce qui favorisera les privatisations. ».

François Bostnavaron

# HUMEUR • par Josée Doyère

# Parasite électronique

A certe à puce, par-Lions-en I Manuel et Maurice - ils travaillent dans le même bureau - ne décolèrent pas. Le premier vient de faire changer, dans la foulée, sa propre Carte bleue et celle de sa femme, qui n'étaient pas tellement

Le second s'en pasae depuis un mois : il en e demendé une nouvelle, maia n'e pas une minute pour aller à se banque chercher le fameux rectangle de pleatique, avec piste magnétisée et puce électronique.

L'un comme l'eutre est contraint de se peaser de ce moyen de paiement pretique, efficace, peu encombrant. Et ile envisagent evec inquiétude de devoir, à intervalles rapprochéa, refaire toutee les démerches pour changer de

Dans un premier temps, ils ont cru qu'un lot de cartes loupées avait été lencé sur le marché... que leur carte evait été « démagnétisée » per un dietributeur de billets hore d'usage... qu'un « fer à repasser» (cette semelle de métal, encore en usage dens certaines boutiquee où le commercent glisse soigneusement le carte et le papillon en triple exempleire prouvant l'echat) agressif avait endommagé leur carte...

Pas du tout. Leur puce était tout simplement saturée. Nous les a-t-on assez vantés, notre Carte bleue et le GIE (groupement d'intérêt économique) qui la gère : en France, on était lee meilleurs, avec une carte unique utilisable dens toutee lee banques, chez tous les commercents, dans tous les magesine, chez tous les

pompistee et même eux péages des autoroutes. Et de plaindre les eutres, ces pauvree Américalns, cas pauvree Allemends, ces pauvres Scandinaves, tous obligés d'emmagesiner dans leur portefeuilla autant de cartes que de fourisseurs, quitte à se retrouver sans un sou, faute d'un distributeur Idoine à portée d'une des cartes en question. On avait renaclé, pourtant,

eu début, quend lee banques ont voulu nous faire ebendonner la chèque pour la carte. Et puis on s'y est mis, avec quelque réticence, puis evec

Trop d'enthouelesme, ei on en croit les banquiers, puisqu'on épuise en un rien de tempe le mémoire de notre peresite électronique. Ils ee sont bien gardés de noue dire que la capacité de mémoire de ladite puce était fort limitée entre 150 et 200 opérations, à tout casser. En deux ene (730 jours, sans ennée bissextile), si on veut qu'elle tienne le coup, le puce, il faut en user avec parcimonie. C'est ca ou passer sa vie à aller le renouveler.

Pee de panique, nous disent les banquiers, la capacité de cette mémoire ve bientôt doubler. Comme de plus en plus de commercants vont l'eccepter, la carte, ca nous fait une belle jambe ! Et e'ile enviaegeejent l'envol autometique d'une nouvelle carte juste avant que l'actuelle soit saturée, comme certainee banques le font pour les carnets de chèques? Non? Non. Il semble qu'on n'y pense pas.

2.7

٠ تند

2666

351

DOMES!

ನಾತ: "ಎ

STEEDS !

----

12.21 =:1..

725.50 7667.70

2301...

TEL 1. 1

7217. :

743

200

æ:≥:.

3217

22:

ي و ڪا

2.34

23(3).5.

If Pactor

≥00 j . .

38.5

132 CV

12 m

->-

MIN TO

It ve falloir, en plus, qu'on sille râter systématiquement au guichet da nos banques... Bonjour le gain de temps | m

# **NOTE DE LECTURE**

CYCLOPE sous la direction de Philippe Chalmin Economica, 510 p., 450 F.

Le rapport Cyclope 1993. ouvrage de référence sur les matières premiéres depuis sept vient de sortir. Produi produit, secteur par secteur, l'ensemble des matières premières et Philippe Chalmio a une vision très large de ce domaine; même le fret meritime o'échappe pas à ses investiga-

tions - est systématiquement répertorié, disséqué, commenté. Cette aonée, la liste a encore été alloogée : aux côtés de la laine figurent désormais le silicium, le scandium, utilisés dans les produits de baute technologic. Et Philippe Chalmin, conseiller économique de la SFAC, ambitioone de traiter « l'ensemble des « commodities »,

compris financières ». Mais il y a aussi, plus important peut-être, une lecture transversale des marchés internetiooaux. La révélation des équilibres vacillants, les tensions et les contradictions du monde moderne, rien n'échappe à l'œil

vigitant du Cyclope. Faute d'achats soutenus, les matières premières, à quelques

exceptions près, sont revenues

aux niveaux les plus bas depnis l'entre-deux guerres.

Philippe Chalmin e choisi de oous faire voyager dans les méandres et les transformations du monde : tandis que l'Occident, entre technologie et statistique, s'enlise dans le marasmo économique. l'Asic, et ralement la zone Pacifique, ressurgit evec efficacité et promptitude, utilisant les armes mêmes de l'Occident (l'exemple da dumping chioois sur le tungstène est significatif).

La croissance de le Chine, qui tire parti de ses matières premières, et le naufrage de l'ancico bloc soviétique qui, lui, brade les siennes, illustrent cette nouvelle géographie des teo-

Outil de cooneissence autant que de réflexioo, le Cyclope nous prête son regard poor mieux lire, dans le gisement que coostituent les matières premières, cette économie sonterraine si méconnue. Et il tire la sonnette d'alarme : «La vision libérale et libre-échangiste des pères de l'Uruguay Round n'est plus suffisante pour tenir compte de la nécessaire correction de certains déséquilibres des

Marie de Varney

plus criants. »

# **AGENDA**

contre sur le thème : « La Banque centrale curonisée par le Comité de promotion de la candidature de Lyon à l'accueil de le Banque ceotrale curopéenne (Conseil économique et social, 17 heures). Danemark. Nouveau référendum sur le traité de Maastricht,

JEUDI 20 MAI. Ottawa. Réunion des suppléants des ministres des finances du G7 (Groupe des sept pays les plus industrielisés du monde) (jusqu'au 24 mai).

Singapour. Rencontre de haut niveau de l'ASEAN (Association des nations de l'Asie da Sud-Est) qui sera l'occasion pour les six peys de ee groupe (Brunci, Indonésie, Malaisic, Philippines, Singapour, Thailande), de faire le point sur diverses questions, dont la sécurité, evec des représentants des Etats-Unis, du Japon, de la CEE, du Canada et de la Nouvelle-Zélande (jus-

qu'au 21 mai). VENDREDI 21 MAI, Danemark. Cooseil informel des ministres des finances des Douze.

LUNDI 24 MAI. Bruxelles. Conseil « agriculture » de la CEE (jusqo'au 25 mai). Strasbourg. Sessioo du Perlement européen (juson'au 28 mai).

# LA COTE DES MOTS

# Turn(-)over

De toutes les acceptions de l'anglicisme turn(-) over, une seule e vraiment les anter de l'Hexagone. En effet, le terme est repris acuvent excessivement - au sens de croulement, rotation, renouvellement du personnel », toutes formulations précises qui conviennent parfaitement, pourtant. La tendence, parmi les lexicographes, est de supprimer le trait d'union et de « coller » le mot : turnover - qui est à peu près inusité au pluriel.

Avent de désigner le renouvellement du personnel, le mot e exprimé, en économie, la rotetion des stocks, le roulement des marchandises, l'écoulement repide trapid turnover) de produite... Et aussi le chiffre d'effaires. Fort heureusement, l'englicisme n'a pas été repris - ou, du moins, peu - sous ses eutres significations, ou, plus exacteproches meis en d'eutres domeinea, notemment médecine, biochimie, physiologie : € cycle, circuit, cir culation, taux de renouvellement, rotation a, etc.

Peu usuelle, encore, une acception particuliàre fait de ca terme, dans le milieu des médias et de la communication, un équivalent de grenversement d'opinion »... Tout comme ses équivalente frençeis, euxquels il convient de recourir normalement, turnover n'apporte pas d'indication quent aux causee de le rotation de personnel: volonté des directions d'entreprise de ne pas gerder longtemps de mêmes ouvriers, employée, cadres, ou bien personnel pertent volonteirement compte tenu de conditions de travail peu ettractives.

Jean-Pierre Colignon

# La dérive des continents

Des régions entières du monde perdent le contact avec les mécanismes de la croissance. Jean-Yves Carfantan explore les grands chantiers à ouvrir pour éviter le chaos

DU MONDE de Jean-Yves Carfantan,

de liquidités.

Seuil, 350 pages, 130 F. LES THÉORIES

ÉCONOMIQUES DU DÉVELOPPEMENT d'Elsa Assidon,

128 pages, 45 F.

E moode fait peur. Le traumatisme vient particulièrement du sentiment que des forces irrépressibles conduisent la planète au chaos. Dans son dernier livre, Jean-Yves Carfantan s'efforce d'évaluer les risques et - ce qui est plus téméraire - d'explorer les chantiers à ouvrir pour détourner le cours des catastrophes.

La Découverte, coll. « Repères »,

Comme il se doit, il part du plus haut, c'est-à-dire de l'atmosphère dont la couche d'ozone se rétrécirait comme peau de chagrin et qui pompe toutes les horreurs triel, conduisant au fameux «cffet de serre». Même si la menace n'est pas telle qu'on le dit, pourquoi ne pas adhérer à la proposition de notre autour : « La défense du droit des générations futures à disposer d'un environnement viable passe par l'exercice d'un droit d'ingérence dans les affaires nationales »?

FRONTIÈRES • Les risques qui naissent d'une démographie galopanie peuvent, eux, être repérés voire chiffres. Trois frontières sensibles existent : celle du Rio Grande séparant le Mexique des Etats-Unis: celle qui sépare le Japon de ses voisins immédiats de l'Asie du Sud-Est (Thaîlande, Vietnam, Iodonésie) ct de l'Est (Chine, Cnrée, Malaisie, Philippines); celle du bassin méditerracéen où se font face l'Europe occidentale et les pays d'Afrique et du Proche-Orient. Il n'y a pas treote-six facoos de freiner les grandes migrations du sutur, de résister à la pressing croissante. inexorable des pauvres. Le mieux est de tout faire pour leur permettre de s'enrichir chez eux.

riches et des pauvres sert d'ossature au livre. Il y a une adérire des continents». Des pans entiers de nations dites «en voie de développement» s'éloignent en fait de la zone où. malgré les crises, les mécanismes de croissance sont en place. C'est que les processus d'exclusion sont plus forts que la volonté de la quasi-totalité de la planète de s'intégrer à l'économie-monde. Pour se faire mieux comprendre, Jean-Yves Carfantan choisit deux exemples : le Brésil (un agéant équisé») et l'Afri-

Comment retrouver les chemins de l'intégration? Même s'il faut se mélier des transpositions, un regard sur les «nœuveaux riches» (les «dragons » du Sud-Est asiatique) n'est pas inutile. Comme pour le Japon, on constate que la Corée du Sud, par exemple, a franchi les étapes scion un processus rigoureux : attention nottée à l'agriculture pour éviter l'exode rural, puis au système éducatif pour relever le niveau de formation de base de la population, rôle directeur de l'Etat dans le dêve loppement, privilégiant les industries légères grandes utilisatrices de main-d'œuvre, dont les bas salaires dégagent un avantage comparatif: diminution du chômage provoquant une augmentation des salaires réels, de l'épargne permettant un rémvesent dans une industrie de base (chimie, mecanique, siderurgie) puis

dans les secteurs de pointe (électronique, informatique). S'interrogeant plus généralement sur les moyens de construire un monde viable. Jean-Yves Carfantan voit trois chantiers inséparables : celui de l'éradication de la dette dn tiers-monde; celui de l'ouverture d'un nouveau mécanisme d'aide, par la mobilisation des ressources

fournies par le désarmement (création d'un Fonds mondial d'intégration); celui de l'ouversure des marchés des nations industrielles aux biens et services fournis par l'Est et L'effort ne doit pas venir d'un

atino de toutes le catégories de leur population. C'est au reste la seule facon de parvenir à la démocratic politique qui ne peut être octroyée, oi être confondue avec «l'habillage juridique d'un Etat moribond». Seule l'action des forces politiques locales peut être efficace. mais la «dérive des continents» ne sera arrêtée que si l'on conjugue les forces aujourd'hui opposées de repli identitaire et d'interdépendance, vers une «souveraineté partagée». Une solide réflexion qui console de tant d'à-peu-près sur le sujet.

DIAFORUS e Combien de Diafoirus, en effet, au chevet des pays pauvres! On s'en rend mieux compte grace aux recherches fort poussées d'Elsa Assidon. Un livre mince mais dense sur les Théories économiques du développement. On voit là comment les modes ou les courants de pensée ont influencé les analyses et la présentation des solutions. Ici resureit le vieux débat entre keynésieos et néolibéraux. Là le modèle marxiste influence la thèse de «l'Industrialisation industrialisante». dont on a vu les effets regrettables en Algérie. Puis, voici les politiques a d'ajustement structurel » chères au FML tant contestées aujourd'hui,

Les échecs de programmes si divers inclinent les économistes à la MARDI 18 MAI. Paris. Renmodestie, note Elsa Assidon, mais elle insiste sur la complication du pays, essentiel dans l'activité économique, mais échampant aux computations; le flou de la notion de pauvreté. Malgré les difficultés, l'objet de l'économie du développement, c'est de toute laçon « d'aller au dela du PNB par tête», écrit-elle. Comment ne pas être d'accord avec cette

Pierre Drouin

P. S.: sur on registre plus pédagogique, on lira egalement avec fruit l'Introduction à l'économie du développement, de Jacques Brasseul, dont la seconde édition, mise à jour, vient de seul côté. Afin de s'intégrer dans sortir dans la collection « Cursus » l'économie-monde, les États doivent chez Armand Colin.

# PERSPECTIVES

# TÉLÉVISION PAR CÂBLE

# Qui a peur de John Malone?

A partir d'un réseau de chaînes câblées de l'Amérique profonde, le PDG de Telecommunications Inc. (TCI) a construit un empire audiovisuel qui pousse aujourd'hui ses ramifications vers l'Europe

ui connaît John Maione? Cet ingénieur en électricité de cinquante-deux ans n'a pas l'aura médiatique d'un Rupert Murdoch ni la célébrité sulfureuse d'un Robert Maxwell. Il n'est pas marié à une actrice de cinéma comme Ted Turner et son yacht nc lui sert qu'à s'isoler pour rélié-chir. Peu connu du grand public américain, totalement ignoré en Enrope, l'homme est pourtant un anthentique magnat des médias. Grand, épaules et machoire carrées, sourire volontiers sardonique, John Malone est à la tête de Telecommunications Inc., un empire dont les orientations stratégiques faconnent l'andiovisuel américain et dont les alliances en Europe fabriquent déjà notre ave-

John Malone est un câbloopérateur, un terme barbare, encore méconnn en France, où la télévision est consommée plutôt gratuitement et par voie hertzienne. Aux Etats-Unis, en revanche, câblo-opérateur désigne nne industrie puissante née dans les années 40, celle de la télévision payante. La légende veut que le premier réseau de télévision câblée ait été imaginé par un commerçant: pour vendre plus de postes de télévision dans une région où la réception des signaux hertziens était difficile, il installa une antenne au sommet d'une montagne, puis la relia par des câbles à tous les foyers qui souhaitaient s'équiper d'un poste de télévision. Le succès aurait été immédiat.

ABONNEMENT . L'idée que ce non seulement d'acheminer des chaînes déja existantes, mais aussi d'en creer de nouvelles fut concomitante. Par abonnement mensuel réglé au câblo-opérateur, chaque foyer américain peut avoir accès à tout nn lot de nouvelles chaînes spécialisées : information, sport, jeunesse, bricolage, culture... Et, moyennant un supplément, l'abonné peut avoir également accès à des chaînes cinéma qui dévident du film toutes les deux heures, sans publicité. La création par le groupe Time de Home Box Office (HBO), une chaîne de télévision consacrée au cinéma, en

4. 「日上」

# Un cash-flow vertigineux

En 1992, Talecommunications Inc. a réduit sas pertes à 34 millions de dollara (187 millions de francs anviron) pour un chiffre d'affaires de 3,57 milliards de dollars (19 milliards de francs environ). En 1991, la perte était da 103 millions de dollars (550 millions de francs) pour un chiffre d'affaires da 3,2 milliards da dollars (17,6 milliards de francs). Autant de chiffres qui, en feit, ne signifient pas grand-chosa

grand-chosa.
L'un des rapères financiarn lea plun sûrn en matière d'industria du câbla est le cash-flow, c'est-à-dire le résultat avant impôts, frain financiara et charges d'amortissemant. Pour une raison aimple: sur un réseau câblé, les coûts fixes, quel que soit le nombra d'abonnés, sont quasiment les mêmes. Une fois le réseau amorti (672 millions de dollars provisionnés par TCl en 1992) et les dettes remboursées (718 millions de dollars de frais financiers en 1992), les profits deviences

nent vertigineux.

Le bon critère d'évaluation financière d'un réneau câblé est donc le cash-flow rapporté au chiffre d'affairas, aachant qu'una société potentiellement rentable a un cash-flow qui se situa entre 35 % et 50 % du chiffra d'affaires. Pour 1992, le cash-flow de TCl était de 1,63 milliards de dollars (9 milliards de drancs), soit 47 % du chiffre d'effaires.

1975, fut même la locomotive de l'ensemble des programmes du

Longtemps comprimé par une réglementation tout entière au service des chaînes hertzicnnes, le câble est devenn nujourd'hui un fait majeur de l'audiovisuel américain. En 1992, 60 % des foyers américains étaient abonnés aux programmes de base. Et TCI, qui contrôle directement ou indirectement près de 13 millions d'abonnés (soit plus da 1 sur 5), est aujourd'hui le plus gros câblo-opérateur des Etats-Unis.

AUSTÈRE • Le siège de Telecommunications Inc. (TCI) à Inglewood, dans la banliene de Denver (Colorado), n'a ui l'arrogance de certaines compagnies financières de New-York ni le luxe glamour de certains studios hollywoodiens. Ce building sans fioritures est le siège austère d'une compagnie d'ingénieurs. Fondée au milieu des années 50, TCI fut d'abord un câbio-opérateur rural. Le nombre de ses abonnés dans des Etats comme lc Wyoming, l'Utah, le Montana on le Texas est là pour l'attester. Comment cette petite société de province est-elle devenue l'un des plus grands groupes de communication du monde?

En appliquant la stratégie maoïste d'encerclement des villes par les campagnes. Même si John Malone n'a jamais lu Mao Tsétoung, il a, à partir du milieu des années 70, entrepris un rachat systématique de réseaux câblés ruraux et banlieusards tombés en faillitc. Le temps et les capitaux que la pose de câbles exige sont tels que peu de câblo-opérateurs ruraux survivaient à l'opération. Il suffisait donc d'attendre et de cueillir. Pendant que ses rivaux visaient essentiellement le marché des grandes villes, John Malone ratissait les clients par dizaines de milliers à la périphérie. Certains prétendent qu'il conclusit une affaire tous les quinze jours.

Ces dix dernières années, les rachats et les poses de câble ont néanmoins eu lieu dans des centres urbains comme Miami, Washington, Chicago et Denver. L'nne des plus grosses prises de contrôle de TCI a eu lieu au début des années 90, avec l'achet du réseau Heritage pour 3 milliards de dollars. En 1991, TCI parachevait, pour 1 milliard de dollars, la prise de contrôle des trois millions d'abonnés du réseau câblé United Artists Entertainment (UAE).

PROGRAMME . Dans la phase numéro deux de constitution du groupe TCI, John Malone s'est plutôt inspiré des Japonais. Quand, à la fin des années 80, Sony et Matsushita ont pris le contrôle des studios de cinéma Colnmbia d'un côté et Universal et MCA de l'autre, il s'agissait ponr eux de passer par le soft (films, disques...) ponr imposer leurs normes sur le hard (postes de télévision, compact disc, magnétoscopes...). A l'aube de la télévision namérique, le problème est le même. Le monopole que repré-sente tout réseau câblé est anjourd'hui menacé par l'arrivée des nouvelles technologies. La numérisation de l'image (codage de l'image en langage informatique 1 et () place en effet tous les grands réseaux (ceux du téléphone sur-tout) en position de cablo-opérateurs naturels. Pour que les câbioopérateurs actuels conservent leur monopole, ils doivent donc assurer leur cantrôle sur les bons programmes, ceux qui « agglutinent »

Tout le problème des nnuveaux entrants sur le marché des tubes est alors d'avoir des images à mettre dedans. Sachant que la compétition avec les compagnies du téléphone est lnévitable, sachant que d'entres modes d'acheminement des images numériques pointent le nez (satellite, mini-réseaux câblés, bornes micro-ondes...), John Mainne a introduit TCl sur le marché du programme. Son groupe contrôle ou a des participations significatives dans plus de vingt chaînes câbléss. Et non des moindres puisqu'il s'agit de Discovery Channel (58 millinns d'nbonnés), The



Family Channel (55 millions d'abonnés), Affiliated Regional Communication (un réseau de onze chaînes sportives régionales)... sans oublier une participation de 28 % dans les chaînes du gronpe Turner (CNN, Headline News, The Cartoon Network...). Selon une étude de la Federal Communication Commission l'organisme de régulation de l'audio-

Family Channel (55 millions d'abonnés), Affiliated Regional Communication (un réseau de onze chaînes sportives régional controlées dès l'origine par l'un ou l'autre des céblo prérateurs.

l'autre des câblo-opérateurs.

Cette stratégie d'intégration verticale n'est cependant pas sans risque. Consciente de la puissance de TCI sur le marché américain, la Federal Communication Commission réfléchit aux divers moyens

câblés britanniques. Après avoir hésité, John Malone a choisi de conforter ses positions à l'étranger. Il est vrai qu'entre-temps le gouvernement britannique venait d'autoriser les réseaux câblés à entrer sur le marché des télécom-

d'encourager la concurrence. Elle freine pour l'instant l'arrivée des compagnies de téléphone sur le marché de l'image, mais pas pour longtemps. Elle se demande également si certains câhlo-opérateurs ne seraient pas trop puissants. Pour éviter de tomber sous le coup de lois anti-trust, TCI a déja préparé sa riposte. Le groupe a scindé ses activités en deux sociétés distinctes, TCI et Liberty Media qui a notamment le contrôle de la grande chaîne de télé-achat (Home Shopping Network). La première n'a plus que 10 millions d'abonnés et l'autre le reste!

Parallèlement, TCI a com-

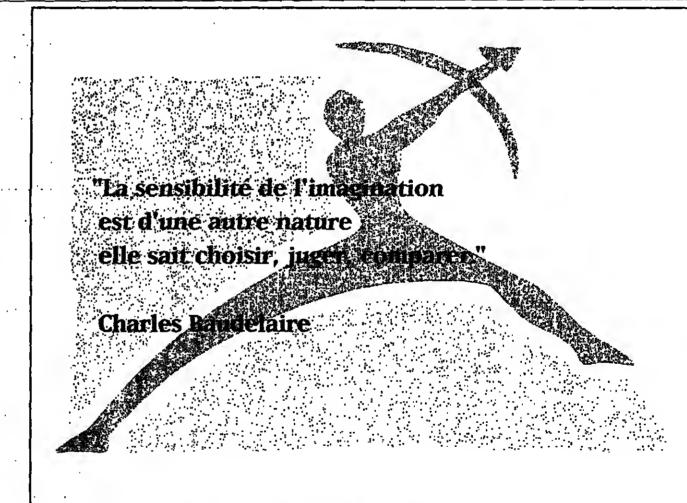
rataleiement, I'cl' a commence de tisser sa toilc à l'étranger. Et notamment en Europe. En fusionnant avec United Artists Entertainment (UAE) en 1991, TCl s'est retrouvée actionnaire majoritaire de plusienrs réseaux câblés britanniques. Après avoir hésité, John Malone a choisi de conforter ses positions à l'étranger. Il est vrai qu'entre-temps le gouvernement britannique venait d'autoriser les réseaux câblés à

munications. Pour alléger ses investissements, TCI a alors fondé Telewest, une société commune avec US West, une puissante compagnic de téléphone. Ses abonnés en Grande-Bretagne sont au nombre 144 000 et le groupe prévoit d'atteindre le million à la fin du

En France, TCI a récemment pris une participation minoritaire (29 %) dans Vidéopole, un réseau câblé controlé par EDF et le Crédit agricole, et négocie actuellement un necord avec Canal Plus sur l'exportation de deux chaînes câblées françaises (Jimmy, Cinécinéfil) sur le réseau britannique, Le groupe américain possède également des parts dans les réseaux câblés d'un certain nombre d'autres pays comme la Suède, la Norvège, l'Iriande..., soit plus de l million d'abonnés en tout hors des Etats-Unis.

Comme la banque, l'assurance, la chimie ou l'acier, la télévision est devenue une industrie

Yves Mamou



Demandez donc au responsable financier de Kenzo ce qu'il en pense. En matière de montages financiers, le savoir-faire et les connaissances techniques sont indispensables, mais pas toujours suffisants : au Crédit National, nous demandons aussi à nos spécialistes de marchés de capitaux ou d'interventions en fonds propres, comme à nos spécialistes des prêts, de savoir imaginer et inventer pour créer des solutions sur mesure. Une exigence d'autant plus importante, quand on est chargé de minorer le coût d'un passif. C'est pour profiter de cet état d'esprit que Kenzo nous a confié depuis 1990 la gestion active d'une part de sa dette. Pour tout renseignement : Groupe Crédit National, 45 rue Saint-Dominique 75700 Paris.



GROUPE CRÉDIT NATIONAL

Accompagner une entreprise, c'est raisonner comme elle.



LES LEÇONS DE 1986-1987

# Les huit vertus des privatisations

هكذامن ريامل

Le 26 mai, le gouvernement présentera une nouvelle loi de privatisation. Dans la sérénité. Celles de 1986 ont été plutôt bénéfiques aux sociétés concernées. Dans une conjoncture, il est vrai, alors favorable...

existent forcément. Et elles soot

pagnie financière de Suez, exem-

ple extrême, aura connu... jus-

qu'à cioq présidents! Mais, à

l'opposé, uo groupe iodustriel comme Saiot-Gobain aura affi-ebé une stabilité exceptionnelle. Roger Fauroux, PDG d'une

Compagnie de Saiot-Gobaio, alors privée, en 1980, est confirmé dans ses fonctions deux

Entre 1981 et 1988, la Com-

ES temps changent et le dossier autrefois brûlant des privatisations s'inscrit peu à peu dans le « consensus mou ». L'beure n'est plus aux anathèmes et aux querelles idéologiques. Les tenants du libéralisme pur et dur de 1986 et de la privatisation à outrance sont rentrés dans le rang, tout comme s'est dilué de 1988 à 1992 le dogme présidentiel du « ni-ni » (ni nationalisatioo, ni privatisatioo). Les différences qui subsistent eotre le précédent et l'actuel gouvernement tien-nent aujourd'hui plus à l'ampleur des privatisations qo'à leur principe.

Par nécessité budgétaire plus que par convictioo, les gouveroements d'Edith Cresson et plus encore de Pierre Béregovoy avaient d'ailleurs fioi par vendre de-ci de-là des morceaux de

groupes publics. Le gouvernement Edouard Balladur compte, lui, recouer à partir de l'automne avec des privatisations de grand style, sur le mode de 1986-1987, mais saos trop d'illusioos sur la capacité du marché financier de les absorber. Car, du côté de la Bourse, la passioo a disparu pour faire place à uce plus grande maturité.

STRATÉGIE • La lune de miel entre les Français et la Bourse o'est plus qu'un souveoir. Pour s'être en partie trompés sur la nature des marchés financiers et les avoir confondus un temps avec un casino, uoe part importante des petits actionnaires a abandonné sans regrets le palais Brongniart. Le kracb d'octobre 1987 et le retournement brutal de conjoocture depuis 1991 sont passés

par-là. Les Français convertis sur le tard au capitalisme financier ne se soot pas mués en boursiers anglo-saxons. Les privatisations à venir seront à l'évi-dence démythifiées. Il ne devrait plus y avoir de spot télévisé montrant la célèbre orangerie de Paribas sur food de « madame, monsieur » nn Catherioe Deneuve vantant les mérites de Suez. Mais au-delà du débat politique et

de l'imaginaire des Français, les privati-sations de 1986 et 1987 ont eu des conséqueoces bieo plus profoodes sur les entreprises passées du jour au lende-main du public au privé. Des cooséquences sur leur marge de manœuvre, leur liberté, leur capacité à oouer des alliances ou à faire appel aux marchés de capitaux. Des conséquences sur leur stratégie, plus audacieuse, plus risquée

grandes 1

Une véritable stabilité

ou au contraire plus prudeote sans la tutelle protectrice de l'Etat. Des conséquences sur leurs relations avec des actionnaires devenus plus exigeants, plus combreux, moins fidéles et ne répondant pas du tout à la même logique que celle de l'Etat. Enfin, les priva-tisations ont clairement changé la vie des dirigeants. Ils y ont gagné en péren-

CONTEXTE • Globalement, elles auront été plutôt positives. Intervenant dans le cootexte écocomique très favorable de la fio des années 80, les privatisations ont donné aux entreprises nne incontestable liberté et surtout les moyens d'en profiter. Tontes ne l'oot pas utilisée de la même façoo et pas forcément à bon escient. Les véritables dérapages auront

pourtant été limités. Les équipes dirigeantes y ont en tout cas gagné en séré-nité, se retrouvant à l'abri des mouvements d'bumeur politiques, et des changements de majorité.

Il leur faut aujourd'bui gérer une nouvelle phase plus délicate. La rentabi-lité baisse et la « naïveté » de leurs oouveaux actionnaires a disparu. Les oouvelles privatisations seroot forcémeot « moios romaotiques » dans la tête des petits porteurs, des dirigeaots et des politiques. La leçon de l'expérience a été assimilée : les privatisations, comme d'ailleurs les nationalisations, ne valent que par l'usage qu'on

> Eric Leser et Caroline Monnot

# Une rupture radicale?

Chaque privatisatioo est à l'évidence un cas particulier. Cela tient à la fois à ses modalités, à la coostitotioo des fameux «ooyaux dars» d'actionnaires ceosés protéger la société contre les OPA, à la période de mise sur le marché (en pleio krach d'octobre 1987 pour Suez et eo pleioe euphorie boursière pour Saint-Gobain et Paribas), à l'bistoire de l'entreprise et à son domaine o'activité, Peur un greupe indus-triel comme Saint-Gobain, le passage du public au privé n'aura eu finalement que peu d'iofluence sur l'activité.

A l'inverse, les grandes banques d'affaires oot vécu leur privatisation comme une délivrance après avoir eu le sentiment d'être « réfrigérées » de 1982 à 1987. Le monde dans lequel elles évo-luaieot avait été fondameotalement traosformé sans qu'elles puisseot totalement s'y adapter. Uoe part importante de leurs métiers traditionoels leur avait échappé après les oationalisations de 1982. « Il y a des opérations qu'on ne peut plus faire quand on est public», résume Micbel Francois-Poocet, président du conseil de surveillance de Paribas.

# Une internationalisation

plus aisée? La privatisation est parfois une carte de visite à l'étranger. Il est des pays où le statut d'entre-prise publique gene. Saint-Gobain, qui a pris le contrôle à 100 % de sa filiale américaioe Certain Teed, en 1988, estime que l'opération aurait été infiniment plus délicate si elle n'avait été privatisée. De même pour le rachat d'Oberland en Ailemagne. « La famille propriétaire ne nous aurait jamais vendu! " Suez s'est retrouvée dans uo cas similaire quand elle est devaoue le roevalier blanc de la Société générale de Belgique attaque par Carlo De Benedetti. La compagnie financière française o'a obtenu le soutien de l'establisbment belge et gagné que parce qu'elle était devenue privée.

En l'espace de quelques années, la France est passée d'un capitalisme bexagonal, anémique, sans capitaux, el avec un contrôle des changes, à uoe dérèglementation figancière totale, une explosion de la Bourse et une économie-monde. Paribas et Suez, « gros poissons dans une petite mare », paur reprendre l'expression d'André Lévy-Lang, sont deveaces des paissens encore plus grands mais dans l'océan. D'où le

discours de Renaud de La Génière au début de 1988 insistant sur la nécessité pour Suez de grandir vite et les difficultés, quand la conjoncture s'est retournée, pour gérer des acquisitions à l'étranger, lourdes et devenues peu rentables A cet égard, il est clair que Paribas et Suez ne se soot peut-être jamais remises de leur nationalisation et

Mais pour interpréter les stratégies d'expansioo industrielles et fioancières souveot sévèrement jugées aujourd'bui, il coovient de se replacer dans le contexte économique et financier de la fio des années 80, marqué par uoe croissaoce forte, une explosioo des marchés financiers et une multiplication des prises de cootrôle d'entreprises et des OPA (offres publiques d'achat). Pour toutes les graodes entreprises fraoçaises, il s'est posé à ce moment-la la question de l'ioternationalisation, au moins à l'écbelle de l'Europe, et de la fameuse taille critique. L'ambitioo de la plupart des groupes devenus privés était d'autant plus graode qu'elle coincidait sonveot avec le rajeunissement des cadres.

### cales», de oe pas récompenser ans plus tard, au momeot de la les compétences de proches et de oationalisation. Il quitte le faire taire d'anciennes et dura-bles inimitiés. Les tentations groope industriel eo 1986, à la veille de sa privatisation. Par ... ou une prime

des dirigeants...

La privatisation interdit les

nominations politiques à chaque changement de majorité. Dans le

secteur public, les valses de pré-

sidents oot atteiot une intensité

rare en 1981-1982 et 1986-1987.

Depuis, le jeu s'est calmé. La

pratique est passée de mode. Dans l'eotourage d'Edouard Bal-ladur, on affirme baut et fort

qu'on ne coupera pas de têtes. Mais il est souveot difficile de

résister aux pressioos «ami-

à l'immobilisme? La stabilité des équipes de direction qui échappent aux affres triannuelles du fait du prince, des rumeurs, des incertitudes et des campagnes de promotioo a permis aux entreprises de ne pas subir des périodes de transition préjodiciables et d'avoir des stratégies sur le loog terme. Elle est considérée de tous cotés comme un aspect très f des privatisations. Mais figer les équipes de direction.

D'autant que la constitution

pour chaque entreprise mise sur le marché d'un actionnariat stable les fameux noyaux durs - se fait bien évidemment avec la participation active du président. Il a naturellement tendance à faire plutôt appel à des partenaires qui l'apprécient. Il est trop tôt encore, six ans après les privatisations, pour juger s'il y a un risque de quasi-inamovibilité des dirigeants elle peut avoir des effets pervers et de groupes privatisés. Mais gare au capitalisme de «country-

# Une liberté de manœuvre stratégique plus grande?

1986, certaioes oot le souveoir d'avoir été bridées par leur actioonaire public. Saint-Gobaio, qui avait acquis le cootrôle majoritaire de Bull et acquis 35 % d'Olivetti, a dû renoncer à ses participations dans l'informatique, sur injonction de l'Etat. Dix ans plus tard. Il o'est pas sur que les dirigeaots actuels s'eo

Mais, chez Alcatel-Alsthom,

Compagnie générale d'électricité (CGÉ), le rachat des participations daos les télécommuoications d'ITT Europe, une opéra-tion décisive, a été mise sur les

rails alors que la société était

encore publique. Eo fait, après les privatisations, les orientations stratégiques des entreprises oot été contradictoires. On peut distioguer deux groupes. Les «précau-tionneux» oot fait le choix d'une gestioo prudente (Société géoérale, CCF, voire Saiot-Gobaio) privilégiaot la rentabilité et adaptée à leors moyens avec le sentimeot de oe plus pouvoir compter que sur soi en cas de difficultés, d'imprévoyances, ou

de dérapages.

A contrario, la privatisation a « décoincé » d'autres eotre-prises qui ont décidé de rattraper le temps perdu, de grandir vite et de réaliser des acquisitions, ootamment à l'étranger. Alcatci-Alsthom a aiosi profité de soo retour au privé pour pousser les

feux bors des frontières. Le cas extrême est celui de la Compagnie financière de Suez. Elle a été privatisée en octobre 1987 et s'est retrouvée engagée quatre mois plus tard dans une bataille boursière bomérique pour la prise de contrôle de la Société géoérale de Belgique. Pour financer cette acquisition considérable, payée cher, Suez a procedé à une rafale d'augmeota-

tions de capital. Lc nombre d'actions Suez est ainsi passe de 63 millions à la fin de 1987 à 104 millions à la fin de 1988.

souhait personnel. Et c'est Jean-Louis Beffa, soo bras droit depuis six ans, qui pilotera l'opé-

Parmi les grandes entreprises privatisées en 1986 et 1987; seul Paribas et Suez oot, depuis, connu des changements au sommet. Et eocore, c'est la dispari-tion de Reoaud de La Génière qui a entraîné son remplacement à la tête de la Compagnie financière de Suez par Gérard Worms. Chez Paribas, Micbel François-Poocet o'est plus le ouméro un opérationnel, à la suite octam-ment de l'échec de l'OPA sur la Compagnie de navigation mixte, mais il reste le président du conseil de surveillance. Il forme d'ailleurs un tandem plutôt réussi avec André Lévy-Lang, le président du directoire. La mise à l'écart de M. François-Poocet s'est d'ailleurs faite dans la douceur avec la modification des structures de la prestigieuse banque d'affaires, dont le mythe de toute-puissance veoait d'être sérieusement écorné.

# Des moyens accrus C'est incontestable. La privati-

sation a été l'occasion de ponvoir troover assez facilement, compte tenu du contexte, des capitaix sur les marchés. Selon la vieille formule, l'Etat actionnaire o'est pas très exigeant, mais apporte peu. Les action-naires privés réagissent, en tout cas dans les périodes favorables, de façoo totalement opposée. Ils ont des exigences de rentabilité et de croissance fortes, mais en contrepartie acceptent de souscrire à des aug-mentations de capital. «En 1988, nous avons récolté 2,4 milliards de francs en faisant appel au marché, commente-t-on chez Saint-Gobain. «L'Etat n'aurait pu nous fournir cette somme. Notre dernier appel de fonds remontant à 1978. » La plupart des groupes mis sur le marché ont quelques mois plus tard réalisé des augmentations de capital, pour financer des acquisitions impor-tantes ou améliorer leurs ratios financiers. Alcatel-Alsthom, pour sa part, avait eu, au moment de sa privatisation, le privilège unique de pouvoir augmenter parallèlement ses

WUT I

C 🛬 ....

نيتات

2 2 and 27

THE PARTY OF

23-34 Z

SUE ME

# Des aléas techniques

Il a d'abord fallo aux privatisées, pour se vendre, s'exposer au grand public. L'exercice est facile pour des groupes dont la clientèle est large, comme la Société géoérale, le CCF, ou TF 1. Il est plus délicat pour Saint-Gobain et Alcatel. Et carrément inhabituel, voire cootre nature, pour des banques d'affaires, cultivant le goût du secret. Elles y ont perdu une partie de leur mystère et le mythe de leur toute-puissance dans le capita-

lisme français a volé en éclats. Par ailleors le succès ou l'échec de la mise sur le marché des entreprises, les prix de vente des titres et la façon dont se sont coostitués les ooyaux d'actionnaires stables oot eu des effets durables sur la vie des groupes. Accusé lors de ses premières opérations dont il voulait assurer la réussite de «brader» le patrimoine public, le ministre des fioances d'alors, Edouard Balladur, a peu à peu relevé les prix d'offres publiques. Jusqu'an krach d'octobre 1987. Les actionnaires de Suez, privatisée difficilement en plein krach, eo oot souffert. Noo seulement, ils ont pâti d'un contexte très défavorable mais ils oot payé cher leurs actions. Ils ont dû attendre de longs mois avant de retrouver leurs cours d'achat et ont été victimes également de la succession d'augmentations de capital. L'image boursière de Sucz en a été affectée.

A l'opposé, la conjonction d'un prix de vente bas, de l'euphorie boursière et de campagnes de publicité spectaculaires a débouché sur des succès inattendus. Les dirigeants de Paribas espéraient dans leurs reves les plus fous avoir un million d'actionnaires, ils en ont eu 3,8 millions. Le rêve s'est transformé en cauchemar, chaque actionnaire o'a eu que quatre actions, et la gestioo d'une telle quantité d'actionnaires est deveoue un véritable casse-tête. D'ailleurs, sur les 3,8 millions, 800 000

subsistent autourd'hui.

# ITTERAIRES, RE PLACE A HEC

Sciences Pn., juristes, économistes, ingénieurs..., HEC vous ouvre ses portes. Votre point commun est d'avoir un diplôme de l'enseignement supérieur et l'ambitinn d'accéder au monde des affaires. Évalués en fonction de votre domaine de spécialité, vous pouvez directement entrer en 2° année grâce

formation d'origine. En deux ans, vous atteindrez une parfaite maîtrise des techniques actuelles de la gestion et reoforcerez vos capacités d'analyse et de décision. Depuis toujours, HEC firme, dans une perspective internationale, des hommes d'action dans tous les domaines du management.

Pour les procédures d'admission, nature des épreuves, dossier d'inscription, adressez-vous à : Direction des Admissions et Concours

HAUTES ÉTUDES COMMERCIALES

BP 31 · 78354 July-en-Josas, France Téléphone : 33 (1) 39 67 71 55 CHAMBRE CE COMBIERCE ET D'HOUSIPE CE PAGES

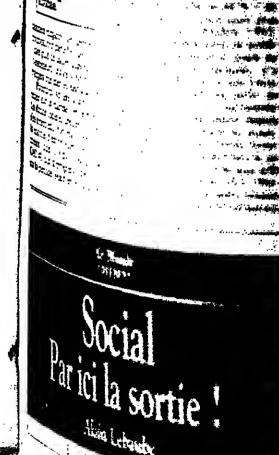
# A l'abri du politique?

La source majeure de polé-mique aura tourné autoor de la coostitution des «noyaux durs». d'actionnaires afio d'éviter que les entreprises privatisées ne deviennent des cibles d'OPA trop faciles. Et il faut reconnaître qu'aucune privatisée d'impor-tance o'a été victime d'une offre publique. En tout cas, le choix des actionnaires de référence a été maintes fois critiqué par l'opposition socialiste d'alors, qui y voyait nettement des choix politiques. Certaios groupes, et plus particulièrement Alcatel-Alstbom, oot été mootrés du doigt et qualifiés de «RPR».

Une fois revenu au pouvoir, le gonvernement socialiste a

teoté de modifier l'actionnariat de certains groupes privatisés, en otilisant la manière douce avec Havas et la manière forte avec la Société générale. L'entrée brutale dans le capital de la Société générale d'actionnaires privés avec le soutien manifeste des pouvoirs publics et de la Caisse des dépôts et consignations a entraîné une véritable levée de

La querelle autour des « noyaux durs » a, depuis, perdn en intensité. Elle pourrait reprendre à l'occasion des prochaines privatisations. Mais le premier ministre assure que le choix des actionnaires de référence sera, cette fois, incontestable.



# n bilan boursier plus qu'honorable

Même si les petits porteurs sont repartis, les sociétés privatisées ont, pour plus de la moitié d'entre elles, réussi à maintenir, voire à augmenter, le cours de leurs actions

ES privatisations de 1987, il reste en mémoire l'afflux du public, ces famenx «petits porteurs» découvrant avec fièvre la Bourse « casino ». Le placement gagnant à tous les coups transformait la spéculation en sport national. La France comptait alors 10 millions d'actionnaires, dont 6,2 millions en direct (1). Un niveau record, à comparer an million et demi de détenteurs de titres recensés en 1977 et aux trois millions de

Les deux krachs boursiers des automnes 1987 et 1989, la désillusion provoquée par l'évolution des actions faisaient craindre un départ massif de ces financiers en herbe. Contrairement anx rumeurs, il n'en serait rien, si l'on en croit un sondage réalisé par la Sofres pour la Commission des opérations de Bourse et la Banque de France : en 1991, la place francaise comptait encore 11 millions d'actionnaires dont 5,8 millions détensient directement leurs titres. Cette évaluation, la dernière disponible, laisse perplexe, les privatisées ayant pendant le même temps vu le nombre de leurs actionnaires individuels se réduire massivement. Pour des raisons purement techniques. Lorsque plusieurs membres d'une famille (parents et enfants) avaient droit à des titres, ils les ont le plus souvent réunis dans un portefeuille unique des 1988. D'antres, ayant trop peu d'actions, ont préféré s'en défausser rapidement en raison du coût élevé des droits de garde, bien supérieur aux gains de leurs placements.

conjugués an désenchantement, ont prevaqué des départs conséquents n'havinas, qui détennif le record du nombre de petits actionnaires avec 3,8 millions, n'en a plus aujourd'hui que 800 000. Suez a vu son effectif de petits porteurs divisé par trois, tombant de 1,6 million à 500 000. La chute s'observe aussi chez Saint-Gobain -- de 1,5 million à 600 000 ou 700 000 --, alors que cette société n'a pas connu de

Scule certitude : les privatisa-tions de 1987 auront fait entrer la Bourse dans la vie des Français, qui l'avaient superbement ignorée depuis la dernière guerre mondiale. Mais elles ont perdu leur

> "Les privatisations de 1987 auront fait entrer la Bourse dans la vie des Français, qui l'avaient superbement ignorée depuis la demière guerre mondiale. <sup>99</sup>

caractère magique : les dernières privatisations partielles ont rencontré plus de succès anprès des investisseurs institutionnels ou étrangers que chez les particuliers.

Pourtant, six ans après leur retour sur le marché, les actions des douze sociétés concernées ne s'en tirent pas trop mal : plus de la moitié d'entre elles ont fait mienx que l'indice boursier sur la période. Mais les évolutions

années, deux valeurs ont disparu, la Sogénal, absorbée par la Société générale voilà quatre ans, et Matra, qui a fusionné avec Hachette récemment; quatre autres ont suivi des parcours laboricux, et, paradoxalement, les

> "Ne cessant d'anticiper, les boursiers jouent dès à présent sur les entreprises que devrait mettre en vente le gouvernement Balladur, bien que la liste n'en soit pas arrêtée. 77

deux premières compagnies financières françaises (Suez et Paribas) et les deux petites banques BIMP et BTP, ont réalisé de piètres per-

RÉSISTANCE e La palme de la résistance revient à TF1 et à Saint-Gobain, seules valeurs à n'être jamais descendnes au-dessous de leur prix de mise sur le marché. Rhône-Poulenc est aussi dans ce ces, mais depnis trop peu de temps, puisque la société n'est cotée que depnis janvier dernier. Selon les calculs de la Société d'analyse financière européenne (SAFE) - bureau d'étnde Paribas-Crédit du Nord -, la télévision de Bonygues a aussi remarquablement progressé (+ 165 %). Elle est suivie, à quelque distance, par une munication, Havas (+ 127 %), par une banque de taille moyenne le Crédit commercial de France (CCF: + 124 %) et par l'un des premiers groupes industriels fran-çais, Alcatel-Alsthom (+ 121 %).

· Parmi les sociétés partiellement privatisées, c'est la moins connue du public, le Crédit local de France, qui a fait le meilleur parcours (+93 %). Les deux com-pagnies pétrolières piétinent, Total se reprenant après un mauvais départ et Elf restant quasi stable aux alentours de 360 francs. e La future privatisation se fera à ce niveau de prix », pensent nombre d'analystes, si ce groupe figure, comme ils le pensent, dans le programme de privatisations, attenda pour l'automne.

ANTICIPATIONS • Ne cessant d'anticiper, les boorsiers jouent dès à présent sur les entreprises que devrait mettre en vente le gonvernement Balladur, bien que la liste n'en soit pas arrêtée. Dans le secteur des assurances, ils tablent sur les AGF et l'UAP platôt que sur le GAN : ces spéculations expliquent en partie le vif redressement - près de 60 % - de ces deux valeurs depuis leurs plus bas niveaux, en octobre 1992. Dans le secteur bancaire, ils préfèrent la BNP, même si le coms du certificat d'investissement n'a gagné que 11 % depuis son émis-sion en mai 1986 an prix de 485 francs. Là eocore, un redressement notable s'est opéré depuis l'automne. Pas question de miser, en revanche, sur le Crédit lyon-nais, dont le certificat reste à un

francs du lancement en juin 1986. Enfin, si les boursiers croient en une prochaine privatisation

ont été divergentes. Durant ces totale d'Elf-Aquitaine et de Rhône-Ponlenc, les avis sont partagés pour Pechiney. L'évolution du titre illustre cette hésitation : depuis son émission en juillet 1985 à 183 francs, le certificat d'investissement privilégié (CIP) a gagné 49 %, après avoir un moment plus que triplé. Il pâtit actuellement de la coojoneture détestable dans le secteur de l'aluminium. «Le marché voit dans les privatisations un ballon d'oxygène qui potorait le redynamiser, estime Régis Lefort, responsable de l'analyse financière chez Gilbert Dupont. Les gros investisseurs, tant français qu'étrangers, sont prêts et les particullers suivront, espérons-le. » Comme si les petits porteurs, échaudés une première fois, ne voulaient plus être les premiers à s'exposer, même si on leur offre des avantages conséqueots

**Dominique Gallois** 

(1) Par opposition aux sctions réunies dans des fonds de placement.

pour les séduire...

Performances boursières des groupes privatisés 1986-1988 (gouvernement Chirac)

| Actions      | Cours d'introduction   | Cours récent  | Extrêmes   | Variations  |
|--------------|--|---|--|---|
|              | (F)  | (F)   | 1987-1993  | (%)   |
| SAINT-GOBAIN | 310 (déc. 1986) 290 (juin 1987) 188 (juin 1987) 405 (fèv. 1987) 407 (juil 1987) 107 (mai 1987) 165 (juil 1987) 317 (nov. 1987) 110 (fèv. 1988) | 480<br>641<br>427<br>405<br>587<br>240<br>438<br>289<br>300 | 323-713<br>180-691<br>150-702<br>255-740<br>256-665<br>94-264<br>165-652<br>211-496<br>106-479 | + 55<br>+ 121<br>+ 127<br>0<br>+ 44<br>+ 124<br>+ 165<br>- 9<br>+ 172 |

N'ont pas été retenues dans ce tableau trois privatisations : Sogénal (avril 1987, 125 F), BIMP (mai 1987, 140 F) et la BTP (avril 1987, 130 F).

## 1991-1993 (gouvernement socialiste)

| Sociétés<br>(privatisations partielles) | Cours d'introduction<br>(F) | Cours récent<br>(F) | Extrêmes<br>depuis<br>l'introduction | Variations<br>(%) |
|---|-----------------------------|---------------------|--------------------------------------|-------------------|
| CLF TOTAL ELF AQUITAINE RHONE-POULENC   | 210 (déc. 1991)             | 405                 | 196-440                              | + 93              |
|   | 230 (jnin 1992)             | 251                 | 194-275                              | + 9               |
|   | 360 (mars 1992)             | 361                 | 308-401                              | 0                 |
|   | 500 (janv. 1993)            | 535                 | 601-500                              | + 7               |

Source: SAFE (Société d'analyse financière européenne).

"Cherche la réponse en ce même lieu

Djālal-Al-dine Rumī\*

d'où t'est venue la question

\* Poèse person du XII jème siècle.

Demandez donc à la société Cantalou ce qu'elle en pense.

Chaque entreprise et chaque secretar économique sont différents. Nos 75 ans de collaboration nous ont appris que pour bien les financer, il était essentiel de les commûtre parfaitement. C'est pour cela que le Groupe Crédit National s'est doté d'un observatoire économique qui scrute en permanence le tissu industriel. C'est aussi pour cela que nos spécialistes des secteurs industriels et régionaux s'attachent à comprendre avec chaque client l'ensemble des ressons de leur entreprise. Au Crédit National, vous pouvez être sûr que l'interlocuteur de Cantalou en connaît long sur le marché du chocolat. Pour tout renseignement : Groupe Crédit National, 45 rue Saint-Dominique 75700 Paris.



GROUPE CRÉDIT NATIONAL

Accompagner une entreprise, c'est raisonner comme elle.



مكذا من الإمل

Birgit Breuel est à la tête de la Treuhandanstalt, dite Birgit Breuel est à la tête de la Treuhandanstalt, dite Treuhend, l'egence de privatisation pour les nouveaux Lander de l'ex-Allemagne de l'Est, depuis avril 1991. Femme politique membre de l'Union chrétienne-démocrate (CDU, le parti du chanceller Kohl), elle était auparavant ministre des finances du Land de Basse-Saxe. Née en 1937 à Hembourg, elle e fait des études de sciences politiques à Hambourg, Oxford et Genève, puis d'économie et de commerce à Hembourg. Elle e entamé sa carrière politique en 1970 comme élue à la Diète de la ville de Hembourg. Meriée, elle a deux enfants.

privatisations des combinats et des proprietes publiques de l'ex-RDA. Elle doit evoir achevé son travail opérationnel à le fin de l'année et doit être dissoute fin 1994. L'objectif était de réaliser les privatisations le plus rapidement possible et de fermer les firmes non vendues parce que non rentables. Plus de quatre firmes sur cinq ont été privatisées : la Treuhand e réalisé l'essentiel de son travail. Meis II lui reste encore plus de 2 000 entreprises à vendre (357 000 emplois) qui ne sont pas toutes attrayantes. Depuis le signature du pacte de solidarité en début d'ennée, le gouvernement e accepté sous la pression des socieux-démocrates (SPD) et des syndicats de ne pas fermer les firmes importantes régionalement et de les assainir lui-même. Ce « noyau industriel » restera donc, pour un temps indéfini, dans les mains du secteur public. Birgit Breuel se défend, dans l'entretien, que cele signifie un quelconque changement de politique. Elle explique qu'à ses yeux assai privatisation sont toujours ellés de pair.

«Les privatisations à l'est de l'Allemagne sont presque achevées et pourtant l'économie y demeure délabrée et la pro-duction industrielle continue de sombrer. Les privatisations n'avaieat-elles pas été présentées comme la solution miracle?

 Il y a nécesseirement un délei entre la vente juridique des entreprises et son effet économique. Vous savez que les repreneurs des opérations déjà réalisées se sont engagés à investir un total de 177 milliards de marks. De cette somme, une partie seulement a déjà été investie, le reste viendra progressivement. Il fant attendre aussi parce que, par exemple, les permis de construire ne sont pas encore tous délivrés. Il faut un peu de

» Mais j'ai la certitude qu'au-delà de cette période de transition difficile, l'est de l'Allemagne sera dans l'avenir un site très attractif pour les investissenrs. Aucune autre région au monde n'a béné-ficié d'une telle rénovation intégrale des infrastructures publiques et privées. Les rontes, les réseaux d'électricité comme de télécommunications d'un côté et de l'autre toutes les usines, tout cela aura été entièrement modernisé d'un seul coup. Je

- En mars nous venons de privatiser 347 nouvelles entreprises. Où voyez-vous des obstacles? Ceux qui existent ne sont pas nouveaux : l'embouteillage des tribunaux à propos des questions de restitution aux anciens propriétaires, les hésitations des repreneurs qui veulent ne venir qu'après que nnus euront fait le plus dur, les négociations sur le paiement des tra-veux de protection de l'environnement, etc. C'est vrai que les conditions économiques générales sont eujourd'hui plus difficiles. Mais e'est eussi une chance. Car dans une crise structurelle toutes les cartes sont rebattues et chacun s'interroge. Nous voyons done arriver ici, pour la première fois, de nouveaux interlocuteurs qui jusqu'ici n'avaient pas cru devoir s'intéresser à cette région. Je ne sais pas encore quels résultats nous en

tirerons, mais ça bouge,

Les Allemands de l'Est apprennent ils rapidement les us et contumes des

- Nous avons fait l'expérience qu'un management donble est ce qui fonctionne le mieux. Uo Occidental connaissant les règles de l'économie de marché et un manager de l'Est connaissant l'entreprise,

I ous ne garantissons pas la vie éternelle.<sup>53</sup>

le répète, e'est un avantage unique au

 La conjoncture à l'ouest de l'Allemagne s'est avjourd'hui très dégradée, nu point que le pays traverse une grave réces-sion. Est-ce un ubstacle supplémentaire ses partenaires traditionnels et la région. C'est un bon coupie.

- Les capitaux étrangers ne représentent que 10 % du total des privatisations.

Cela paraît peu.

- En Allemagne de l'Ouest, les investissements étrangers font 14 % du total

des actifs. Alors 10 % après deux ans, ce n'est pas mai.

— Il n'y a pas de Japonais...

C'est dommage pour les Japonais!
Certains repreneurs ont anjourd'hui du mal à tenir leurs promesses faites lors plois. Sont-ils nombreux?

Nous ne disposons pas de statistiques là-dessus. Les entreprises privatisées entrent dans l'économie de marché avec ses aléas. Nous essayons, avant la vente, d'examiner la solvabilité de l'acheteur, puis, lors de la vente, de faire un contrat qui crée les conditions les meilleures pour la survie de l'entreprise. Mais nous ne garantissons pas la vie éternelle.

» Anjourd'hui beaucoup d'entreprises vienneot nons voir pour renégocier les contrats parce qu'elles n'avaient pas fait leurs calculs avec des conditions économiques aussi difficiles. Notre réaction n'est alors pas celle de comptables. Si quelqu'un nous pronve qu'il a rempli tous ses engagements, nous lui accordons en général un délai d'une année supplé mentaire. L'obliger à remplir l'iotégralité de son contrat dans les délais prévus initialement concernant les effectifs ou les investissements l'amènerait sans doute à la faillite, et nous perdrions tout. L'entreprise disparaîtrait et les emplois avec. En revanche, s'il s'agissait de repreneurs qui euraient, par exemple, transféré des actifs dans leur patrimoine personnel, nous n'hésitons pas à les poursuivre devant les

- On vous a reproché d'avoir cédé des entreprises à trop bas prix, ce qui creuse votre déficit.

- Nous laisserons, e'est vrai, un déficit de 250 milliards de marks à la fin 1994, lorsque la Treuhand sera dissoute comme prévu. Mais il s'agit d'une somme globale qui recouvre des contrats très différents, certains avec des résultats financiers positifs et d'autres négatifs. Le prix de cession e été parfois nul du fait des anciennes dettes des entreprises nu de la prise en charge des travaux indis-

Par milliers...

Les combinats du départ, découpés

au fur et à mesure des ven-

tes, représentaient au total

12 892 entreprises ou parties d'en-

treprises à vendre et plus de 4 millions d'emplois. Il en reste 2 173 à

privetizer comprenent

Fin mars 1993, la Treuhand avait pri-

vetisé 5 168 entrepriaes et

8 362 perties d'entreprises.

28 408 hectares de terres ngricoles,

357 000 emplois.

trop bas prix tandis que d'eutres nous - Ces 250 milliards de marks seront

pensables pour la protection de l'environ-

nement. Mais les critiques sont doubles :

certains nous reprochent de vendre à

politique industrielle qui n'ose pas dire

Dry Misatio

- L'assainissement des firmes, n'est, de notre point de vue, pas une nouveauté. Dès la définition de nos concepts de privatisation, en octobre-novembre 1990, nous avions compris qu'assainir et privatiser étaient liés. Le débat politique s'est nrienté sur ce sujet de l'assainissement et de la conservation de «noyaux industriels». Mais il n'y e là rien de neuf, Nous avons privatisé des «noyaux», par, exemple des chantiers navals, et, d'autre part, nous avons toujours investi dans les entreprises que nous possédons comme des propriétaires privés normaux. Nous continuerons à l'evenir.

» Autrement dit notre ligne de fond est inchangée. Le travail est simplement modifié parce que nous avions 12 000 entreprises dans nos mains an début et qu'il n'en reste que le dixième. Aujourd'hui, nous pouvons les regarder une à une. Forcément nous avons plus de temps pour apprécier leur assainisse-

- Elles n'ont toujours pas de garantie de survie?

- Ne craignez-vous pas que les presons politiques vous forcent à les soutenir

- Si je craignais les pressions politiques, je ne serais pas à ce poste.

— Quel est le budget d'assaini

- Encore une fnis, il est difficile de séparer la privatisation de l'assainisse-

"10 % du chiffre d'affaires des entreprises sont consacrés aux nouveaux investissements dans les firmes. 33

ensuite, repris par l'Etat fédéral dans le cadre du pacte de solidarité. Peut-on les considérer comme le coût de reprise de l'économie est-allemande?

- C'est le prix de l'assainissement de l'économie est-allemande. Mais je vous rappelle que dans les 250 milliards il y en e 100 de dettes anciennes dont nous avons hérité. Et cette somme entraîne des intérêts importants. En 1993, les paiements d'intérêts représentent 40 % de notre budget.

- Aujourd'hui que vous reste-t-il à

- Beancoup de choses. Nous avons encore à vendre ou à restituer 40 000 terrains, la grande partie des terres agricoles et des forêts que nous n'avons pu jusqu'iei, pour des raisons juridiques, que donner en fermage. Nous evons en sus à traiter beaucoup de demandes de privati-sation nu de reprivatisation de domaines ayant eppartenn au Parti communiste, aux syndicats ou à la police politique, le STASI. Pour ce qui est des entreprises, il en reste 1 150 à privatiser. Enfin, dernier travail, il nous faut surveiller la bonne poursuite des contrats de privatisation et

des engagements pris par les repreneurs.

- Parmi les 1 150 entreprises qui restent à vendre, combien pourront survivre et combien devront être liquidées?

 Nous avons toujours estimé qu'eu total 70 % des entreprises de l'Allemagne de l'Est étaient viables. Je maintiens ce chiffre. Pour celles qui restent, il est impossible de donner une proportion. Nons les regardons une à une avec soin. On dit parfois que nous avons désormais vendu les «joyaux» et qu'il ue reste que les entreprises les moins performantes. C'est tout à fait faux.

» li reste encore quelques grandes entreprises. Dans les mines nous espérons aboutir bientôt pour les deux restantes, Mibrag et Laubag. Dans la chimie, le processus est plus compliqué, car les entreprises dépendent les unes des antres. Dans l'acier, il reste EKO, qui nous fait des soncis. Dans la mécanique beancoup de négociations sont en cours. Mais l'essentiel de notre portefeuille, les trois quarts, est constitué de PMI de moins de 100 employés. Cela fait beaucoup de travail, mais je suis optimiste.

- Le gouvernement a accepté que désormais les entreprises soient assainies avant d'être vendues. Ce fut considéré comme un tournant et une concession faite aux sociaux-démocrates et aux syndicats. Autrement dit l'Etat, au travers de la Treuhand, va conserver des firmes publiques pour un temps indéfini. Est-ce une

ment. Mais on peut dire que 10 % du chiffre d'affaires des entreprises soot consacrés eux oonveaux investissemeots dans les firmes. Cette proportion a été de 10 % eu début, puis elle e beissé, puis elle remonte ces temps-ci.

THE A

Santa I Remark Striker . ' D. . '

#112252 H.

Series A.

STATE OF THE PARTY OF THE PARTY

A TO BE AND A STATE OF THE ASSESSMENT OF THE ASS

The Board of the State of the S

Section 1.

7231-41 · · · · · ·

E-E-

(EZ) C:

New Porces

BEST CO.

- La Commission européenne a refusé, fin nvril, le plan de sauvetage du sidérargiste de l'Est EKO-Stahl que rous aviez mis au point. Un investissement de 1 milliard de marks y était prévu. N'est-ce pas le signe qu'avec la récession la surrie sur fonds publics de firmes de l'ex-RDA va subir des critiques accrues de la part de

Bruxelles ou des nutres pays européens? La Commission e seulement donné un evis pour EKO-Stahl. Seul le conseil des ministres est habilité à décider. On verra donc. La question posée est celle de savoir s'il ne faut aucun site sidérurgiste à l'Est, où vivent 16 millions de consommateurs. Mais sur le finnd, nos partenaires européens ont admis depnis le début de la réunification qu'il fallait que l'Ouest aide l'Est. Fante de le faire, ce pays scrait tombé en faillite, ce qui aurait finalement coûté beauconp plus cher à tout le monde. La Commission l'a compris, comme tous les gouvernements européens, en particulier le gonvernement français.

— Avec votre expérience de plus de 10 000 privatisations, quel conseil donnez-yous aux pays de l'Est qui out des projets semblables?

- L'Allemagne est un cas particulier. C'est le seul pays où une partie de la population peut aider l'autre. Les conditinns financières des privetisations ne sont done pas comparables. Seule la Corée, si elle se réunissait un jour, serait dans ce cas. Les seuls conseils que nous pouvons donner concernent la pratique, la technique. Nous avons monté une cellule pour ce faire qui intervient dans

douze pays.

— La question se pose toujours de savoir si le passage du communisme au libéralisme fait moins de déglis s'il est rapide on s'il est progressif. Qu'en penser-

La question est purement théorique. L'histoire ue s'est pas posé cette question. A l'été 1990, lors de l'uninn économique et monétaire faite en un seul jour, tous les Allemands étaient pour. Personne n'aurait pu l'empêcher. Si on avait procédé en dix ans, aurait-on pu mieux faire? Je n'en sais rien. Qu'importe, les événements ont commandé.

> Propos recueillis par Eric le Boucher

orientations Filières, débouchés, métiers: des écoles vous informent. M. Mme Mile. Code postal Lili Ville. Niveau d'études 92-93 désire recevoir gratuitement des informations sur des écoles qui forment aux secteurs suivants (cochez les filières qui vous intéressent) : Grandes Ecoles Scientifiques Grandes Ecoles de Commerce, Gestion Préparer un MBA 75008 Paris (réponse par courrier uniquement)

1 850 hecteree de forêts et 8 697 hecteres de terrains fonciers. Un total de 2 578 firmes ont dû être liquidées feute d'être asuvebles. représentent une perte nette de 220 000 emplois. Ces ventes ont donné une recette de 41,6 miliards de marks. Les repreneurs se sont engagés à investir 176.7 millierds de marks et 1 438 500 emplois ont été sauvegar dés. Les investisseurs ont été alle mands dans la très grande majorité, puisque les investissements étrangers ne représentent que 17,5 milliards de marks, soit 10 %. Les Français sont, parmi les étrangers, à la première place avec 61 firmes echetées, des investissements promis de 4,8 milliards de marks et 21 000 emplois sauvegardés.

# PERSPECTIVES

## **POINT DE VUE**

# Privatisations: la dimension internationale

La nouvelle vague de privatisations devrait avoir un effet inatiendu : l'ouverture accrue du capital des grands groupes français aux capitaux étrangers, explique Laurent Cohen-Tanugi, avocat d'affaires associé au cabinet de juristes interpationeux Chenit. Cottileb Store and internationaux Clearly, Gottlieb, Steen and Hamilton. Favorable en soi, cette évolution devrait notamment permettre aux entreprises nationales d'avoir accès au marché boursier américain.

## par LAURENT COHEN-TANUGI (\*)

D IEN que la question n'eix encore fait l'objet que de peu de commentaires, il ne fait guère de doute que le nouveau programme français de privatisations sera, à plue ou moins brève échéance, l'occaeion d'une internationalisation accrue du capital des sociétés privatisées.

Le première vegue de privaticatione de 1988-1988 avait déjà donné lieu, parallèlement à 1986-1986 avait deja donne lieu, paralielement a l'offre publique de vente sur le marché français, au placement sur les marchés financiers étrangers d'une «tranche internationele», généralement sur-souscrite, et à des cessions à des investisseurs étrangers, sous forme de plecaments privée ou de gré à gré dens le cadre de la constitution des «noyaux durs». Le pourcentage de capital cédé à des non-nationaux était maté à l'époque largement en-deca de la limite légisresté à l'époque largement en-deça de la limite légis-lative de 20 % (einsi pour Saint-Gobain : 11,5 %; Paribae : 14,5 %; CCF : 16,5 %; CGE : 14,5 %; Société générale : 12 %), en raieon notamment du succès de la souscription auprès du public fran-

Le contexte ectuel devrait renforcer la dimension internetionale du processus de privatisation. Il est cleir, d'une part, que l'épargne nationale n'est pas en mesure d'absorber seule la mise sur le marché des mesure d'absorber seule la mise sur le marché des volumes de titres qu'implique le privatisation totale ou même partielle de certaînes des entreprises concernées. Au coura des dernières années s'est ainsi développée la pratique des offres « globales » (c'est-à-dire mondiale) de titres de capital des sociétés, notamment dans le cadre des privatisations de British Telecom (10 milliards de dollars) et de Telefonos de Mexico (2 milliards de dollars) et 1991.

D'autre pert, la poursuite de l'internationalisation du capital des grandes entreprises françaises consti-

MACON .

XL+

274.00 A. 170 .

They is all many.

3 ....

**化二甲基环银铁铁** 

garante de la Maria

du capital des grandes entreprises françaises consti-tue en soi un objectif désirable dans l'économie mondialisée de cette fin de siècle, en vue d'accroître leurs fisante à l'étranger et de favoriser leur développement compacial et financier hors de l'Hexagone. Ce protessir d'internationalisation e était d'alleurs poursair d'internationalisation e était d'alleurs poursair sous l'en du eni-ni », avec les accords de partenariat essorite d'échanges de participatione entre entreprises publiques françaises et entreprises privées étrangères, de type Bull/NEC/IBM, Renault/Volvo ou BNP/Dresdner Bank.

Ces circonstances, coupléee avec le volonté de mieux stabiliser l'actionnariat des sociétés privatisées et avec, à l'horizon, l'Union européenne, devraient conduire à une plus forte participation du capital étranger, européen notamment, dans leur action-

# Solliciter le marché américain

Du côté de la demande, les grands investisseurs institutionnels étrangers devraient être au rendez vous, si l'on en juge par l'expérience de 1986-1988 et par leur participation au capital des sociétés francaises cotées, de l'ordre de 28 % aujourd'hui contre 21 % en 1991 selon la Banque de France.

Le consensue politique en faveur des privatisations dans le secteur concurrentiel est de nature à rassurer. Pour peu que le gouvernement maintienne son engagement en faveur de la stabilité du franc et n'intervienne pas indûment dans le jeu de l'économie de marché, les investisseurs étrangers devraient confirmer leur intérêt pour les nouvelles « privatisables » françaises. Quant au risque de prises de contrôle indésirables, il devrait pouvoir être évité par les instruments législatifs classiques de protection des intérêts nationaux déjà mie en place en 1988 (« action spécifique », etc.) et per des défenses juridi-

ques de type contractuel.

Cela étant, le placement international d'une tranche du capital des sociétés privatisables pose, entre autres, à l'Etat ectionnaire et aux entreprises elles-mêmes deux questions d'importance. La pre-mière concerne la méthode de vente et de fixation des prix d'offre. Le placement des titres des sociétés privatisées en 1986-1988 e'était effectué à prix fixe. Le développement des « offres globales » cee dernières années a fait évoluer les techniques de placement, en vue de meximiser les recattes des privatisa-tions pour l'Etat. La seconde tranche de le privatisation de British Telecom e ainsi innové avec succès en introduisant une forme de consultation des investisseurs potentiels par l'Etat cédant préalable-

ment à la fixation du prix. Le seconde question concerne l'opportunité de solliciter ou non le marché financier américain, qui demeure le plus veste et le plue liquide du monde. Les privatisations de 1986-1988 l'avaient fait assez timidement : le placement de la tranche internationale de Saint-Gobain et de Paribae avait évité le marché américain, tandis que la privatisation de la CGE, de la Société générale et d'indosuez avait donné lieu à des placements privés auprès d'un nombre limité d'inves-tisseurs institutionnels.

il est vrai qu'une offre publique de titres de capi-tal sux Etats-Unis impose à l'entreprise émettrice des contraintes non négligeables, notamment la divulga-tion, selon les exigences de la Securitles end Exchange Commission (SEC), d'informations économiques, juridiques et comptables extrêmement détaillées sur le société émettrice et sur les conditions de l'offre au niveau mondial. Les états financiers de la société doivent être présentés selon les normes comptables américaines ou, à défaut, selon les normes nationales de la société dûment « réconci-



liées » avec les normes américaines, c'est-à-dire en précisant les différences significatives entre les deux méthodee et leurs effets sur les comptes de la société. Satisfaire à ca type de contrainte requiert un investissement important que peu de grands groupes français ont jusqu'à présent réalisé.

## Le pragmatisme de la SEC

C'est en raison de ces contraintes que l'eccàs des entreprises européennes continentales au merché américain des capitaux s'affectue le plus fréquemment par voie de placement privé euprès d'investisseurs institutionnels. Cette technique est en effet moins lourde à mettre en œuvre qu'un plecement public, des lors que la diffusion des titres sur le merché eméricain se trouve limitée. Depuis 1990, l'adoption de le règle dite « 144 A » a encore facilité les placements privés, en esecuplissant les procédures de placement initiel auprès des très grands investisseurs institutionnels eméricains ( « QIBs », ou qualified institutional buyers) et en accroissant le liquidité des titres entre lesdits QIBs.

Il ne faut toutefois pas exagérer les avantages du recours à cette procédure, s'agissant de placements Importants de titres de capital aux Etats-Unis : si les

contraintes comptables sont nettement moindres, les exigences des investisseurs en matière d'information peuvent être presque aussi importantes que dans le cadre d'une offre publique. Le caractère public ou privé du placement est à cet égard moins détermi-nant que sa taille ou sa nature : titres de capital ou obligations. Mais il na faut pas sous-estimer non plus le pragmatisme de la SEC, qui s'est notamment manifesté par une attitude coopérative dans la résolution de certaines difficultés juridiques survenues à l'occa-sion des privatisations françaises de 1986-1988. Les prochaines privatisations pourraient être

ainsi l'occasion d'un accès plus large des entreprises françeisee eu marché des ceptreux eméricains.
Contrairement à la situation de 1986-1988, plusieurs
des entreprises censées faire l'objet des prochaines
opérations de privetisation ont déjà une certaine experience de ce marché.

Rhône-Poulenc et Elf-Aquitaine sont, avec Alcatel-Alsthom et Total, parmi les quatre entreprises françaisee dont les titres sont cotés à la Bourse de-New-York, tandis que Pechiney et le BNP ont déjà plusieurs fois sollicité les investisseurs eméricains. Dans ces conditions, la perspective d'une offre publi-que eux Etets-Unis et d'une éventuelle cotation à New-York ne paraissent plus pour elle hors de portée. Quent eux deux compegnies d'essurances -AGF et UAP, - c'est la taille de leur privatisation et l'importance de la demande eméricaine escomptée qui devraient déterminer si l'investissement qu'implique une première epproche du marché eméricain se justifie ou non.

(\*) Avocat aux barreaux de Paris et de New-



PARCE QUE FAIRE UN PAS L'UN VERS L'AUTRE EST SOUVENT AVANTAGEUX, LA CNP A CRÉÉ LA PRÉVOYANCE EN GESTION PARTAGÉE.

Lin contrat d'assurance employeur,

c'est d'ebord un contrat de gestion.

Pour que cette gestion eoit adeptée eux réalités

locale, la CNP e mie en place différents systèmes de gestion partagée. Avec pour résultat : une aimplification administrative maximum, une gestion en temps réel de tous

les cas qui le permettent, une plus grande maîtrise

délégation totale (la CNP met à disposition toute se logistique et son assistence), chaque collectivité locale peut ainsi cholsir son mode de gestion : le plus rigoureux, le plus profitable. Pour tout renseignement sur la gestion partagée, eppelez le (1) 42.18.81.30.

charge complète de la gestion par la CNP jusqu'à la

CNP, le leader de l'Assurance Collective.

GNP, VIVEZ BIEN ASSURÉ

eur le long terme des coûts de le GROUPE CASSE DES DÉPÔTS protection sociale. Depuis le prise en

sociales et économiques de chaque collectivité

36 Le Monde • Mardi 18 mai 1993 •

ه کذار من رالامل

des produits anti-graffiti! Même si cela représente moins de 1 % de son chiffre d'affaires, Herpé, l'un des rares à s'adresser au grand public, est très fier de ses deux aérosols : Efface Graffiti (pour les surfaces peintes et métalliques) et Décape Graffiti (pour la pierre et le béton), vendus entre 40 et 60 francs les 400 mL Des produits si efficaces que la mairie de Paris en a récem-ment distribué plus de trois cents bombes aux commercants dont le

Sulte de la page 29 rideau de fer sert de cible aux tag-

Autre grand nom de la peinture à avoir investi ce créneau côté grand public : Julien, filiale de Valentine, a lancé il y a un an son propre aérosol, également baptisé Efface Graffiti, histoire de « compléter sa gamme bricolage ».

Globalement, aujourd'bui, le «marché de l'anti-graffiti» se subdivise en deux secteurs : les produits curatifs (solvants ou décapants en pot ou en aérosol) et les préventifs, plus nu mnins permanents, qui protégent les surfaces avant souillure. Il s'agit en fait de vernis qui s'appliquent comme un film invisible sur le support, évitant que le «tag» ne s'incruste et facilitant son élimination.

Pour les industriels de la plus lucratif que le «curatif» : le coût de la protection varie en effet de 80 à 150 francs le mêtre carré selon la surface. Si la facture paraît salée, l'expérience prouve en revanche que le coût du nettoyage sur une surface non traitée est plus élevé que l'élimination du même graffiti sur un support préalablement recouvert de vernis protecteur. Certes le marché n'est pas extensible à l'infini : dans le métro parisien, toutes les stations ont été traitées, mais il reste beaucoup d'immeubles à protéger en

l'enti-greffiti). Maie surtout,

Marius Aurenti a su exploiter au

mieux ce coup de pub en créant

un réseau baptisé Méthodes et

procédés Ocean, qui regroupa

vingt snciétés frenchieées.

implantéas dana las grandes

graffitis. Ocean afficha eujnur-

d'hui un palmarès très éclecti-

qua : le métro da Marseilla, le

VAL de Toulouse ou le MacDo-

nald de la place des innocents à

Paris. L'immaubla da Canal +

(un marché de 300 000 francs) bénéficie lui aussi de la protec-

tinn du vernis Ocean. Sans

oublier la nettoyage mensuel du

ministère des finances, victima

Champion da la chasse aux

villes de France.

banlieue. Un hic : l'anti-graffiti est encore perçu comme un gadget aux yeux du consommateur. Qu'à peinture, le « préventif » s'avère cela ne tienne : les marchands de peinture se sont tournés comme un seul bomme vers les municipalités et les établissements publics, champinns de la lutte contre les taggeurs. Les seuls en tont cas à en avoir les moyens : le budget annuel affecté par la Ville de Paris à l'anti-graffiti avoisine les 20 millions de francs, celui de la SNCF dépasse les 23 millions pour la seule région Île-de-France, et la RATP y consacre 80 mil-

> Stratégiquement, l'astuce pour lancer son produit consiste à décrocher un contrat avec l'un de ces trois « gros poissons », dont les laboratoires testent les produits avant de les homologuer. Avec un objectif: devenir le fabricant quasi sttitré de l'un d'eux, puisque les produits ne sont pas interchangeables. « Pas question d'utiliser un solvant d'une marque avec une protection d'une autre marque », explique Jean-Claude Lesueur, ingénieur de la ville de

> SORBONNE • C'est ainsi que la mairie achète 80 % des produits en questinn suprès d'une entreprise familiale de Corrèze, Eyrein Industrie (qui revendique un chif-fre d'affaires de 15 millinns de francs, dont environ 6 % provient de l'anti-graffiti). Fondée en 1986 par un agent commercial en peinture, elle s'est diversifiée sur le créneau du détergent. Le traitement de la Sorbonne, de la bibliothèque Sainte-Geneviève constituent les chantiers les plus prestigieux d'Eyrein Industrie, qui fnurnit aussi plusieurs villes de banlieue (Montreuil, Rosny-sous-Bois, Créteil...)

> En fait, tous les grands fabricants de peinture cherchent à prendre pied sur le marché, limité mais attractif en termes d'image,

des produits anti-graffiti. « C'est une niche qui répond à un besoin durable pronostique-t-on chez Total, dont la filiale La Seigneurie (numéro un de la peinture en hâtiment) lance actueliement Paragraf, une gamme de six produits curatifs et préventifs.

Outre les grands clients précités, sont aussi visées les entreprises de nettoyage (Onet, Abilis...), qui constituent un sérieux débouché. Pour prenve, la COMATEC a créé en 1989 une filiale spécialisée ; DAG, comme Département anti-graffiti. De l'avis de la firme américaine PPG (marque Corona) qui affirme vendre « entre 300 et 400 tonnes » par an de son vernis protecteur Cris-talex, « le marché est en progres-

Les marchands de peinture ne sont pas les seuls à lorgner du côté du « dégraffitage ». Ainsi le lessivier Henkel s'est-il forgé une solide réputation sur le crénean «curatif» avec son fameux Magnus 1302, qui occupe à lui seul les deux-tiers du marché des produits utilisés pour pettoyer les

wagons de la RATP et de la SNCF. « Evidemment, l'anti-graffiti représente moins de 1 % de notre chiffre d'affaires mais c'est un complément de gamme intéres-sant », fait valoir Géraldine Corbel, du service marketing. Les chimistes, eux non plus

ne sont pas en reste. Denis Laforge, directeur de la Société de fabricatinn chimique (SFC, qui a déposé la marque Graffitix) à Epi-nay-sur-Seine, estime que ses activités dans ce créneau pesent pour un quart dans son chiffre d'affaires global (18 millions de

Au pays des « dégraffiteurs », Tétrachimie a choisi, lui de jnuer l'écologie, avec un vernis préventif à base d'ean, garanti sans sol-vant ; une formule chimique mise au point il y a trois ans. très appréciée pour traiter les voies sur berges à Paris. Quant au produit miracle curatif et biodégradable, Rhône-Poulenc, dont ce seront les premiers pas dans le secteur, le promet pour «courant 93»...

> Philippe Baverel in it is with a him

9773.3

Til TTT: : : 723 3.7 E2:-: 315 20 التزوج ا 14.



L'histoira ressambla à un cante da féee. En 1982, un chômaur da La Ciotat. Marius Aurenti, finde Ocean (Office citadin d'antretian, d'essainisaamant at de nattoyaga), une anciété de nettnyage de bureaux. «Les débuts furent difficiles en raison de l'ampleur du travail au noir qui sévit dans le secteur », ee snuviant l'antrapraneur. Pee décnuragé pour autant, le patron d'Ocean sa spécialise dens le protaction daa piarras at du béton at deviant distributaur-applicateur officiel pour la Franca des produits Williamson, una anciété britannique qui febrique des films da protaction contra les

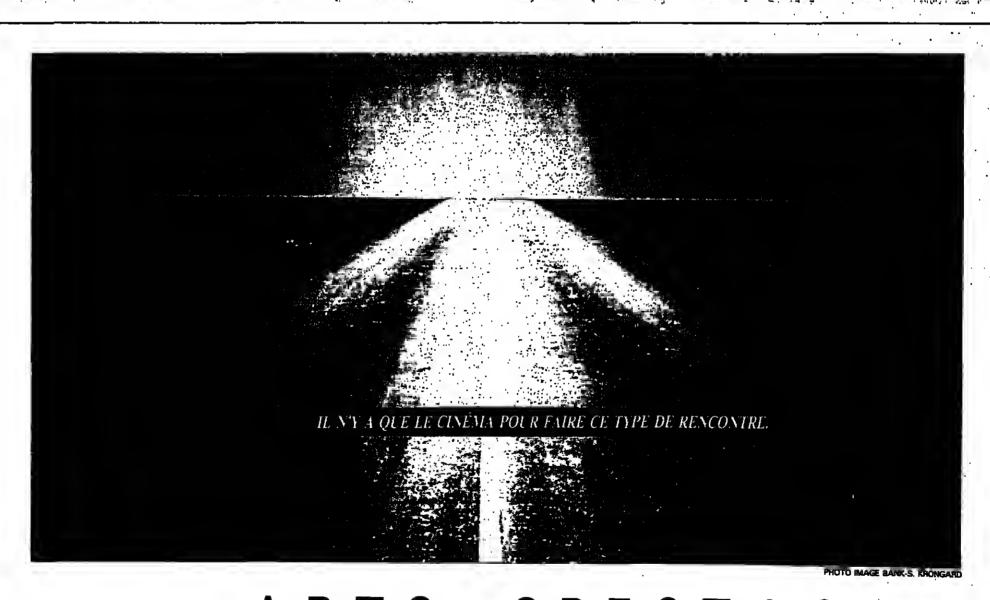
tournant daa annéea 90, Ocean traverse da grosses difficultés financièras... lorsqu'au matin du 1= mai 1991 la station Louvra sa révailla bariolée de mille tags. Ocean na pouvait espérer meilleure rampe

écrit an recommendé à Christian Blenc s (1), raconte Marius Aurenti. Après quelques essaie concluante, la RATP lui damanda d'appliquar le varnia Williamson à la etatinn Lnuvre. Un Invaatiasement da 100 000 francs (une vraia boufféa d'oxygèna pnur Ocean) dnnt la RATP na tardera pas à

meaurer l'intérêt : quand, en janviar 1992, la station Louvre se trouva à nouveau victime des délinquants du marqueur, il na lui an co0tera que 15 000 frencs, Una broutille par rapport au premier nettoyage dont la factura, an l'ebaanca de varnis protactaur, avait frôlé les 500 000 francs l

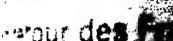
Outra qu'il lui aura permis d'échapper eu dépôt de bilan, le chantier de la stetion Louvra « nous a apporté una notoriété nationale», cleironna le PDG d'Ocean, qui annonce un chiffre d'affairas de 6 millions de de la proximité du Palais omnisports de Bercy... Ph. B.

(1) A l'époque, président de la RATP.



Le Monde ARTS · SPECTACLES Préparez-vous sortir

Chaque mercredi dans le Monde daté jeudi



# PERSPECTIVES

# Le Pérou revient en grâce

L'hyperinflation, avec un taux de 7 649 % en 1990. Le produit intérieur brut revenu au niveau des années 60. Une situation seulement comparable à celle de la Bolivie de 1985. En 1992, au Pérou, l'inflation a été de 57 %. L'objectif officiel pour 1993 est de 27 %. Il ne sera saus doute pas atteint, lo taux mensuel moyen depuis le début de l'année étant supérieur à 4 % (4,5 % en mars). Mais, sur ce point, le redressement est notable. Austérité, réforme et moderni-

sation de l'appareil d'Etat, plan de privatisation, ouverture progressive des frontières, réforme fiscale, reconstitution des réserves internationales de la banque centrale (1 milliard 800 millions de dollars): le plan de stabilisation péruvien -le Fujishock - classiquement néoli-béral, a, dans un premier temps, froidement ignore les terribles répercussions sociales. Les salariés, les pensionnés et les classes moyennes ont été les plus durement touchés, leur pouvoir d'achat ayant été réduit en deux ans de 60 % å 70 %.

Mais le remarquable dynamisme du secteur informel (60 % de la population active) et aussi l'importance croissante du trafic de drogue dans l'économie (au moins 1,5 milliard de dollars de rentrées) expliquent en partie le maintien de l'approbation popu-

laire, en apparence irrationnelle Le gouvernement Fujimori a

cependant senti en 1993 la sité de lâcher du lest. Le ministre de l'économie, Carlos Bolona, le «M. Thatcher» péruvien, avocat d'un néolibéralisme sans concession, a été remercié. Son successeur, Jorge Camet, plus terne et plus docile, a repris les grandes lignes de son prédécesseur, mais avec des bémols. Un plan de « lutte contre la pauvreté », non sans analogie avec le programme de solidarité mexicain, a été envisagé et bénéficierait en théorie de crédits de l'ordre de 30 millions de dollars par mois (dix fois plus qu'en 1992), pour des projets com-munautaires d'écoles et de centres

RÉPROBATION . Un plan dénoncé comme « insuffisant et. purement démagogique» par les libérale d'une Eglise catholique inquiète de l'alliance de facto entre le président et l'Opus Dei et qui réclame haut et fort « une économie de marché à visage humain ». Le coup d'état civil de 1992 (dissolution du Parlement et réorganisation autoritaire de l'appareil judiciaire) a provoque une fuite de capitaux de l'ordre de 400 millions de dollars, la réprobation internationale, et la suspension d'une aidc financière indispensable, accordée par plusieurs pays. La formation d'un groupe d'appui (Etats-Unis, Japon, Communauté européenne)

Les élections pour une Assem-1992, jugées « douteuses » par cer- trois ans le plan à moyen terme.

a dû être reportée.



tains observateurs, mais qui ont donné une majorité sur mesure au chef de l'Etat, puis les municipales de janvier 1993 qui ont été un demi-échec pour hii, ont ouvert la voie à la réinsertion du Pérou dans la communanté financière internationale. En mars 1993, le Fonds monétaire international (FMI) a enfin déclaré le Pérou « éligible » et approuvé des crédits de 385 milblée constituante, en novembre · lions de dollars pour aider pendant

Le FMI se félicite de « la stabilisation de l'économie péruvienne, du déficit budgétaire ramené de 6,5 % du PIB en 1990 à 2,5 % en 1992, du dégraissage de l'appareil d'Etat » (un demi-million de fonctionnaires ont été mis sur le pavé en six mois, souvent sans indemni-

DETTE . Objectifs à moyen terme, approuvés par le Fonds : un taux de croissance moyen de 3,2 % jusqu'en 1995, on taux d'inflation sous la barre des 10 %, une réforme accélérée du secteur public et la relance énergique des privatisations. Le gouvernement envisage également un nouveau système de retraite (sur le modèle des fonds de pension chiliens), une réforme du système financier (liquidation des ngnes d'État), un renforcemen des banques privées (recapitalisation), davantage de « souplesse » du marché du travail par la «simplification » des licenciements. Pour le secteur social (santé, éducation, logement), il est prévu d'y consacrer 1 % du PIB.

Restructurer une dette extéricure de 23 milliards de dollars (1 000 dollars par tête) est, à court terme, une priorité du gouvernement. Le Pérou s'est mis en règle, cette année, avec la communauté internationale, en payant les arriérés de sa dette (1,8 milliard de dollars avec le FMl et la Banque mondiale). Ce qui a ouvert la voie à des crédits de l'ordre de 1 milliard 400 millions de dollars. Le «trou» de 400 millions de dollars devrait être couvert, en 1993, par les pays membres du groupe d'appui. Le gouvernement péruvien souhaite une réduction importante de sa dette extérieure. Il vient déjà d'obtenir du Club de Paris le 4 mai un rééchelonnement sur 20 ans pour les prêts d'aide publique au développement, 15 ans pour les autres. En ontre, chaque pays créancier pourra réaliser des opérations de conversion de dettes en projets de protection de l'envi-

en monnaie locale... Malgré les appels des autorités «Le Pérou est aujourd'hui le pays le plus ouvert aux investissements »), le retour des capitaux étrangers a été plus que modeste

ronnement, en investissements, ou

Le FMI se félicite de « la stabilisation de l'économie péruvienne, du déficit budgétaire ramené de 6,5 % du PIB en 1990 à 2,5 %

et, dans une large mesure, spécula-tif en raison des taux d'intérêt élevés. En 1992, les investissements américains, les plus importants (600 millions de dollars), sont restés stables par rapport à 1990 (597 millions de dollars). Même chose pour le Canada (51 millions), la Grande-Bretagne (43 millions), le Japon (41 millions) ou la France

en 1992».

(18 millions). La surévaluation du sol péruvien (1 dollar égale 1,90 sol en avril 1993) a aggravé la récession en ouvrant largement les portes aux produits étrangers. Le déficit de la balance commerciale

est évalué à 6 % du PNB. Un point positif pourtant : la Southern Copper, contrôlée par la

Le nombre de pauvres e augmenté de 10 % depuis deux ans.

société américaine Asarco, doit investir 300 millions de dollars pour maderniser les plus importantes mines de cuivre du pays.

Le plan de privatisation cependant n'a pas rapporté plus de 300 millions de dollars en 1992. Une trentaine d'entreprises d'Etat attendent acquéreur. Malgré la signature par le Pérou de deux traités sur la protection des investissements privés étrangers (1). Alberto Fujimori innove, Il offre la nationalité péruvienne (sans obli-gatinn de résidence) aux étrangers qui acceptent d'investir 25 000 dollars (2). Il aurait déjà recu 3 000 demandes, en partieu-

lier de pays asiatiques. La récession reste cependant à l'ordre du jour. Le nombre de pauvres a sugmenté de 10 % depuis deux ans : ils sont 13 millions sur 23 millions de Péruviens, dont 75 % des babitants de la siecra. Dix mille personnes, dont une majorité de professionnels, émigrent chaque année.

Le taux de mortalité infantile reste très élevé: 80 pour mille. Les trois quarts de la population économiquement active sont sous-employés. L'agriculture s'est pratiquement effondrée en 1992 et les faillites de PME sont multiples. Mais un million d'hectares son maintenant utilisés dans le Huallaga ponr la culture de la coca. Quatre fois plus qu'il y a cinq ans. « Pour retrouver une situation identique à celle de 1982, nous devrons attendre quinze ans, toute une génération», affirme Graciela Fernandez Baca, directrice d'un institut de statistiques.

# **Marcel Niedergang**

(1) Le premier, international, avec le MIGA (Multilateral Investments Guaranty Agency), permet à la Banque mondiale d'arbitrer d'éventuels conflits; le second avec les Etats-Unis, couvre pratiquement tous les risques (catastrophes naturelles et politiques) et assure la liberté totale de transfert des dividendes.

(2) Depuis avril dernier.

# Un retour des Français

le point de vue du président Fujimori - «Sur la plan de la rentabilité, le Pérou est le numéro deux parmir les nouveaux marchés mondiaux. En l'an 2000, ce sera l'un des pays les plus robustes de l'Amérique latine», - certains investisseurs étrangers commencent è reprendre intérêt pour le pays depuie que la FMI a signé evec le Pérou un accord de ∢ facilités élargies », après sept ans de boycottage pour sanc-tionner le précédent régime qui avait suspendu le remboursement de ses créances.

Les Français eont du nombre. Le Crédit lyonnais avait pris les devants début mars en reprenant, pour 45 millions de francs, le contrôle majoritaire du Banco de Lima, après un demi-retrait d'une vingtaine d'années. Simul-tanémant, la Bureau da recherches géologiques et minières (BRGM) a investi 55 millions da francs pour participer à l'exploitation de l'important gisement d'or da Yanacocha, qui permettra une augmentation de 50 % de la production nationale.

tés ont renforcé leur présence. Roussel-Uclaf, par sa filiale Larpe, est le deuxième laboratoira pharmaceutique local. Malgré la forte concurrence des japonais et coréens, le décoilage de Citroen a encouragé Renault à entrer à son tour sur le marché. Veritas, en moins d'un an de

ARMEMENT . D'autres socié-

présence su Pérou, a capturé prèa du quart du marché de la supervision des Importations péruviennes, grace à es filiale Bivac. Alcatel a signé un contrat sur trois ans pour installar un systèma da transmission par fibra optique sur toute la côte péruvienne, Déjà des entreprises d'armement avaient obtenu des commendes de pièces de

rechange pour 100 millions de conduite métallique de 37 kilo-

pour les habitants du bays; du moins, - c'est peut-être le démarraga de deux chantiers pour l'amélioration de l'alimentation en eau de Lima et de Cuzco. A Lima, la société Degré-.

mont entame la construction, pour 10 millions de francs, fournis par le Trésor, de la deuxième station de traitement des eaux. Il y a près de quarante ans, elle avait déjà réalisé la première, qui figure encore, dit-on, parmi les dix plus importantes dans le monde. Alors qu'un voyageur du seizième siècle évoquait «une forêt de jardins », aujourd'hui, la grande majorité des habitants de la ville n'ont pas d'eau courante : dans les impasses du centreville, up seul robinet sert souvent à une vingtaina da familles, et dans les bidonvilles, les habitants n'ont que l'eau apportée à prix d'or par des camionscitemes. Une dernièra phase doit coûter ancore 13,5 millions de

Mais on évalue à prèa de 1 milliard de dollars (5,5 milliards de francs) lea investissements nécessaires pour assurer un ravitaillement vraiment satisfaisant, en amenant dans le fleuve Rimac des eaux situées à 5 000 mètres

A Cuzco, il s'agit d'une nouvelle adduction d'eau. Jadia, les Bains de l'Inca, encore une des attractions touristiques de l'ancienne capitale, étaient alimentés per les petites canalisations courant dans les rues emplerrées. Aujourd'hui, par suite des pertes sur le trajet, la ville n'a d'eau que huit heures par jour. Des Soviétiquea avaient anvisagé de boucher las fentes des conduits, maia le travail paraissait démesuré. Un nouveau système d'adduction d'eau va être réalisé par le société Pont-à-Mousson : on va puiser de l'eau du fleuva Vilcanta, qu'on acheminera par une

de notre correspondente francs en 1992. mètres, avec trois stations de pompaga intermédiaires, ce qui augmentera da moitié les res sources en eau. Par un protocole signé le 23 mars, le Trésor français accorde au Pérou un prêt de 53 millions de francs à 4 %, remboursable sur vingt ans, avec trois ans de sursis.

Les échanges commerciaux franco-péruviens partent évidemment de très bas (la France représentait en 1992 1,5 % des importations péruviennes et 3,5 % de ses exportations). Si la Compagnie française d'assurances pour le commerce extérieur (CÓFACE), qui a abandonné le Pérou il y a dix ans, y revient, comme il en est question, la présence françaisa sur le marché peut devenir significative.

DÉFICITAIRES . Jusqu'à présent, les échanges commerciaux entre les deux pays sont déficitaires pour la France puisque celle-ci importe (en produita agroelimentaires et miniers) deux fois plua qu'elle n'exporte (en blé, produits laitiers, matériel électrique et électronique, produits chimiquea, pharmaceutiques et da fonderie, automo-

Lea investisseurs françaia ont été sensibles au retour de la stabilité politique depuis l'automne (voir ci-dessus l'article de Marcel Niedergang), après la captura en septembre 1992 d'Abimael Guzman, numéro un du groupe insurgé Sentier lumineux, responsable de la destruction de l'infrastructure du paya (pour 25 milliards de dollars en treize ans). Les avantages accor-dés aux firmes étrangères – exonérations d'impôt, rapatriament des bénéfices, liberté da réexportation pour dix ans, etc. - et les «facilités» accordées par le .FMI en renforcent évidemment

Nicole Bonnet

# AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

# Notre action connaît chaque jour de nouveaux développements.

Aider au développement est une actian chaque jaur nouvelle. C'est la missian de la Caisse Française de Développement (ex-CCCE) dans saixante-trais pays et dans les départements et territoires d'outre-mer, aù elle finance des projets productifs publics et privés, créateurs de ressources et d'emplais.

Quarante agences sont sur le terrain paur analyser, suivre les projets et la bonne affectation des fonds.

C'est pour se danner les moyens d'être encare plus présente, que la Caisse Française de Dévelappement émet aujourd'hui un emprunt.

Les émissions domestiquas de la CFD sont garanties par l'Etat et ses émissions internationales bénéficient d'un triple A décerné par Standard & Poor's.



# LANGUES & AFFAIRES

FORMATIONS ET DIPLOMES DE LANGUES AFFAIRES - GESTION - COMMUNICATION Chambres de commerce étrangères - Certificats européens de langues - TOEFL - Université de Cambridge...

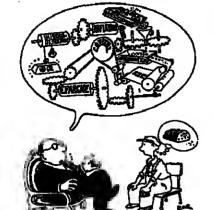
Enseignements à distance toute l'année, tous niveaux.

Documentation et tests gratuits à Langues & Affaires - Service 5380, 35, rue Collange

92303 Paris-Levallois. Tél (1) 42-70-81-88

Le Monde EN ENTREPRISE tarifs et services spęciaux

Service entreprises :



L'économie française est «brovée» par une double mécanique : la « tertiarisation » de l'industrie, d'un côté, et l'«industrialisation» des services, de l'autre, une mécanique infernale, qui génère du chômage et induit une société à deux vitesses. Première tendance : la « tertiarisation » de l'industrie. De quoi s'agit-il? Dans les années 80, une formidable mutation technologique plaçait l'informatique au cœur de la production et changeait en profondeur les métiers industriels. Cadres et techniciens prenaient la relève des ouvriers d'antan. Cette mutation générait certes de formidables gains de productivité, mais, faute d'avoir été maîtrisée sur le plan social, elle se traduisait aussi par des licenciements massifs et par la mise au pilori des ouvriers les moins qualifiés. Aujourd'hui, cette «tertiarisation» s'accroît. Avec

la concurrence des pays à bas niveaux de salaires et la saturation de nombreux marchés, la valeur ajoutée industrielle réside de plus en plus dans le service au client, et de moins en moins dans le produit lui-même. Avec la crise économique, les industriels ont également tendance à rapatrier des activités de services jadis déléguées à des sociétés extérieures. Seconde tendance : l'«industrialisation» des

services. Car le tertiaire est lui aussi entré dans le cycle de la productivité, induit par les nouvelles technologies. Cette évolution a été accélérée par la crise qui depuis peu secoue tout le secteur, qu'il s'agisse des services aux entreprises, aux particuliers, des banques ou de l'immobilier. Chiffre d'affaires, emploi, 1990 a marqué le coup d'arrêt de leur croissance historique. En 1991, leur situation s'est aggravée, avec une augmentation sensible des dépôts de bilan et la fermeture d'établissements. Résultat : de nombreuses sociétés de services se sont engagées dans une course à la rationalisation et à la réduction d'effectifs dont l'impact est encore difficilement quantifiable. Sous-tendue par une philosophie productiviste,

bien plus affirmée que dans la

plupart des autres pays, cette

mêmes effets pernicieux que

élimination des bas niveaux de

qualification, etc. Le mythe des

mutation pourrait avoir les

dans l'industrie : chômage,

services rédempteurs de

l'économie s'effondre...

Dossler préparé par Catherine Lévi

## Quel est leur poids dans l'économie?

Regroupant une mosaïque de métiers très différents dont le point commun est la production de biens immatériels, le tertiaire (voir tableau) a aujourd'hui nn poids très important dans l'économie française, comme dans la plnpart des grands pays industrialisés. Ainsi, selnn l'INSEE, en 1991, il représente 69,8 % du PIB, et 66,1 % de l'emploi, soit 14 680 800 personnes.

Traditionnellement, on le scinde en deux : le tertiaire marchand et le tertiaire nnn marchand. Le premier inclnt : le commerce, les transports, les télécommunications, les banques-assurances et les services dits eux aussi marchands, comme la réparatinn autnmnbile, l'bôtelierie, le travail temporaire, le tourisme étant dispatché entre les différentes rubriques. De son côté, le tertiaire non marchand regroupe les administrations, l'enseignement, la santé et la recherche. Cependant, la frontière entre marchand

> "On a trop longtemps enfermé les services aux personnes dans une image de petit boulot. 39

> > Le groupe « emploi » du Plan.

et non marchand devient de plus en pins flone. Par exemple, la santé est à cheval sur les deux univers.

Dans les années 80, le tertiaire marchand a connn une forte croissance. Ainsi, les services nnt augmenté en valeur de 232 % entre 1980 et 1991 et créé plus d'un million d'empluis. Sur la même période, l'agriculture a perdn près de 612 000 emplois et l'industrie 1 240 000.

Ensemble, les services marchands (aux particuliers et aux entreprises) et le secteur banques-assurances représentent près de 24,4 % du PIB et 22,5 % de l'emploi national. On y compte plus d'un millinn d'entreprises, beaucoup de micro-en-treprises (44,3 % sont individuelles) de création récente, mais aussi quelques grands ténors. On peut citer, parmi les plus connus, Publicis (publicité), ECCO (intérim), CAP Gemini-Sogeti (services informatiques), Accor (tourisme-hôtellerie), Club Méditerranée (tourisme), Générale des eaux (services aux collectivités locales), mais aussi les banques, les

Souvent nés de la volonté des entreprises d'externaliser une partie de leurs activités pour se centrer sur le cœur de leur métier, les services aux entreprises (travail temporaire, informatique, restauratinn collective, conseil, logistique, comptabilité, etc.) se sont particulièrement développés au cours de la décennie passée. Ils représentent près de 9,6 % du PIB et 8,5 % de l'emploi.

# BIBLIOGRAPHIE

■ Les comptes des services en 1991, INSEE, Banque de France, décembre 1992, 360 pages. Lire également l'article de Philippe Trogan de l'INSEE dans le deruier *Economie et Statistique*, n° 261.

■ Les Services aux entreprises dans l'économie française, de C. Ryckewaert, Centre d'observation économique de la Chambre de commerce de Paris, 67 pages, quatrième trimestre 1992

Les Services marchands dans l'économie, mensuel de l'Institut de l'entre-

prise, mai 1993, 12 pages.

■ L'Economie des services, de Jean Gadrey, Editinus La Découverte, 126 pages, septembre 1992. Lire également son article dans le Monde du 2 juillet 1991 : « Un industrialisme dépassé ». ■ France, le choix de la performance globale, de la Commission compétitivité française présidée par Jean Gandois, commissariat général du Plan, la Docu-

mentatinn française, janvier 1993, 204 France, choisir l'emploi, du groupe

Emplni présidé par Bernard Brabnes, commissariat général du Plan, la Documentatinn française, 182 pages, février

L'Economie contre la société, de Bernard Perret et Guy Roustand, Collec-tion « Esprit », Seuil, 275 pages, février

> DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT **SCIENCES** Lt Monde et MÉDECINE

# Les services

عكذابن الإمل

## Comment évoluent-ils?

L'année 1991 a sonné le glas de la ance des services marchands. Selon l'INSEE, leur valeur ajoutée n'a crû que de 0,6 %, soit moins que le produit intérieur brut marchand (0,7 %) et l'emploi n'aurait connn qu'une bausse infime, voire une légère décrue dans les services aux entreprises. Les créations d'entreprises nnt ebnté de 15 %, alnrs que, parallèlement, les défaillances progres-saient de 13 % - et de 24 % pour les services aux entreprises. Les licenciements économiques nnt atteint 215.000 en 1991 et 249.000 en 1992, quasiment autant que dans l'industrie.

Ce retournement de tendance tient autant au ralentissement de l'économie qu'à des raisons plus structurelles. Accélérant les mouvements de restructuration et de concentration, la crise secoue fortement les nombreuses petites entreprises du secteur à la santé fragile. Particulière-ment liés à l'activité industrielle, les services aux entreprises subissent à la fnis les difficultés de la conjuncture et le changement de comportement de leurs clients, qui les considèrent de plus en plus comme des sous-traitants industriels, exigeant des réductions de prix et des délais auxquels elles ne sont pas toujours en mesure de faire face. D'autres rapatrient des activités externalisées (recrutement, par exemple) pour donner dn travail à leurs propres troupes et faire des économies. Certains enfin attaquent les créneaux des sociétés de services comme les constructeurs informatiques. De leur côté, les banques, qui souf-

frent fortement de la récessinn et de la crise immobilière, sont aussi confrontées à nne crise structurelle liée à l'évolntinn des métiers et aux mutations technologiques. Ratinnalisatinn des procédures, réductinn des effectifs, les transformations s'accélèrent aujourd'hui dans ce sec-teur comme dans d'autres. Certes, les valumes de licenciements ne sont guère comparables à ceux des entreprises industrielles, mais certains secteurs retarderaient leurs plans de licenciements pour ne pas aggraver la situation et éviter l'ex-

En natre, les services bénéficient encore d'un environnement protégé. La concurrence internationale est encore faible (lire encadré) et les délocalisatinns marginales. Mais, certaines expériences de télétravail (comptabilité réalisée en Asie du Sud-Est, par exemple), et les délocalisations d'unités industrielles (autant de clieuts perdus) montrent que le vent est en train de tourner.

## Créent-ils encore des emplois?

■ Beaucoup d'études tournent aujourd'hui antour de cette question. Au cœur de la réflexion : le choix du « tout technologique» qui a conduit de nombreuses entreprises à remplacer l'homme par des machines et s'est traduit par une crois-sance excessive de la productivité au détri-ment de la compétitivité globale. Pour la commission emploi du Plan, cette logique « productiviste » a un coût social élevé et n'a pas été synonyme d'amélioration de qualité. Par exemple, l'automatisation des pompes à essence dans les stations a entraîné la disparition de prestations annexes assurées par les pompistes comme le lavage des pare-brise, la vérification des

La création d'emplois dans les différentes activités traditionnelles du tertiaire passerait donc par l'enrichissement du contenu du travail et la qualité de service proposé. Par exemple, aux Etats-Unis et au Japon, des postes qualifiés d'aides aux consommateurs ont été développés dans les grandes surfaces. Mais, compte tenu des choix technologiques déjà engagés et des impératifs concurrentiels, une concer-tation an sein des branches professinnnelles est nécessaire pour ne pas pénaliser les entreprises qui franchiraient le pas de la création d'emplois. Le Plan préconise également de favoriser le développement de micro-entreprises (BTP, commerce, restauration, services sociaux, etc.), davantage en mesure de générer des emplois que les grands gronpes. Reste également à inventer d'autres activités de services.

Avec moins de contraintes concurrentielles que le tertiaire traditionnel, les gisements d'emplois dans le secteur des services aux particuliers (garde d'enfants, aide à domicile des personnes âgées...), les métiers de l'environnement, le tourisme-loisirs et la réhabilitatinn des quartiers demeurent importants, montrait un colloque organisé par le ministère du travail en janvier dernier.

Dans tous ces domaines, la demande potentielle est forte, mais elle bute à la fois sur l'absence d'affre farmalisée et sur les difficultés de financement (poids des charges sociales), ce qui renvoie la balle dans les mains des pouvoirs publics et des acteurs locaux. Ainsi, an cours de cette manifestatinn; Claude Alphandéry, président du Conseil national de l'insertion par l'activité économique, expliquait que les collectivités locales n'ont guère fait jusqu'à présent d'efforts pour repérer de nouveaux besoins par peur d'augmenter les impôts ou par préférence d'actions plus presti-

## Ont-ils pris trop d'importance?

■ Juson'à présent, la création d'emplois dans les services compensait, bon an mal an, les pertes du secteur industriel. La fin de l'épopée des services sonne le glas du mythe de la société postindustrielle (voir encadré), fondé sur leur capacité à créer des emplois. Ce mythe s'effondrant, certains experts se demandent s'ils n'ont pas pris trop d'importance dans l'écono-

A cet égard, la commission compétitivité française du Plan montre que l'industrie continue de jouer un rôle détermi-nant dans la compétitivité globale d'une économie. En novembre 1990, le CNPF organisait un colloque consacré au nouvel impératif industriel rappelant qu'une part importante de la prospérité des services, notamment à forte valeur ajoutée, repose sur le dynamisme des activités industrielles, en particulier de haute technologie. Soulignant le poids conservé par l'industrie dans le PIB en l'Allemagne (41 %

> "Un produit îndustriel bien conçu et bien fabriqué nécessite un environnement services fort en amont et en aval. 33

> > Christophe Salmon, secrétaire général du comité de liaison des services du CNPF.

!

:: :::

1

I...

1

---

W1.12

75.

277

2721

E 2".

₩.

**≖**:..

222

÷2.

E-E-

Ξ.

.

en 1990) et au Japon (44 %) - contre seulement 31 % chez nous, - certains voient même dans cette « désindustrialisation » un facteur de sous-compétitivité (elle a également été évoquée pour les Etats-Unis et la Grande-Bretagne) et une des causes du châmage en France. Les sur Fritterdépen-Mettant "l'accent sur Fritterdépen-

dance des services et de l'industrie, certains économistes, dont Jean Gadrey, estiment tnutefnis que cette visinn «industrialiste» de l'économic est dépas-sée. Ainsi, pour eux, l'«environnement services » local est vital y compris pour les décisions d'implantations industrielles. D'antre part, contrairement à une idée reçue, les services aux entreprises ne dépendent pas que de l'industrie, puisque environ la moitié d'entre eux sont destinés au tertiaire lui-même. Enfin, les besoins en services restent élevés alors que la demande en biens industriels décline en valeur relative.

Au-delà dn débat de fond, les fai-

blesses du socle industriel français sont un réel handicap. La France pèche historiquement par son manque d'engouement pour les métiers manuels. Ainsi, le tissu industriel présente de dangereux trous et a bien du mai à se régénérer. D'antre part, notre balance commerciale industrielle est structurellement déficitaire, alors que nos partenaires allemands et japonais affichent régulièrement des excédents records. Tout en ayant des services puissants...

# Les 2/3 de l'économie

| Branches  | Effect                                 | tifs (*)                             | Valeur ajoutée (*)                     |  |
|---|--|--------------------------------------|--|--|
|   | 1980                                   | 1991                                 | 1980                                   | 1991                                   |
| Agriculture   | 8,6                                    | 5,7                                  | 4,5                                    | 3,2                                    |
| Industric   | 34,3                                   | 28,2                                 | 35,5                                   | 29,9                                   |
| Tertiaire   | 57,1                                   | 66,1                                 | 60                                     | 66,9                                   |
| Services non marchands     Tertiaire marchand   | 21,9<br>35,2                           | 25,4<br>40,7                         | 16,8<br>43,2                           | 16,5<br>50,4                           |
| dont:  Commerce Transports Télécommunications Assurances et finances Locations immobilières. Services marchands | 12,1<br>3,5<br>1,9<br>2,6<br>-<br>15,1 | 12.3<br>3,9<br>2,7<br>2,7<br>19,8    | 10,9<br>4,2<br>2<br>4,6<br>6,8<br>14,7 | 11,1<br>3,9<br>2,1<br>4,4<br>8,9<br>20 |
| services aux entreprises  | 5,9<br>4,6<br>2,7<br>1,9<br>21847100   | 8,5<br>5,9<br>3,6<br>1,8<br>22204500 | 6.7<br>4.3<br>2.1<br>1,6<br>2667 572   | 9,6<br>5,6<br>3<br>1,8<br>6505029      |

(\*) En pourcentage du total. (\*\*) En millions de francs (pour la valeur ajoutée).

# **COMMERCE EXTÉRIEUR : DES SIGNES DE FAIBLESSE**

Les services sont réputés pour leur contribution à l'équilibre des échanges extérieurs et leur capacité à contrebalancer le déficit chronique de notre balance industrielle. Mais le tablean est moins positif qu'il n'y paraît. Certes, l'excédent commercial des

services dans la balance des paiements s'est renforcé passant de 44,4 milliards à 50,1 milliards en 1991. Mais si l'on inclut les revenus de «facteurs» (en particulier les brevets / redevances et les titres), le solde positif tambe à 17, 6 milliards après avnir atteint 23,1 milliards en 1990 et 45,5 milliards en 1989. D'autre part, les performances des services eux-mêmes tiennent en grande partie aux bonnes recettes da tourisme, qui dégage à lui seul un excédent de 51 mil-liards de francs.

Si d'autres activités, comme la coopération technique et les grands travaux apportent leur pierre à l'édifice. certains postes sont par contre structurel-

lement déficitaires, comme les transports maritimes, les npérations de mannten-tion sur les matières premières et agricoles, l'assurance. De leur côté, les services aux entreprises ne participent que faiblement à la dynamique glabale (un excédent de 3, 2 milliards).

Autre matif de préoccupatinn : les

déséquilibres qui pourraient naître à l'occasion de l'internationalisation des services. Certes, pour le moment, ces derniers restent très tricolnres (10 % de pénétration étrangère contre 28 % dans l'industrie), mais l'internationalisation s'accroît rapidement sans contrepartie suffisante des prestataires français. Ainsi, dans le secteur des services aux entreprises, les investissements directs étrangers en France ont plus que doublé, pas-sant à 8,6 milliards. Or, sur la même période, les investissements français à l'étranger se sont élevés à 3,3 milliards en 1991, en diminution sensible par rapport à l'année précédente.

## LA SOCIÉTÉ **POSTINDUSTRIELLE: MYTHE OU RÉALITÉ?**

On parle de société postindustrielle nu de société de services, car les services nnt dépassé l'industrie dans le produit intérieur brut et l'emploi. Mais aussi parce que dans l'industrie et, a fortiori dans les services, la « matière grise » a suppléé la force physique. Aujourd'hui, les facteurs de compétitivité résident dans le savoir, l'innnvation et la maîtrise des technologies, comme l'a expliqué Alvin Toffler (1). Un autre célèbre chercheur américain. Daniel Bell, s'est intéressé aux valeurs et à la culture de la société post-industrielle, avec notamment des travaux sur la tertiarisation de l'emploi. Il montre en particulier comment la société des services atteint son apogée avec la généralisation des services de bien-être et de formation : santé,

éducation, environnement... Cependant, pour d'autres experts, la société postindustrielle n'est qu'un mythe dans la mesure où l'industrie, malgré ses transformations, joue toujours un rôle-clé, vnire pour certains, prépondérant dans l'éconnmie et envahit tous les secteurs y compris le tertiaire lui-même, qui se mécanise à grande vitesse. Du coup, la vision que les services suppléeraient l'industrie, qui avait elle-même détrôné l'agriculture, semble trop manichéenne.

(1) Les Nouveaux Pouvoirs, d'Alvin Tof-

# Financement des retraites : alerte!

La réforme du système de retraite proposée par le gouvernement aura deux conséquences très graves : elle accroîtra le chômage et étendra la dualisation de la société aux retraités.

par ALAIN LIPIETZ (\*)

✓ 'ALLONGEMENT de la durée da la vie humaine (bien plus qua la stabilisation du nombre des naissances) et la croissance du chômage (donc la baissa des cotisations) vient de déséquilibrer plus précocement que prévu le financement des retraites.

Reprenant des propositions du Livre blanc commandé par Michel Rocard, le gouvernement actuel saisit cette urgence pour imposer précipitamment des solutions structurelles qui sont de la plus extrême gra-vité. Elles auraient pour effet d'approfondir la qualisation de notre société en l'étendant aux retraités et en eccroissant le chômage.

Le Livre blanc dont s'inspire l'actuel gouvernement propose d'abord, avec raison, de maintenir le systèma de la répartition ; il évite les risques et les inégalités da la capitalisation. Ce système est en outre extrêmement flexibla : quoi qu'il arrive d'inattandu, l'équilibrage est possible dans l'année mêma... en modifiant les cotisations, ce que n'avait melheureuse-ment pas fait la gouvernement Bérégovoy. Le Livre blanc a exerce précisément à éviter le

croissance des cotisations jusqu'en 2010. Il y par-vient an jouant sur le nombre des bénéficiaires (par recul de l'âga de la ratraite) et eur la diminution du revenu des retraités (par rapport à celui des actifs). Tout an maintenant le droit à le retraite à soixante ans, il porte la seconde condition pour la pleina retraite de 37,5 années à 42 années de cotisations. Pour svoir la droit à la pleina retraite à soixenta ans, Il faudra donc commancer à cotiser dès dix-huit ans, ce qui est devenu presque impossible.

. 6

.....

4 10

X 3

115

# Un accroissement de l'exclusion

La conséquence fondamentale de cette mesure est un arrêt de la tendance séculaire à la réduction de le durée de vie active. Tout retard pris à la sortie de la scolarité se traduire par un retard identique eu passage à la retraite. La «réduction de la vie active par les deux bouts», qui fut un facteur essentiel de la réduction du chômage, se trouve ainsi bloquée. A eituetton macroéconomique constante, chaque « non-sortant » du travail sera instantenément compensé par un ntrant », c'est-à-dire par un chômeur qui l tera ou un jeune sorti de la scolarité qui le deviendre. Cette mesure entraînera un gonflement du chômage de quelque deux millions de têtes. Et un chômeur, surtout précaire, est moins indémnisé qu'un retraité

Au prix d'un accroissement substantiel de l'exclusion, cette mesure économiserait quelqua 48 milliards... aux caisses de retraita. Elle ferait sane doute exploser l'UNEDIC, mais le Livre blanc n'entre pae dans ces considérations. Il lui resta qualque 140 milllards à trouver pour équilibrer les régimes de retraites en 2010. Il obtient l'essentiel... par la baisse du revenu des retraités : d'une part, en calculant les droits sur la base das vingt-cinq meilleures années (économie : 31,1 milliards); d'autre part, en indexant les retraites sur les prix (économie : 128,1 milliards).

Ces deux mesures, cumulées, résolvent 85 % du problème du financement des retraites, et la seconde, à elle seule, 68 % I il aureit été plaidable da passer à l'indexation sur le salaire net . les retraites aureient alors très logiquament évolué comma la pouvoir d'achat des salariés actifs. Mals l'Indexation sur le salaire net n'économiserait que 39,4 milliards. Il faudrait alors relever da 3,6 points la cotisation vieillesse... Le résultat de ces deux mesures combinées est gravissima. Les 157,1 milliards ôtés aux retraités en 2010 dégradaront considéreblamant leur moda d'insertion dans la société. Supposons une haussa des salaires nets de 2 % par en. Un salarié eyant accédé à la pleina retraite à soixante ana connaîtreit une chute de revenu importante et verrait s'anvoler progressivement la salaire moyen de ses contemporains. Par rapport au cas d'indexation sur le revenu net, la hausse du rapport entre le salaire moyan des actifs at sa propre pension aerait da 40 % à soixante-

cinq ans et de 55 % à somante-dix ans. Si l'on ajouta à cela que la majorité des saleriée Si l'on ajouta à cela que la majorte des salenee préfèrent prendre leur retraite à sobrante ans, même à taux diminué (enquête CSA), la chute des revenus lors du passage à la retraite risque d'êtra au début du prochain siècla bien plus grave qu'aujourd'huit. Ca qui aboutira soit à une généralisation des retraites complémentaires par capitalisation (mais alors pourquoi ne pas augmenter les cotisations ?), soit à la recherche de « petits boulots » par les retraités. Ou, plus probablement... à une dualisation de la retraite, entre ceux qui auront pu capitaliser et les retraités mendiant un petit

# La paupérisation des hauts fonctionnaires

Le gel des salaires de la fonction publique en 1993 devrait encore aggraver le retard pris par les cadres du sectenr public (professeurs, iuges, officiers, etc.), dont les rémunérations réelles ont stagné depuis dix ans, par rapport à leurs homologues du secteur privé.

par RÉMY PRUD'HOMME (\*)

✓ A haute fonction publique e perdu beaucoup de son prestige, sans doute aussi de son efficacité, et peut-être mêma de sa moralité au cours des années socialistes. Cause ou effet, il y a eu paupérisation, c'est-à-dire que les rémunérations des hauts fonctionnaires ont décliné, au moins relativement, durant cette

L'évolution des rémunérations devrait en principe être facila à mesurer avec précision. En pratique, elle est mal connue. Il y a tant de hauts fonctionnaires, tant de façons de définir leur « salaire », et tant de manières d'en mesurar l'évolution, que l'on peut trouver des données chiffrées pour soutenir n'importe quelle thèse et son contraire.

période, ou, pour être précis, 2,5 % de plus que la rémunération de 1981. Si l'on prend en compte la fait qu'au coure da la pénode considérée la poids de l'impôt sur la revenu s'est alourdi, le niveau da vie de ce haut fonctionnaire a à peu près certainement reculé. Ces chiffres na sont pas discutables. Mais sont-ils significatifs? Cette très médiocre performance s'explique-t-ella par le fait que notre fonctionnaire n'a pas été bon (ou pas jugé bon) durant cette période? Nulle-ment. Lea commissions nationales qui évaluent les enseignants l'ont au contraire trouvé excellent : c'est ce que marque son accession à la fin de cette période à l'échelon le plus élevé de la classe la plus élevéa, une promotion qui n'est réservée qu'à un tout petit nombre de professeurs ; c'est ce que marque aussi le fait qu'il a bénéficié d'une prime. Aureit-il découvert la luna durant cette période, la stagnation de sa rémunération

n'en aurait pas été moins marquée. Cette stagnation contrasta avec l'évolution des rémunérations de l'ensemble des Français. L'évolution des salaires des cadres du secteur privé a été très contrastée; maia tout ce qu'on en sait suggère une eugmentation moyenne da près de 30 % sur la même période. Puisqua notra professaur a, dans son domaine, particulièrement bien réussi, il faudrait comparer l'évolution da sa rémunération avec cella da cadres qui ont particulièrement bien réussi au cours da la mêma périoda. La différenca serait encore plus impressionnanta.

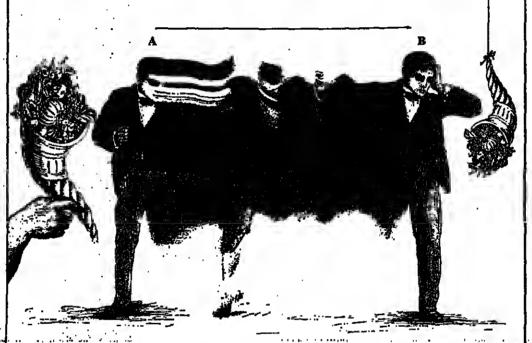
## Un changement de classe sociale

Plus généralement, l'évolution de la consommation réalle par habitant des Français au cours de la période 1981-1992 s été, d'après les comptes de la nation, d'environ 22 %. Et le consommation a augmenté moins vite que les revenus, du fait de l'augmentation de la fiscalité personnelle, et de l'épargne. Ce progrès concerne l'ensemble des Français. Le progrès pour une cohorte donnée (les Français qui avaient quarente ans en 1981, par exempla) a évidemment été plus rapide. Et c'est bien entendu ce progrès-là qui devrait être comparé à l'évolution des revenus de notre haut-fonctionnaire. Alternativement, on paut comparer cette évolution da + 22 % avec l'évolution de la valeur réelle du point d'indice, unité da base de la rémunération des fonctionnaires. La valeur de ce point a diminué de 7 % entre janvier 1981 at janvier 1993. Ces données montrent que les professeurs d'uni-

versité ont été beaucoup plus mai traités que l'ensem-80. Si on noue axpliquait que les fonctions de recherche et d'enseignement ont perdu da leur importance et de leur utilité; un tel contraste se comprendrait. Mais tout le monde dit exactement le contraire L'hypothèse selon laquelle les professeurs d'université étaient anormalement bien payés en 1981 ne semble pas non plus très plausible

Les autres catégories de hauts fonctionneires ont-elles été sensiblement mieux ou moins mal traitéas? C'est possible, et il serait intéressant de le savoir. Mais il n'y a guère da raisons de le penser. La rémunération des juges, das officiara ou des ingénieurs des Ponts évolus comme celle des professeurs. La paupérisation (relative) de la haute fonction publique est donc avérée. 25 % est un ordre de grandeur du décrochage des rémunérations qui e eu lieu au cours de la décennia examinée. Un tel décrochaga représente un changement de classa sociale. Les hauts fonctionnaires étaiant des cadres supériaurs. Ils sont devenus des cadres moyens.

(\*) Professeur à l'université Peris-XII.



MICOLAS GUILBER

boulot. Ainsi donc, le Livre blanc, dont le gouvarnement Balledur s'appreta à suivra les recommandations, nous engage vers un accroissement spectacu-laire des inégalités et des tensions acciales. Une autre solution, il est vrei, damande un certain courage. Il s'agit an effet d'expliquer eux Français qua, si leur durée da vie augmenta tandis que leur durée d'activité diminua, il est logique qu'ils soustraient progressivement, eu revenu de chaque trimestre travaillé, une retenue croissante pour assurer leur revenu dans les trimestres plus nombreux où ils ne travailleront pas.

A l'heura où les Français s'affirment majoritaire ment prêts à une baisse du temps de travail pour faire recular la chômage, cette « majorité du courage » ne rejoint-elle pas la rigueur da l'arithmétique?

(\*) Economiste, directeur de recherche eu

Pour éclairer ce débat, on a considéré un cas particulier, celui d'un universitaire parisien qui était en 1981 ce qu'on appelle un professeur da première classe (échelle-lettra C) et en 1992 profasseur da classe exceptionnelle (échelle-lettre E). Sa rémunération comporte le salaire proprement dit, ainsi qua toutes les indemnités, primes et compléments pour heures complémentaires servis par l'univarsité au cours de l'annéa. Les chiffres analysés intègrent évidemment les effets des glissements indiciaires (ancienneté) et des

> Après correction de la hausse des prix, la rému-néretion de notre professeur a décliné d'une façon constante de 1981 à 1987. Entre ces deux date perte de pouvoir d'achat a été de près de 13 %. Il faut attendre 1990 pour voir, à la suite de promotiona at surtout de l'introduction da primes, sa rémunération sugmenter, et atteindre le niveau du début de le

> > AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

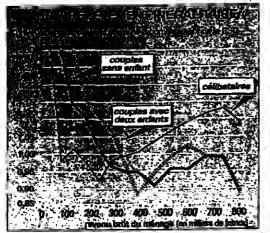
# Vers l'impôt régressif?

En choisissant de rendre la contribution sociale généralisée (CSG) partiellement déductible, le gouvernement crée un système non seulement compliqué mais déséquilibré, qui revient à créer un impôt régressif, dont le taux de prélèvement désent le resur apparente. décroît lorsque le revenu augmente.

par FRANÇOIS BOURGUIGNON et PIERRE-ANDRÉ CHIAPPORI (\*)

N n'accusera certainement pas le gouver-nement d'evoir succombé à l'attrait de la simpli-cité. La nouvelle CSG, eu taux de 2,4 %, se décompose en une part déductible de 1,3 % et una part non déductible l'(r ancianna » CSG) da 1,1 %; le déduction sur le premièra part étent capendant limitée à un plafond, lui-même dépen-dant du statut matrimonlal du foyar fiscal. Pourquoi rendre la CSG déductible? Pour évi-ter l's impôt sur l'impôt », entend-on perfois.

ter l'a impôt sur l'impôt », entend-on perfois. Apparemment, l'impôt étant par nature haïssable,



mination. Pourtant, il s'agit surtout d'un problème

Prenons un ménega dont la taux marginal d'imposition est de 20 %. Un prélèvement non déductible de 1 % ast exactement équivalent, pour kii, à un prélèvement déductible de 1,25 %; on voit mel pourquoi la premier serait inacceptable et pas le second l

# Une tendance claire

La différence est ailleurs : elle est dens la façon dont l'effort demandé est réparti sur l'en-semble des ménages. Une CSG non déductible a l'avantage da la neutralité : le prélèvement frappe tous les ménages eu mêma taux. La déductibilité introduit au contraire una asymétria. Si le prélèvemant est déduit da mes revenus, mon impôt en sera diminue à concurrenca da mon taux marginal d'imposition. Or ce damier est élevé pour las ménages aisés, faible ou nul pour les peuvres. Au total, l'effort damendé aara, en proportion du revenu, supérieur pour les seconda. D'où l'intro-duction du plafond de déductibilité.

Le graphique ci-contre montre comment le supplément de prélèvement (exprimé en pourcensupplement de prelevement (axpinne en pouten-tage) varie avec le revenu brut. Le profil est inf-guller, reflétsent à le foie les bizarraries du sys-tème français d'impôt sur le revenu et l'effet du plafond de déductibilité. Meia la tandance aat claire : le taux de prélèvement est décroissant, au moins sur une zone da revenus qui regroupe les neuf dixièmes de la population. En termes techni-ques, la nouvel impôt est régressif: il demanda proportionnellement plus aux moins riches. Est-ce réellement un progrès ? Plutôt qua de multiplier de tels expédients, ne vaudrant-il pas mieux effronter enfin l'indispanseble réforma de l'impôt sur le

Respectivement directeur d'études à l'EHESS et directeur de recherche au CNRS, leboratoire DELTA.

# La Caisse Française de Développement

émet un emprunt garanti par l'Etat.

Emprunt 7,50 %, mai \$993.

Montant: F 1.500.000.000.

Prix de souscription: 100,02 %, soit F 5.001 par obligation.

Date de jouissance : le 26 mai 1993. Date de réglement : le 26 moi 1993.

Interet annuel: 7,50 %, soit F 375 por

obligation payable le 26 mai de Une note d'apération (visa COB n° 93-213 du 7 mai 1993) une nous a aperanon pasa cuo il 1772 de la 1772 de la cest mise gratuitement à la disposition du public au siège de la Caisse Française du Dévelappement, Cité du Retiro, 35-37, rue Boissy-d'Anglas, 75008 PARIS, et auprès des établissements chargés du paiement, BALO du 12 mai 1993.

choque onnée et pour lo première fois le 26 moi 1994.

Taux de rendement actuariel au règlement : 7,50 %.

Amortissement normal: ou pair, in fine, le 26 mai 2008.

Amortissement anticipé: passible par

Officielle (Bourse de Poris).

rachat en Bourse, OPA et OPE. Cotation: les obligations feront l'objet d'une demande d'admission à la Cote



**ALLEMAGNE** 

Rappel avr. 92; CT: 9,7% LT: 8,2%

عكذا من رالإمل

française qu'ont pu être obtenus ces mouvements récents. Les écarts de taux d'intérêt entre la France et l'Ailemagne, assimilables à la prime qu'un prêteur étranger exige pour se convrir des risques de dépréciation du franc par rapport au mark, sont sujourd'hui d'environ 1/4 de point à court terme au lieu de plus de 3 points durant les premiers

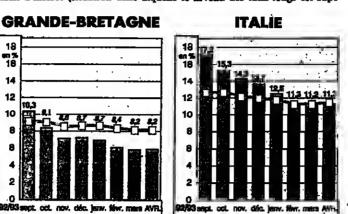
# INDICATEUR : Les taux d'intérêt Faire plus

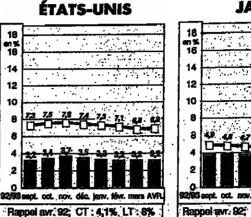
mois de l'année, tandis qu'à long terme (dix ans) cette prime est inférieure à un 1/2 point.

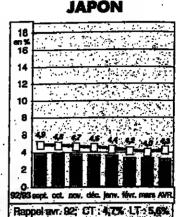
Le rétrécissement des écarts entre les taux à court et long terme, qui illustre le retour progressif à une situation cormale de la hiérarchie des taux d'intérêt (situation dans laquelle le niveau des taux longs est supé-

rieur à celui des taux courts), témoigne de même de la disparation des distorsions monétaires caractéristiques d'une monnaie attaquée.

Le contexte financier français s'est donc notablement amélioré en l'espace de quelque cinq semaines. Pour sutant, svec une inflation de 2.2 % l'an en mars, au lieu de 4.4 % en Italie, 4.2 % en Allemagne, 3,5 % ao Royanme-Uni, 3,1 % aux Etats-Unis, les taux d'intérêt réels français (respectivement 6,5 % et 5 % à court et long terme) demeurent parmi les plus élevés des grands pays industrialisés. Des baisses supplémentaires de taux nominaux seraient donc encore oécessaires pour observer en France une amélioration comparable à ce qui s'est pratiqué chez ses principanx partenaires, exception faite de l'Italie, au cours des mois pass







En colonnes : les taux à court terme, à trois mois sur le marché des eurodevises (CT). En courbes, les taux des emprunts d'Etat à long terme (LT). Sources nationales.

Rappel avr. 92; CT: 12% LT: 11%

Rappel avr. 92; CT: 10,6% LT: 9,3%

# L'ÉCONOMIE MONDIALE

# L'Europe seule en récession

ES pays développés anglo-phones, Etats-Unis, Royaume-Uni, Canada, Australie, Nouvelle-Zélande, qui avaient tous traversé une franche récession an début des années 90, ont maintenant tous rejoint une pente de croissance positive. Les reprises sont quelquefois encore freinées par une résorotion incomplète des excès d'endettement de la décennie antérieure, mais elles paraissent suffisamment robustes pour se poursuivre tout au long de

Aux Etats-Unis, l'estimatioo prélimioaire de la croissance an 1<sup>e</sup> trimestre 1993 ressort à 1,8 % en rythme annuel, contre 3,4 % et 4,7 % sux troisième et quatrième trimestres de 1992. Le ralentissement, largement anticipé tant il était clair que les performances précédentes étaient incompatibles avec le potentiel limité de l'économie américaine, a cepeodant été accentué par des cooditions climatiques particulièrement défavorables en mars sur le côte Est. Comme l'evaient été il y e deux mois les inquiétudes sur l'inflareprise sembleot aujourd'hui excessives : la croissance devrait se poursuivre aux Etats-Unis, malgré la récession européenne, la reconstitutioo oécessaire de l'épargne des ménages, et la réduction engagée de la productioo d'armemeot. Eo moyenne annuelle pour 1993, un taux voisin de 3 % est toujours envisagé. Après une longue période de

quasi-stagnation, des frémissements ont été enregistrés au Japon depuis le début de l'année. Le plus spectaculaire a été l'augmentation de l'indice de la production industrielle de 2.1 % en février, suivie par une hausse de 0,5 % en mars. La Bourse en a été suffisamment impressionnée pour remonter sen-siblemeot. Même si les ajustements de stocks et d'investissement ne sont pas encore terminés et malgré la montée du yen, l'activité économique devrait progressivement s'améliorer au cours de l'année 1993, soutenue par les

plans de relance successifs. Beaucoup de pays en développement connaissent une période de développement exceptionnellement favorable, même si d'autres continuent de régresser. Le FM1 a récemment évalué à ÷ 6,1 % le taux de croissance moven de l'activité écocomique en 1992 dans l'ensemble des pays en développement, rytbme inconnu depuis plus de dix ans. Il est d'autant plus significatif qu'il a été enregistré après une année 1991 déjà savorable, et alors que tout anconce une poursuite de cette croissance élevée en 1993. Mis à part le Moyen-Orient, qui a bénéficié du soutien transitoire lié aux retombées diverses de la crise du Goife, les bonnes performances de nombreux pays en développement découlent d'évolutions structurelles favorables : politiques économiques contioues et responsables, meilleure insertion dans l'économie mondiale, détente

des contraintes sur les balances des paiemeots. C'est donc principalement en Europe, à l'Est et à l'Ouest, que se concentrent les difficultés de la période présente.

Rappel avr. 92; CT: 10% LT: 8,7%

**FRANCE** 

En Allemagne, et particulièrement dans les anciens Lander, le climat économique se trouve très dégradé. Même s'ils ne sont plus aussi violemment orientés à la baisse, les derniers indicateurs disponibles ne font apparaître aucun signe d'amélioration. La production industrielle a encore chuté de 3,7 % entre le quatrième trimestre de 1992 et le premier trimestre de 1993. L'investissement en équipements et la consommation des ménages en biens durables contionent de baisser. Dans les oouveaux Lander, le climat des affaires se dégrade, et les chefs d'entreprise réviseot à la baisse

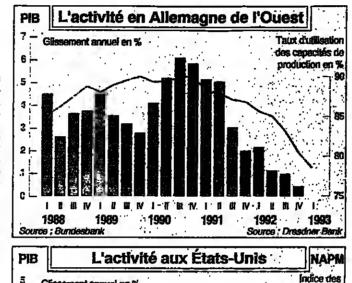
leurs perspectives de production. La récession 8 frappé la France tardivement, à l'automne 1992. Elle s'est poursuivie depuis : malgré des revenus relativement élevés, tant les entreprises que les ménages gardent un comporte-ment de dépense restrictif. Quant la médiocrité des débouchés euronéens et de l'annulation de l'avantage de compétitivité des exportateurs français. L'engagement envers le franc, solennellement réaffirmé par le oouvean gonvernement, a permis un retour à la normale très rapide sur les marchés financiers : les taux d'intérêt français à 3 mois ont rejoint les taux allemands correspondants. A la mi-mai, cela o'avait cependant pas été suffisant pour engager une dynamique favorable des anticipatioos des entreprises et des

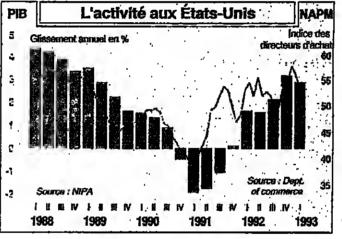
En fait, e'est bien l'économie

européenne dans son ensemble

qui se trouve engluée dans la récession. Cette situation trouve principalement sa source dans le niveau excessif des taux d'intérêt, particulièrement pénalisant dans un contexte où de nombreux acteurs s'estiment trop endettés, et daos la surévaluation qui en résulte pour les monnaies enropéennes. Les cooditions d'une forte détente de la politique monétaire allemande se sont progressivement mises en place et la Bundesbank paralt désormais incorporer à son diagnostie l'influence de la récession sur l'inflation future. Les taux allemands ont déjà sensiblement baissé, mais ils restent encore élevés. Pour éviter que la récession ne devienne trop sévère, les conditions sont claires : les taux allemands à court terme devraient poursuivre leur baisse jusqu'à s'annuler en termes réels, le dollar et le yen devraient s'apprécier par rapport aux monnaies européennes. Reste à savoir si ces mouvements s'avéreront possibles dans le contexte allemand actuel, marqué par les déficits, des tensions inflationnistes et la vigilance de la Bundesbank.

> Jean-Michel Charpin Directeur des études économiques de la BNP





# **POLITIQUE MONÉTAIRE**

# L'essor des changes

publier les résultats complets de son enquête d'avril 1992 sur les marchés des changes. Le montant des transactions y ressort à 880 milliards de dollars par jour. Par rapport à avril 1989, date de la précédente enquête, la progression atteint 42 %, soit un taux de croissance annuel moyen de 12 %. A titre de comparaison, il peut être utile d'indiquer que, pour l'ensem-ble des marchandises et des services, le commerce international a atteint en 1992, d'après le secrétariat du GATT, 4 660 milliards de dollars. De plus, aussi considérable que soit déjà leur niveau, les transactions sur les marchés des changes continuent de se développer beaucoup plus rapidement que l'activité économique ou les échanges commerciaux.

Le dollar reste la monnaie dominante, mais sa position s'effrite: il intervient encore dans 82 % des transactions, contre 90 % en 1989. La devise qui monte, c'est elairement le mark. Il intervient maintenant dans 40 % des transac-tions, à comparer à seulement 27 % en 1989. Le franc français pèse peu, avec seulement 4 % du total. Ces transactions comptent simultanément les devises achetées et vendues, ce qui fait que le total atteint 200 %. Les cinq parités les plus traitées font intervenir le dollar d'un côté de la transaction.

L'eoquête confirme la place éminente de Londres qui arrive en tête, et de loin, avec 27 % des transactions. Mieux, elle augmente son

A Banque des règlements inter-avance: Londres a gagné 3 points contionaux (BRI) vient de en trois ans, alors que les places américaines stagnent à 17 % et que Tokyo régresse à 11 %. Quant à la place de Paris, elle ne compte que pour 3 % des transactions, comme cn 1989. Les atouts de la place finan-

cière de Londres sont nombreux : une tradition plus que centenaire, un niveau exceptionnel de compétence et de savoir-faire, une sécurité financière remarquable, certi-fiée par l'histoire, la disposition de la langue internationale... Mais il est elair que Londres tire bénéfice aussi de la géographie, plus précisement de son appartenance à la même tranche horaire que l'ensemble des pays européens. Dans ce marché des monnaies qui fonctionne en continu, la concurrence n'est véritablement totale qu'entre places financières appartenant à la même tranche horaire. La force de Londres, e'est donc aussi d'être adossée à l'Europe, premier ensemble économique et commercial du monde. Dans ces conditions, les véritables concurrents de la City sont moins Wall Street on Tokyo

que Francfort et Paris. Lorsque les Britanniques se prononceront sur le traité de Maastricht, lorsque, le moment venu, ils décideront de se rapprocher ou de s'écarter des pays du continent en matière monétaire, ils devront prendre en compte les conséquences considérables de leurs choix sur le rôle de la place financière de Londres.

J.-M. Ch.

# SECTEUR e L'horlogerie Effondrement des prix

Or, réunis fin avril à Bâle pour leur grand rendez-vous annuel, les pro-fessionnels de l'horlogerie mondiale ont fait une foire « très moyenne, pas meilleure que celle de l'an der-nier», assure Marcel Rième, président de la Chambre française de l'horlogerie et des microtechniques. 1993 s'annonce donc sous de sombres auspices, quand 1992 déjà, après 1991, avait été une année

L'an dernier, pourtant, la pro-duction horlogère mondiale a pro-gressé en volume d'enviroo 6 %, dépassant les 850 millions de montres et mouvements. Une production représentant, selon la Fédéra-tion de l'industrie horlogère helvétique, un chiffre d'affaires de 14,6 milliards de francs suisses (54 milliards de francs), doot 54,7 % pour la Suisse (145 millions de pièces à forte valeur ajoutée), 22,1 % pour le Japon (373 millions de pièces) et 8,4 % pour Hongkong (175 millions de pièces). La France arrive loin, très loin, decrière, 8vec seulement. 14.2 millions de montres

Mais cette augmentation des volumes a été contrariée par la baisse des prix. La guerre meurtrière lancée par le groupe nippon Citizen en 1989 s'est avivée encore l'an dernier, avec la mollesse de la consommation dans les pays déve-loppés, l'Amérique du Nord (23 % de la demande moodiale de montres), l'Europe de l'Ouest (25 %) et le Japon (7%) représentant à eux trois, plus de la moitié du marché mondial. « Je n'ai pas le souvenir d'une telle chute» remarque Emile Péquignet, fondateur de la marque française du même nom et dans le métier depuis l'âge de seize ans.

A l'exceptioo de Hongkong, dont les exportations de montres bon marché ont augmenté de 11 % en 1992 (36,6 milliards de dollars de Hongkong), tous les grands pays horlogers ont subi le même retournement. Ainsi, la production de montres et de monvements a bien augmenté de 2 % an Japon, l'an dernier, mais, en valeur, le recul a confiné à l'effondrement : - 17 %.

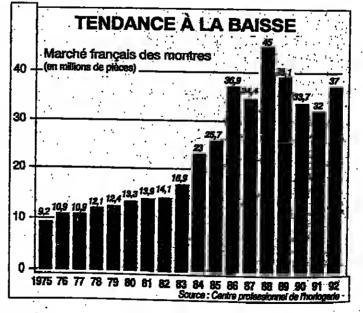
CE pourrait être un dicton hor-loger: « Qui fait une bonne foire, fait un bon second semestre!» Le groupe nippon Citizen, qui pese à lui seul un bon cinquième de la production mondiale, en est une bonne illustration: la forte hausse de sa production (+ 7 %, 178 millions de pièces) n'a pas po empêcher un recul de son chiffre d'affaires de 5 % à 115,2 milliards de yens (5,5 milliards de francs)...

Avec une hausse de 7,5 % en valeur de ses exportations l'an dernier - pour un chiffre d'affaires global de 8 milliards de francs suisses (30 milliards de francs,) – l'indus-trie helvétique, forte de ses 575 entreprises et de ses 33 000 employés, a mieux tiré son épingle du jeu. Mais elle n'à pu empêcher, malgré la renommée universelle de ses Rolex, Omega et autres Longines, une baisse sensible du prix moyen des montres exportées (tombé de 184 francs suisses en 1991 à 160 l'an dernier). Le recul du marché américain a sans doute

Cette guerre des prix et cette atonie do marché, l'industrie française les e subies de plein fouet. Faute de marques internationales Faute d'une puissance industrielle à la dimension de ses rivales. A 2,8 milliards de francs, le chiffre d'affaires de la profession a régressé de 3 %, malgré la bonne tenue des... bracelets (444 millions de francs de chiffre d'affaires. + 24 %). Les ventes des fabricants de montres, en revanche, oot fortement régressé, dépassant à peine le milliard de francs (- 16,7 %). « Et la situation s'est encore dégradée au premier semestre 1993 », assure Marcel Rième.

Aux difficultés mondiales sont en effet venues s'en ajouter d'autres. Plus spécifiques. L'absence de marques fortes, mais aussi le choix fait par l'industrie française, il y a plusieurs années, de se spécialiser dans le milien de gamme, le plus concurrence par l'industrie japonaise. Signe de ce mauvais positionnemeot : à l'exception de Lanvin, toutes les griffes françaises de haute couture oot choisi la Suisse pour leurs licences. Nos petites et moyennes entreprises manquent de locomotives.

Pierre-Angel Gay



Les graphiques et cartes de ce supplément sont réalisés par le service infographique du Monde.

preside a rather ? market 151 . . . CHARLES : SA PER ..... modes the BONE ST. C. BERTH. Marie Size Germanian et aug ACCUPANCE TO Y STATE OF THE \$ RC 1 2000 3 25% 雄をあるできる ER 2031 FE 27 .27: 略证证: 2:2: Marian is a ru **神色地 田田 - 小** 1 21 1 X 1 ... PART OF THE PART O

3E21 3 E2: 2 K

WA THE

1:15-14

本 2 3

THE RESERVE ! WINE.

Ha 2000 o'T' .

M. 100

Man - Mary -

朝 日本 コニーベ

BEE THE PARTY

1 ADD 157 . 4

Dir.

STATE OF THE PARTY OF

The second second

Maria and a series

A REAL PROPERTY CANAL

The state of

and an a